

THÈSE DE
PARIS.
1883
N^o. 45.

LORD ERSKINE

ÉTUDE SUR LE BARREAU ANGLAIS

A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

THÈSE

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR

HENRI DUMÉRIL

Docteur en Droit,

Maître de Conférences auxiliaire à la Faculté des Lettres de Toulouse.

PARIS

ERNEST THORIN, ÉDITEUR

Libraire du Collège de France, de l'École normale supérieure
des Écoles françaises d'Athènes et de Rome.

7, RUE DE MÉDICIS, 7

1883

E

LORD ERSKINE

ÉTUDE SUR LE BARREAU ANGLAIS

A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

LORD ERSKINE

ÉTUDE

SUR LE BARREAU ANGLAIS

A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

THÈSE

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR

HENRI DUMÉRIL

Docteur en Droit,

Maitre de Conférences auxiliaire à la Faculté des Lettres de Toulouse.



PARIS

ERNEST THORIN, ÉDITEUR

Libraire du Collège de France, de l'École normale supérieure,
des Écoles françaises d'Athènes et de Rome.

7, RUE DE MÉDICIS, 7

1883

E

A MES TANTES

MESDEMOISELLES FÉLICIE ET MARIE LEURS

HOMMAGE DE RECONNAISSANCE ET DE RESPECTUEUSE AFFECTION

BIBLIOGRAPHIE

Observations on the Prevailing Abuses in the British Army arising from the Corruption of Civil Government, with a Proposal to the Officers towards obtaining an Addition to their Pay, by the Honourable — (Thomas Erskine) An Officer. (London, 1773.)

A View of the Causes and Consequences of the Present War with France. (Lond., 1797.)

The Speeches of the Hon. Thomas Erskine (now Lord Erskine) when at the Bar, on Subjects connected with the Liberty of the Press, and against Constructive Treason, collected by James Ridgeway. (Lond., 1810-1811; 4 vol. in-8°.)

Speeches of Lord Erskine when at the Bar on Miscellaneous Subjects. (Lond., 1812; in-8°.)

Le Barreau anglais, ou Choix des plaidoyers des avocats anglais, trad. par MM. Clair et Clapier, avocats à la Cour royale de Paris. (Paris, 1824; 3 vol. in-8°.)

Speeches of Thomas Lord Erskine at the Bar and in Parliament, with a Memoir by Lord Brougham. (Lond., 1847; 4 vol. in-8°.)

Speeches of Thomas Lord Erskine, reprinted from the Five Volume Octavo Edition of 1810, with Memoir of his Life by Edward Walford, M. A. (Lond., 1870; 2 vol. in-8°.)

Armata, a fragment, 2 pts. (Lond., 1817; in-8°.)

Parliamentary History of England, from the Norman Conquest in 1066 to the Year 1803. (Lond., 1806-1820; 36 vol. in-8°.)

Parliamentary Debates, First Series, from the Year 1803 to 1820. (Lond., 1803-1820; 41 vol. in-8°.)

Parliamentary Debates, Second Series, 1820 to 1830. (Lond., 1820-1830; 25 vol. in-8°.)

Historical Sketches of Statesmen who flourished in the Time of George III, by Henry Lord Brougham... (Paris, 1839; 2 vol. in-8°.)

VILLEMAIN, *Cours de littérature, tableau de la littérature française au dix-huitième siècle*, 2^e édit. (Paris, 1840; 4 vol. in-8°), t. IV, p. 214 et suiv.

The Lives of Twelve Eminent Judges of the Last and of the Present Century, by William C. Townsend, Esq. M. A... (Lond., 1846; 2 vol. in-8°.)

Lives of the Lord Chancellors and Keepers of the Great Seal of England... by John Lord Campbell, LL. D., F. R. S. E.; 5th edit. (Lond., 1868; 10 vol. in-8°.)

A. RIBOT, *Biographie de lord Erskine*. (Paris, 1867; in-8°.)

The Honourable Henry Erskine, Lord Advocate for Scotland, with Notices of Certain of his Kinsfolk and of his Time... by Lieut. Colonel Alex. Fergusson. (Edinburgh and London, 1882; in-8°.)

Un assez grand nombre de discours de lord Erskine ont été publiés à part peu de temps après avoir été prononcés; on les retrouvera dans les collections ci-dessus citées.

Arguments on the Rights of Juries in the Cause of the Dean of St Asaph, in the Court of King's Bench. (Lond., 1791; in-8°.)

The whole Proceedings on a Trial of an Information ex Officio by the Attorney-General, against John Stockdale, for a supposed Libel on the House of Commons, in the Court of King's Bench, before Lord Kenyon. To which is subjoined an Argument in Support of the Right of Juries. (1791; in-8°.)

Speech on the Liberty of the Press. (1793; in-8°.)

Speech in Defence of Thomas Hardy and J. Horne Tooke, Esq., tried on a Charge of High Treason. (1795; in-8°.)

Speeches of the Hon. Th. Erskine and S. Kyd, Esq., on the Trial of T. Williams, for publishing Paine's Age of Reason, with Lord Kenyon's Charge to the Jury. (1797; in-8°.)

Substance of a Speech in the House of Commons, on a Motion for an Address to the Throne, approving of the Refusal of Ministers to treat with the French Republic. (1800; in-8°.)

An Explanation of all the Acts of Parliament relative to the Volunteer Corps. (1803.)

Speech on malicious and wanton Cruelty to Animals. (1809; in-8°.)

INTRODUCTION

L'éloquence judiciaire ne se confond pas avec l'éloquence politique. Sous notre ancienne monarchie, à une époque où il n'existait pas de tribune, où les grands procès criminels s'instruisaient à huis clos sans que l'accusé pût faire entendre d'avocat ou même s'aider d'un conseil, le barreau de nos Parlements a été néanmoins honoré par des hommes unissant à la dignité du caractère des connaissances juridiques solides et un style élégant, souvent digne d'être proposé pour modèle. Mais il en est peu auxquels leur réputation ait survécu, et nul n'est arrivé à la popularité¹. C'est que la matière a manqué à leurs

1. Au dix-septième siècle, Olivier Patru « contribua beaucoup à régler, à épurer le langage, et, quoiqu'il ne passât pas pour un avocat bien profond, on lui dut néanmoins l'ordre, la clarté, la bienséance, l'élégance du discours, mérites absolument inconnus avant lui au barreau. » (Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, ch. xxxii.) Au seizième siècle, les Loysel, les Pasquier, les Pithou durent plutôt la célébrité dont ils jouissent encore aujourd'hui à leurs écrits et à leur rôle politique qu'à leurs succès comme avocats. En dehors du Palais, le nom de Gerbier est presque oublié.

efforts. Sans doute, dans les procès civils, l'avocat peut montrer certaines des qualités les plus estimables de sa profession : l'érudition, la méthode, la clarté ; il peut, chose plus difficile peut-être, éviter les défauts souvent reprochés à son ordre : la verbosité, l'enflure. Tant qu'il ne franchira pas les limites étroites d'une action en revendication ou d'un incident de procédure, ses œuvres pourront être lues avec fruit par l'apprenti légiste ; elles ne prendront pas rang parmi ces livres classiques, connus, au moins de nom, de toute personne se piquant de quelque instruction ¹. C'est dans les affaires criminelles et dans les procès politiques que l'avocat trouve l'occasion de développer des talents vraiment littéraires, et ce sont eux aussi qui, après des siècles, offrent un intérêt puissant à l'historien, à l'homme d'État, ou simplement à l'homme de goût. De là, l'éclat du barreau ancien. « L'avocat et l'orateur politique sont si étroitement entrelacés chez les anciens, dit un savant auteur ², qu'il est fort malaisé, sinon impossible, de les désunir. Les intérêts particuliers et les préoccupations politiques s'entre-croisaient sans cesse dans les cités où l'homme privé ne se séparait guère du citoyen. Ainsi le barreau s'y transformait en arène politique ; les passions qui agi-

1. Est-il besoin de dire que je n'entends déprécier en rien de tels ouvrages ? Je veux dire seulement que leur caractère trop spécial, trop scientifique, les rend peu accessibles à la masse des lecteurs ; les écrits de Newton, de Laplace ou de Kant sont dans le même cas.

2. L. Brédif, *Démosthène* (Paris, 1879, in-8°), pp. x et xi.

taient l'assemblée du peuple pouvaient agiter aussi le tribunal. Les débats offraient alors le spectacle dou-blement intéressant d'antagonistes défendant leur vie ou leur honneur, en même temps qu'ils disputaient sur les affaires de l'État, délibération publique greffée sur un duel. Dans ces conditions, on n'est pas surpris d'entendre un consulaire, le prince de l'éloquence politique à Rome, déléguer la primauté à l'éloquence judiciaire, la plus difficile peut-être des œuvres humaines, mais aussi la plus belle ¹. »

La liberté, la publicité sont aussi indispensables aux progrès de l'éloquence judiciaire que le grand air au développement des plantes; il n'y a pas de grands avocats sous un régime despotique².

Il s'en rencontre souvent sous un régime de liberté; mais c'est surtout quand l'existence même de la liberté est mise en question que le champ qui leur est ouvert s'agrandit, que leur voix a le plus de retentissement. L'importance du pouvoir judiciaire n'est guère inférieure, en matière politique, à celle du pouvoir législatif lui-même; l'avocat qui sait convaincre des juges ou persuader des jurés joue alors dans l'État un rôle aussi grand que l'orateur qui entraîne les suffrages d'une assemblée; souvent le même homme passera sans transition du barreau à la tribune, mais il n'y a

1. « In causarum contentionibus magnum est quoddam opus, atque haud scio an de humanis operibus longe maximum. » Cicer., *de Oratore*, II, 17. — Voy. Grellet-Dumazeau, *le Barreau romain* (Paris, 1858, in-8°), p. 65 et *passim*.

2. Cf. J. Le Berquier, *le Barreau moderne français et étranger* (Paris, 1882, in-8°), pp. 28 et suiv.).

pas de hiérarchie entre deux genres qui, bien que voisins, présentent chacun leurs difficultés particulières¹. Si l'on tenait absolument à en établir une, ne suffirait-il pas de faire remarquer que les avocats sont beaucoup plus nombreux que les membres des assemblées législatives, et que pourtant les grands avocats sont plus rares que les grands orateurs politiques?

La révolution de 1688 avait affermi en Angleterre le gouvernement constitutionnel sur des bases encore étroites, il est vrai, mais, en apparence au moins, des plus solides. Le royaume avait joui pendant plus de soixante et dix ans d'une prospérité jusqu'alors inconnue; après quelques vaines tentatives, la dynastie déchue avait renoncé à tout espoir de remonter sur le trône; au dehors, « le trident de Neptune, ce sceptre du monde », semblait appartenir définitivement aux Anglais. Georges III succéda en 1760 à son aïeul, et bientôt commença, entre l'esprit de réaction et l'esprit de réforme et de liberté, une lutte violente où la Constitution faillit succomber et qu'on ne put considérer comme terminée que soixante-douze ans après. Les complications extérieures vinrent se mêler aux discordes intestines; les colonies de l'Amérique du Nord

3. « Un ingénieux sophiste a écrit ces paroles : « Entraîné par la mâle éloquence de Démosthène, mon élève dira : C'est un orateur! en lisant Cicéron, il dira : C'est un avocat! Que signifie cette distinction, et quelle est cette opposition dédaigneuse entre les fonctions de l'orateur et celles de ces hommes éloquents, actifs, généreux, qui, dans tous les temps, ont été respectés, souvent admirés, comme les défenseurs du droit contre la fraude et l'oppression? » Voy. *Le Clerc, Disc. prélim. aux œuvres de Cicéron*, éd. 1825, I, p. 33.

se séparèrent à jamais de la mère-patrie; puis éclata la Révolution française, dont le contre-coup se fit sentir dans l'Europe entière, exaltant les espérances des novateurs, mais doublant aussi chez leurs adversaires l'énergie de la résistance. Ai-je besoin même de mentionner la longue guerre qui, une seule fois suspendue par un traité bientôt déchiré, arma l'Angleterre contre la France pendant la République, le Consulat et l'Empire?

L'éloquence parlementaire atteignit alors son apogée : les noms de Burke, de Fox, de Pitt, de Sheridan sont connus de tous; mais, ce qu'on sait peut-être moins chez nous, l'éloquence du barreau ne vit jamais en Angleterre de plus beaux jours. Sans parler de Curran et de Grattan, en Irlande, d'Henry Erskine, en Écosse, ne suffit-il pas de citer les noms de Thomas Erskine, de Samuel Romilly, de James Mackintosh, d'Henry Brougham? Tous, il est vrai, ont été, en même temps que des avocats, des hommes politiques; presque tous ont été aussi des écrivains; mais c'est par le barreau qu'ils se sont élevés, c'est au barreau qu'ils ont eu leurs succès les moins contestés. Le premier d'entre eux par les dates comme par le talent¹, Thomas Erskine, est, pour beaucoup de ceux qui n'ont pas fait une étude spéciale de l'histoire d'Angleterre, le principal, l'unique représentant du barreau anglais; en même temps, l'avocat a fait oublier chez lui le membre de la Chambre des communes, le chancelier, le pair du

1. Je ne parle ici, bien entendu, que du talent de l'avocat.

royaume et l'écrivain. Il était, en effet, avocat avant tout, et il est resté tel même au sein des assemblées politiques, même la plume à la main : de là sa supériorité dans la plaidoirie, son infériorité relative, sur laquelle ses adversaires ont d'ailleurs insisté outre mesure, dans les autres genres où il s'est exercé. En le suivant dans les diverses étapes d'une longue et glorieuse carrière, je serai amené à étudier sur bien des points la condition des avocats et des légistes anglais en général ; je ne m'interdirai pas non plus toute comparaison avec le barreau romain ou le barreau français ; mais je voudrais avant tout représenter sous ses véritables traits, avec son génie oratoire, l'indépendance de son caractère, son cœur excellent, comme aussi avec ses faiblesses, celui qu'un de ses successeurs dans la plus haute magistrature du royaume, lord Campbell, n'hésitait pas à placer au-dessus des avocats de toutes les époques et de toutes les nations ¹.

Je ne me dissimule pas combien il est malaisé d'accomplir cette tâche ; nul n'ignore la distance qui sépare un discours prononcé d'un discours écrit, l'audition de la lecture. De plus, pour l'immense majorité des Français, pour beaucoup même de nos jurisconsultes, les lois et la procédure anglaises sont lettre close. Tandis que la plupart des législations de l'Europe occidentale dérivent en ligne plus ou moins directe du Droit romain, les Anglais ont conservé soi-

1. « As an advocate in the forum, I hold him to be without an equal in ancient or modern times. » *Lives of the Lord Chancellors*, IX, p. 78.

gneusement leur Droit, pur de tout mélange étranger; ces mots même de *Droit romain*, de *Droit civil*, ont toujours éveillé chez eux, bien plutôt que l'idée de *raison écrite*, le souvenir du despotisme des empereurs et la crainte de la suprématie du clergé¹. L'absence de code, la coexistence de deux Droits aussi différents que l'étaient à Rome le Droit civil et le Droit prétorien (*Common Law* et *Equity*), un formalisme étroit, l'admission du jury même en matière civile, et beaucoup d'autres traits moins importants, donnent à la législation anglaise une physionomie toute spéciale². Je n'ai certes pas la prétention d'insérer ici un abrégé, même des plus succincts, de cette législation; mais, chemin faisant, nous rencontrerons plus d'une fois des termes qui demanderont à être expliqués; j'aurai à en

1. Voy. de Lolme, *Constitut. de l'Angleterre*, nouv. éd. (Paris, s. d., in-8°), I, pp. 152 et suiv.; A. Rivier, *Introd. histor. au Droit romain* (Bruxelles, 1881, in-8°), pp. 44 et 45. — Junius, dans sa fameuse lettre au lord Chief-Justice Mansfield, lui reproche avec sa véhémence habituelle son goût pour le Droit romain : « In contempt or ignorance of the Common Law of England, you have made it your study to introduce into the Court where you preside maxims of jurisprudence unknown to Englishmen. The Roman Code, the law of nations and the opinions of foreign civilians are your perpetual theme : but who ever heard you mention Magna Charta or the Bill of Rights with approbation or respect?... It is confessed that, under *Justinian*, you might have made an excellent *Praetor*. It is remarkable enough, but I hope not ominous, that the laws you understand best and the judges you affect to admire most, flourished in the decline of a great empire, and are supposed to have contributed to its fall. » (14 novembre 1770.)

2. Quelques-uns de ces traits tendent à s'effacer aujourd'hui; bien du temps se passera, sans doute, avant qu'ils aient disparu.

développer brièvement le sens, soit pour aider à comprendre dans quelles conditions le barreau anglais accomplit sa mission, soit pour faire apprécier l'influence d'Erskine sur la jurisprudence et les modifications qu'il a contribué à faire introduire dans les lois.

Dans la première partie de mon travail, j'exposerai la biographie d'Erskine, en insistant sur ce qui peut faire mieux saisir son rôle politique et judiciaire; dans la seconde partie, j'analyserai ses principaux plaidoyers; je consacrerai enfin une troisième et dernière partie à l'étude de son style et de ses mœurs oratoires; je chercherai à le montrer dans ses rapports avec les juges, le jury, ses confrères, tous ceux avec lesquels un avocat est en relations fréquentes.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

BIOGRAPHIE D'ERSKINE JUSQU'A SES DÉBUTS AU BARREAU

Thomas Erskine, troisième fils du comte de Buchan, rejeton d'une race qui pendant quatre siècles avait occupé en Ecosse les plus hauts emplois¹, naquit à Édimbourg le 10 janvier 1750. La pauvreté de la noblesse écossaise contrastait singulièrement avec l'opulence des lords anglais; le comte de Buchan n'avait guère que 200 livres de revenu et habitait un petit appartement dans les régions supérieures d'une de ces maisons à neuf ou dix étages comme on en voit encore à Edimbourg. Du comte lui-même, je ne sais que peu de chose; mais les préceptes et les exemples que le jeune Thomas reçut de sa mère laissèrent sur lui une

1. On trouvera la liste des plus illustres membres de cette famille dans Townsend, *Twelve Eminent Judges*, I, p. 399; il nous suffira de mentionner, parmi les noms qu'il cite, John, lord Erskine et comte de Mar, qui fut régent d'Ecosse, en 1571, sous Jacques VI. J'ajouterai qu'un comte de Buchan fut fait connétable de France par Charles VII, encore dauphin, et tué à la bataille de Verneuil en 1424. Voy. aussi A. Fergusson, *Henry Erskine*, ch. I.

impression durable. Appartenant à une famille noble du Mid-Lothian, douée d'une belle intelligence, encore agrandie par une excellente éducation, lady Buchan fut la première institutrice de ses enfants, et c'est elle qui paraît avoir déposé dans l'esprit de son plus jeune fils le germe des sentiments religieux qu'il professa toute sa vie, arrivant, chose trop rare, à la tolérance sans passer par le scepticisme. Les premières années d'Erskine se passèrent sous le toit paternel et à l'école supérieure (*High School*) d'Edimbourg ¹. Presque toujours à la tête de sa classe, mais souvent aussi, pour quoi faut-il l'ajouter, fouetté pour son indiscipline, le futur chancelier donna dès lors des preuves d'une vive intelligence et d'une heureuse mémoire; de même, à Saint-André, où sa famille se retira en 1762, trouvant les loyers trop chers dans la capitale. Le même motif, la pauvreté, fit bientôt interrompre brusquement ses études, et à quatorze ans, non sans quelque chagrin, il s'embarqua, en qualité de *midshipman*, sur le vaisseau de Sa Majesté *le Tartare*.

Les Anglais attachent la plus grande importance à l'éducation classique ²; ce n'est donc qu'à regret qu'ils

1. Il n'est pas absolument certain qu'Erskine ait été à l'école supérieure d'Edimbourg. Voy. A. Fergusson, *op. cit.*, p. 62.

2. « La première recommandation pour un homme (en Angleterre), dit M. Stapfer, c'est un titre de noblesse; la seconde, c'est un grade universitaire. Tandis que le Français démocrate, pour peu qu'il ait de mérite personnel et de notoriété, met une affectation de bon goût à dissimuler son titre ou son grade, l'Anglais les affiche et les étale partout... Sous l'influence de ce préjugé national, qu'on ne tient un rang dans la société que par la naissance ou, à défaut de la naissance, par la haute éducation dûment et officiellement constatée, je crois que les Anglais ont un peu honte de ce pauvre William Shakespeare... et qu'ils ont tenu, pour l'honneur de l'Angleterre,

sont forcés de constater que, comme leur plus grand poète dramatique, leur plus grand avocat ne savait que « peu de latin et encore moins de grec, *small Latin and less Greek* » ; il n'est même pas bien prouvé qu'il sût de l'idiome d'Homère autre chose que l'alphabet. Mais que nous importe, à nous, cette question ? La gloire de l'orateur n'est pas diminuée par les lacunes de son instruction ; peut-être ses efforts ont-ils dû être plus grands, peut-être fût-il arrivé plus facilement à la perfection s'il avait eu des guides, et encore, je n'en sais rien. S'il eût copié des modèles, il eût été moins digne, sans doute, d'être pris pour modèle ; le plus Français des écrivains français du dix-septième siècle, La Fontaine, n'était pas plus érudit qu'Erskine ; et un auteur ingénieux de notre temps a attribué, non sans vraisemblance, le style aisé et naturel qui est l'apanage des femmes à leur ignorance des classiques ¹.

Le jeune *midshipman* resta quatre ans en mer, croisant sur les côtes de l'Amérique et dans les Antilles. Il rapporta de ses voyages une santé excellente ²,

à montrer qu'il aurait pu être au moins bachelier ès lettres. » *Shakespeare et l'Antiquité* (Paris, 1879, in-8°), I, p. 64.

1. H.-T. Buckle, *History of Civilization in England* (Londres, 1868, in-8°), II, p. 307 : « There can be little doubt that the principal reason why well educated women write and converse in a purer style than well educated men, is because they have not formed their taste according to those ancient classical standards, which, admirable as they are in themselves, should never be introduced into a state of society unfitted for them. » J. Angus (*Handbook of the English Tongue*, p. 372) cite, avec Shakespeare et Erskine, les écrivains suivants comme n'ayant guère étudié que l'idiome maternel : W. Cobbett, Isaac Walton, John Bunyan, B. Franklin, Hugh Miller.

2. Pendant les vingt-huit ans de sa carrière d'avocat, jamais il n'eut à souffrir d'une indisposition assez grave pour l'empêcher de s'acquitter de ses devoirs professionnels. A l'époque

une masse assez confuse de connaissances recueillies dans des livres achetés au hasard et lus à bord avec avidité, et une certaine disposition à mystifier ses auditeurs, disposition commune, prétend-on, à tous ceux qui viennent de loin ¹. Il conçut, de plus, une grande admiration pour la marine anglaise, admiration qui se manifeste à plusieurs reprises dans ses discours et dans ses écrits; nous verrons aussi que sa science nautique ne lui fut pas inutile plus tard dans les premiers procès qu'il eut à plaider et qui commencèrent sa réputation. A son retour en Angleterre, quel ne fut pas son désappointement quand il apprit, qu'à raison du grand nombre de *midshipmen* ayant de plus longs états de service que les siens, il aurait à attendre longtemps encore sa commission de lieutenant. Il donna sa démission.

Quelques jours après son père mourait, lui laissant à peine de quoi vivre. Il eût ardemment désiré entrer à Oxford ou à Cambridge, et se destiner à une profession libérale; mais, sans argent, il n'y pouvait guère songer ².

des fameux *State Trials* de 1794, il eut une extinction de voix la veille du jour où il devait plaider; le lendemain, il était guéri. « Il attribua cette guérison subite et inespérée à une faveur spéciale de la Providence. » Lord Brougham, *Sketches of Statesmen*, I, p. 136.

1. Son frère aîné écrivait à lord Chatham que Thomas, revenant des Indes occidentales, lui avait confirmé tout ce que les voyageurs racontaient des Patagons !

2. Un père de famille doit s'estimer fort heureux si l'éducation universitaire de son fils (il ne s'agit que de l'enseignement supérieur, à l'exclusion même de toute instruction professionnelle) ne s'élève pas au-dessus de 15,000 francs. — Demogeot et Montucci, *l'Enseignement supérieur en Angleterre* (Paris, 1870, in-8°), pp. 85 et 86.

Il acheta une commission d'enseigne dans le premier régiment d'infanterie de ligne. Resté sans un penny après cet achat, il alla de garnison en garnison, et, à l'âge de vingt ans et quelques mois, il épousa miss Frances Marlow, fille d'un membre du Parlement, mais dont l'avoir était aussi des plus modestes.

Cette union imprudente n'eut que d'heureux résultats ; non seulement il trouva dans sa femme une compagne dont l'affection ne se démentit jamais, mais, sous l'aiguillon de la nécessité, il se mit résolument à l'étude, déterminé à remplir son devoir envers elle, envers les enfants que bientôt il eut à nourrir et à élever ¹. Après sa première plaidoirie, comme on lui demandait où il avait pris cette calme et fière assurance qui le distingua dès le début, il répondit : « J'ai cru sentir mes enfants me tirer par la robe et me crier : *Père, il faut gagner notre pain !* »

Envoyé à Minorque avec son régiment, il y lut et

1. « F. Jeffrey, dit M. Philarète Chasles, finit, de guerre lasse, comme cela arrive souvent, par se précipiter dans le mariage et dans un mariage sans fortune... Lord Erskine, lord Eldon, Samuel Romilly, mille noms glorieux de la dernière époque, en Angleterre, se sont mariés ainsi sans que personne s'étonnât de leur imprudence (*ceci est exagéré*)... Les races teutoniques affirment que la femme a une valeur propre et personnelle, qu'il n'est point convenable à la dignité virile de chercher une dot plutôt qu'une compagne. C'est, disent-elles, favoriser l'indolence et abaisser l'homme que de ravalier ainsi la créature à laquelle nous attachons notre vie, et qui doit donner à la famille ses enfants... » (*L'Angleterre littéraire*, p. 24). Il paraît qu'Erskine avait composé, avant son mariage, un petit écrit intitulé : *An Essay on Marriage and the Choice of a Wife, In a Letter to Lieutenant Colonel Bentinck of the 2d Battalion of the 1st or Royal Regiment of Foot, wrote at St Hilliers in the Island of Jersey, on Christmas Day 1769, Being the Consequence of an Argument on that Subject*, essai qu'il ne publia pas. — Voy. A. Fergusson, *op. cit.*, p. 125.

relut les auteurs anglais du seizième et du dix-septième siècle, notamment Shakespeare, Milton, la version anglaise de la Bible ; il ne négligea pas non plus les auteurs plus corrects ¹, mais plus froids du dix-huitième siècle, et parmi eux Pope, qui, chose singulière, fut aussi l'un des poètes favoris de lord Byron. Les deux années qu'il passa ainsi confiné dans une petite île de la Méditerranée furent peut-être les plus fructueuses de sa jeunesse ; là, il forma ce style vraiment anglais (*racy and idiomatic English*) qui, aux yeux de ses compatriotes, constitue son plus beau titre à la gloire littéraire ; là, il amassa ce trésor inépuisable de citations dont il sut orner à propos ses discours et qui semblaient toujours amenées par le sujet même sans qu'on pût jamais accuser l'orateur de faire un pédantesque étalage de son érudition ; là, enfin, il prit l'habitude d'un travail opiniâtre et méthodique, habitude qu'il conserva pendant toute sa carrière d'avocat. Il s'essaya même à l'art de la parole, remplaçant à l'occasion l'aumônier du régiment, et composant des sermons qui parurent si bons à ses auditeurs, qu'ils les crurent pillés dans quelque recueil ². En même temps, il faisait de petits vers, et, coïncidence assez remarquable, l'une des premières pièces écrites par celui qui devait être surnommé le défenseur du jury fut faite

1. Je les appelle ainsi pour me conformer à l'usage général, mais au fond je suis de l'avis de lord Macaulay, dans son *Essai sur Byron*. (*Critical and Historical Essays*, t. I, p. 319, de l'édit. Tauchnitz.)

2. Bien des années après, ses ennemis politiques, qui l'accusaient de prétentions à l'universalité en fait de connaissances, annonçaient qu'il devait publier un livre, sous ce titre : *Sermons prêchés sur mer et dans les camps par le très honorable lord Erskine, ex-chancelier*.

contre cette institution. Les jurés de Westminster venaient, en effet, de condamner un de ses protecteurs, le général Mostyn, dans je ne sais plus quel procès¹.

A son retour en Angleterre (1772), il se mêla à la meilleure société littéraire et attira même sur lui l'attention du docteur Johnson, considéré alors comme l'oracle du goût, oracle bourru, d'ailleurs, et peu facile à satisfaire². C'est avec un certain étonnement, excité par tant de témérité, que Boswell raconte que le jeune officier osa une fois tenir tête au terrible critique. Erskine paraît lui-même s'être trouvé très audacieux dans cette circonstance, et il s'en vantait souvent vers la fin de sa vie.

Il publia à la même époque une brochure sur un sujet qui lui tenait, hélas ! fort à cœur : *La solde des officiers de l'armée de terre*³. Le style de cet opuscule est trop pompeux ; il révèle chez son auteur une certaine inexpérience, mais il est plein de chaleur, et on y

1. L'auteur représentait l'ombre d'Alfred le Grand revenant sur la terre et assistant à la condamnation du général. Les derniers vers seuls ont été conservés :

The monarch's pale face was with blushes suffused,
To observe right and wrong by twelve villains confused.
And kicking their — s all round in a fury
Cried : « Curs'd be the day I invented a jury ! »

2. Deux exemples entre mille, parmi les moins connus : Une mère de famille faisait ressortir à Johnson les difficultés d'un morceau de musique que venait de jouer sa fille. La seule réponse du docteur fut : « Madame, j'eusse préféré qu'il fût impossible de le jouer. » — Impatienté, un jour, d'être contredit par le docteur Mortimer, principal du collège de Lincoln, à Oxford, il finit par lui dire : « Monsieur, vous avez sans doute oublié qu'un auteur a dit : *Plus negabit unus asinus in una hora quam centum philosophi probaverint in centum annis ?* » Voy. Twiss, *Life of Lord Eldon* (Londres, 1846, in-8°), I, p. 65.

3. Voir la bibliographie.

voit percer des tendances démocratiques assez naturelles, d'ailleurs, chez un jeune homme de noble naissance, mais pauvre, aimant peu à solliciter, et qui s'est vu préférer maintes fois des camarades plus riches ou plus intrigants. Avec quel mépris il parle de ces officiers de parade qui montrent leurs habits rouges sur toutes les promenades à la mode, mais qu'on ne voit jamais dans les camps¹ ! Bien que, par prudence, ou pour tout autre motif, il eût gardé l'anonyme, il fut bientôt connu comme l'auteur du pamphlet; les abus qu'il dénonçait n'étaient que trop réels, et son courageux réquisitoire lui créa une popularité dans les rangs des officiers inférieurs. Mais il était de plus en plus dégoûté de sa profession; sans argent pour acheter un grade supérieur, il avait devant lui la perspective de rester de longues années lieutenant avant de pouvoir passer capitaine à l'ancienneté. Il prit alors une détermination hardie et se résolut à quitter l'armée comme il avait quitté la marine. Un hasard, disent ses biographes, décida de sa vocation. Les assises se tenaient dans la ville où il était en garnison; il y entra revêtu de son uniforme. Lord Mansfield, qui présidait, ayant appris qu'il était fils du comte de Buchan et qu'il avait navigué sur *le Tartare*, sous les ordres

1. « So long as the battalions are encamped in native plains or ensconced in peaceful barracks, so long these sons of riot and effeminacy maintain their posts. The brilliant orbit of Ranelagh glows with their scarlet, and the avenues of Vauxhall glitter with blades, drawn against unarmed apprentices, in the honour of a strumpet, which rust in their scabbards when their country calls... It is only upon the useful and valuable part of the army that all its grievances fall. To the stripling of the peaceable parade it is the limbo of vanity; to the veteran of the field, it is a path sown with thorns. »

d'un de ses neveux, sir David Lindsay, le fit asseoir à ses côtés pendant les débats, lui expliquant tous les incidents de l'audience. Erskine, ajoute-t-on, entendit les avocats, compara leurs efforts à ce dont il se sentait lui-même capable, et leurs honoraires à ses minces appointements, et il fit comme le Corrège, s'écriant : « Et moi aussi, je suis peintre ! » — Je ne nie pas l'authenticité de l'anecdote ; je pense seulement qu'il ne faut pas s'en exagérer l'importance. Erskine désirait depuis longtemps embrasser une profession libérale ; ses yeux devaient s'être naturellement tournés vers le barreau, soit parce que son frère Henry s'était déjà fait parmi les avocats d'Édimbourg une place honorable ¹, soit parce que les gains élevés des *barristers* ² étaient de nature à exciter l'ambition d'un jeune homme qui avait souffert et qui souffrait encore de la pauvreté. Encouragé par sa mère, par son compatriote lord Mansfield, lord Chief-Justice de la Cour du Banc du Roi, par quelques amis, notamment par Sheridan, il se fit inscrire au collège de la Trinité, à Cambridge, comme *fellow-commoner*, et en même temps à Lincoln's Inn pour commencer ses études professionnelles.

De ses occupations à l'Université, je ne dirai que peu de chose, d'autant mieux que pour les jeunes nobles les titres de bachelier ès arts et de maître ès arts s'obtenaient sans examen ³. Il n'aspira pas aux *honneurs*,

1. Sur Henry Erskine, voyez A. Fergusson, *The Honourable H. Erskine*.

2. Les avocats s'appellent *barristers* en Angleterre, *advocates* en Écosse.

3. Lord Campbell, *op. cit.*, VIII, p. 239. Les examens universitaires étaient d'ailleurs devenus, à cette époque, une formalité dérisoire. Voir un curieux exemple dans Twiss, *Life of Lord Eldon*, I, p. 44.

et se contenta de remporter un prix dans son collège pour la composition anglaise. Bien des fois, dans le cours de sa carrière, il eut à revenir sur le sujet qui avait été proposé au concours : l'éloge de la révolution de 1688, et, dans son plaidoyer pour Thomas Paine, il s'étendit avec complaisance sur son premier triomphe dans la défense des idées libérales.

Ses études juridiques méritent de fixer davantage notre attention. A cette époque, l'enseignement scientifique du Droit n'existait pas en Angleterre¹. Quand, en 1799, sir James Mackintosh, frappé des énormes lacunes qui existaient dans l'instruction de la plupart des avocats de son pays, voulut faire un cours sur les principes généraux du Droit, et demanda aux *Benchers* (membres du conseil de discipline) de Lincoln's Inn de lui ouvrir leur grande salle, ceux-ci refusèrent nettement, ne voyant pas à quoi pourrait servir une science dont ils s'étaient toujours parfaitement passés; il fallut toutes les instances du chancelier, lord Loughborough, pour qu'ils revinssent sur leur détermination. Ce n'est guère que de notre temps que la législation a commencé à être étudiée en Angleterre d'une manière méthodique et que de véritables cours de Droit ont été institués dans les *Inns of Court*. Au milieu du dix-huitième siècle, les seules obligations auxquelles fussent assujettis les jeunes stagiaires étaient le payement de frais assez considérables et l'assistance à un certain nombre de repas de corps. Les *Inns of Court*, qui avaient été à l'origine et étaient encore au temps de Bacon des espèces d'écoles de Droit où les vétérans

1. Voy. William Markby, *Elements of Law* (Oxford, 1874, in-8°, 2^e éd.). Introd., pp. ix et x.

du barreau initiaient leurs jeunes confrères à toutes les complications de la procédure et aux mystères du vieux Droit commun, avaient complètement perdu ce caractère ¹. L'étudiant était abandonné à lui-même; il n'avait même pas de bons livres à sa disposition pour lui servir de fils conducteurs dans le dédale presque inextricable d'une législation non codifiée. Les traités de Droit, faits par des praticiens sans idées générales, n'étaient que d'indigestes compilations. Lord Campbell attribue à Charles Yorke, qui fut nommé chancelier quelques heures avant sa mort, l'honneur d'avoir, le premier en Angleterre, joint une forme littéraire à la science du Droit ². Le stagiaire déterminé à apprendre n'avait qu'une ressource : se faire admettre à travailler dans le cabinet d'un avocat occupé, et là, suivant l'expression de lord Brougham, « amasser son savoir brin à brin, selon le hasard des cas particuliers. » Bien heureux quand l'avocat condescendait à dérober quelques instants à sa clientèle pour donner des éclaircissements à celui qui s'était confié à sa direction ! On comprend tous les inconvénients d'un pareil système. Les légistes anglais, sans aucune vue d'ensemble, sans connaissance des principes, faisaient, par l'étroitesse de leur esprit, l'étonnement des ju-

1. Voy. Pearce, *A History of the Inns of Court and Chancery* (Londres, 1848, in-8°). Il existe quatre *Inns of Court* : *Inner Temple*, *Middle Temple*, *Lincoln's Inn* et *Gray's Inn*.

2. « Of all the departments of literature, jurisprudence is the one in which the English have least excelled. Their treatises of highest authority were a mere jumble-without regard to arrangement or diction. Non for the first time appeared among us a writer who rivalled the best productions of the French and German jurists. » (*Life of Lord Chancellor Yorke*, VII, p. 48.)

risconsultes du continent. « Toute tendance au perfectionnement des lois ou des théories juridiques, écrivait au commencement de ce siècle un publiciste français, leur semble une rêverie ou une tentative de renversement social. Les idées générales positives leur sont même étrangères, et c'est vainement qu'on cherche à obtenir d'eux des renseignements méthodiques sur les objets de leur profession. Leurs connaissances n'étant acquises que par une aveugle routine et se composant de pièces et de morceaux pris çà et là, il leur est impossible d'indiquer l'ordre systématique du sujet même qu'ils connaissent le mieux. N'allez pas leur demander la raison essentielle d'une loi; ils ne concevront pas qu'on puisse avoir besoin de consulter à cet égard la nature des choses; ils vous répondront par le fait seul ou par une raison purement arbitraire et qui ne résoudra aucune véritable objection. N'allez pas vous étonner d'un usage bizarre ou évidemment contraire au bon sens; ils s'étonneront bien davantage que vous puissiez faire de telles réflexions, et ils croiront vous fermer la bouche par un précédent sur le même objet ou par la citation d'un usage analogue tout aussi bizarre et tout aussi contraire à la raison ¹. » En l'absence de code, les jugements se rendent surtout d'après les précédents, ce qui vient augmenter encore la fâcheuse tendance créée par l'absence d'études juridiques sérieuses. Erskine, sans échapper complètement à l'influence du milieu dans lequel il se trouvait, conserva pourtant une largeur d'esprit qui contraste singulièrement avec les idées étroites de la

1. J. Rey, *Instit. judiciaires de l'Angleterre* (Paris, 1823, in-8°) I, p. 113. Cf. A. de Tocqueville, *la Démocratie en Amérique*, 13^e éd., I, p. 322 et suiv.

plupart de ses confrères et notamment de celui qui fut son rival au barreau, son adversaire politique dans les deux Chambres du Parlement, son prédécesseur et son successeur sur le siège du chancelier, John Scott, plus tard lord Eldon. Il travailla dans le cabinet de Buller, qui passait pour un des meilleurs *special pleaders* de l'époque, et qui se distingua dans la suite comme magistrat; il apprit assez de Droit pour se tirer honorablement des difficultés qui pouvaient se présenter à lui, mais il n'arriva jamais, dit-on, à se mettre dans la tête cet amas de solutions d'espèces que les Anglais décoraient alors du nom de science du jurisconsulte ¹. Lord Eldon fait encore l'admiration de ses biographes par sa prodigieuse érudition, et pourtant l'un d'entre eux a pu dire en plaisantant : « Si un malfaiteur, homme de goût, avait le choix entre la lecture des discours de lord Eldon et la mort, il n'en aurait pas lu quatre qu'il appellerait à grands cris le

1. « *Though he never became a profound jurist, yet, with his lively imagination he had a sound and logical understanding, and his commonplace books, which are still in existence, show that at this period his application to the studies of his newly-adopted profession was close and unremitting. Hence, his progress was respectable, if not brilliant, and in a very short space of time he was able to collect and arrange the authorities upon most questions of law which he had to consider, and so to arrive at a the rough comprehension of the issue at stake.* » Lord Campbell, *op. cit.*, VIII, p. 241; E. Walford, *Life of Lord Erskine*, p. xi. — Lord Brougham, esprit large lui-même, reconnaît à Erskine *une belle intelligence juridique*. « His understanding was eminently legal : though he had never made himself a great lawyer, yet could he conduct a purely legal argument with the most perfect success, and his familiarity with all the ordinary matters of his profession was abundantly sufficient for the purposes of the forum. » *Sketches of Statesmen, Lord Erskine*.

bourreau¹. » La jurisprudence, dans le sens étroit du mot, dut beaucoup à lord Eldon; Erskine eut aussi quelque influence sur elle, mais il en eut davantage sur la législation, sans parler des modèles d'éloquence judiciaire que son pays lui doit. Félicitons-nous donc qu'il n'ait pas mérité d'être appelé par ses contemporains un juriste profond.

En même temps qu'il étudiait la pratique du Droit chez Buller, puis chez Wood (qui fut plus tard baron de l'Échiquier), il s'exerçait à l'art de la parole dans une sorte de basoche, de *parlotte*, comme on dit aujourd'hui², où, devant l'auditoire le plus mêlé, les orateurs novices venaient essayer leurs forces. On prétend, et je ne demande pas mieux que de le croire, que dans ces conférences on a plus d'une fois entendu des discours dignes de faire retentir les échos de Westminster Hall ou de Saint-Stephen's Chapel.

Enfin, le stage finit (1778). Il était temps. Malgré la plus stricte économie, malgré l'obligeance de quelques amis, qui avaient généreusement ouvert leur bourse à Erskine, les frais d'études et l'entretien de sa famille avaient absorbé tout l'argent que lui avait procuré la vente de son grade de lieutenant. Au début de son stage, ses confrères avaient été plus d'une fois surpris de le voir apparaître aux dîners réglementaires de Lincoln's Inn avec l'uniforme rouge sous sa robe de laine, et Jeremy Bentham dit qu'il était ordinairement si mal vêtu qu'il attirait l'attention³.

1. Lord Campbell, *Life of Lord Chancellor Eldon*, X, p. 285.

2. En anglais « spouting shop. » Pouvaient entrer tous ceux qui payaient six pence, et encore avaient-ils droit à un verre de *punch* ou de *porter*. E. Walford, *loc. cit.*

3. Jeremy Bentham s'était lié avec lui à l'occasion du

Mais la présentation à la barre faite (3 juillet 1778), l'avenir n'était encore rien moins qu'assuré. Combien d'avocats, même laborieux et doués d'une heureuse intelligence, attendent de longues années les clients qui ne veulent pas venir ! Il faut, en général, huit à dix ans pour qu'un débutant arrive à se faire connaître au barreau d'une de nos cours d'appel : sur cent avocats inscrits, il n'en est guère que quinze ou vingt qui soient réellement occupés. Il n'en est pas autrement à Londres¹. John Scott ne gagna pas un shelling dans les onze premiers mois qui suivirent sa présentation à la barre ; le douzième, il reçut en tout une demi-guinée. En Angleterre, comme chez nous, les avoués sont les grands dispensateurs de causes², et, comme chez nous, ils n'en sont pas très prodigues pour les novices. Erskine ne s'était particulièrement lié

pamphlet qu'il avait publié sur la situation des officiers ; c'est peut-être en partie à la fréquentation de cet homme éminent, mal vu d'ailleurs des juristes anglais, qu'Erskine dut cette largeur d'idées que nous louons en lui.

1. En 1864, il y avait en Angleterre quatre mille quatre cent soixante-quinze avocats inscrits ; neuf cent quatre-vingt-dix-sept seulement se rendaient aux *circuits* (V. plus bas l'explication de ce mot), et, parmi ces derniers, il y en avait beaucoup, sans doute, dont les honoraires gagnés en province ne couvriraient pas les frais du voyage. Dr. Gundermann, *Richteramt und Advokatur in England* (Munich, 1870, in-8°), p. 11. Le chiffre des inscriptions était, il est vrai, beaucoup moins élevé au commencement de ce siècle.

2. Il y a, ou plutôt il y avait autrefois, trois sortes d'avoués en Angleterre : les *attornies*, les *solicitors* et les *proctors*. Les *attornies* pratiquaient près des cours de *droit commun*, les *solicitors* près des cours d'*équité*, les *proctors* près des cours ecclésiastiques. Aujourd'hui, les mêmes hommes réunissent le titre d'*attorney* et celui de *solicitor*. Le nombre des *attornies* n'est pas déterminé ; il y en avait, en 1837, dix mille quatre cent quarante-deux. Dr. Gundermann, *op. cit.*, p. 11.

avec aucun membre de cette classe, si courtisée, en général, par nos jeunes avocats. Le barreau anglais est d'ailleurs très sévère pour tout ce qui ressemble à la chasse aux procès; l'étiquette professionnelle défendait, il y a quelques années et défend peut-être encore à tout *barrister* allant plaider aux assises en province, de dîner avec un *attorney* ou de faire danser sa fille. Quoi qu'il en soit, Erskine pouvait croire qu'il avait encore à passer plus d'un mauvais jour, quand un hasard inespéré vint lui fournir l'occasion de montrer ce qu'il pouvait faire et le mettre sur le chemin de la réputation et de la fortune.

CHAPITRE II

DÉBUTS D'ERSKINE AU BARREAU

Le capitaine Baillie, lieutenant de l'hôpital de Greenwich, fondé par Guillaume III, pour les invalides de la marine, avait constaté de graves abus dans l'administration de cet établissement. Les fournitures étaient défectueuses ; on avait préposé aux services de l'hôpital non d'anciens marins, comme cela aurait dû être, mais des agents électoraux du comte de Sandwich, alors premier lord de l'amirauté. Quelques-uns de ces abus étaient d'ailleurs fort anciens dans cette administration, car il fut prouvé que, dès 1742, les pensionnaires de l'hôpital se plaignaient qu'on eût aplati leurs assiettes d'étain afin de diminuer leur portion réglementaire de soupe¹. En vain le capitaine adressa lettre sur lettre, remontrances sur remontrances au conseil d'administration et aux lords de l'amirauté. Comment eût-il pu réussir auprès d'hommes qui étaient les premiers à profiter des prévarications qu'il dénonçait ? Il se décida alors à faire imprimer un appel aux gouverneurs généraux de l'hôpital, hauts

1. Lettre de Th. Corbet à sir John Jennings du 19 avril 1742, citée au cours des débats.

personnages, dont le titre était surtout honorifique, et qui, en fait, ne se réunissaient jamais. L'exaspération des administrateurs et de lord Sandwich fut au comble quand ils apprirent cette démarche hardie; ils se pourvurent devant la Cour du Banc du Roi, et obtinrent d'elle un jugement qui enjoignait au capitaine de prouver qu'il n'y avait pas lieu de le poursuivre pour libelle ¹.

Quelque temps avant le jour fixé pour les plaidoiries, Erskine, dînant chez un ami, témoigna toute son indignation de la persécution dont un fonctionnaire trop intègre était la victime. Il ne savait pas qu'il avait le capitaine comme auditeur. Celui-ci, charmé de trouver un apologiste aussi chaud et aussi éloquent, et apprenant qu'il était avocat, que, de plus, il avait été marin, le prit comme défenseur ou plutôt l'ajouta à la liste des défenseurs qu'il avait déjà choisis. Il est très fréquent, en effet, que plusieurs avocats figurent pour une seule partie dans la même

1. Il existe en Angleterre deux modes de poursuite devant les tribunaux criminels. La voie ordinaire est l'*indictment*; le grand jury prononce une sorte d'arrêt de mise en accusation, à la suite duquel l'affaire est portée devant le jury ordinaire ou *petit jury*; l'autre voie, beaucoup plus rarement employée, et qui a soulevé à différentes époques de vives réclamations comme n'offrant pas de garanties suffisantes, est appelée *information*; l'action n'est pas portée devant le grand jury; à l'origine, elle était portée directement devant le jury de jugement. Depuis le règne de Guillaume III, la Cour du Banc du Roi rend un jugement préparatoire ordonnant à l'inculpé de prouver qu'il n'y a pas lieu à poursuivre; s'il fait défaut, ou s'il paraît y avoir contre lui des charges suffisantes, la Cour ordonne le renvoi de la cause au petit jury. L'Assemblée constituante avait introduit chez nous un jury d'accusation et un jury de jugement; le Code d'instruction criminelle a établi un système qui n'est pas sans analogie avec celui de l'*information*.

affaire; c'était aussi, nous le savons, l'usage à Rome où même les différents orateurs se partageaient assez singulièrement les rôles, l'un prononçant l'exorde, un second développant les arguments, et ainsi de suite, le tout couronné par la péroraison d'un quatrième ou d'un cinquième défenseur. Quatre avocats, et des meilleurs, devaient parler avant Erskine; celui-ci avait peu de chances d'avoir à se faire entendre. Le hasard le servit encore; les plaidoieries furent longues, passablement diffuses et ennuyeuses; la nuit arrivait quand elles se terminèrent. Erskine n'eût pas pris la parole si le président, lord Mansfield, n'eût remis au lendemain la réplique de l'avocat général et le prononcé du jugement. Pendant la nuit, Erskine rassembla ses idées, fit à la hâte le plan d'un nouveau plaidoyer, et, le lendemain matin, quand l'audience fut reprise, à la surprise générale, il se leva et prononça ce discours resté fameux, qui le plaça dès l'abord au premier rang. Ce fut un triomphe sans précédent dans l'histoire du barreau anglais. A peine l'acquittement était-il prononcé, que les avoués l'entouraient en foule, et quand il sortit de Westminster Hall, il était retenu, nous dit-il, pour soixante-cinq causes.

La suite répondit à ce magnifique succès. Un membre du Parlement fit une fois pour ses débuts un si beau discours qu'il resta toujours depuis inférieur à lui-même, et qu'on le nomma Hamilton au seul discours, *Single-Speech Hamilton*, comme s'il n'avait jamais parlé que cette fois. Erskine pouvait redouter qu'un avenir semblable ne lui fût réservé. S'il conçut cette crainte, chose peu probable, car il eut toujours beaucoup de confiance en lui-même et en son étoile, elle

ne se réalisa pas. Deux mois ne s'étaient pas écoulés qu'un nouvel acquittement, qui eut encore plus de retentissement que le premier, vint donner une consécration définitive à son succès.

La guerre avec la France, unie aux colonies soulevées de l'Amérique du Nord, n'avait pas été heureuse en général pour l'Angleterre, et une des défaites les plus sensibles à l'orgueil britannique avait été celle d'Ouessant. L'amiral Keppel, battu par le comte d'Orvilliers, fut traduit devant une cour martiale siégeant à Portsmouth, sur l'accusation d'un de ses officiers, sir Hugh Palliser, qui désirait peut-être par là se décharger de sa propre part de responsabilité. Les conseils de l'amiral, Dunning et Lee, avaient à lutter contre des difficultés presque insurmontables dans leur ignorance de la science nautique; ils s'adressèrent à Erskine qui, encore cette fois, dut se féliciter d'avoir été marin. D'après Townsend et lord Campbell, il aurait seulement composé un discours que l'amiral aurait ensuite prononcé, comme à Athènes les accusés, auxquels il était interdit de se servir du ministère d'un avocat, récitaient les plaidoyers écrits pour eux par les orateurs de profession. Une lettre, adressée à cette époque par Erskine à un de ses confrères du barreau et récemment publiée par M. Willis Bund¹, infirme cette assertion.

Quoi qu'il en soit, sa popularité s'en trouva considérablement accrue. On n'était déjà plus au temps de l'amiral Byng; toutes les sympathies du peuple anglais étaient avec Keppel, dans lequel on voyait une

1. Dans la Revue *Academy* du 22 janvier 1876 : « The Court martial, dit-il, permitted me to prepare the prisoners' defence and deliver it in Court. »

victime des tories¹. Celui-ci, outre le paiement de deux cents guinées d'honoraires, fit à son éloquent défenseur un cadeau de mille livres sterling.

Au printemps suivant, Erskine se joignit au *Home circuit*. On sait qu'au point de vue judiciaire, l'Angleterre tout entière ne forme qu'un seul ressort dont le chef-lieu est à Westminster. Mais, deux fois par an, en règle générale, les juges se déplacent et vont, dans les différentes parties du royaume, tenir des assises pour juger les causes qui leur sont soumises. Les Cours ainsi tenues en province sont dites Cours de *nisi prius*; voici pourquoi : on a toujours continué, dans la formule de commission adressée au shériff pour la convocation des jurés, de leur enjoindre de faire comparaître le jury devant les juges siégeant à Westminster; pour servir de correctif à cette formule, on y ajoute les mots : *nisi prius justitiarum domini regis ad assisas capiendas venerint*. En même temps que des audiences pour les causes civiles, les juges président des assises criminelles. Les avocats choisissent la région, le *circuit*, comme on l'appelle, où ils veulent plaider, et c'est au même *circuit* qu'ils retourneront chaque printemps et chaque automne². Retenons ces détails qui nous feront mieux comprendre plus tard quelques-uns des passages les plus importants de la carrière d'Erskine. Pour le moment, afin de ne pas anticiper sur l'ordre des événements,

1 Lors de l'acquittement, on brûla en effigie sir Hugh Palliser; Londres s'illumina pendant deux nuits.

2. Il y a six *circuits* en Angleterre : circuit intérieur (*Home circuit*), circuit de Norfolk, circuit central, circuit d'Oxford, circuit de l'Ouest et circuit du Nord. Il y a de plus deux circuits pour le pays de Galles.

constatons seulement que le même succès qu'il avait obtenu à Londres l'attendait en province. De retour dans la capitale, il fit entendre, à la barre de la Chambre des communes et comme avocat d'un libraire de Londres, un plaidoyer qui eut beaucoup de retentissement et qui inaugura la suite presque ininterrompue de ses efforts en faveur de la liberté de la presse. Comme les combats qu'il livra pour cette cause eurent une influence décisive sur la législation anglaise, nous réservons pour notre seconde partie l'analyse détaillée des différents discours qu'il prononça sur ce sujet, afin de mieux mesurer la part qui lui revient dans le triomphe définitif des idées libérales en matière de presse. Il s'offrit bientôt à lui une occasion de faire triompher ces mêmes idées sur un autre terrain.

En 1778, sir George Saville avait proposé au Parlement un bill destiné à relever les catholiques romains de quelques-unes des peines prononcées contre eux sous le règne de Guillaume III. Le bill passa sans trop de difficulté et sans causer aucune émotion dans la population ; mais l'hiver suivant, quand il fut question d'opérer une réforme semblable en Écosse, dans cette terre classique de l'intolérance religieuse, une émeute éclata à Edimbourg ; plusieurs chapelles catholiques furent détruites, et, devant cette manifestation violente, tout projet d'adoucir les rigueurs autorisées par la loi contre les papistes fut abandonné. De nombreuses sociétés protestantes s'étaient formées à cette occasion, et, à leur exemple, il se fonda à Londres une *Association protestante*, qui recruta très vite de nombreux adhérents. Cette association, qui choisit pour président, en novembre 1779, lord George Gordon, membre de la Chambre des Communes, se pro-

posait d'obtenir le rappel de l'Acte de 1778. Dès 1780, elle voulut forcer la main au Parlement, en l'effrayant. Quarante mille personnes suivaient lord George Gordon, quand il vint présenter aux Communes une pétition contre le papisme. La multitude, d'abord assez calme, s'anima peu à peu ; aux vociférations succédèrent les voies de fait, et bientôt une populace fanatisée mit Londres à feu et à sang¹. Les tristes journées qui sont restées célèbres en Angleterre sous le nom de *Gordon's Riots*, furent égayées par quelques incidents auxquels donna lieu l'ardeur belliqueuse du barreau. Un grand nombre de jeunes avocats s'armèrent et descendirent dans la Cour du Temple pour prêter main-forte à un piquet de soldats qui était venu s'y reformer. Les soldats sortirent d'abord ; à peine le dernier avait-il passé la porte, qu'elle fut brusquement refermée avant que le premier rang des avocats eût pu en franchir le seuil : « Messieurs, leur cria à travers la grille l'officier qui commandait la troupe, je vous sais un gré infini de vos intentions obligeantes, mais n'ayant nulle envie de vous voir tuer mes soldats, j'ai donné l'ordre de vous tenir sous clef. » Les armes triomphèrent cette fois de la toge, et les avocats restèrent muets d'étonnement. Erskine se vanta plus tard de n'avoir pas été ainsi réduit à l'inaction : sa ferme attitude (soutenue d'ailleurs par une pièce d'artillerie) aurait intimidé les émeutiers et les aurait empêchés de détruire le Temple².

1. Voyez le parti qu'a tiré Charles Dickens de cet épisode de l'histoire d'Angleterre, dans un de ses rares romans historiques : *Barnaby Rudge*.

2. « In the riots of 1780, when the mob were preparing to attack the house of lord Mansfield, I offered to defend it with

Lord George Gordon, bien qu'il eût essayé de calmer la foule qu'il avait imprudemment contribué à soulever, fut envoyé à la Tour et accusé de haute trahison¹ devant la Cour du Banc du Roi. Il courait les plus grands dangers; tous ceux qui devaient être jurés avaient tremblé pour leurs propriétés, pour leur vie et celle des leurs. La maison du lord Chief-Justice Mansfield avait été brûlée. Tout paraissait se réunir contre l'accusé. Celui-ci choisit Erskine comme second avocat (*junior counsel*); le premier (*leading counsel*) fut Lloyd Kenyon, plus tard lord Kenyon et successeur de lord Mansfield comme président de la Cour du Banc du Roi. Ce dernier choix était malheureux. Kenyon, qui, à force de travail, s'était acquis une certaine réputation dans les Cours d'Équité (*a clever equity draughtsman*), surtout pour les questions de propriété immobilière, n'était pas un orateur. Il ignorait l'art difficile de modifier en quelques instants les dispositions des jurés, d'éveiller dans leurs consciences des doutes qui devaient bénéficier à son client. Erskine était déjà passé maître dans cet art ainsi que dans celui de mettre les témoins à charge en contradiction avec eux-mêmes. — La thèse qu'il défendit

a small military force. But this offer was unluckily rejected; and afterwards, being in the Temple when the rioters were preparing to force the gate and had fired several times, I went forward to the gate, opened it, and showed them a field-piece which I was prepared to discharge in case the attack was persisted in; they were daunted, fell back and dispersed. » *Discours à la Chambre des lords du 28 novembre 1819.*

1. Le nom de *trahison* comprend les crimes les plus graves que reconnaissent les lois anglaises; au-dessous, dans l'échelle des faits punissables, viennent les *felonies*, puis les *misde-meanours*.

était d'ailleurs une des plus belles qu'un avocat, ardent ami de la liberté, pût désirer soutenir. Pouvait-on, par voie d'interprétation, étendre le statut qui punissait la haute trahison ? ou fallait-il que le fait incriminé tombât sous la lettre même de ce statut ? Le grand principe du droit pénal moderne : *Pœnæ sunt strictissimæ interpretationis*, triompha, grâce à Erskine ; on refusa de punir ce qu'on appelait trahison interprétative (*constructive treason*)¹. C'était la seule faute dont on pût accuser lord George Gordon, qui, esprit étroit et possédé d'une idée fixe, n'avait pu prévoir les conséquences de ses imprudents appels aux passions religieuses. Le verdict fut d'ailleurs bien reçu de tous les hommes éclairés. Le docteur Johnson lui-même, fougueux conservateur en politique, se félicita de ce que la doctrine soutenue par le ministère public n'avait pas prévalu, malgré tout le plaisir qu'il eût eu à voir lord George Gordon condamné à la potence. Celui-ci montra, du reste, par sa conduite ultérieure, qu'il était en proie à de véritables hallucinations : condamné, quelques années après, à cinq ans de prison, pour des libelles contre la magistrature anglaise et contre la reine de France, Marie-Antoinette, il mourut en prison après s'être converti au judaïsme. Sa défense, prononcée par Erskine en 1780, est considérée à juste titre comme un des chefs-d'œuvre de ce dernier : « Élevé, dès ma jeunesse, en vue de la profession

1. Les mots de *trahison interprétative*, employés par les traducteurs français, ne donnent pas une idée nette de la *constructive treason*. Nous verrons plus tard ce qu'il faut entendre par cette expression.

d'avocat, dit lord Campbell; ayant plaidé pendant trente ans; ayant été pendant plus de sept ans procureur général; ayant assisté à un grand nombre d'affaires de haute trahison et ayant présidé à quelques-unes moi-même, c'est toujours avec un nouvel étonnement et un nouveau plaisir que je lis le plaidoyer que fit à cette occasion un homme qui avait dépouillé depuis quelques années à peine l'uniforme rouge d'un officier subalterne, uniforme qu'il avait endossé à la place de la jaquette bleue du *midshipman*. Je trouve dans cette œuvre non seulement une finesse étonnante, des arguments irrésistibles, un enthousiasme ardent, une éloquence pleine de feu, mais encore l'appréciation la plus magistrale de la loi anglaise en matière de haute trahison, ce fondement de toutes nos libertés¹.» Jusqu'alors, les discours d'Erskine révélaient seulement un rhéteur habile et heureux; il montra qu'il était quelque chose de plus et de mieux, qu'il possédait les principes les plus élevés des lois criminelles et qu'il était toujours prêt, malgré les désirs d'empiétement du pouvoir, malgré même l'opinion publique, à se faire le champion de la justice et du droit. Il était désormais au premier rang de sa profession; il allait être appelé à se montrer dans d'autres luttes, et nous le verrons combattre pour les mêmes causes au barreau et au sein du Parlement. Son succès ne fut pas le même sur ces deux théâtres. Sans rival comme avocat, il resta inférieur dans les assemblées politiques, aux grands orateurs qui illustrèrent à cette époque le Parlement britannique, mais son courage et son intégrité ne se démentirent jamais.

1. *Op. cit.*, VIII, p. 528.

Peu de temps avant son entrée à la Chambre des Communes et malgré son peu d'ancienneté au barreau, il fut nommé avocat du roi (*King's counsel*). On confère ce titre aux *barristers* les plus renommés, qui portent alors comme signe distinctif une robe de soie au lieu d'une robe de laine ; ils ont le pas sur leurs confrères. Cette nomination fut bien accueillie par les autres avocats ; elle était d'ailleurs faite, en partie, dans leur intérêt. Erskine, en effet, était déterminé à ne plus accepter d'être pris comme second avocat (*to hold junior briefs*). Or, d'après l'étiquette professionnelle, un *barrister* ne peut être employé comme *junior counsel* dans la même cause qu'un confrère inscrit après lui ; d'où il résultait que dans toutes les affaires où plaidait Erskine, les avocats plus anciens que lui ne pouvaient figurer. La distinction dont il fut l'objet était donc avantageuse à beaucoup de ses rivaux moins heureux, en même temps qu'elle était un hommage rendu à son mérite ¹.

1. Presque en même temps, on conféra le même honneur à John Scott ; les deux futurs chanceliers étaient destinés à se rencontrer dans tous les principaux incidents de leur carrière. Il s'éleva même alors quelques difficultés sur le point de savoir lequel des deux aurait la préséance. Twiss, *Life of Lord Eldon*, I, p. 401.

CHAPITRE III

BIOGRAPHIE D'ERSKINE DEPUIS SON ENTRÉE AU PARLEMENT JUSQU'AU RÈGNE DE LA TERREUR EN ANGLETERRE

J'ai signalé plus haut l'alliance intime qui existe dans les pays libres entre l'éloquence judiciaire et la politique; faut-il s'étonner que les partis qui divisent l'Etat cherchent à s'assurer le concours d'auxiliaires précieux, soit par leur habitude de la parole, soit par leurs connaissances spéciales, soit enfin par l'indépendance de leur situation? Le choix d'Erskine, entre les deux grands partis qui se disputaient le gouvernement, n'était pas douteux. Appartenant à une famille de whigs, il se prononça sans hésiter pour les whigs, à la tête desquels se trouvaient alors Fox, Burke et Sheridan : Fox, caractère généreux et sympathique, malgré bien des faiblesses, esprit lucide, peut-être inférieur à Pitt comme homme d'Etat, mais son rival, parfois heureux, comme orateur; Sheridan, non moins éloquent, bon auteur dramatique, poète distingué, semant l'esprit à pleines mains; Burke, enfin, dont l'éloquence fougueuse, remplie d'images brillantes, exerce encore aujourd'hui, sur ses compatriotes, une sorte de fascination ¹.

1. J'avoue que les éloges accordés à Burke par des écrivains

Dire au juste, sans entrer dans les détails, ce qui caractérisait les whigs vers 1780, est difficile, peut-être impossible ¹. Constatons seulement qu'ils étaient moins disposés à appuyer le pouvoir personnel du roi que les tories. Georges III les considérait comme ses ennemis; ils avaient pris fait et cause pour les colonies américaines quand celles-ci avaient protesté contre les taxes arbitraires dont on les avait frappées. A cette époque, rien n'annonçait encore la scission profonde qui s'opéra plus tard dans ce parti lorsque certains de ses membres se joignirent à Pitt pour combattre les idées des révolutionnaires français.

Les whigs accueillirent avec joie la nouvelle et brillante recrue qui s'offrait à eux. Il ne s'agissait que de lui trouver un siège au Parlement; on décida le représentant de Portsmouth, sir William Gordon, à donner sa démission ². Erskine alla à Portsmouth et s'y rendit populaire auprès des marins en leur parlant de son passé nautique; il fut élu sans difficulté (1783).

de premier ordre, comme lord Macaulay et H.-T. Buckle, me paraissent un peu hyperboliques; la raison elle-même prend dans sa bouche l'apparence de la passion, et on a pu justement lui appliquer ce que le premier de ces deux historiens a dit de Southey : *What he calls his opinions are in fact merely his tastes*.

1. Sur les différences caractéristiques des whigs et des tories aux diverses époques de l'histoire d'Angleterre, on peut consulter Hallam, *Hist. constit. d'Angleterre*, trad. Guizot. (Paris, 1829, in-8°.) V. p. 3 et suiv. Cf. Henri Heine, *de l'Angleterre* (Paris, 1867, in-18), p. 302.

2. Ou plutôt à accepter les *Chiltern Hundreds*. En principe, un membre de la Chambre des Communes ne peut résigner son mandat, mais il est certaines charges dont l'exercice est incompatible avec ce mandat. Quand un député désire se retirer, on le nomme intendant des *Chiltern Hundreds* ou on lui donne quelqueune des autres sinécures que le gouvernement conserve à cet effet.

La situation commençait à être mauvaise pour ses amis, bien qu'ils fussent alors au ministère ou plutôt parce qu'ils étaient au ministère. Au commencement de cette même année 1783 avait été formé le cabinet resté célèbre sous le nom de gouvernement de la « Coalition », sous la présidence du duc de Portland, et où Fox avait consenti, bien imprudemment, à siéger à côté de lord North, dont il était, la veille encore, l'adversaire acharné ¹. Quoique assurés d'une forte majorité dans la Chambre des Communes et comptant sur la durée de leur pouvoir, les ministres sentaient qu'ils avaient besoin de se fortifier. Erskine faisait, en en-

1. « Quelque admiration qu'on puisse avoir pour les talents, l'éloquence, le patriotisme de M. Fox ainsi que pour son dévouement à la chose publique, écrivait naguère un des membres les plus distingués du parti whig, aucun biographe judicieux et impartial ne cherchera, ce me semble, à justifier ni même à pallier sa coalition avec lord North. C'était, à tous les points de vue; une union mal assortie. Les principes politiques des deux chefs étaient diamétralement opposés les uns aux autres. Lord North avait été, comme ministre, l'instrument passif de la volonté royale; Fox avait fait une guerre à outrance au roi et à sa politique, et avait enfin triomphé de l'un et de l'autre. Pendant les conflits parlementaires au sujet de la guerre d'Amérique, il n'y a pas, dans toute la langue anglaise, de forme de blâme ou de reproche que Fox n'ait appliqué à lord North; il avait attaqué sans ménagement, non seulement sa politique et ses principes, mais encore son caractère, son honneur et sa probité. Il avait même insinué de le mettre en accusation. » (Sir G. Cornewall Lewis, *Hist. gouvernem. de l'Angleterre*, trad. Mervoyer, Paris, 1867, in-8, p. 54.) Si telle est aujourd'hui l'opinion des whigs, il ne paraît pas qu'il en fût ainsi en 1783. De Lolme, dans son célèbre ouvrage sur la *Constitution de l'Angleterre* (nouv. édit française, Paris, s. d., in-8°, I, p. 26), loue ouvertement la « Coalition ». Quarante ans après la chute de Fox, Erskine déclarait ne rien trouver à redire à l'union de son ami avec lord North. (Prior, *Life of Edmund Burke*, 5^e édit., Londres, 1872, p. 224.) L'honnêteté politique paraît avoir progressé depuis un siècle.

trant au Parlement, un sacrifice pécuniaire assez considérable, car il s'interdisait ainsi la plaidoirie à la Chambre des Communes, et il eût peut-être hésité s'il n'eût cru, par ce moyen, se frayer la voie au poste d'avocat général¹. Le ministère se promettait de son appui les plus heureux résultats, et on voulut l'opposer dès l'abord au jeune Pitt, le plus redoutable des lutteurs de l'opposition. Chose curieuse, il prononça son premier discours (*maiden speech*) dans les débats sur le bill de l'Inde², qui devait amener, d'une manière si inattendue, la chute du cabinet de « Coalition », débats qui fournirent aussi à John Scott l'occasion d'essayer ses forces. Les deux débuts furent à peu près aussi malheureux l'un que l'autre. Nous verrons plus loin, en étudiant les traits caractéristiques de l'éloquence d'Erskine, pourquoi il devait moins bien réussir dans l'enceinte du Parlement que dans Westminster Hall. L'attitude de Pitt fut cette fois pour beaucoup dans son échec : Erskine se lève; Pitt commence à prendre des notes; peu à peu son attention se relâche, il cesse d'écrire, et enfin repousse le papier d'un air dédaigneux, comme si le discours de son adversaire

1. Les postes de procureur général (*attorney general*) et d'avocat général (*solicitor general*) sont des postes politiques aussi bien que judiciaires. Les *conseillers légaux de la Couronne* (*Law Officers of the Crown*) donnent leur avis sur les questions juridiques qui leur sont soumises, représentent le souverain devant les Cours supérieures et dirigent les poursuites dans les affaires criminelles les plus importantes. Ils continuent, d'ailleurs, à faire partie du barreau, et même encore à plaider des affaires purement privées. Le poste de procureur général est souvent un marchepied pour arriver à la présidence de la Cour du Banc du Roi ou à la place de chancelier.

2. Ce bill confiait le gouvernement de l'Inde pour quatre ans à une commission composée de sept personnes, qui n'était ni nommée par la Couronne ni révocable par elle.

était absolument indigne de l'occuper davantage. L'avocat s'assit déconcerté et mortifié ¹. John Scott, son émule, fut long et ennuyeux, et donna des preuves de cette indécision qui le caractérisa toute sa vie; sa seule conclusion fut qu'il ne fallait rien faire hâtivement. Fox lui répondit avec une grande courtoisie.

A la seconde lecture du bill, Erskine répara en partie son premier échec ². Sa péroraison seule prêta quelque peu à rire à ses ennemis politiques : « Que mon honorable ami, dit-il en parlant de Fox, marche avec fermeté dans la voie qu'il s'est tracée; je combattrai comme aujourd'hui à ses côtés, prêt à sacrifier toutes mes chances d'avenir. Qu'il ne se laisse guider que par sa vigoureuse intelligence et par son cœur loyal, et je me tiendrai debout près de lui ou je le suivrai dans sa chute. » On rappela à ce propos l'anecdote du marin qui, entendant dire dans la cathédrale Saint-Paul que l'Eglise était en danger, s'écria, en fappant sur un des piliers de l'immense monument : « N'ayez pas peur, je suis là ! ³ »

1. Il n'y a dans l'*Histoire parlementaire* (XXIII, p. 1215) que des extraits de ce discours, extraits d'après lesquels il est difficile de s'en faire une idée exacte. Lord Stanhope fait remarquer, d'ailleurs, dans son ouvrage sur *William Pitt et son temps* (trad. Guizot, I, p. 151), que c'est sans doute par erreur que l'*Histoire parlementaire* fait parler Erskine après Pitt et non avant lui. — Sur cet incident, voy. Jennings, *Anecdotal History of Parliament*, p. 189.

2. *Hist. parl.*, XXIII, p. 1292.

3. John Scott fut encore moins heureux qu'à son début; son second discours, toujours à l'occasion du même bill, fut un mélange bizarre et confus de citations de la Bible et de Shakespeare, de Thucydide et d'Horace, le tout saupoudré de prétendus bons mots. Sheridan n'eut pas de peine à couvrir de ridicule son maladroit imitateur. (*Hist. parlem.*, XXIV, p. 33 et suiv.)

Ai-je besoin de rappeler ce qui suivit? Le bill de l'Inde, adopté par les Communes, fut, grâce aux efforts du roi, guettant toujours une occasion de se débarrasser d'un ministère qu'il abhorrait, rejeté par les pairs; le lendemain, les ministres furent priés de rendre les sceaux¹. A vingt-cinq ans, Pitt se trouva premier lord de la Trésorerie.

Le nouveau cabinet n'était pas encore constitué qu'Erskine proposait aux Communes de voter une résolution aux termes de laquelle la Chambre déclarait « qu'elle considérerait comme ennemi public celui qui conseillerait à Sa Majesté, dans les circonstances actuelles, de dissoudre le Parlement. » Les débats, qui eurent lieu hors de la présence du public, furent, on le pense bien, des plus animés; la proposition fut votée à une majorité de soixante-treize voix. Quelques jours après, Erskine invitait la Chambre à soumettre au roi une adresse protestant contre toute mesure mettant fin d'une manière anticipée à son mandat². L'adresse adoptée, il la porta à Georges III. A son grand étonnement, celui-ci déclara qu'il ne songeait pour le moment ni à une prorogation, ni à une dissolution. Pitt ne voulait pas encore faire appel aux électeurs. Ne lui fallait-il pas auparavant ruiner petit à petit ce qui restait de popularité à ses adversaires et détacher d'eux, un à un, les membres de ce groupe indécis et flottant qui compose le fond de bien des assemblées

1. Il n'y avait pas de chancelier dans le gouvernement de coalition; le grand sceau avait été confié à une commission, à la tête de laquelle était Wedderburn, lord Loughborough, alors Chief-Justice de la Cour des Plaids communs.

2. Sur tous ces incidents, voy. Thomas Erskine May, *Constitutional History of England*, I, p. 70 et suiv.

délibérantes? L'évènement prouva la justesse de ses calculs; mais sa position semblait presque désespérée, et il fallait toute son énergie et tout son sang-froid pour triompher des difficultés qui surgissaient de toutes parts. Le ministère était à peine constitué que lord Temple, qui avait accepté la place de secrétaire d'État, donnait sa démission, et Pitt eût peut-être suivi son exemple sans les conseils du duc de Richmond. Le jour où il rentra à la Chambre après sa réélection¹, Fox proposa aux Communes de se former en comité pour examiner « l'état de la nation ». La séance se prolongea depuis deux heures de l'après-midi jusqu'au lendemain à huit heures du matin. Erskine prononça deux discours empreints d'amertume contre le premier ministre, qu'il affecta de traiter en enfant². Toujours sur la brèche, il parla quelques jours après contre le bill de l'Inde proposé par les tories comme contre-partie du projet de Fox, et dans deux ou trois autres circonstances. Mais la majorité whig se fondait à vue d'œil; le 20 janvier 1784 elle était encore de vingt et une voix, bientôt elle ne fut plus que de douze. Le 8 mars, quand Fox proposa de faire au roi des représentations sur l'état des affaires publiques, il n'eut plus qu'une seule voix de majorité. Le 24, le Parlement était prorogé, le 25, il était dissous.

Les élections qui suivirent portèrent aux whigs un coup terrible; cent soixante membres du parti de la coalition furent remplacés par des députés dévoués au

1. Tout membre de la Chambre des Communes nommé ministre doit se représenter devant ses électeurs.

2. *Hist. parlem.*, XXIV, p. 272 et suiv., 313 et suiv. Pitt, disait-il, « was hatched at once into a minister by the heat of his own ambition. »

nouveau ministère, et parmi les premiers Erskine, qui put se consacrer de nouveau tout entier à l'exercice de sa profession d'avocat et y servir la cause de la liberté plus efficacement qu'il n'eût probablement fait à la Chambre. Une majorité compacte était bien décidée à soutenir Pitt et ses collègues contre les membres de l'ancien cabinet; le roi, sans avoir personnellement beaucoup plus de sympathie pour le jeune fils de lord Chatham qu'il n'en avait eu pour son père¹, était aussi déterminé à empêcher à tout prix le retour des whigs « qui lui mettaient un frein dans la bouche, tandis que le parti tory était une bête de somme qu'il pouvait monter et conduire à sa guise². » Erskine eût été absolument impuissant au Parlement; mais l'opinion publique est un quatrième pouvoir dans l'Etat, et, dans un pays libre, elle finit toujours par avoir le dernier

1. « Georges III eut toujours un faible pour la médiocrité; en général, les gens habiles ne lui plaisaient pas, et toujours il montra de l'éloignement pour les grandes idées... » (W. Bagshot, *la Constitution anglaise*, trad. Gaulhiac, Paris, 1879, in-18), p. 111.) — « Like other dull men, the King was all his life suspicious of superior people. He did not like Fox; he did not like Reynolds; he did not like Nelson, Chatham, Burke; he was testy at the idea of all innovations and suspicions of all innovators. He loved mediocrities... Yet there is something great about his courage... He bribed; he bullied; he darkly dissembled on occasion; he exercised a slippery perseverance and a vindictive resolution, which one almost admires as one thinks his character over. His courage was never to be beat. It trampled North under foot; it beat the stiff neck of the younger Pitt; even his illness never conquered that indomitable spirit... I believe it is by persons believing themselves in the right that nine-tenths of the tyranny of this world has been perpetrated. » (Thackeray, *The Four Georges*, éd. Tauchnitz, pp. 87, 92 et suiv. Cf. H.-T. Buckle, *op. cit.*, I, p. 446 et suiv.)

2. Sir G. Cornewall Lewis, *op. cit.*, p. 87.

mot. Il exerçait dès lors sur elle une influence considérable.

Les occasions ne lui manquèrent pas pour se signaler. J'ai dit plus haut que les avocats de Londres font choix d'une circonscription ou circuit où ils retournent régulièrement à chaque session d'assises. C'est une règle consacrée par la coutume qu'ils n'aillent plaider dans aucune autre circonscription, sauf pour des affaires spéciales, *special retainers*, et encore, pour ces affaires, ne doivent-ils pas accepter moins de 300 guinées d'honoraires; on veut ainsi prévenir toute concurrence déloyale entre avocats¹. Erskine fut, dit-on, le premier à introduire cet usage; cela n'est pas prouvé. Mais avant lui les *special retainers* étaient certainement rares, tandis qu'on estime à douze par an la moyenne des affaires qu'il alla plaider ainsi en province depuis 1784 jusqu'au jour où il s'assit sur le sac de laine.

Un des premiers accusés qu'il eut à défendre au dehors de son *circuit* ordinaire fut le doyen de Saint-Asaph. L'opinion commençait à se prononcer assez vivement en faveur d'une réforme du Parlement. Le duc de Richmond avait, dès 1780, proposé à la Chambre des Lords un projet d'un caractère tout démocratique, fondé sur le principe du suffrage universel, d'élections annuelles et de districts électoraux égaux, nommant chacun un représentant. Pitt, sous le ministère de coalition, proposa un projet moins radical, ayant pour principal objet de remédier à l'insuffisance ou même

1. On tolère qu'un avocat change une fois de circuit, mais il doit le faire dans les trois ou quatre années qui suivent son premier choix. Dr. Gundermann, *op. cit.*, p. 43.

à l'absence complète de représentation de certains centres très peuplés, tandis que des bourgs sans importance (*rotten boroughs*) envoyaient un ou plusieurs membres à la Chambre des Communes. Un avocat, devenu en 1783 juge au Bengale, sir William Jones, l'un des fondateurs de la science de la linguistique, avait composé, sous la forme d'un dialogue entre un *gentleman* et un fermier, un petit écrit destiné à répandre dans le peuple l'idée de l'utilité d'une réforme. Ce dialogue fut livré à l'impression et distribué par le beau-frère de sir William, le docteur Shipley, doyen de Saint-Asaph. Accusé pour ce fait de libelle par un M. Fitz-Maurice, frère du marquis de Lansdowne, il fut cité à comparaître, dès 1783, aux *grandes sessions* du comté de Denbigh, et il choisit Erskine pour avocat. Mais à peine la session est-elle commencée que la partie poursuivante, prévoyant un acquittement, demande le renvoi de la cause à une autre session. Le renvoi est prononcé par lord Kenyon, alors Chief-Justice de Chester, malgré les vives protestations d'Erskine. Au printemps de 1784, celui-ci retourne à Wrexham. Cette fois, il ne peut même prendre la parole; l'affaire est évoquée par la cour du Banc du Roi. Enfin, l'été suivant, la cause vient aux assises de Shrewsbury, devant le juge Buller¹. Nous verrons plus tard, en étudiant l'influence des plaidoyers d'Erskine sur la législation anglaise en matière de presse, les nombreux incidents, dont quelques-uns sans précédents dans les annales du barreau anglais, qui signalèrent

1. Erskine, on s'en souvient, avait travaillé dans le cabinet de Buller quand celui-ci était encore avocat. MM. Clair et Clapier (*Barreau anglais*, II, p. 120, note) donnent à ce sujet des renseignements confus et inexacts.

ce procès où le défenseur multiplia les efforts sans toutefois faire prévaloir sa thèse. Les jurés devaient-ils se prononcer sur le caractère délictueux de l'édit incriminé, ou devaient-ils se borner à examiner qui l'avait publié? La Cour, contrairement aux conclusions de la défense, adopta la seconde solution; mais l'opinion s'émut, et une loi vint bientôt consacrer le droit des jurés.

En même temps, Erskine reprenait le cours de ses plaidoiries à la Chambre des Communes, plaidoiries que son élection comme représentant de Portsmouth avait momentanément suspendues. Appelé, peu de temps après la réunion du nouveau Parlement, à soutenir la cause de Fox dans les débats qui eurent lieu au sujet de l'élection de Westminster, il se laissa aller à quelques paroles blessantes pour la majorité et eût été l'objet d'un vote de censure si Pitt n'avait intercédé en sa faveur dans quelques phrases plus mortifiantes pour lui que ne l'eût été le blâme proposé. Quelques jours après, soutenant une pétition contre le nouveau bill de l'Inde, il s'oublia encore et alla jusqu'à dire, quand le *Speaker* l'eut repris : « Monsieur, si j'ai été coupable de quelque irrégularité, ne l'attribuez qu'à un amoindrissement du respect que je professais autrefois pour cette assemblée, avant qu'elle eût abdiqué sa dignité, respect que je ne ressens plus aujourd'hui; » et il continua quelque temps sur ce ton, mêlant le sarcasme au défi. C'est là un exemple unique, je crois, dans toute sa carrière. Il savait, en général, unir à la fermeté une courtoisie qui lui conciliait les sympathies de ses adversaires eux-mêmes. Mais alors la blessure récente qui lui avait été infligée ainsi qu'à tout son parti saignait encore, et nous ne devons pas

trop nous étonner de ce qu'il ait exhalé en termes trop amers son ressentiment.

A Westminster Hall, le cours de ses succès continuait; ses plus redoutables rivaux s'effaçaient devant lui les uns après les autres. Malgré l'énergie dont il savait faire preuve à l'occasion quand il s'agissait de maintenir l'indépendance du barreau vis-à-vis de la magistrature, il était le favori de tous les juges et plus particulièrement du président Mansfield; le noble lord se souvenait que c'était un peu grâce à ses encouragements que le jeune lieutenant du premier régiment de ligne était devenu le meilleur avocat de son pays; tout attorney croyait sa cause gagnée quand Erskine consentait à la prendre en main. Il ne perdait pas de vue, d'ailleurs, la politique et restait lié avec les chefs du parti whig et aussi avec un personnage illustre qui affichait à cette époque des opinions libérales : je veux parler du prince de Galles. De tout temps, les princes héritiers ont aimé à faire de l'opposition à leurs pères, et, on l'a cru au moins souvent, les familles impériales ou royales adoptent volontiers la tactique de ces vieilles familles écossaises qui, au temps où les guerres civiles désolaient sans cesse leur pays, voyaient toujours la moitié de leurs membres embrasser un parti, tandis que la seconde moitié s'attachait à l'autre. Les Ecossais évitaient ainsi la confiscation des biens patrimoniaux; la perspective de voir succéder au souverain régnant un prince inspiré par d'autres conseillers et gouvernant selon d'autres maximes fait prendre patience à l'opposition. Mais ce n'était pas seulement sur le terrain politique que Georges III et son fils avaient peu d'idées communes; leurs qualités comme leurs défauts les éloignaient

également l'un de l'autre. Les whigs, bannis de la cour, trouvèrent asile à Carlton House. Le prince, heureusement doué sous le rapport de l'intelligence, devait trouver beaucoup de charmes à la conversation d'hommes comme Fox, Sheridan et Erskine, qui n'étaient pas seulement de grands orateurs, mais encore les plus brillants causeurs de leur époque; de plus, je regrette d'avoir à l'ajouter, les vices qui commençaient déjà à ternir ses incontestables qualités et qui allèrent chaque jour en s'augmentant, tandis que les premières s'effaçaient peu à peu, trouvaient chez les trois amis des censeurs peu sévères. Fox et Sheridan surtout n'étaient pas les ennemis irréconciliables de la dissipation sous ses différentes formes. Le prince cacha du reste soigneusement à ses conseillers quelques-uns des faits les moins honorables de sa vie privée, notamment le mariage clandestin et absolument nul en droit qu'il contracta avec madame Fitz-Herbert pour vaincre ses scrupules ¹.

Un évènement inattendu vient soudain faire concevoir aux whigs les plus grandes espérances. En octobre 1788, le roi tombe malade; sa raison elle-même est atteinte. On songe à établir une régence pendant la durée de sa maladie. Pitt pense un moment qu'on lui proposera de former un ministère de coalition avec Fox; il est bientôt détrompé : le prince ne dissimule pas son intention de former un cabinet complètement nouveau sous la direction de Fox; Erskine se flatte d'être promu au poste de procureur général.

1. Ce mariage fut célébré le 21 décembre 1785; le 30 avril 1787, Fox venait dire à la Chambre des Communes, avec l'autorisation du prince, que le bruit qu'on faisait courir de cette union était « un mensonge bas et malveillant ». Sir G. Cornewal, Lewis, *op. cit.*, p. 99.

Mais la Constitution ne contient rien au sujet de l'établissement d'une régence. L'héritier présomptif est-il régent de droit? ou bien faut-il qu'une loi lui confie l'exercice du pouvoir royal pendant la période d'incapacité du monarque et le constitue roi de fait pendant qu'un autre est roi de droit? Cette loi peut-elle mettre des restrictions à son autorité? Questions délicates que chacun résolut suivant son intérêt. Les whigs, Erskine compris, soutinrent que le prince se trouvait régent *ipso jure* par le fait seul de la maladie de son père, sans que d'ailleurs le Parlement pût limiter ses prérogatives. Les tories se prononçaient pour la doctrine contraire. Au point de vue du droit constitutionnel anglais, l'opinion d'Erskine et de ses amis politiques me paraît être la seule acceptable; ils pouvaient invoquer un argument irréfutable sur le terrain de la théorie. Pour faire une loi de régence comme toute autre loi, l'accord des deux Chambres et du Souverain n'eût-il pas été nécessaire? De souverain, il n'y en avait pas; donc, point de loi possible: force était de reconnaître que, d'après l'esprit de la Constitution, la régence appartenait de plein droit à l'héritier présomptif. Les tories, qui cherchaient à reculer le plus longtemps possible le moment de leur chute, faisaient valoir des considérations moins fortes peut-être au point de vue de la logique, mais qui avaient certainement une très grande valeur pratique. Même avec un régent, c'était toujours Georges III qui devait conserver la jouissance, sinon l'exercice de la souveraineté. Cet exercice même ne devait-il pas le recouvrer au moment où se dissiperait le trouble momentané de sa raison? Comment s'assurer que rien ne viendrait faire obstacle à cette sorte de nouvel avène-

ment dont les médecins faisaient entrevoir la possibilité? La garde du royal malade ne devait-elle pas être confiée à des personnes qui n'eussent aucun intérêt soit à empêcher son rétablissement, soit à le tenir caché? L'argument des whigs énoncé plus haut ne fut pas, il est vrai, directement réfuté par Pitt, et il ne pouvait pas l'être. Quand plus tard la même question se représenta, les tories eurent recours à un procédé d'une légalité plus que contestable pour faire apposer le sceau royal à une résolution prise par le Parlement¹. Néanmoins, l'intérêt inspiré par le roi, qui ne cessa jamais d'être populaire, le peu de sympathie qu'excitait son fils, le souvenir encore récent de la coalition, toutes ces circonstances amenèrent l'opinion publique à se prononcer en faveur de la thèse du ministère². Suivant plusieurs historiens modernes, si le prince de Galles avait suivi l'avis de lord Loughborough, qui lui conseillait de faire acte de régent immédiatement et sans attendre la décision des Chambres, l'Angleterre eût été ensanglantée par une guerre civile³.

1. On nomma une commission qui apposa le sceau au bill de régence; Georges III fut donc censé avoir déclaré lui-même sa propre incapacité; c'est le procédé auquel Pitt voulait déjà recourir en 1789. Voy. Th. Erskine May, *op. cit.*, I, ch. III.

2. Quand le roi guérit, il y eut une immense manifestation de joie. « Les plus pauvres artisans, dit Wraxall, y contribuèrent, et l'on vit des échoppes de savetiers décorées d'une ou de deux chandelles d'un sou. » (*Posthumous Memoirs*, III, p. 369, cité par sir G. C. Lewis, *op. cit.*, p. 216.)

3. Les arguments dans les deux sens sont exposés avec beaucoup de clarté par lord Brougham, *Sketches of Statesmen*, I, pp. 43 et 44. Voy. aussi T.-E. May, *loc. cit.*; A. von Kirckenheim, *Die Regentschaft* (Leipzig, 1880, in-8°), p. 29 et suiv. Ce dernier ouvrage est assez bref sur le point particulier qui nous occupe, mais il a l'avantage de présenter un aperçu de la légis-

Quoi qu'il en soit, la prompte guérison du roi vint mettre bientôt fin, pour le moment du moins, à cette grave question constitutionnelle, et le procureur général en espérance dut se résoudre à se consoler, par le travail du barreau, de son attente déçue, *laborem pro solatio accipiens*. Cette consolation ne lui manqua pas, tant s'en faut; d'ailleurs, sa nature connaissait peu le découragement. Son éminent protecteur, lord Mansfield, après avoir présidé la Cour du Banc du Roi pendant plus de trente-deux ans, la quitta en 1788; le nouveau Chief-Justice, lord Kenyon, fut peut-être encore plus favorable à Erskine. Bien des années après, un jour qu'on parlait au noble lord des faiblesses du grand avocat : « Ce ne sont, dit-il, que des taches au soleil, *mere spots on the sun*. »

En 1789, Erskine fit entendre en faveur de John Stockdale, accusé de libelle, un discours mémorable, que des admirateurs enthousiastes ont proclamé le plus beau qui ait jamais été prononcé en aucun temps à la barre d'une Cour anglaise¹. Ce fut encore une bataille livrée et une victoire gagnée pour la cause de la liberté de la presse, et, cette fois, contre ses propres amis politiques.

Pendant la session de 1786-1787, Warren Hastings, premier gouverneur général du Bengale, avait été mis en accusation par la Chambre des Communes pour prévarications et abus de pouvoir. C'étaient les whigs, et Burke à leur tête, qui l'avaient poursuivi avec le plus d'acharnement. Personnellement, Hastings était

lation et des coutumes suivies en matière de régence dans les principaux États du monde.

1. « The finest speech ever delivered at the English Bar. » Lord Campbell, *op. cit.*, VIII, p. 285.

fort bien vu du souverain; beaucoup d'historiens trouvent étrange encore aujourd'hui que Pitt ne se soit pas opposé à l'*impeachment*¹. Quand Hastings eut à choisir un avocat, il songea à Erskine; mais celui-ci refusa pour ne pas se trouver directement en conflit avec ses meilleurs amis, Fox et Sheridan, qui figuraient à côté de Burke, de Windham et de Charles Grey, comme accusateurs du gouverneur général devant la Chambre des Lords. Ce fut un jeune avocat, Edward Law, plus tard lord Ellenborough et Chief-Justice de la Cour du Banc du Roi, qui se chargea de la lourde tâche de diriger la défense contre ce groupe de brillants orateurs animés contre Hastings à la fois par une légitime indignation et par le ressentiment politique. Le procès se traînait péniblement, et le public commençait à prendre en pitié l'accusé; Erskine pensait, et c'est, je crois, l'opinion aujourd'hui universellement admise que, quelque répréhensible qu'eût été l'administration de Hastings, la faute en retombait pour une bonne part sur le gouvernement britannique et surtout sur la Compagnie des Indes. « Les directeurs, il est vrai, n'enjoignaient et n'approuvaient jamais un crime, bien loin de là; tous ceux qui examineraient leur correspondance à cette époque y trouveraient beaucoup de sentiments de justice et d'humanité, beaucoup de préceptes excellents,

1. Lord Macaulay paraît attribuer la conduite de Pitt en cette occurrence à la crainte qu'il avait de trouver dans Hastings, ligué avec le lord chancelier Thurlow, un rival redoutable. Il n'hésite pas à le blâmer sévèrement : « La seule conduite, dit-il, qu'on ne puisse concevoir qu'un honnête homme, doué de la dixième partie des talents de M. Pitt ait pu suivre, est précisément celle qu'il suivit. » *Essais histor. et biogr.*, trad. G. Guizot, I, p. 486 et suiv.

en un mot un code admirable de morale politique; mais chaque exhortation est modifiée ou annulée par une demande d'argent. Gouvernez avec douceur et envoyez plus d'argent; pratiquez une justice sévère et une grande modération envers les puissances voisines et envoyez plus d'argent... » En interprétant ces instructions, elles se bornent à dire : « Soyez le père du peuple et opprimez-le; soyez juste et injuste, modéré et rapace¹. »

Cette idée fut admirablement développée dans le plaidoyer auquel nous venons de faire allusion. Les amis de Hastings cherchaient à provoquer un mouvement de l'opinion en sa faveur; des écrivains salariés, d'autres qui s'intéressaient à l'ex-gouverneur du Bengale ou qui professaient de l'antipathie pour ses accusateurs, inondaient l'Angleterre de brochures justificatives et de pamphlets. Parmi ces opuscules de circonstance, l'œuvre d'un ministre de l'Église d'Écosse, le révérend Logan, attira l'attention. L'auteur y qualifiait plus que sévèrement les poursuites intentées contre Hastings et attribuait l'*impeachment* plutôt à des motifs d'animosité privée qu'à des considérations de justice. La brochure fut éditée et mise en vente par un libraire de Londres, John Stockdale. Les whigs s'en émurent, Fox s'en plaignit à la Chambre. Une adresse au roi demanda que l'éditeur fût accusé, et, en conséquence, le procureur général le poursuivit par voie d'*information*. Un jury spécial fut nommé à l'effet de le juger.

Comme mon intention est de grouper et d'étudier ensemble les différents plaidoyers d'Erskine dans les

1. Lord Macaulay, *op. cit.*, I, p. 381.

affaires de libelle, je renvoie à un autre chapitre l'examen de son discours pour Stockdale. Remarquons seulement ici toute l'habileté qu'il lui fallut pour défendre un homme poursuivi à l'instigation de son parti, pour mêler même à la défense de l'accusé la défense de Hastings, sans pourtant blesser en rien les accusateurs, en leur prodiguant les éloges et en faisant servir ces éloges à la défense de son client.

Écoutons-le décrivant, dans un langage imagé, la pompe solennelle du procès¹ : « Là, dans Westminster, était offert chaque jour au public un des plus imposants spectacles dont le monde ait jamais été témoin : un tribunal nombreux était rassemblé, redoutable par son autorité suprême, illustre par la dignité de ses membres, vénérable par la science et la sagesse des juges, captivant l'attention publique par l'immense concours des personnes de tout rang qui y accouraient comme au théâtre ; c'est là, quand l'esprit public était déjà préparé, sous l'influence d'une respectueuse émotion, à recevoir les impressions qu'excitent toutes les passions humaines, que paraissaient chaque jour, l'un après l'autre, des hommes du plus haut talent, éclip-sant par leur éloquence accusatrice les plus célèbres harangues de l'antiquité, soulevant nos ressentiments et notre orgueil national par les plus énergiques invectives contre la violation des traités et le mépris de la foi jurée, faisant naître alternativement dans toutes les âmes l'horreur et la pitié par les plus touchants tableaux de la nature et de l'humanité outragées, puisant dans l'amour de la renommée, cette passion du

1. Le tableau des premières séances du procès est aussi une des pages les plus brillantes de l'essai de lord Macaulay sur Warren Hastings.

génie, une force et une énergie toujours nouvelles, et dans la conviction de la justice de leur cause une ardeur infatigable à la poursuivre. Telles sont les circonstances, Messieurs, dans lesquelles l'auteur prit la plume pour écrire son ouvrage. Les attaques continues, inépuisables, dirigées avec un zèle ardent, une logique sans pareille, une éloquence brûlante, par des hommes revêtus des plus hautes dignités, accablaient chaque jour, sans espoir de relâche, un simple citoyen, sans protection, sans appui, et qui, en présence de tout le peuple anglais, était contraint de tout écouter avec une soumission respectueuse et en silence... Messieurs, c'est dans ces circonstances, au milieu du concours de passions et de préjugés que dut soulever la scène que j'ai essayé de vous esquisser faiblement que l'auteur s'assit pour composer le livre que l'on poursuit aujourd'hui comme libelle¹. » Avec quel art, dès le début, il parle des liens d'amitié qui l'unissent aux accusateurs de Hastings : « Messieurs, dit-il, M. Stockdale, qui comparait devant vous comme coupable d'avoir publié le livre que je tiens entre les mains, en me choisissant pour son avocat, doit, aux yeux de bien des gens, avoir fait preuve d'une singulière confiance en moi. Il me savait intimement lié avec la plupart des personnes dont la conduite et les opinions sont blâmées par l'auteur de cet écrit, et cependant il m'a confié le soin de sa défense et de sa justification. Cette mission extraordinaire et si délicate, la vanité inclinerait peut-être à l'attribuer au mérite supposé du défenseur; mais il faut qu'il soit dit,

1. Voy. *Barreau anglais*, II, pp. 361 et 362. J'ai modifié en quelques endroits la traduction de MM. Clair et Clapier.

à l'honneur du barreau anglais, qu'un pareil exemple se renouvelle chaque jour parmi nous, et que le prévenu, sans me connaître, sans avoir en moi des motifs de confiance personnelle, a bien pu s'en remettre sans crainte à un avocat pris au hasard, pleinement rassuré qu'il était par le caractère général de notre profession. C'est en vérité un grand bonheur pour notre pays que, quelques divisions qui puissent se manifester dans d'autres assemblées dont j'aurai à vous entretenir aujourd'hui, quelques agitations que des considérations personnelles puissent exciter au sein des grands pouvoirs de l'Etat, elles ne pénétrant jamais dans cette enceinte pour y troubler l'administration de la justice, et que nos principes politiques, non plus que nos habitudes privées, ne puissent jamais nous faire dévier de la route qui nous est tracée par nos devoirs : si tel est le caractère du barreau anglais, quelle sainte impartialité ne doit-on pas attendre des jurés et du tribunal¹ ? » Il ne se doutait pas que dans peu de temps il serait appelé à donner des preuves nouvelles et plus éclatantes encore de son inflexible dévouement au devoir professionnel. Les agitations produites en Angleterre comme dans tout le reste de l'Europe par le contre-coup de la Révolution française allaient lui en fournir l'occasion.

Les libéraux anglais avaient accueilli avec enthousiasme la convocation des Etats généraux et les premiers événements qui suivirent. Ne retrouvaient-ils pas dans le mouvement qui portait le peuple français vers l'émancipation comme un écho de la Révolution de 1688 ? N'était-ce pas en Angleterre que Voltaire,

1. Voy. *Barreau anglais*, II, pp. 350 et 351.

Montesquieu et bien d'autres étaient venus chercher d'abord les instruments avec lesquels ils avaient ébranlé l'ancien régime qui maintenant s'écroulait ? Fox, parlant de la prise de la Bastille, écrivait, le 30 juillet 1789, au général Fitzpatrick, qui partait pour la France : « Combien ceci est le plus grand événement qui soit jamais arrivé dans le monde, et combien c'est le meilleur !! » En 1790, Erskine, après la première session d'assises, alla passer à son tour quelques semaines à Paris; il en revint plein de sympathie pour les idées qui inspiraient les membres de l'Assemblée constituante². Jamais ces deux grands hommes ne varièrent. Tandis que Burke, comme affolé à la vue des excès qui souillèrent malheureusement tant de pages de l'histoire de la Révolution, oubliait les principes de liberté naguère défendus par lui avec tant d'éclat³, Fox et Erskine restèrent fidèles à ces mêmes principes. « Acceptant sans regret ou du moins sans faiblesse la solidarité, souvent pesante, que la

1. Ch. de Rémusat, *l'Angleterre au dix-huitième siècle*, (Paris, 1876, in-18), II, p. 511.

2. Dans le but sans doute de mystifier le grave Romilly, il lui montra un habit qu'il avait acheté à Paris, et dont tous les boutons portaient cet exergue : « Vivre libre ou mourir. » Il se proposait, disait-il, de s'en revêtir pour aller à la Chambre.

3. « It appears evident that in this extraordinary person, the usual progress of the faculties in growth and decline was in some measure reversed; his fancy became more vivid, — it burnt, as it were, brighter before its extinction; while age, which had only increased that light, lessened the power of profiting from it, by weakening the judgment as the imagination gained luxuriance and strength. Thus his old age resembled that of other men in one particular only; he was more haunted by fears, and more easily became the dupe of imposture as well as alarm. » Lord Brougham, *Sketches of Statesmen*, I, p. 90.

France de la Révolution a imposée par le monde à tous les amis de la liberté, Fox, dit M. de Rémusat, a consenti à être méconnu, accusé pour elle, à encourir toutes les disgrâces, non seulement des cours, léger sacrifice, mais de l'opinion, amère et rude épreuve. Triste, navré souvent, découragé pour son pays plus peut-être que pour le nôtre, il est resté inébranlable dans ses sentiments, résigné à souffrir avec nous, à nous plaindre, à s'indigner même contre nous. C'est là ce qui doit rendre à toujours le nom de Fox cher à la France. » Erskine ne pensait pas autrement. Tout en flétrissant avec énergie, dans son roman d'*Armata*, les crimes des révolutionnaires, il ajoute : « La catastrophe qui menaçait pouvait être prévue si longtemps avant la crise fatale que bien des excès, bien des souffrances peuvent être imputées en partie aux victimes elles-mêmes¹. » Telle est la thèse qu'il a soutenue toujours et partout, au barreau comme au Parlement.

La défense de Thomas Paine, poursuivi pour la publication de la seconde partie de son livre : *les Droits de l'homme*, lui fournit la première occasion de proclamer les principes qu'il professait. Il s'agissait encore d'un procès de presse. Thomas Paine, né à Norfolk en 1734, avait mené une existence fort accidentée. Tour à tour industriel, employé dans l'accise, maître d'école, il était passé en Amérique et n'avait pas peu contribué par sa plume au succès de la révolte des colonies américaines². Il devint secrétaire

1. *Armata*, I, pp. 72 et 74.

2. Voy. notamment un pamphlet, intitulé : *Common Sense* (*reprinted*). London, 1776, in-8°; trad. en français par La-baume, 1793. — Voy. aussi *Additions to Common Sense*,

aux affaires étrangères, fut envoyé à Paris pour contracter un emprunt, et enfin rentra en Angleterre. Le gouvernement laissa passer inaperçue la première partie de ses *Droits de l'homme*, ouvrage dans lequel il attaquait avec violence la Constitution anglaise; il n'en fut pas de même pour la seconde partie du même livre¹. L'auteur, il est vrai, passait toutes les bornes d'une polémique permise; non seulement il émettait des maximes générales dans le genre de celle-ci : « Tout gouvernement héréditaire est de sa nature tyrannique », mais encore il qualifiait le célèbre Bill des Droits de *Bill of Wrongs and Insults*, comme partageant le pouvoir effectif entre le roi et l'aristocratie, et ne laissant au peuple qu'un vain droit de pétition. Il attaquait les deux Chambres, et surtout celle des Lords, comme obéissant servilement aux inspirations du ministère : « *The minister*, disait-il dans une phrase que sa concision énergique rend intraduisible, *whoever he at any time may be, touches it (the Parliament) with an opium wand, AND IT SLEEPS OBEDIENCE.* » — « La fraude, l'hypocrisie, tous les mensonges des gouvernements touchent à leur fin. ajoutait-il, on le voit bien aujourd'hui. La monarchie et l'aristocratie, ces deux forces, vont partout suivre la chevalerie; M. Burke s'habille pour les funérailles... Le temps n'est pas loin où les Anglais riront d'eux-

Addressed to the Inhabitants of America (repr.). London, 1776, in-8°. On y a ajouté un appendice avec une adresse aux Quakers (Lond., 1792, in-8°). On trouvera la liste des ouvrages de Paine dans la *Bibliographia Britannica*, de Watt.

1: *Rights of Man, Being an Answer to Mr. Burke's Attacks on the French Revolution*. London. 1791; in-8°. — *Part. II, combining Principle and Practice*. London, 1792, in-8°. — Réédité à Londres en 1795, in-8°.

mêmes pour avoir été chercher en Hollande, en Hanovre, à Zell ou à Brunswick des hommes qu'ils devaient payer un million sterling par an, qui ne connaissaient ni leurs lois, ni leur langue, ni leurs intérêts, et qui avaient à peine assez d'intelligence pour faire de bons constables de paroisse. »

Les exemplaires de ce pamphlet furent répandus à profusion; le procureur général, en relevant les passages incriminés par l'acte d'accusation, prétendit même que les pâtisseries enveloppaient les gâteaux qu'achetaient les enfants de feuilletts arrachés au livre de Paine *dans l'espérance qu'ils les liraient!* J'avoue que cette dernière affirmation me paraît hasardée, et ce n'est pas comme preuve de la popularité de ses ouvrages qu'on dit d'un écrivain, avec Boileau, qu'il va

Habiller chez Francœur le sucre et la cannelle.

L'accusé inspirait à Erskine, peu porté aux extrêmes, un médiocre intérêt; sa conduite privée elle-même laissait beaucoup à désirer, disait-on¹. Erskine,

1. Voy. Prior, *Life of Edmund Burke*, p. 323 et suiv.; p. 351. « M. de Lamartine, dans les *Girondins*, dit M. A. Nettement, s'est mépris sur Paine, dont il fait un sage, tandis qu'il est notoire, même en Amérique, qu'il était toujours pris de vin. » *Hist. de la litt. franç. sous le gouv. de Juillet* (Paris, 1854, in-8) II, p. 447. — Il faut dire, du reste, que les ennemis politiques de Paine n'étaient pas guidés toujours par les motifs les plus purs. Le duc de Queensbury, raconte lord Brougham, parlait un jour des écrits de ce publiciste et de ses attaques contre la Constitution : « Attaques bien injustes », fit observer un des courtisans du noble lord. — « Non, répondit Sa Grâce, elles sont justes, et voilà pourquoi elles sont dangereuses; voilà pourquoi je désire les voir réprimées par la loi; si elles n'étaient pas justifiées, est-ce que je m'en soucieraï?» (*Sketches of Men of Letters*, I, p. 7.)

désigné par lui pour le défendre, pouvait hésiter; l'ouvrage incriminé n'attaquait pas seulement Burke et les ennemis de la Révolution française : il mettait en question la Constitution de l'Angleterre tout entière; il insultait une dynastie à laquelle Erskine était dévoué. Mais la cause était soumise à la juridiction devant laquelle celui-ci plaidait ordinairement; les usages du barreau lui imposaient le devoir de ne pas refuser, dans ces conditions, de chercher à défendre Paine par tous les moyens légaux et compatibles avec l'honneur. C'est ainsi que chez nous l'avocat nommé d'office ne peut refuser son concours au plus grand criminel. En vain ses amis, et notamment lord Loughborough, le pressèrent de se dérober à la tâche ingrate qui lui incombait; en vain le prince de Galles usa de toute son influence; en vain les journaux officieux dirigèrent contre lui les attaques les plus véhémentes; au risque de compromettre toute sa popularité (car bien des personnes, dans le public, ignoraient la règle dont nous parlons), il fut inébranlable, et, le jour de l'audience, il prononça un admirable discours où, sans rien sacrifier de ses principes, il fit tout ce qui était humainement possible pour sauver son client, sans d'ailleurs y réussir. Pourquoi devons-nous ajouter qu'il fut bien mal récompensé d'avoir fait son devoir? Il avait été nommé naguère par le prince de Galles son procureur général; le prince, qui, comme Burke et beaucoup d'autres whigs, s'était tourné du côté des « alarmistes », ne rougit pas de prendre le procès de Paine pour prétexte, afin de lui demander sa démission; il renvoya en même temps son avocat général, sir Arthur Pigot, qui n'avait pourtant été impliqué en rien dans cette affaire : la vérité était, Erskine le

pensa du moins, que le ministère avait pesé sur la détermination du prince, et que celui-ci avait eu la faiblesse de céder¹; plus tard, il se rapprocha de l'avocat, et lui fit même en quelque sorte des excuses, qui furent acceptées avec empressement par un homme à qui tout sentiment de rancune fut toujours étranger.

Lors du procès de Paine, Erskine était déjà, depuis quelque temps, rentré à la Chambre des Communes, où l'avaient envoyé de nouveau les électeurs de Portsmouth, et d'où il ne devait plus sortir que pour entrer à la Chambre des Lords; dès les premières séances, il s'était trouvé en désaccord avec Burke et avec la plupart de ses collègues whigs à propos de l'affaire de Warren Hastings. La convocation d'un nouveau Parlement mettait-elle fin, oui ou non, à l'*impeachment*? Telle était la question qui se posait devant la Chambre récemment élue. On est d'accord aujourd'hui pour reconnaître qu'en droit la dissolution du Parlement ne peut avoir d'influence sur un *impeachment*; autrement, ce mode de procéder contre les grands crimes d'État pourrait être rendu tout à fait illusoire. Erskine soutint pourtant la thèse contraire, de concert avec plusieurs jurisconsultes éminents, parmi lesquels l'avocat général, sir John Scott, dont les opinions s'accordaient bien rarement avec les siennes, le procureur général, sir Archibald Macdonald, et sir Richard Arden, plus tard lord Alvanley, alors maître des rôles;

1. Erskine fit plus tard allusion à ces événements dans la défense de J. Horne Tooke. « I assert there was a conspiracy to shut out Mr. Paine from the privilege of being defended; he was to be deprived of counsel, and I, who now speak to you, was threatened with the loss of office if I appeared as his advocate; I was told in plain terms that I must not defend Mr. Paine. I did defend him, and I did lose my office. »

tel était aussi l'avis, dans l'autre Chambre, de lord Thurlow et de lord Kenyon. Les précédents étaient obscurs et invoqués également par les deux partis¹. Ce ne fut donc pas simplement par sympathie pour Hastings ou par inimitié pour Burke, comme on l'a dit, qu'Erskine se sépara, sur cette question, de Fox et de la plupart de ses amis politiques; la question paraissait alors réellement douteuse au point de vue du droit constitutionnel. Burke témoignait à toute occasion beaucoup de mépris pour le barreau; il fut très vif, presque insolent. Son rival ayant dit que c'était la loi qui devait gouverner le pays, Burke lui répondit : « La loi, oui; les légistes, non! » Et, comme Erskine se plaignait de la longueur de l'interminable procès, Burke demanda « si des hommes dont les idées n'avaient jamais dépassé les limites d'une Cour d'assises de province pouvaient mieux juger de la durée d'un *impeachment* qu'une lapine, qui a des petits six fois par an, ne peut juger de la durée de la gestation chez l'éléphant². » Il se montra toujours mal disposé pour Erskine, d'abord parce que celui-ci était avocat, ensuite parce que la différence de leurs opinions politiques allait chaque jour s'accroissant davantage, et que Burke ne comprenait pas qu'il pût rester l'ami d'un homme professant des idées autres que les siennes; peut-être enfin aussi, sans s'en rendre bien compte lui-même, éprouvait-il une certaine jalousie. Ce dernier sentiment ne fut jamais connu d'Erskine, et, bien qu'il prît part avec ardeur aux luttes politiques, elles n'altérèrent jamais la nature essentiellement bienveillante de son caractère.

1. T.-E. May, *op. cit.*, II, pp. 93, 94.

2. J. Prior, *op. cit.*, p. 343.

Même au jour où sa rupture avec le fougueux Irlandais fut complète, où tout espoir de rapprochement fut perdu, tout en combattant ses idées, il n'oublia en aucune occasion de rendre hommage à ses talents ; si souvent il opposa à Burke champion des monarchies absolues le Burke des anciens jours, il s'abstint toujours de toute réflexion, même de toute insinuation blessante, sans jamais mettre en suspicion la bonne foi de son adversaire ¹.

En 1792, il soutint avec énergie la proposition de Grey relative à la réforme parlementaire, et revint

1. Voici le magnifique éloge qu'il fit de Burke à l'occasion de son livre : *Reflections on the Revolutions in France*. « I shall take care to put Mr. Burke's work on the French Revolution into the hands of those whose principles are left to my formation. I shall take care that they have the advantage of doing, in the regular progression of youthful studies, what I have done even in the short intervals of a laborious life, that they shall transcribe, with their own hands, from all the works of this extraordinary person, and from the last among the rest, the soundest truths of religion, the justest principles of morals, in culcated and rendered delightful by the most sublime eloquence, the brightest reach of philosophy brought down to the level of common minds by the most captivating taste, the most enlightened observations on history and the most copious collections of useful maxims from the experience of common life, and separate for themselves the good from the bad. » (J. Prior, *op. cit.*, pp. 316 et 317.) Il préférerait, d'ailleurs, le talent d'écrivain de Burke à son talent oratoire, et prétendait que son débit se ressentait de son origine irlandaise ; il raconta même un jour au docteur Clarke l'anecdote suivante, dont l'enthousiaste biographe et admirateur de Burke révoque en doute l'authenticité. « Once I was so tired of hearing him in a debate upon the India Bill that not liking he should see me leave the House of Commons while he was speaking, I crept along under the benches and got out, and went to the Isle of Wight. Afterwards that very speech of his was published, and I found it to be so extremely beautiful that I actually wore it into pieces by reading it. » (*Id. ibid.*, p. 507, note.)

plusieurs fois sur ce sujet, mais sans succès. C'est en vain qu'il rappela que Pitt avait jadis été l'un des plus fervents promoteurs de cette réforme; celle-ci devait encore se faire attendre bien des années¹. Il s'opposa aussi, autant qu'il était en son pouvoir, aux mesures proposées contre la propagande des idées jacobines : « Otez au peuple tout sujet de se plaindre, disait-il, et vous n'aurez pas de révolution². »

1. *Hist. parlem.*, XXX, p. 286 et *passim*. Combien il fut toujours éloigné de désirer des mesures radicales ou précipitées, on peut le voir par le passage suivant d'*Armata* : « All the separate parts of it (the Constitution) are excellent and well proportioned, if they were allowed to stand in their places, but government had now begun to be carried by a conspiracy of powers which should balance and control one another... but by having suffered the defect to continue by a long season, its consequences have also increased, and have produced so strong a feeling of irritation that the most cautious reformation becomes with every man of sound discretion a *matter which calls for the most impartial, even trembling consideration*. This observation is not, however, intended to convey an opinion that a safe and salutary amendment is impracticable. A surgeon often examines his patient with a trembling hand, when he is considering whether he shall attempt an operation; but when his judgment is satisfied, it trembles no longer. » I, pp. 62, 63.

2. *Hist. parlem.*, *ibid.*, pp. 58, 590 et *passim*.

CHAPITRE IV

VIE D'ERSKINE DEPUIS LE COMMENCEMENT DE LA TERREUR EN ANGLETERRE JUSQU'A LA FIN DE SA CARRIÈRE AU BARREAU.

Cependant, le drame sanglant de la Révolution française se déroulait et l'Europe y prenait une part de plus en plus active. L'Angleterre n'entra pas tout d'abord, on le sait, dans la lice. Mais, dès les premiers temps, elle avait refusé d'interposer sa médiation pour obtenir la paix entre la France et les puissances alliées. Erskine, dans *Armata*, critique sévèrement la fin de non recevoir qui fut alors opposée à la demande du gouvernement français. « Ce qu'il y a peut-être de plus curieux dans ce document¹, dit-il, c'est que l'encre n'ait pas gelé quand on l'a écrit : ce fut un chef-d'œuvre de la part d'un politique intelligent qui eût pu parfaitement dire tout ce qu'il eût voulu, de réussir si bien à ne rien dire du tout, et, animé lui-même des passions les plus vives, d'engourdir tout le cabinet²... La vérité, ajoute-t-il, est que c'était la réponse d'un gouvernement déterminé à

1. Il s'agit de la lettre adressée par le ministère anglais en réponse à la demande de la France.

2. *Armata*, I, p. 78.

ne rien faire et à ne pas donner de raisons. Il y avait alors, dans mon opinion, une conspiration de rois contre cette malheureuse nation¹, parce que, sans savoir au juste comment elle y arriverait, elle s'était décidée à s'affranchir sans leur en demander la permission. Cette affirmation venant de moi mérite quelque créance, car *je n'aime pas les républiques*, et je répandrais la dernière goutte de mon sang pour une monarchie comme la nôtre². » Telle fut toujours sa conviction. Il resta persuadé jusqu'au dernier moment que sans l'intervention des puissances étrangères, la Révolution française n'eût pas été signalée par les atrocités qui en ont rendu le souvenir pénible ou odieux à plus d'un de ses premiers et de ses plus nobles champions.

Pitt, tout en voyant avec sympathie les efforts des émigrés, désirait conserver la plus stricte neutralité; mais, petit à petit, il fut entraîné à prendre envers la France une attitude hostile. Après le 10 août et le 21 janvier, il rappelle l'ambassadeur anglais de Paris et renvoie l'ambassadeur français, Chauvelin, de Londres. Le 1^{er} février 1793, la Convention déclare la guerre sous des prétextes d'ailleurs assez futiles. Le 8 du même mois, Erskine écrit : « Nous nous engageons, sans motif ou simplement par désir de mal faire, dans une guerre pleine de dangers, et, sans l'avouer, nous nous unissons aux despotes du Nord pour rétablir la monarchie en France. Comme il s'agit de la cause des rois, notre prince est entré dans la coalition et s'est séparé de nous tous³. » Fox profes-

1. *Capetia*. Tel est le nom donné à la France dans *Armata*.

2. *Ibid.*, p. 83.

3. T.-E. May, *op. cit.*, I, p. 120.

sait les mêmes sentiments que son ami, et quelque temps après il écrivait : « Tandis que les Français font tout ce qu'ils peuvent pour rendre le nom de liberté odieux au monde, les despotes se conduisent de manière à montrer que la tyrannie est pire¹. » Il ne suivit pas pourtant Erskine et quelques autres des membres whigs des deux Chambres au sein de la Société des Amis du Peuple, destinée à provoquer une agitation en faveur de la réforme parlementaire. Des associations nombreuses, dont l'objet était assez mal défini et dont les membres ne poursuivaient pas tous le même but, commençaient à s'organiser partout; la Convention, fidèle à son système, conviait le peuple anglais à se débarrasser de son gouvernement; c'était à lui seul qu'elle prétendait faire la guerre. Le ministère prit peur, bien à tort, car la masse de la population était peu sympathique aux whigs : ceux-ci, très peu nombreux dans le Parlement², repoussaient toute idée de révolution violente. « La crainte d'une telle révolution par contagion de *Capetia* était chimérique, écrit Erskine dans *Armata*; quand un mal contagieux se répand sur notre monde, il ne frappe que ceux qui n'en ont jamais encore été atteints³. » L'Angleterre avait eu sa révolution; il n'y avait qu'à en suivre les conséquences logiques, à en développer les principes bienfaisants; on se rapprocherait ainsi sans secousse et d'une manière sûre de cet idéal du

1. Ch. de Rémusat, *op. cit.*, II, p. 256.

2. On disait en plaisantant que toute l'opposition eût pu tenir dans un fiacre. « C'était une erreur, disait plus tard un représentant whig de Middlesex; nous en aurions rempli deux. »

3. *Armata*, I, pp. 89, 90.

gouvernement, l'ordre avec la liberté. Le ministère préféra entrer en lutte directe avec tous les opposants, sans distinguer entre le petit nombre de ceux qui réclamaient un changement radical et ceux qui désiraient simplement des améliorations de détail, entre ceux qui eussent voulu la paix avec la France et ceux qui faisaient des vœux pour le débarquement des Français en Angleterre. Lord Loughborough, qui avait vécu pendant des années sur le pied de l'intimité avec Fox, Erskine et Sheridan, était passé aux « Alarmistes », et de Chief-Justice de la Cour des Plaids communs avait été promu chancelier; il fut d'autant plus acharné contre ses anciens amis que sa défection n'était pas comme celle de Burke l'effet d'une conviction sincère, mais que le désir d'obtenir les sceaux avait été son principal, sinon son seul motif¹. Le règne de la *Terreur* anglaise commença.

Le rôle d'Erskine devint dès lors de beaucoup le plus important dans l'opposition; au sein du Parlement des majorités compactes suivaient le mot d'ordre du ministère, et les orateurs whigs n'avaient plus aucune chance d'obtenir un vote en leur faveur. Les procès politiques se multipliaient; on poursuivait des citoyens obscurs pour des écrits sans portée, pour des paroles imprudentes; c'est en défendant ces malheureuses victimes d'un gouvernement soupçonneux que l'avocat remporta ses plus beaux triomphes, ceux qui font qu'aujourd'hui les fils mêmes des anciens tories le regardent comme un des bienfaiteurs de son pays.

1. On disait tout bas qu'il se fût mis à la tête du mouvement révolutionnaire, s'il avait eu des chances sérieuses de devenir le chancelier d'une république britannique. Lord Campbell, *Life of Lord Loughborough*, VIII, p. 119.

Il débuta pourtant par un échec : un attorney, occupant un rang distingué dans sa profession, J. Frost, était poursuivi pour sédition par le procureur général; échauffé par le vin et provoqué par des questions impertinentes ou insidieuses, il s'était écrié : « Je veux l'égalité; point de rois! » Les jurés et la Cour étaient si mal disposés pour tout ce qui leur paraissait toucher de près ou de loin aux doctrines révolutionnaires que le malheureux attorney fut, malgré les efforts d'Erskine, condamné à six mois de prison et une heure de pilori; on le contraignit de plus à abandonner sa profession, ce qui fut sa ruine.

Erskine réussit mieux dans le procès de MM. Perry et Gray, propriétaires du *Morning Chronicle*, accusés de libelle, toujours par voie d'*information*, et par le même procureur général, sir John Scott; ils avaient inséré dans leur feuille une adresse émanée d'une Société de Derby, où on se plaignait de l'insuffisante représentation du peuple au Parlement, ainsi que de quelques autres abus. L'insertion avait été faite tardivement, et l'adresse reproduite à titre de simple document; les éditeurs n'en connaissaient même pas personnellement les auteurs. La cause offre un intérêt particulier, parce qu'elle fut une des premières qui suivirent la nouvelle loi sur les libelles dont Erskine avait fait reconnaître la nécessité dans l'affaire du doyen de Saint-Asaph, et je me propose de donner ultérieurement sur elle quelques détails : Perry et Gray furent acquittés.

En avril 1794, nouveau succès dans un procès où cette fois la vie même des accusés est en jeu. Un négociant de Manchester, Walker, et plusieurs autres habitants de la même ville sont arrêtés comme cou-

pables de haute trahison; on les accuse d'avoir comploté le renversement de la Constitution et d'avoir voulu favoriser une descente des Français en Angleterre, le tout sur le témoignage d'un espion aux gages du ministère, nommé Dunn. Erskine met à néant la déposition de ce témoin; l'accusateur, Law, abandonne la poursuite au milieu même des débats, et Dunn est condamné comme parjure aux mêmes assises.

Ces procès n'étaient que le prélude d'affaires plus importantes¹. Nous avons déjà dit qu'un grand nombre de Sociétés s'étaient formées avec le dessein avoué d'obtenir des réformes; outre la Société des Amis du Peuple dont faisaient partie Erskine et la plupart des hommes notables du parti whig, on remarquait surtout la Société correspondante (*Corresponding Society*) et la Société d'études constitutionnelles (*Society for Constitutional Information*). Les actes de quelques-

1. En Écosse, le ministère suivait aussi le système de persécution qu'il avait adopté en Angleterre; on peut lire dans la *Vie de Lord Loughborough*, par lord Campbell (t. VIII, p. 143 et suiv.), le procès d'un avocat écossais, Muir, qui, accusé de sédition, fut condamné à être transporté pour quatorze ans; son crime était d'avoir réclamé la réforme parlementaire; il est vrai qu'on avait trouvé un exemplaire du livre de Paine, *les Droits de l'homme*, dans sa poche! Le président (c'était alors son droit en Écosse) avait choisi les jurés, et il les avait tous pris au sein d'une association formée pour combattre toute idée de réforme. La Cour se vante, dans l'arrêt, de sa mansuétude; elle aurait pu condamner le coupable à être jeté aux bêtes. « By the Roman law which is held to be our common law when there is no statute, the punishment was various and the transportation was among the mildest mentioned. Paulus, 38, Dig. De *parnis*, writes : *Actores seditionis et tumultus, populo concitato, pro qualitate dignitatis aut in furcam tolluntur aut bestiis obijciuntur...* » On comprend qu'en voyant leurs voisins faire un tel usage du Droit romain, les Anglais aient professé pour ce droit une certaine répugnance.

uns des membres de ces deux dernières associations furent sans doute répréhensibles ; mais on s'accorde presque unanimement aujourd'hui à blâmer la conduite du gouvernement. Le Parlement, à l'instigation du ministère, non seulement suspendit l'acte d'*habeas corpus*, mais encore proclama officiellement « l'existence d'une conspiration détestable pour renverser la Constitution et introduire en Angleterre le système d'anarchie et de confusion qui triomphait depuis quelque temps en France. » Combien une telle déclaration pouvait être funeste à ceux qui seraient accusés d'avoir pris part à ce complot, c'est ce qu'il est aisé de comprendre ; il leur devenait bien difficile d'en nier la réalité. Heureusement, tout en réduisant la loi, autant qu'il le pouvait, au rôle de servante de son pouvoir arbitraire, tout en pesant sur les décisions du Parlement, en cherchant à étouffer toutes les manifestations de l'opinion contraire à sa politique, le ministère, nous devons ici lui rendre un hommage mérité, ne sortit pas de la légalité ; on ne vit pas de presses détruites, de livres ou de journaux confisqués par mesure préventive, de tribunaux extraordinaires créés sur le modèle de la Chambre étoilée. Les accusés politiques ne furent privés d'aucun des avantages qui leur étaient attribués par les statuts ou par la coutume. Tous les ressorts de la Constitution furent tendus, mais non brisés. Les ministres craignirent-ils, en violant ouvertement les maximes du droit public anglais, de provoquer une guerre civile ? Peut-être ; mais je crois aussi que leur chef, malgré d'incontestables défauts, avait trop de droiture pour consentir à recourir à un coup de force.

Douze personnes appartenant aux Sociétés pour la

promotion d'une réforme constitutionnelle, furent tra-
duites devant le grand jury du comté de Middlesex,
qui les renvoya devant le petit jury comme accusés de
haute trahison. Les inculpés choisirent pour défen-
seurs Erskine et son confrère Gibbs¹, et demandèrent,
comme c'était leur droit, à être jugés séparément.

Le 28 octobre 1794, à Old Bailey, commencèrent ces
fameux *State Trials* qui font époque dans l'histoire
de la liberté britannique devant le lord Chief-Justice-
Eyre et plusieurs autres juges ayant reçu une com-
mission spéciale d'*oyer* et *terminer*².

Le premier accusé qui comparut fut un cordonnier,
Thomas Hardy; le procureur général, fidèle à son
habitude d'entasser arguments sur arguments, preuves
sur preuves, prononça un réquisitoire qui ne dura pas
moins de neuf heures³. J'examinerai plus tard la va-
leur intrinsèque des arguments qu'il fit valoir et la
manière dont Erskine y répondit; je ne cherche à re-

1. Plus tard, sir Vicary Gibbs et président de la Cour des
Plaids communs. — On adjoignit à Erskine et à Gibbs un troi-
sième défenseur, Gurney, que la plupart des historiens passent
sous silence. Il faut dire qu'il ne figurait dans la cause que par
la tolérance de la Cour, en considération du travail énorme
qui incombait à la défense. Un statut de Guillaume III ne per-
met à l'accusé que deux avocats dans les affaires de trahison.
(Lord Brougham, *Sketches of Statesmen*, I, pp. 72, 73.) L'accu-
sation comptait, outre le procureur général, sir John Scott,
et l'avocat général, sir John Mitford, les avocats Adair, Bear-
croft, Bower, Garrow, Law, Perceval et Wood.

2. Commission donnée aux Cours criminelles.

3. Ce discours occupe de la page 7 à la page 131 du tome II
de l'édition Walford. — La longueur du réquisitoire ne fut
pas, dit-on, sans influence sur l'issue du procès. « Il ne
m'était pas possible, dit ensuite un juré, de condamner un
homme pour avoir commis un crime qui demandait neuf
heures d'explication! » (A. Ribot, *Biographie de lord Erskine*,
p. 49.)

produire ici que la physionomie extérieure des débats. Le réquisitoire et l'audition des témoins à charge occupèrent les mardi, mercredi, jeudi et vendredi; l'audience, commencée chaque jour à neuf heures du matin, se prolongeait jusqu'à une heure très avancée de la nuit. Le samedi, vers deux heures du matin, les avocats demandent à la Cour un délai, afin de mettre quelque ordre dans les documents et les notes amoncelées devant eux. Le Président montre une mauvaise volonté évidente à leur accorder un répit; il consent pourtant, sur la requête des jurés eux-mêmes, à ce que la séance suivante n'ait lieu qu'à midi, au lieu de neuf heures. A la reprise de l'audience, on entend encore quelques témoins à charge; enfin, à deux heures, Erskine commence son plaidoyer.

Pendant les dix dernières minutes d'un discours qui dura près de sept heures, sa voix était tellement fatiguée, qu'il ne faisait plus entendre qu'un faible murmure, et pourtant dans l'auditoire régnait un silence tel, que pas une de ses paroles ne se perdait. A peine avait-il fini, qu'un long murmure d'admiration s'éleva dans l'enceinte du tribunal et se répandit dans les rues avoisinantes, encombrées d'une foule anxieuse. Les juges ne pouvaient, au milieu des flots houleux du peuple, regagner leurs voitures; il fallut qu'Erskine, épuisé par quatre ou cinq nuits sans sommeil, et par son long effort oratoire, haranguât les assistants pour les exhorter au calme; ils se retirèrent paisiblement. Vinrent ensuite l'audition des témoins à décharge, la plaidoirie du second défenseur Gibbs, une réplique de l'avocat général, sir John Mitford ¹, enfin le résumé

1. Plus tard lord Redesdale. — Ces deux derniers discours

du président. Ce ne fut que le 5 novembre que le jury, après une délibération de plus de trois heures, rendit un verdict négatif.

Tous les soirs, pendant la durée du procès, Erskine, à sa sortie de l'audience, avait été accueilli par des applaudissements, tandis que les officiers de la couronne étaient salués par des sifflets et des huées. Sir John Scott rendit plus tard hommage à la générosité de son rival, qui veillait sur sa propre sûreté et ne laissait sa voiture s'écarter de celle du procureur général que lorsque celui-ci n'avait plus rien à redouter.

Quand le chef du jury prononça le verdict, l'auditoire se livra à un enthousiasme qui tenait du délire; les jurés furent acclamés comme les sauveurs de leur pays; la foule s'attela à la voiture d'Erskine¹.

Chose singulière, après un échec aussi éclatant, après que l'opinion publique, mal disposée en général pour les révolutionnaires, eut néanmoins accueilli avec tant de faveur l'acquittement de Hardy, contre lequel, dans l'opinion du procureur général, les charges étaient le plus accablantes, le gouvernement fut assez imprudent pour faire continuer les poursuites et faire traduire, le 17 novembre, devant la même Cour, un homme dont l'âge et la réputation littéraire inspiraient généralement la sympathie et le respect, tandis

ne furent qu'un écho des précédents et n'apportèrent aucun élément nouveau au débat.

1. On prétendit plus tard qu'elle avait bien dételé ses chevaux, mais qu'elle ne les lui rendit jamais. Erskine nia toujours la vérité de ce récit. — Lord Campbell place cet incident à la fin des *State Trials*. (*Op. cit.*, VIII, p. 326.) J'ai suivi le récit de lord Eldon lui-même, dans son *Anecdote Book*. (Tyrwhitt, *op. cit.*, I, p. 186. — Cf. lord Stanhope, *op. cit.*, II, p. 271.)

que son esprit caustique et son habitude des procès politiques le rendaient doublement dangereux à attaquer, John Horne Tooke¹. Le docte auteur des *Diversions of Purley* avait autrefois prononcé lui-même sa défense dans un procès de libelle, lors de la révolte des colonies américaines, et son discours est resté célèbre dans les annales du barreau anglais². Cette fois, ses avocats furent les mêmes que ceux de Hardy; du côté de la couronne, on retrouvait également les mêmes accusateurs. Horne Tooke, rassuré par l'issue du procès précédent et n'ayant rien perdu de sa liberté d'esprit, intervint fréquemment dans les débats; ceux-ci, bien que la cause fût peu douteuse, durèrent pourtant six jours; mais les jurés se mirent bientôt d'accord et revinrent après huit minutes de délibération, avec un verdict d'acquiescement.

Le gouvernement ne se découragea cependant pas encore; s'il fit mettre en liberté quelques-uns des inculpés contre lesquels les charges étaient à peu près les mêmes que contre Hardy et Horne Tooke, il fit

1. Sur J. Horne Tooke, voyez sa biographie par Stephen, Londres, 1813. Erskine avait plaidé dans le procès que Fox avait soutenu contre lui au sujet des frais de l'élection de Westminster. Plus tard, Horne Tooke fut envoyé à la Chambre des Communes par Old Sarum, le plus fameux des bourgs pourris, grâce à lord Camelsford, propriétaire de ce bourg, qui voulait être désagréable à Pitt (1801). Le ministère, à la tête duquel était alors Addington, fit passer un bill défendant aux ecclésiastiques de siéger à la Chambre; le bill était dirigé contre H. Tooke, qui avait autrefois pris les ordres; il fut inutilement combattu par Erskine. Jennings, *Anecd. Hist. of English Parliam.*, p. 195. Sur l'état actuel de la législation anglaise en ce qui concerne l'incapacité des ecclésiastiques, voyez la *Revue générale d'administration*, juin 1881, p. 216.

2. On en trouve la traduction dans le premier volume du recueil de MM. Clair et Clapier.

procéder au jugement d'un troisième prisonnier, Thelwall, plus compromis, et qui eût peut-être été condamné, si deux acquittements n'avaient pas été prononcés. Thelwall fut pour Erskine un client des plus gênants ; à tout propos il se mêlait aux débats sans y apporter la verve et l'adresse de Horne Tooke. Une fois, dit-on, il fit passer à son avocat un billet sur lequel il avait inscrit ces mots : « Que je sois pendu, si je ne me défends pas moi-même ! » Erskine lui répondit immédiatement par la même voie : « Vous serez certainement pendu, si vous le faites ! » Thelwall eut la sagesse de se le tenir pour dit. L'affaire ne dura que trois jours et se termina, comme on le prévoyait, par un acquittement. Cette fois, le ministère se reconnut vaincu. Plus tard, Erskine, rappelant dans *Armata* ces procès fameux, tout en se taisant sur la part considérable pour laquelle il avait contribué à leur heureuse issue, put dire : « Il y a dans *Armata* (l'Angleterre) un talisman qui, si elle sait le garder intact, la rendra immortelle : ses Cours de justice ont dit à son Parlement : « VOICI LES BORNES DE TON POUVOIR, TU N'IRAS PAS PLUS LOIN. » La reconnaissance publique ne tarda pas à se manifester d'une manière éclatante : mainte corporation lui vota ses franchises ; partout ses bustes et ses portraits se vendaient par centaines, ses discours par milliers. Pendant le procès de Horne Tooke, Pitt avait comparu comme témoin, et, interrogé par Erskine sur ses anciens plans de réforme parlementaire, il avait subi une humiliation qui avait bien vengé l'avocat des sarcasmes que le hautain ministre avait si souvent

1. Lord Stanhope, *op. cit.*, II, p. 270.

dirigés contre lui dans une autre enceinte. Le dénouement des *State Trials* rendit la vengeance complète¹.

Au Parlement, où Erskine reçut de ses amis, bien rares malheureusement sur les bancs de la Chambre des Communes, l'accueil le plus sympathique, il recommença, à l'ouverture de la session, la campagne contre le cabinet. Dès les premiers jours de janvier 1795, il livra plusieurs combats où la défaite était d'ailleurs prévue. La question du rappel de l'acte qui

1. Il est curieux de voir dans quel style Burke, mécontent de voir ses discours et ses écrits d'autrefois cités par Erskine dans ses plaidoyers et par d'autres orateurs dans les banquets politiques ou dans les Chambres, parle de son rival dans une lettre à sir William Elliot, publiée dans le courant de l'année 1795 : « Mr. Erskine supplied something, I allow, from the stores of his imagination in metamorphosing the jovial toasts of clubs into special arguments at the bar. So far the thing showed talent : however I must still prefer *the bar of the tavern to the other bar*. The toasts at the first hand were better than the arguments at the second. Even when the toasts began to grow old as sarcasms, they were washed down with still older pricked election port; then the acid of the wine made some amends for the want of anything then piquant in the wit. But when his Grace gave them a second transformation and brought out the vapid stuff which had wearied the clubs and disgusted the courts, the drug made up of the bottoms of rejected bottles, all smelling so wofully of the cork and the cask and of everything except the honest old lamp, and when that sad draught had been farther infected with the jail pollution of old Bailey, and was dashed and brewed, and ineffectually stunned again into a senatorial exordium in the House of Lords, I found all the high flavour and mantling of my honours tasteless, flat and stale. Unluckily the new tax on wine is felt even in the greatest fortunes, and his grace submits to take up with the heel taps of Mr. Erskine. » M. Prior (*op. cit.*, p. 114) dit que Burke, dans ce passage, « a lâché les rênes à son imagination » ; l'appréciation me paraît assez douce.

suspendait l'*habeas corpus*¹, lui fournit l'occasion de porter la guerre dans le camp ennemi : c'était le ministère, disait-il, qui, en imaginant de prétendus complots contre la sûreté de l'État, était le véritable conspirateur; il conspirait pour tromper le Parlement et semer l'épouvante dans le pays (5 janvier 1795). Il parla également contre le bill sur les assemblées séditieuses (*Seditious Meetings Bill*) et contre le bill qui qualifiait haute trahison tout complot pour soulever une guerre civile, sans qu'aucun acte d'exécution pût être allégué (*the conspiracy to levy war*). Il est quelques passages dans le discours qu'il prononça dans cette dernière occasion qu'on peut rapprocher des passages analogues de ses plaidoyers dans les affaires de trahison et qui soutiennent parfaitement la comparaison².

En 1796, il fut moins heureux dans les circonstances, assez rares d'ailleurs, où il se fit entendre à la Chambre. Pitt avait cru un moment qu'il pourrait conclure la paix avec la République française; il était désabusé. — Après avoir exposé la situation de l'Europe, il proposa au Parlement de voter une adresse au roi pour demander que la guerre fût poussée avec vigueur. Erskine se lève pour soutenir un amendement; mais à peine a-t-il commencé une véhémence attaque contre le ministère, qu'il s'arrête court et est obligé de se rasseoir. Fox vient immédiatement à la rescousse, attribuant à une indisposition ce qui paraît avoir été, chose assez étonnante, un manque de présence d'esprit³.

1. L'histoire de cet acte est exposé, avec détails, par sir T.-E. May, *op. cit.*, III, ch. XI.

2. *Hist. parl.*, XXXII, p. 470.

3. *Hist. parlem.*, XXXII, p. 1464.

Les whigs à cette époque se laissèrent aller au découragement ; désormais, ils ne siégèrent plus au Parlement qu'à de rares intervalles. Lord Brougham juge sévèrement la politique d'abstention qu'Erskine adopta alors comme Fox et ses amis. « L'opposition, dit-il, prit une des déterminations les plus absurdes et les plus illogiques comme les moins justifiables que jamais ait prises parti ou homme politique ; on eût dit que les whigs voulaient montrer toute l'amertume de leur désappointement et justifier les reproches de leurs ennemis, qui les accusaient de se laisser guider uniquement par des motifs d'intérêt personnel. Ils cessèrent d'assister aux séances du Parlement, et cela en se fondant sur les motifs mêmes qui auraient dû les attacher à leurs sièges, en alléguant que le gouvernement menait le pays à sa ruine et foulait aux pieds ses libertés, que le peuple ne prenait pas un intérêt suffisant à ses propres affaires. Il y avait une chose qui venait encore augmenter, si c'est possible, l'inopportunité et la folie de cette abstention. Au lieu de résigner leurs sièges et de permettre ainsi à la nation de choisir des représentants plus dévoués, ils les gardèrent, n'abandonnèrent aucun de leurs privilèges personnels et conservèrent la faculté de revenir, momentanément et quand cela leur conviendrait, remplir ces places qu'ils laissaient vides sans pourtant cesser de les occuper. Le Parlement irlandais donna en cette occasion un des deux uniques exemples de supériorité sur le nôtre qu'on rencontre dans toute l'histoire de cette Assemblée corrompue. Les membres de l'opposition, M. Grattan à leur tête, donnèrent leur démission et ne rentrèrent pas à la Chambre pendant plusieurs années ¹. »

1. *Sketches of Statesmen*, I, pp. 300 et 301. M. de Rémusat,

Cependant, même en dehors du barreau et sans parler de ses rares apparitions au Parlement, Erskine ne restait pas inactif : il publia une brochure intitulée : *A View of the Causes and Consequences of the Present War with France*, qui atteignit rapidement sa quarante-huitième édition¹. Traduite presque aussitôt en français, elle paraît avoir eu aussi un grand succès de ce côté du détroit, car je l'ai lue dans la vingt-troisième édition française². Le traducteur anonyme a fait précéder l'ouvrage d'une courte préface, où, dans le style de l'époque, il assure M. Erskine de l'approbation de tous les hommes « éclairés et sensibles ».

Comme on pouvait s'y attendre, c'est surtout contre Pitt qu'est dirigé ce petit écrit ; il y est aussi parlé de Burke, mais avec plus d'éloges que de blâme ; jamais Erskine ne cessa de rendre hommage au talent de celui

op. cit., II, p. 537, n'est pas aussi sévère pour la *secession* des whigs, et l'attribue plutôt à un mouvement spontané qu'à une tactique. Cette thèse me paraît inexacte. Il y eut préméditation de la part des chefs de l'opposition et entente entre eux.

1. Lord Campbell ne parle que de la trente-septième. Le chiffre de quarante-huit se trouve dans une note des *Mémoires* de Malouet, publiés par son petit-fils, le baron Malouet. (Paris, 1874, 2 v. in-8°.) Cette note se trouve sous une lettre de Louis Malouet à son père du 31 mars 1797, lettre où la brochure d'Erskine est qualifiée de *mauvais pamphlet*. C'est aussi le chiffre que donnent le *Dictionnaire* d'Allibone et la *Bibliographia Britannica* de Watt.

2. *Coup d'œil sur les causes et les conséquences de la guerre actuelle avec la France*, par M. Erskine, trad. de l'anglais, 23^e édition, Londres et Paris, s. d., in-8°. — Comme cette édition a été publiée à Londres en même temps qu'à Paris, je me suis demandé s'il ne fallait pas comprendre les éditions françaises dans le compte total des quarante-huit éditions dont il est question dans la note précédente. Y eut-il, au contraire, quarante-huit éditions anglaises et vingt-trois françaises, en tout soixante et onze ? Je n'ai aucun moyen de résoudre cette question.

qui avait été pour lui autrefois le dieu de l'éloquence politique; peut-être aussi était-il bien aise de mettre en parallèle la bonne foi de l'orateur irlandais avec les vues intéressées et ambitieuses, qui étaient, d'après lui, les seuls ressorts de la conduite des ministres. « Les derniers écrits de M. Burke, dit-il, ne sauraient me tromper, car leurs devanciers m'ont fortifié contre leurs illusions, et toutefois quand je contemple son inébranlable fermeté, à cette époque même où il n'y a plus rien à espérer des hommes ni des choses; quand je le compare à ceux qui empruntèrent ses erreurs uniquement parce qu'elles étaient à leur convenance, et qui les ont rejetées parce qu'elles ne concouraient plus à leurs desseins, il s'élève à mes yeux dans cette comparaison à une telle hauteur que, si mes regards s'arrêtent alors sur les ministres, je le vois comme au sommet d'une éminence inaccessible¹... » C'est avec regret qu'il parle de la terreur qui avait saisi Burke et bien d'autres à la vue de la Révolution française, terreur qui les avait poussés à la combattre et à laquelle avaient été dus ainsi bien des malheurs qui, sans l'intervention étrangère, eussent été évités : « L'esprit qui prévalut dans ce temps (1792) et qui, renversant tout ce qui se trouva devant lui, disposa la nation à la guerre, était une horreur absolue de tout ce qui tenait à la France et même de la liberté, parce que c'était pour la liberté que la France combattait alors. Cet esprit confondait les excès momentanés d'un zèle brûlant pour la liberté et le bonheur du genre humain avec une tendance à l'anarchie universelle et une résistance à tous les gouvernements établis; il regardait le sentiment qui

1. P. 86.

s'irritait contre tous les malheurs produits par les superstitions chrétiennes et le plaisir de les voir rapidement abattues comme une apostasie décidée de l'Église et, pour ainsi dire, un serment d'irréligion et une profession ouverte d'athéisme; il regardait comme ennemi déclaré de la monarchie tout homme qui ne courbait pas sa tête (*sic*) sous le despotisme usurpateur des établissements et des propriétés d'un peuple libre, qui osait se réjouir et triompher quand on reprochait aux tyrans le manifeste meurtrier qu'ils avaient publié, et quand un grand peuple, déterminé à être libre, repoussait avec succès les troupes qui avaient illégitimement envahi son territoire¹...» Plus loin, attribuant à la peur qu'inspiraient les alliés les pires excès de la Révolution : « La crainte, écrit-il, est, de toutes les passions humaines, la plus étroite et la plus cruelle². » C'est à la non intervention de l'Europe qu'il attribue la bénignité relative de la Révolution d'Angleterre. Le passage le plus remarquable peut-être est celui où, dans des termes malheureusement déclamatoires, il combat la politique qui cherche à fomentier la guerre civile chez les nations ennemies, afin d'en triompher plus facilement, à encourager la trahison et à se servir des traîtres, quitte ensuite à les abandonner : « C'est un système dirigé contre le premier principe de l'honneur social et du bonheur; il réveille les passions les plus basses, les plus perverses, les plus dangereuses de l'esprit humain; il ne déploie pas, il ne lève pas l'étendard généreux d'une nation qui combat contre une autre nation : abaissé aux plus lâches moyens de l'art de la guerre,

1. P. 13, 14.

2. P. 38.

il dissipe l'enchantement qui l'environne d'ordinaire, et il arme une nation contre elle-même; il compose son armée de crimes publics, de mécontentements privés, d'erreurs respectables, de fausses opinions, de vices désespérés et de la pauvreté même vertueuse, qu'il précipite également dans le désespoir; il affranchit les victimes des lois pour emprisonner et pour asservir l'État; il fait combattre l'un contre l'autre des parents que la même terre a nourris, et au lieu de s'en remettre, sur la décision de son horrible querelle, au canon et à l'épée, — remède le plus prompt de ces malheurs et dont les effets se bornent aux combattants, — il sème au loin la désolation par les armes plus lentes de la jalousie, de la défiance, de la terreur et de la vengeance, désole un Etat par le besoin, par la famine et par l'anéantissement du crédit national, de la confiance et de l'opinion publique, détruit pour le présent et expose à périr pour jamais l'existence et même le nom d'un pays¹. » On a condamné, avec juste raison, la politique perfide qui fut trop souvent celle de l'Angleterre au dix-huitième siècle; mais ce sera l'éternel honneur de ce pays que toujours des voix ont pu s'y élever librement pour défendre la cause de la liberté et de la justice : rappelons-nous lord Chatham flétrissant l'emploi de troupes sauvages dans les guerres entre nations européennes; Burke et tant d'autres prenant hardiment parti pour les colonies américaines soulevées; Erskine protestant contre l'expédition de Quiberon, comme il devait plus tard protester contre le bombardement de Copenhague. Dans d'autres pays, la voix de ces généreux patriotes, qui préféreraient la

1. P. 20.

grandeur morale de leur pays à un triomphe acheté au prix de l'honneur ou de l'équité, eût été étouffée; les souverains absolus n'aiment pas qu'on discute leurs actes, et dans les pays même où règne une certaine liberté de discussion, il est trop facile d'accuser d'*incivisme* celui qui, plus honnête ou plus clairvoyant que ses concitoyens, veut les arrêter quand ils s'engagent dans des entreprises injustes ou hasardeuses!

Dans le même ouvrage, Erskine émet bien des idées, que nous retrouvons dans ses plaidoyers, sur les véritables principes de la liberté, sur le tort qu'on fait à la religion en la voulant propager avec violence, sur la nécessité d'une représentation sincère du peuple dans le Parlement; il appelle, en terminant, les révolutions « le pire de tous les maux, si l'on en excepte celui d'une tyrannie et d'une oppression consolidées, qu'une révolution seule peut guérir¹. »

En 1797, Erskine rentra un instant à la Chambre pour appuyer la motion, renouvelée tous les ans par Grey, d'une réforme du Parlement². Il répéta, avec

1. P. 400.

2. Le plan de Grey est analysé par sir T.-E. May, *op. cit.*, I. pp. 404, 405 : « He proposed to increase the county members from ninety-two to one hundred and thirteen, by giving two members to each of the three Ridings of the county of York, instead of two for the whole county, and by similar additions to other large counties, and to admit copyholders and lease holders for terms of years, as well as freeholders, to the county franchise. As regards the boroughs, he proposed to substitute for the numerous rights of election one uniform household franchise... His scheme comprised, in fact, an outline of the great measure which this eminent statesman was ultimately destined to mature as the consummation of his labours during half a century. His motion was seconded by Mr. Erskine in a speech which went far to contradict the assertion — so often made — that in the House of Commons this

beaucoup de bonheur dans l'expression, les arguments qu'il avait si souvent développés dans ses discours et dans ses écrits. Le terrain était mauvais pour Pitt. Ordinairement vainqueur d'Erskine dans les débats parlementaires, le premier ministre était mal à l'aise quand on lui rappelait ses opinions d'autrefois; il se contenta de répondre, sans discuter la question de principes, que le moment n'était pas opportun¹.

En dehors des Chambres, les whigs montraient encore quelque activité; ils trouvaient un auditoire bien disposé dans la classe moyenne des grandes villes, fatiguée d'une guerre qui menaçait de se prolonger indéfiniment, et sur laquelle la peur de la révolution avait cessé d'agir, maintenant que la France avait un gouvernement régulier et que la guillotine avait été mise de côté.

C'est ainsi qu'en octobre 1797 une grande réunion eut lieu à la taverne de Shakespeare, à Covent-Garden, pour fêter l'anniversaire de l'élection de Fox par la cité de Westminster². Un certain nombre d'hommes notables du parti whig y assistaient. Fox fit un magnifique éloge de son ami et du frère de celui-ci, Henry

great forensic orator was wholly unequal to his reputation. At once eloquent, impassioned and argumentative, it displayed those rare qualities which have never been equalled at the British bar and not often in the Senate. »

1. *Hist. parl.*, XXXIII, p. 653 et suiv.

2. Voir la brochure intitulée : *The Speeches (at Length) of the Right Honourable C.-J. Fox, T. Erskine, etc., etc., at a Meeting held at the Shakespeare Tavern, Covent-Garden, on Tuesday, October 10, 1797, Being the Anniversary of Mr. Fox's Election for the City of Westminster*. London, 1797, in-8°. — Le titre est menteur : le discours d'Erskine n'est pas rapporté en entier, mais seulement en résumé et pour la plus grande partie dans le style indirect.

Erskine, « à qui il ne pouvait mieux rendre justice, ajouta-t-il, qu'en disant qu'il était en Ecosse ce que Thomas Erskine était en Angleterre ¹. » Il prôna la réforme parlementaire et déclara son intention bien arrêtée de continuer à ne pas paraître à la Chambre ². Erskine prit la parole aussitôt après lui, et s'exprima dans un langage dont l'énergie nous paraît à nous Français d'un goût fort douteux, et qui, traduit, serait absolument insupportable. Je le citerai donc dans les texte anglais : *Mr. Erskine honoured him (Mr. Fox) for the declaration; he honoured him for the determination he had expressed, no longer to throw his pearls before swine (Loud applause and laughter). The term, said Mr. Erskine, is applicable to a Parliament like the present. Though the expression Swinish Multitude had been long used to denominate the people whose rights and privileges have hitherto been trodden under foot, he conceived they only deserved the term because they had chosen Swinish Representatives, who where regardless of the most valuable Rights of the Country* ³. Il faut se rappeler, en lisant ce passage, que les mots qui désignent les mêmes objets peuvent dans les diverses langues avoir une valeur différente. Néanmoins, je ne crois pas que la harangue ci-dessus ait beaucoup relevé aux yeux des Anglais le talent oratoire d'Erskine, malgré les « applaudissements et les rires » d'un auditoire complaisant et peu difficile sur le choix des expressions. Je comprends aussi, après un tel discours, l'accueil peu sym-

1. P. 13.

2. Il tint parole. L'*Histoire parlementaire* ne contient aucun discours de Fox de 1798 à 1801.

3. P. 21.

pathique fait à l'orateur par ses collègues du Parlement, qu'il s'abaissait ainsi à injurier. De semblables passages, je me hâte de l'ajouter, sont des plus rares dans ses œuvres; ce furent probablement les dispositions où il avait trouvé l'assistance qui l'engagèrent à franchir les limites permises à la polémique, et puis le découragement des whigs était si grand alors qu'il ne faut pas être trop surpris qu'il se trahît en termes amers ¹.

Les succès de l'avocat venaient pourtant encore adoucir les désappointements de l'homme politique. L'acquittement de William Stone, accusé de haute trahison; celui de l'évêque de Bangor, prévenu de voies de fait sur la personne du *Registrar* de son diocèse; la condamnation du libraire Williams, poursuivi par Erskine au nom de la *Société pour la suppression du vice et de l'immoralité*, pour avoir mis en vente un écrit de Thomas Paine, *l'Age de raison*, furent autant de victoires signalées. Le procès du

1. C'est à l'année 1797 qu'il faut rapporter l'insinuation suivante de lord Stanhope : « Ce fut peut-être à cette époque qu'Erskine exprima quelque intention de se rallier au gouvernement. Du moins, voici ce qu'écrivait M. Rose en 1806 : *Son attachement politique pour M. Fox n'a pas toujours été constant et égal. Je me rappelle avoir entendu dire à M. Pitt, il y a bien des années, qu'un jour, en le rencontrant à l'Opéra, M. Erskine avait saisi l'occasion de lui dire qu'il n'avait pas d'affections politiques bien décidées. Journaux*, t. II. » (W. Pitt et son temps, III, p. 72.) Je n'ai trouvé aucune allusion au fait ci-dessus dans les biographies de lord Erskine; ce qui rend l'anecdote peu vraisemblable, au moins pour l'année 1797, c'est que son langage contre le premier ministre ne fut jamais peut-être aussi acerbe qu'à cette époque. Il faut se souvenir, au surplus, qu'il fut plus d'une fois question d'un ministère Pitt-Fox, et qu'Erskine ne condamna jamais en principe les coalitions.

comte de Thanet, en 1799, eut, il est vrai, un autre dénouement. En 1798, Arthur O'Connor, accusé de haute trahison, avait été acquitté par le jury de Maidstone; mais, averti qu'un nouveau mandat était lancé contre lui, il essaya de s'évader aussitôt que le verdict eut été prononcé. Les officiers de police chargés d'exécuter le mandat se mirent à sa poursuite. Il s'ensuivit une scène de confusion à la suite de laquelle un lord whig, le comte de Thanet, un jeune avocat de talent, M. Fergusson, et quelques autres personnes furent arrêtés comme ayant tenté de favoriser l'évasion d'O'Connor. Le plaidoyer d'Erskine me semble avoir complètement anéanti les dépositions contradictoires des témoins à charge; sans une réponse maladroite de Sheridan, qui, interrogé par un des avocats de la couronne, avoua que dans sa conviction les prévenus désiraient voir O'Connor s'échapper, le jury aurait sans doute rendu un verdict de non culpabilité. Quoi qu'il en soit, lord Thanet et M. Fergusson furent condamnés tous deux à un an de prison et à une forte amende.

Quelque temps après vint le procès du journal *le Courrier*, dont l'issue laissa aussi jusqu'au dernier jour dans la mémoire d'Erskine une impression pénible. Les rédacteurs de cette feuille avaient critiqué une mesure prise par le gouvernement russe, mesure préjudiciable aux intérêts du commerce anglais. Le procureur général commença une poursuite pour libelle par voie d'*information*. En vain Erskine parla avec ironie des dangers que faisaient courir à l'empire russe quelques lignes d'un journal anglais : « Si cette accusation réussit, dit-il, je m'attends à voir bientôt poursuivre quelque écrivain qui aura malicieusement

essayé de troubler les lois de la gravitation et de créer une grande insurrection parmi les planètes, qui aura publié que Saturne ne dépend pas du système solaire, ou qu'il n'a que quatre satellites au lieu de cinq¹. » En vain, après Milton, compara-t-il celui qui veut empêcher toute parole inconsidérée à ce gentilhomme campagnard qui fit élever les murs de son parc pour en interdire l'entrée aux corbeaux. En vain démontra-t-il que dans l'article incriminé il n'y avait pas diffamation d'un gouvernement étranger, mais seulement défense des intérêts anglais. Rien n'y fit. Lord Kenyon se montra d'une grande partialité contre l'accusé, ce qui lui était assez habituel dans les affaires de ce genre, chercha à peser sur le jury, et ayant obtenu un verdict affirmatif, condamna le propriétaire du *Courrier* à six mois d'emprisonnement et à une amende. Mais ce ne furent là que des échecs sans importance que fit oublier bientôt un triomphe retentissant.

Au commencement de l'année 1800, un ancien soldat, James Hadfield, tirait un coup de pistolet sur le roi Georges III au théâtre de Drury-Lane; le malheureux était fou. Erskine démontra sa folie dans un admirable plaidoyer qui fait époque dans l'histoire de la médecine légale. Nous aurons à comparer les théories qu'il expose avec celles qui prévalaient avant lui et celles qu'on admet de nos jours, et nous pourrions constater le pas immense qu'il fit faire à la jurisprudence anglaise en matière d'aliénation mentale.

Retournons au Parlement, où la voix d'Erskine se faisait encore entendre dans quelques rares circons-

1. J'emprunte la traduction de M. Ribot, *op. cit.*, p. 52.

tances. Le 3 février 1799, il prononça un de ses meilleurs discours contre le premier lord de la trésorerie, qui venait de refuser les ouvertures de paix faites par le premier consul¹. Ce fut la dernière de ses luttes avec Pitt avant la retraite de celui-ci du ministère. Le désir de la paix devenait de plus en plus général. Ce ne fut pourtant pas la nécessité d'un traité avec la France qui occasionna la chute du ministre. Quand, au commencement de 1801, on apprit qu'il quittait le pouvoir qu'il avait gardé si longtemps, l'étonnement fut grand ; le public ne savait trop à quoi attribuer cette démission soudaine. On connaît mieux aujourd'hui les motifs très honorables qui déterminèrent le grand homme d'Etat. L'Irlande venait d'être réunie à la Grande-Bretagne : cette union, dans l'intention de ses promoteurs, Pitt, lord Cornwallis, lord Castlereagh, n'était qu'une mesure préliminaire à d'autres mesures destinées à tirer l'Irlande de cet état d'infériorité matérielle et intellectuelle et d'agitation stérile où elle était depuis si longtemps : la première chose à faire n'était-elle pas d'émanciper les catholiques qui constituaient la classe de beaucoup la plus nombreuse de la population et qu'opprimait une minorité protestante ? Le ministère se heurta à une répugnance invincible de la part du roi ; celui-ci avait toujours été intolérant et bigot ; il l'était d'autant plus à cette époque que la maladie mentale dont il avait déjà ressenti les atteintes en 1780 menaçait de revenir, comme elle revint en effet presque aussitôt après la retraite de Pitt. Bref, celui-ci donna sa démission, et le roi put satisfaire son goût pour les médiocrités en chargeant

1. *Hist. parl.*, XXXIII, p. 653.

de composer un ministère le *Speaker* de la Chambre des communes, Addington, depuis lord Sidmouth, « un de ces hommes modérés en tout, même en talents, que le monde honore au second rang et dédaigne au premier¹. » — A l'exception de lord Eldon, qui, de président de la Cour des Plaids communs, devint chancelier et garde du grand sceau, et de lord Saint-Vincent, le nouveau cabinet ne comptait dans son sein aucun membre arrivé à la notoriété. « Les ministres, disait en plaisantant Canning, n'ont que peu d'idées, et encore les quelques idées qu'ils ont ne valent rien². » La question de l'émancipation des catholiques n'avait pas été publiquement posée; on l'abandonna donc, non sans qu'il en résultât un grave préjudice pour les intérêts du Royaume-Uni comme pour ceux de la justice, — car l'occasion perdue ne se retrouva plus, — mais sans que l'opinion publique eût été appelée à se prononcer sur elle³. La paix avec la France s'imposait; le ministère le comprenait, bien qu'il fût surtout composés d'hommes dévoués au roi et disposés à s'inspirer

1. Ch. de Rémusat, *op. cit.*, II, p. 542.

2. Jennings, dans son *Anecdotal History of English Parliament*, p. 173, rapporte l'anecdote suivante racontée par John Hookam Frere, et qui peint le vieux parti tory de cette époque : « I remember old lord W—, a fine specimen of a thorough-going old country tory, coming to call on my father to tell him that Pitt was out of office, and that Addington had formed a ministry. He went through all the members of the new cabinet, and rubbing his hands at the end, with an evident sense of relief, said : *Well, thank God, we have at last got a ministry without one of those confounded men of genius.* »

3. Il est fâcheux pour les whigs qu'ils n'aient fait à cette époque presque aucun effort en faveur de la liberté religieuse; mais, nous l'avons vu, ils étaient en proie au plus grand découragement.

plutôt des désirs de celui-ci que du bien de la nation ; les whigs même étaient disposés à ne pas lui refuser absolument leur concours. Fox ne savait pas encore, il est vrai, quelle attitude il prendrait à son égard ; mais Sheridan, Tierney et d'autres hommes considérables du même parti n'hésitèrent pas à entamer des négociations avec Addington, et même, quelque temps après, Erskine fut sur le point d'accepter le poste de procureur général¹ : il croyait sincèrement que le nouveau ministre romprait avec les traditions d'absolutisme qui, depuis près de dix ans, prévalaient dans l'administration. S'il refusa, ce fut par déférence pour les désirs du prince de Galles : celui-ci tenait alors une conduite assez équivoque, tantôt flattant l'opposition, tantôt paraissant se rapprocher du ministère uniquement parce que Pitt n'y figurait plus. — Quand il fut question d'une coalition entre Fox et une partie des tories, à la tête desquels étaient lord Grenville et Windham, anciens whigs passés en 1793 au parti des alarmistes, Erskine ne voulut pas s'unir à ces derniers et engagea fortement Fox à l'imiter ; pour renverser Addington, il eût fallu refuser de le soutenir dans les négociations qu'il poursuivait avec la France. Fox et Erskine n'avaient-ils pas trop souvent réclamé la paix pour la rejeter maintenant qu'elle leur était offerte ? Cette fois encore, les whigs, et pour les motifs les plus honorables, laissèrent échapper une occasion de remonter au pouvoir.

1. Voy., sur les rapports d'Addington et d'Erskine, lord Stanhope, *op. cit.*, III, pp. 360 et 361 ; IV, p. 134. Le biographe de Pitt se montre dans ces passages, suivant son habitude, fort sévère pour Erskine. — Tierney fut nommé trésorier de la marine.

Le 1^{er} octobre 1801, les préliminaires d'un traité de paix entre la France et la Grande-Bretagne furent signés à Londres; le 12, furent échangées les ratifications des préliminaires¹. Le Parlement se réunit quelques jours après, et, malgré l'opposition des Windhamites, les préliminaires, défendus à la fois par Pitt et par Fox, furent approuvés et l'adresse adoptée. Le 27 mars 1802, le traité d'Amiens était signé. Aussitôt lord Grenville et Windham demandèrent au sein des deux Chambres un vote de censure contre le ministère; les whigs, et Erskine parmi eux, appuyèrent Addington, et le parti que l'on appelait la *nouvelle opposition* ne trouva presque pas d'écho soit au Parlement, soit dans le pays. Sans doute, les whigs se firent illusion sur la durée probable de cette paix, qui ne devait être qu'une trêve; mais elle était en somme honorable pour l'Angleterre; la majorité de la nation l'avait longtemps attendue avec impatience, et elle permit de diminuer, pour un temps malheureusement bien court, les taxes déjà fort lourdes qui pesaient sur le pays. Dans le courant de la même session, une motion fut présentée à la Chambre des communes pour que celle-ci « remerciât le roi de la retraite de M. Pitt. » Les partisans de l'ancien premier ministre proposèrent aussitôt un amendement déclarant que « M. Pitt méritait, pour les services qu'il avait rendus à son pays pendant son administra-

1. « Cet événement fut reçu avec une explosion de joie en Angleterre; le peuple était fatigué de la guerre et désirait la voir terminer par un arrangement raisonnable. Quand le colonel Lauriston, porteur de la ratification française, partit avec M. Otto pour Downing Street, le peuple ôta les chevaux de la voiture et le traîna à l'hôtel des affaires étrangères. » G.-C. Lewis, *op. cit.*, p. 198.

tion, la reconnaissance de la Chambre. » On devine la véhémence avec laquelle Erskine combattit cet amendement ; ses efforts furent d'ailleurs stériles ; 224 voix contre 52 se prononcèrent en faveur de Pitt, un peu parce qu'on se souvenait de l'éclat de son administration passée, dit lord Campbell, beaucoup parce qu'on prévoyait qu'avant longtemps il reviendrait au pouvoir¹.

Un assez grand nombre de whigs profitèrent des vacances pour aller en France ; Erskine pensait, prétend-on, y attirer sur lui l'attention universelle ; et certes il avait quelque raison de compter sur une réception sympathique de la part d'un peuple qu'il n'avait jamais cessé de défendre au milieu d'une nation rivale et en majeure partie hostile ; jamais il ne s'était uni à ses adversaires, cherchant toujours à excuser ses actes lorsqu'il ne pouvait pas complètement les justifier. N'avait-il pas sacrifié sa place et la faveur d'un prince à son devoir professionnel quand il avait été choisi pour défenseur par Thomas Paine, représentant du Pas-de-Calais à la Convention ? N'avait-il pas fait acquitter bien des Anglais accusés d'avoir propagé les idées françaises ? N'avait-il pas, dans l'enceinte du Parlement, livré plus d'un combat pour obtenir la fin de la guerre entre son pays et la France ? — Si, en effet, il espérait une ovation, il fut bien vite désabusé ; tous les regards étaient tournés vers Fox ; Erskine passa presque inaperçu. Seule sa brochure sur *les causes et les conséquences de la guerre* avait été traduite ; ses plus beaux plaidoyers étaient à peu près inconnus chez nous ; enfin, il ne parlait pas français, et

1. *Hist. parl.*, XXXVI, p. 616 et suiv.

ne pouvait déployer à Paris ce talent brillant et facile pour la conversation qui le faisait rechercher dans les salons de Londres. — Il ne paraît pas qu'il ait reçu du premier consul un accueil beaucoup plus flatteur que de la nation française en général; voici comment M. de Rémusat raconte sa présentation à Bonaparte : « Après Fox, on présenta Erskine; son nom ne rappelait rien au premier consul. L'Anglais paraissait tout surpris. *Parle-t-il français?*¹ demandait tout bas et vivement M. de Talleyrand. M. Merry (chargé des affaires de l'Angleterre) glissa à la hâte quelques mots, et Bonaparte, les saisissant au passage, dit à Erskine avec une grande indifférence : *Vous êtes légiste?* La question atterra le grand avocat, qui ne sut que dire, et le consul passa à un autre¹. » — Ce récit est emprunté au journal de Trotter, secrétaire de Fox². Trotter fut le témoin oculaire de la scène qu'il rapporte; mais si l'on en croit M. Thomas Erskine, fils de l'avocat, sa narration ne serait pas parfaitement exacte. Erskine n'aurait pas été présenté à Bonaparte sous son nom, mais sous la désignation de chancelier du prince de Galles; ce titre ne disait rien à l'esprit du premier consul. Quelques jours après, celui-ci retrouvant Erskine dans une soirée, lui aurait dit : « Votre nom, Monsieur, m'est mieux connu que votre emploi. »

1. *Op. cit.* II, p. 556. « Dans un grand lever qui eut lieu aux Tuileries le 23 septembre, nous dit le même historien, le premier consul ne fut pas plus heureux à reconnaître Erskine, ou *plutôt* (pourquoi ce *plutôt*?) c'est Erskine qui ne fut pas plus heureux. » *Ibid.*, p. 558.

2. *Memoirs of the Latter Years of the R. H. C. J. Fox*, by J.-B. Trotter, 3^e éd., Londres, 1811.

3. « Napoléon était extrêmement prévenu contre les avo-

Je ne sais laquelle des deux versions est la véritable ; mais il est certain que Bonaparte n'aima jamais beaucoup les avocats ; il se peut que son antipathie contre eux ait percé dans l'accueil qu'il fit au défenseur de la liberté de la presse. Erskine lui-même crut s'en apercevoir, ainsi que cela ressort d'une conversation qu'il eut avec Barrère quelques jours après, et qui est rapportée dans les Mémoires de ce dernier. « L'ambition et l'activité du chef des Tuileries les occupaient beaucoup, écrit l'ancien membre du Comité de salut public en parlant des Anglais venus à Paris. Je crois avoir satisfait leur curiosité en leur signalant, dans ce général, l'homme le plus ambitieux, le plus orgueilleux, le plus altier et le plus ennemi de la liberté qui ait jamais existé. — J'en suis très convaincu, me dit un jour M. Erskine devant M. Mackensie ; j'ai été présenté à lui aux Tuileries. *Il n'aime pas, à coup sûr, les gens de loi ; il m'a peu parlé et m'a montré*

cats. Il détestait leur indépendance et leur esprit de controverse. Un premier projet lui avait été présenté relativement au rétablissement de l'ordre des avocats ; il le repoussa avec colère, et le renvoya à l'archichancelier avec une lettre que j'ai vue... et sur laquelle j'ai copié cette boutade, plus digne d'un dey d'Alger que du chef d'une nation civilisée : *Le décret est absurde ; il ne laisse aucune prise, aucune action contre eux. Ce sont des factieux, des artisans de crimes et de trahisons ; tant que j'aurai l'épée au côté, jamais je ne signerai un pareil décret ; je veux qu'on puisse couper la langue à celui qui s'en sert contre le gouvernement.* Il n'y eut sous tout l'empire qu'un seul avocat qui fût décoré sans qu'on exigeât de lui, pour obtenir cette faveur, qu'il renoncât à sa profession. C'était le savant M. Ferey. Mais on craignit même tellement de blesser Napoléon en lui faisant signer la nomination d'un avocat, qu'on eut grand soin d'exprimer dans le décret qu'on ne lui accordait cette faveur que comme membre des Écoles de droit. » Dupin aîné, *Appendice à l'Histoire abrégée de l'ordre des avocats de M. Boucher d'Argis.*

un faible intérêt. Mais sa physionomie et ses manières peuvent se déceler plus qu'il ne pense ; je l'ai observé ; je ne le crois pas ami de la liberté. — Il s'en garderait bien, lui dis-je ; mais qu'en dit M. Fox ? — Je crois qu'il n'en a pas été, au fond, plus satisfait que moi, malgré l'espèce de coquetterie dont on use envers lui. Nous croyons que Bonaparte n'est qu'un aristocrate renforcé¹. » Tout en ne se dissimulant pas l'ambition

1. *Mémoires de Barrère*, publiés par MM. Carnot et David (d'Angers) (1843, in-8°), III, p. 124 et suiv. Il n'est pas sans intérêt de voir l'idée que donna de ses compatriotes, à Erskine et à ses amis, l'ex-conventionnel. « Dans un de ces repas, dit-il, ces messieurs me remirent sur le compte du premier consul, et je leur parlai avec la franchise d'un homme qui avait vainement travaillé à établir une République, forme de gouvernement impossible à réaliser et à faire compatir avec le caractère français. (On sait que Barrère accepta un emploi dans la police impériale.) Nous parlâmes aussi de la liberté de la presse, et je leur prouvai aussi qu'elle serait extrêmement difficile à établir dans toute sa latitude au sein d'un pays où les hommes sont irritables, passionnés, légers, poussés à tous les excès, à tous les abus, sans s'en douter et sans y résister. Je leur disais qu'il fallait tout leur flegme et leur examen calme impassible pour supporter la liberté de la presse avec ses accompagnements hostiles, ses agressions diffamatoires et ses franchises turbulentes... » Il ajoute : « Avant que le traité d'Amiens fût rompu, j'eus souvent occasion de converser avec ces illustres Anglais, et M. Erskine me pressait vivement de profiter de ces intervalles de paix pour aller visiter l'Angleterre. — Mais, lui dis-je, j'ai tant écrit contre les Anglais. Comment pourrai-je parcourir Londres sans être peu agréable à quelques Anglais, surtout à ceux qui sont fanatiques de leur pays ? — Vous ne nous connaissez donc pas ? Nous aimons ceux qui défendent leur patrie, parce que nous en avons une, et nous ne blâmerons jamais dans les vrais Français ce que nous désirons admirer dans les bons Anglais. Venez à Londres, et je vous offre l'hospitalité chez moi... » Cette fois la cordialité d'Erskine me paraît répréhensible : il aurait dû se rappeler que Barrère avait fait décréter par la Convention *qu'on ne ferait pas de prisonniers anglais.*

du premier consul et son peu de goût pour la liberté, Erskine pensait qu'il désirait alors sincèrement la paix, et il conserva cette idée même quand les événements subséquents eurent fait adopter par bien des Anglais comme par beaucoup de Français l'opinion contraire¹. Il rencontra d'ailleurs en France des hôtes mieux au courant de sa vie passée que le premier consul ne paraissait l'être et dont les éloges et l'amitié avaient plus de prix que ceux de Barrère; parmi eux le général Lafayette, qui gardait aux whigs le souvenir le plus reconnaissant de ce qu'au sein du Parlement anglais ils avaient plaidé sa cause et demandé qu'on réclamât sa mise en liberté. Il pressa Erskine d'écrire sur le jury d'Angleterre et de France.

En résumé, ce voyage ne procura guère à Erskine que des désenchantements. Cette liberté pour laquelle il avait combattu en Angleterre pendant plus de vingt ans, au nom de laquelle il avait excusé tant de fautes, cherché même à pallier plus d'un crime commis par les révolutionnaires, il n'en retrouvait chez nous presque aucune trace. Quand il eut quitté le continent, où il ne devait jamais plus revenir, il s'aperçut bientôt en Angleterre que la vive satisfaction causée par le traité d'Amiens était déjà bien affaiblie. On n'envisageait pas l'avenir sans inquiétude. Chaque jour voyait se multiplier les exigences de Bonaparte; comprenant mal ou feignant de comprendre mal que dans un État où la presse était libre il n'avait contre les journaux qui l'attaquaient que le recours ouvert à tous devant les tribunaux, il ne cessait de se plaindre au minis-

1. *Armata*, I, p. 108. Fox écrivait à Grey, le 12 décembre 1802, que « le vœu de Bonaparte était pour la paix, bien plus qu'il craignait la guerre au suprême degré ».

tère anglais des imputations que certaines feuilles dirigeaient contre lui ¹, et pourtant n'était-il pas le premier à s'écarter des règles de la modération? Les pages du *Moniteur* ne contenaient-elles pas trop souvent des articles blessants pour nos voisins? D'autre part, l'Angleterre, contrairement à une clause du traité d'Amiens, tardait à se dessaisir de l'île de Malte. Les événements se précipitèrent; le 18 mars 1803, la guerre était déclarée. Fox fit encore quelques éloquents efforts pour le maintien de la paix; mais la conviction générale était qu'une nouvelle lutte était devenue inévitable, et la plupart des whigs eux-mêmes ne pensaient pas autrement. Erskine, bien que n'approuvant pas de tout point la conduite des ministres, déclara qu'il « contribuerait par tous les moyens en son pouvoir à repousser toute attaque contre les possessions, les intérêts ou l'honneur de l'Angleterre ². » Il parla en faveur des nouvelles taxes que le gouvernement proposait pour subvenir aux frais de la guerre, et, comme il était question d'une descente de Napoléon en Angleterre, il se tint prêt à payer de sa personne.

M. A. Laugel, dans son livre sur l'*Angleterre politique et sociale* ³, fait une distinction ingénieuse entre les nations belliqueuses et les nations militaires. D'après lui, la nation anglaise est belliqueuse sans être militaire. Aussitôt que l'on put craindre une invasion par les Français du sol britannique, l'esprit

1. Les prétentions de Bonaparte et les réponses que lui fit le cabinet anglais sont rapportées avec détail dans T.-E. May, *op. cit.*, III, p. 54 et suiv.

2. *Hist. parl.*, XXXVI, p. 1386.

3. Paris, 1873, in-18, p. 21.

guerrier s'éveilla dans toutes les classes avec une intensité singulière ; le premier en Europe, le peuple anglais commença contre Napoléon une guerre vraiment nationale ; partout des régiments de volontaires s'armèrent ; l'expérience leur manquait sans doute, mais si toute crainte d'une descente n'avait bientôt disparu, ils eussent été à même, au bout de peu de temps, de seconder utilement l'armée régulière, composée de troupes excellentes, mais numériquement trop faible ¹. Les innombrables légistes de la métropole formèrent deux régiments dont l'un, dit de Bloomsbury, ou plus familièrement « *The Devil's Invincible* », était commandé par le lieutenant-colonel Coxe, maître en chancellerie ; l'autre, dit « le régiment du Temple » ou « *The Devil's Own* », eut pour lieutenant-colonel Erskine, que sans doute son ancienne profession encore plus que son éloquence avait recommandé pour ce grade. Les volontaires ne furent appelés à aucun service effectif, et il ne resta guère de ces soldats d'un jour d'autre souvenir que de joyeuses anecdotes qu'aimaient à se rappeler, il y a une trentaine d'années, les avocats et les avoués de la génération qui suivit celle d'Erskine. Nous savons ainsi que Law, le défenseur de Hastings et le futur Président de la Cour du Banc du Roi, ne sut jamais distinguer son pied droit de son pied gauche, et que le régiment du Temple, qui comptait dans son sein plus de vieux avocats que l'autre, avait un air plus *belly-gerent* ; ce jeu de mots est plus facile à comprendre qu'à traduire. Erskine qui, dans ses plaidoyers, rappelait volontiers son passé

1. L'ardeur belliqueuse de la population, à cette époque, est décrite avec beaucoup de vérité par Walter Scott, dans son roman *l'Antiquaire*.

militaire, n'avait conservé de la *théorie* que des souvenirs fort vagues; il les rafraîchissait les jours d'exercice avec un papier qu'il tenait à la main. Aussitôt d'ailleurs que tout danger d'invasion eut été conjuré, il résigna son grade, et s'il s'occupa encore parfois des volontaires, ce fut comme avocat et comme législateur, et non plus comme officier. Beaucoup d'entre eux, en effet, voulurent se retirer; du moment qu'il ne s'agissait plus de défendre le sol de l'Angleterre, ils trouvaient que la mission qu'ils s'étaient donnée avait pris fin; nul engagement ne les liait à un service devenu inutile. Le gouvernement voulait pourtant les garder sous les armes. Erskine soutint qu'il était légalement impossible de les y retenir, et, malgré les conclusions contraires de M. Perceval, alors procureur général, les juges de la Cour du Banc du Roi lui donnèrent raison à l'unanimité. Le ministère ne se tint pas pour battu, et introduisit dans le *Volunteer Consolidation Bill* un article ayant pour but de faire consacrer législativement par les Chambres la mesure qu'on n'avait pu réussir à faire consacrer judiciairement par les tribunaux. Erskine la combattit encore et avec le même succès; l'article fut retiré¹. Ce fut à cette occasion qu'il prononça son dernier discours à la Chambre des Communes; bien qu'il fût destiné à y rester encore près de deux ans, il n'y prit plus aucune part active aux débats.

Pendant, le ministère Addington touchait à sa fin; Pitt, qui l'avait d'abord soutenu, l'abandonnait. Fox et les Grenville votaient cette fois avec Pitt. La majorité ministérielle se fondait rapidement, et le

1. *Parl. Deb.*, I, p. 394.

30 avril, lord Eldon annonçait à Pitt que le cabinet était dissous. Celui-ci désirait vivement former avec les whigs un gouvernement de coalition; mais le roi refusa nettement d'admettre Fox dans la nouvelle combinaison; les Grenville refusèrent à leur tour d'y entrer quand ils surent l'exclusion de Fox. En somme, le nouveau cabinet ne fut qu'une réédition du précédent avec changement de premier ministre¹. Pitt garda ainsi pour collaborateurs des hommes pour lesquels il n'avait pas dissimulé son dédain. Peu de temps après, tout au commencement de 1805, Addington lui-même, devenu lord Sidmouth, reparut au cabinet.

A quoi devons-nous attribuer l'abstention d'Erskine à cette époque? Je ne sais. Peut-être se ressentait-il alors de cette lassitude qui, quelques années auparavant, avait saisi le parti whig tout entier; peut-être son silence fut-il le résultat des négociations qui eurent lieu de nouveau pour la rentrée au pouvoir de Fox et de ses amis. Quoi qu'il en soit, un événement douloureux vint détourner pour un temps bien court, il est vrai, son attention des affaires publiques. Vers la fin de 1805 sa femme mourut; elle avait été réellement pour lui la compagne des bons et des mauvais jours; il était plus satisfait, dit-on, de la voir joyeuse de ses succès que d'avoir remporté ces succès eux-mêmes.

Presque en même temps Napoléon gagnait la bataille d'Austerlitz. Le 23 janvier 1806 Pitt expirait. Il avait été constamment l'adversaire d'Erskine, il ne lui avait pas ménagé les sarcasmes; mais celui-ci était

1. Six ministres restaient, parmi lesquels lord Eldon, chancelier.

au-dessus d'une mesquine rancune. Il s'honora en votant des funérailles publiques au grand homme d'Etat ainsi qu'une somme pour le payement de ses dettes. Plus tard, dans *Armata*, tout en déplorant que Pitt n'eût pas toujours servi la cause de la liberté, il rendit hommage à son génie. « J'ai connu, dit-il, ce grand ministre dans sa jeunesse, et j'ai prévu ses futures destinées. Son intelligence était large et vigoureuse, sa logique claire et puissante, son éloquence forte et irrésistible. Il fut secondé, dans sa carrière si remplie, par un grand nombre d'hommes désintéressés et indépendants, et il est juste de croire qu'il donna lui-même l'exemple de l'indépendance et du désintéressement. Après sa mort, bien des hommes éminents rendirent cet hommage à sa mémoire. Non seulement celle-ci est chérie par ses amis et ses partisans, mais encore ils le révèrent comme le sauveur de son pays¹. »

Le roi, toujours obstiné et hostile aux whigs, essaya de donner au ministère dont Pitt était l'âme ce qu'on a appelé une vie posthume². Lord Hawkesbury, secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, fut chargé de constituer un cabinet. Il commença par s'assurer le poste de gouverneur des Cinq-Ports, sinécure lucrative laissée vacante par la mort de Pitt;

1. L'auteur ajoute, il est vrai, mais cette critique est bien naturelle sous sa plume. « Having from a sense of justice recorded this last testimony of an exalted reputation, I hold it to be a solemn duty to question and deny it, being convinced that, if we revere, or even abide by the system which characterized his administration as having formerly saved his country, we shall not save it now. » Voy. *Armata*, I, p. 94 à 97.

2. G.-C. Lewis, *op. cit.*, p. 243.

puis, il refusa d'accomplir la tâche qu'il avait d'abord acceptée. Lord Sidmouth avait toutes les sympathies du souverain ; mais son incapacité était tellement notoire qu'il n'était plus possible de lui confier la formation d'un cabinet. Force fut donc à Georges III d'avoir recours à lord Grenville, qui exigea aussitôt qu'on lui donnât Fox pour collègue¹. Les principaux ministres furent : lord Grenville, premier lord de la trésorerie ; lord Henry Petty, chancelier de l'échiquier ; Fox, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Erskine, chancelier. Le cabinet comptait encore dans son sein lord Spencer, Windham, lord Ellenborough, président de la Cour du Banc du Roi, et lord Sidmouth qu'on y avait admis, parce qu'il disposait d'un certain nombre de voix dans les Chambres ; enfin, lord Howick, lord Fitzwilliam et lord Moira. On voit que, suivant un usage presque constant à cette époque, c'étaient des pairs qui le composaient en grande partie. Le ministère précédent ne comptait dans son sein que Pitt et lord Castlereagh qui fussent membres de la Chambre des Communes.

Ce n'était pas à Erskine que lord Grenville avait pensé tout d'abord pour être chancelier ; le grand sceau avait été offert à lord Ellenborough ; mais celui-ci ne s'était pas soucié d'échanger contre la dignité plus brillante mais peu stable qu'on lui proposait sa présidence de la Cour du Banc du Roi². Le président de

1. D'après lord Brougham (*Sketches of Statesmen*, II, p. 373), le roi n'aurait cédé que parce que la mauvaise santé de Fox faisait espérer qu'il ne pourrait pas rester longtemps au ministère.

2. Les juges des principales Cours du royaume étaient inamovibles ; le chancelier seul faisait exception, ses fonctions

la Cour des Plaids Communs, sir James Mansfield, refusa également de quitter son siège. Erskine accepta, peut-être imprudemment, et reçut, avec le grand sceau, le titre de baron Erskine de Restormel Castle.

étant politiques en même temps que judiciaires. Aujourd'hui, il y a une Cour supérieure unique, dont les chambres correspondent à une ou plusieurs des anciennes Cours ; mais le chancelier en est président de droit, et il continue à être amovible. Cet état de choses soulève depuis longtemps déjà d'assez vives critiques.

CHAPITRE V

ERSKINE CHANCELIER

Si on n'avait pas songé tout de suite à Erskine pour le poste de chancelier, ce n'était pas le résultat d'un oubli. Les juges des Cours supérieures anglaises, peu nombreux, sont pris ordinairement parmi les avocats les plus en renom ; Erskine avait donc tous les titres possibles à une haute position dans la magistrature du royaume. De plus, comme les attributions du chancelier sont en partie politiques, nul ne devait être, semble-t-il, mieux à même de s'en acquitter. Pourtant ce ne fut, nous l'avons vu, qu'après avoir essuyé deux refus, que lord Grenville s'adressa à lui, et sa promotion fut l'objet de plus d'une critique. Cela demande quelque explication.

Le droit anglais se divise en deux branches bien distinctes : le *Droit commun* et l'*Équité*¹. Le Droit

1. Depuis une quarantaine d'années, des modifications considérables ont été apportées dans la procédure et l'organisation judiciaires anglaises. L'abîme qui existait entre le droit commun et l'équité a été en grande partie comblé. (Voy. Glas-son, *De l'Organisation judiciaire en Angleterre*, dans la revue *la France judiciaire*, 16 avril 1882.) Je me réfère naturellement, dans mes explications, à l'état de choses existant au commencement de notre siècle.

commun peut être défini : la réunion des coutumes et des traditions qui, se perpétuant d'âge en âge, ont formé une sorte de Code non écrit applicable dans tout le royaume. Il contient aussi les coutumes locales, et on peut mettre à côté de lui le droit statutaire, ou droit résultant des actes votés par le Parlement. Le Droit commun, surtout à l'origine, était un droit étroit, enserré dans des formules sacramentelles comme le vieux droit quiritaire au temps des actions de la loi. On sentit bientôt le besoin d'apporter des adoucissements à sa trop grande rigueur. En outre, les chanceliers, ordinairement dignitaires de l'Eglise et imbus des idées romaines, cherchaient par tous les moyens possibles à exercer un contrôle sur les tribunaux de Droit commun. De là, la juridiction d'*Equité* dont le principal représentant fut le chancelier¹. A l'origine, les juges d'équité décidaient simplement d'après les *règles de la justice et du bon sens*, c'est-à-dire qu'il régnait dans leurs décisions le plus grand arbitraire. Petit à petit, des usages constants s'établirent, et la connaissance de l'Equité devint une science aussi difficile que celle du Droit commun². La diversité des doc-

1. Sur les principales attributions des Cours d'Equité, voyez Erskine, *Armata*, II, p. 164; T. Erskine Holland, *Elements of Jurisprudence* (Oxford, 1880, in-8°), p. 50, et les ouvrages spéciaux sur la chancellerie. On trouvera exposés dans T.-E. May, *op. cit.*, III, p. 27, les moyens dont les Cours d'Equité ont pu se servir pour arriver à faire exécuter les arrêts.

2. Je traduis toujours les mots *Common Law* par *Droit commun*, et non, comme on le fait ordinairement, par *Loi commune*; le nom de *loi* éveille généralement, chez nous, l'idée d'un acte émané du pouvoir législatif; le mot *droit* est plus large, comme l'expression *law*. Nous disons *droit coutumier*, *étudiant en droit*, *droit des gens*, là où les Anglais disent *common law*, *student of law*, *law of nations*.

trines appliquées dans les différentes Cours devait amener en fait, sinon en droit, une division au sein même du barreau. Certains avocats se mirent à plaider plus exclusivement devant les Cours de Droit commun, tandis que les autres pratiquaient devant les juridictions d'Équité, où les formes aussi bien que les principes suivis étaient tout à fait dissemblables¹.

Or, Erskine avait toujours exercé devant les tribunaux de Droit commun et principalement devant la Cour du Banc du Roi; *l'Équité* lui était à peu près étrangère; peut-être n'avait-il pas plaidé une seule fois devant la Cour de chancellerie ou à la barre de la Chambre des Lords². Il professait même pour la jurisprudence d'Équité un certain dédain, s'il faut en croire un récit d'après lequel il aurait une fois répondu à lord Kenyon, recommandant à un plaideur de se pourvoir en Chancellerie : « Votre Seigneurie aurait-elle le cœur d'y envoyer son chien favori? » Doué d'une intelligence nette et prompte, il se serait mis très vite au courant de ce qu'il ignorait, s'il en avait eu le loisir; mais un chancelier n'a pas le temps d'étudier; la simple mention de ses principales attributions peut donner une idée des occupations multiples qui l'assiègent; outre ses fonctions judiciaires, il est membre du Conseil privé, principal conseiller de la Couronne en ma-

1. La principale Cour d'équité était la Cour du Chancelier. La Cour du Banc du Roi et la Cour des Plaids communs jugeaient d'après le Droit commun; enfin, pendant longtemps, la Cour de l'Échiquier fut à la fois tribunal d'Équité et de Droit commun. Je rappelle qu'aujourd'hui ces diverses Cours doivent être considérées comme des sections d'un tribunal supérieur unique.

2. La Chambre des Lords connaissait en dernier ressort des appels de la Cour de Chancellerie.

tière légale, président de la Chambre des Lords, garde du grand sceau; c'est lui qui est considéré comme le chef de la magistrature du royaume, qui nomme et révoque les juges de paix; il dispose aussi d'un très grand nombre de bénéfices ecclésiastiques, etc. Qu'on suppose en France réunies les fonctions de ministre de la justice et des cultes, de premier président de la Cour de Cassation et de président du Sénat, on aura ainsi quelque idée de la lourde tâche du chancelier¹. Sir Samuel Romilly, dans son *Journal*, écrit à la date du 23 août 1811 : « Le chancelier (lord Eldon) vient de

1. « The Lord High Chancellor of Great Britain takes rank next to the Archbishop of Canterbury and above all dukes not of the royal family. (C'est donc le premier dignitaire laïque du royaume, et il a le pas même sur le premier ministre.) He is a Privy Councillor, Prolocutor and Speaker of the House of Peers, Chief Judge in the Court of Chancery and principal adviser of the Chancery in matters of law. He is also head of the legal profession; and, in the King's right, visitor of all colleges and hospitals of royal foundation, and patron of all crown livings valued under L. 20, according to the valuation in the reign of Henry VIII and Elizabeth. He issues writs for summoning Parliaments, and all the business connected with the use and custody of the great seal is also transacted by him. He appoints and removes at pleasure justices of peace. After the dissolution of the Court of Wards, he became the ward of infants and property. He has jurisdiction over lunatics and idiots by delegation from the crown. With respect to writs of *habeas corpus* he has concurrent jurisdiction with the judges of the superior courts. By various statutes he is empowered to exercise special jurisdiction as appellate and original judge in regard to friendly societies, infants, lunatics and idiots, trustees of charitable institutions, appeals in bankruptcy and from Courts of Review. » J. Macgregor, note sur Delolme's *Constitution of England* (Londres, 1853, in-8°), p. 114. Voy. une vive critique de cet étrange cumul d'attributions de toute nature, cumul que les dernières réformes judiciaires n'ont pas fait disparaître, dans W. Bagehot, *la Constitution anglaise* (Paris, 1869, in-18), pp. 306 et 307.

terminer la session. Dans la dernière quinzaine, il a fait plus peut-être que dans tout le reste de l'année ; il a statué sur trois cents pétitions en matière de banqueroute. La semaine dernière, il a tenu l'audience tous les jours, depuis neuf heures du matin jusqu'à quatre heures du soir, et depuis cinq heures et demie jusqu'à dix heures, et non seulement il a fait tout vite, mais encore bien... » Lord Eldon ne travaillait pas toujours avec cet acharnement, et surtout il ne décidait pas toujours les causes portées devant lui avec autant de célérité¹ ; mais ce passage montre quelle quantité d'affaires se présentaient devant la Cour de Chancellerie. A cette époque, il n'y avait qu'un seul magistrat dans cette Cour pour soulager le chancelier, le maître des rôles ; aucun des vice-chanceliers qui lui ont été adjoints n'existait alors. Pendant la courte durée de sa magistrature, Erskine eut à statuer sur 6,393 affaires ou incidents (*causes, exceptions and further directions, pleas and demurrers, cause petitions, rehearings and appeals, and motions*)². Rien d'étonnant donc à ce qu'on regardât sa nomination comme une maladresse de lord Grenville et qu'on regrettât son acceptation. Peut-être fut-il tenté par les émoluments considérables attachés à la dignité de chancelier ; il ne se dissimulait pas — c'est sir Samuel Romilly qui nous l'atteste — ce qui lui manquait, mais il comptait sans doute sur sa prodigieuse facilité, et

1. Il était si lent d'ordinaire que l'on disait que « les doutes de lord Eldon pouvaient donner une idée de l'éternité ». Dans un procès sur un testament, il commença son jugement par ces mots : « Ayant hésité pendant vingt ans au sujet du testament dont il s'agit, je pense qu'il est inutile que je réfléchisse davantage... »

2. Twiss, *op. cit.*, II, p. 428.

en réalité il remplit mieux les fonctions de juge qu'on n'aurait pu s'y attendre de la part d'un homme qui, quelques jours auparavant, n'était jamais peut-être entré autrement qu'en simple spectateur dans un tribunal d'Équité. Pourtant, ses biographes, et les plus versés dans la connaissance du Droit anglais, sont d'avis qu'il eût mieux valu pour lui qu'il fût nommé procureur général, ce qui l'eût conduit sans doute à la présidence d'une Cour de Droit commun. Plus tard, il ne fit aucune difficulté pour reconnaître que, comme magistrat, lord Eldon, qu'il remplaçait et qui le remplaça bientôt à son tour, avait une expérience qui lui faisait défaut. Le passage suivant, tiré d'*Armata*, lui fait le plus grand honneur; il montre combien il était inaccessible à tout sentiment d'envie; rappelons-nous, en effet, qu'il y parle d'un homme qui avait toujours été son rival comme avocat, comme juge, comme homme politique : « Tout ce qui va de travers dans le monde aboutit à la Cour du chancelier; pour augmenter la confusion, les fous, les mendiants, les faillis, même tous les enfants du royaume dansent autour de ce magistrat, et comme si tout cela ne suffisait pas, il est encore président de la plus haute Assemblée du royaume; après s'être fatigué le corps et l'esprit dans l'exercice de ses fonctions judiciaires, il doit encore aller siéger dans cette Assemblée et y entendre tout ce que veulent dire des hommes frais et reposés. Je fus curieux de voir ce grand magistrat, et je pensai que ce n'était pas peu de chose que de le trouver en vie. C'était un homme de talent, de manières agréables, profondément versé dans toutes les branches du Droit, portant jusqu'au scrupule la recherche de la justice, et infatigable dans l'accomplissement de ses devoirs si

variés et si importants. Je lui demandai comment il pouvait vivre au milieu de la confusion que j'ai décrite; il se mit à rire et me dit : « Demandez donc à la salamandre comment elle peut vivre dans le feu ? Toute mon existence s'est passée ici ¹. » Ce passage semble indiquer que, malgré la sérénité apparente qu'Erskine conserva sur le siège du chancelier, et que quelques-uns lui reprochèrent comme tenant à un excès de confiance en lui-même, il trouvait le fardeau pesant. Plus d'une fois, il dut être en proie à cette sorte de désespoir qui saisit l'homme consciencieux quand il voit s'accumuler devant lui les questions à examiner sans savoir s'il parviendra à leur donner une solution satisfaisante et conforme aux règles de la justice.

Quoi qu'il en soit, sans être l'idéal d'un chancelier, il dépassa beaucoup, je le répète, ce qu'on attendait de lui, et voici le témoignage que rend à ses talents et à son caractère lord Campbell : « Son attitude dans sa

1. *Armata*, II, pp. 160, 161. Les lignes suivantes peuvent servir de contre-partie à cet éloge en indiquant le défaut capital de l'éminent magistrat : « C'était, dit M. H. Blerzy, un avocat de médiocre famille et de petite fortune que son talent avait amené sur les bancs de la Chambre des Communes d'abord, ensuite au plus haut emploi de la magistrature. Bien qu'il fût savant juriste, on lui reprocha toujours d'hésiter à conclure. Il était conservateur par-dessus tout, ennemi de toute réforme. On raconte qu'à son début comme premier juge, il eut l'audace, par un coup de tête auquel on suppose que sa femme l'avait poussé, de solliciter du roi la permission de siéger sans perruque : « Non ! non ! répondit Georges III, pas d'innovation sous mon règne ! » Lord Eldon se le tint pour dit; de mauvais plaisants prétendirent même qu'il prit ce mot pour devise. Il n'y eut pas un projet de réforme, si grave ou si futile qu'en fût l'objet, auquel il ne s'opposât pendant les vingt-cinq années qu'il fut lord-chancelier. » *L'Angleterre au temps de la Restauration (Revue des Deux-Mondes, 1^{er} juillet 1880, pp. 184 et 185).*

nouvelle situation fut empreinte de noblesse et de bienveillance; elle triompha de tous les préjugés, réprima les écarts de l'envie et de l'égoïsme, et établit entre lui et ceux qui l'approchaient une réciprocité de bons sentiments. Il maintint dans leurs postes tous les fonctionnaires nommés par son prédécesseur; il ne révoqua pas un seul commissaire des faillites, et de même qu'en sachant unir la déférence à l'indépendance il avait présenté le modèle de ce que doit être un avocat à l'égard des juges, il montra alors par une patience, une impartialité, une fermeté et une courtoisie qui ne se démentirent point, ce qu'un juge doit être vis-à-vis du barreau. Si nous passons maintenant à des qualités d'une nature plus élevée, non seulement il était au-dessus de tout soupçon de corruption, mais encore il montrait le plus grand désir de distribuer bonne et complète justice à tous les plaideurs; à l'audience, malgré son goût ordinaire pour toutes sortes de petits amusements futiles, il sut prêter une attention constante aux débats, quelque ennuyeux qu'ils pussent être, quelque fatigant que fût l'avocat qui plaidait. » Il parlait peu, prenait beaucoup de notes, écoutait volontiers les avis de jurisconsultes plus instruits que lui en équité, et quand il descendit de son siège, il put se rendre à lui-même ce témoignage : « Si j'étais appelé à quitter ce monde aussi soudainement que je suis appelé à résigner mes fonctions, je considérerais comme heureux de pouvoir rendre un compte aussi exact de ma conduite pendant ma vie que celui que je puis rendre de l'administration de la justice pendant le temps que j'ai présidé cette Cour¹. »

1. Lord Campbell, *op. cit.*, IX, p. 9.

Les arrêts qu'il rendit n'offrent, disent les jurisconsultes anglais, rien de remarquable soit en bien, soit en mal ; il ne laissa pas échapper de solécisme juridique, si je puis m'exprimer ainsi, mais il ne fit pas beaucoup avancer la jurisprudence, et cela dans un pays où, faute de Code, la jurisprudence est tout. Plus tard il se vanta de n'avoir vu faire appel que d'un seul de ses arrêts, et encore aurait-il été confirmé ; mais les légistes français ne doivent pas attacher à ce fait trop d'importance ; d'une manière générale les appels sont beaucoup moins communs en Angleterre qu'en France, et en ce qui concerne spécialement la chancellerie, bien qu'il y ait maintenant des règles fixes pour l'Equité, le juge d'Equité conserve naturellement une plus grande latitude d'appréciation que celle qui appartient à un juge de Droit commun, latitude qui rend l'infirmité de ses décisions assez rare.

Suivons maintenant Erskine sur le *woolsack*, siège traditionnel du président de la Chambre des Lords¹. Le nouveau ministère était destiné à rencontrer dès sa formation un certain nombre de difficultés, difficultés qu'il eût pu parfois éviter. Grenville et Fox avaient commis deux fautes : la première de ne faire aucun accord avec le roi en ce qui concernait la question de l'émancipation des catholiques, question brûlante qui, peu d'années auparavant, avait été l'occasion de la chute de Pitt et qui devait être aussi celle de la chute du ministère Grenville ; la seconde d'admettre dans le cabinet le Chief-Justice de la Cour du Banc du Roi, lord Ellenborough. Ce fut à propos de cette admission

1. Par une singulière fiction, le *sac de laine* est censé en dehors de la Chambre ; quand le chancelier veut prendre la parole, il doit le quitter momentanément.

que les hostilités s'engagèrent avec l'opposition. N'y avait-il pas, en effet, quelque chose d'étrange, comme le fit observer lord Eldon à la Chambre haute, à voir le même homme décider comme membre du cabinet qu'on poursuivrait tel ou tel individu pour trahison, puis présider à son jugement comme magistrat? Il pouvait, il est vrai, en pareille circonstance, ne pas paraître au conseil privé ou laisser la présidence de la Cour à quelqu'un de ses collègues; mais alors il ne s'acquittait plus d'un des devoirs qui lui incombait. Il fallait donc forcément, ou qu'il fût à la fois juge et partie dans la même cause ou qu'il ne remplît qu'imparfaitement ses diverses fonctions. — Erskine prit la défense de ses collègues et soutint que la nomination de lord Ellenborough n'était aucunement illégale : le cabinet n'a pas, comme tel, d'existence reconnue par la Constitution; celle-ci ne connaît que les ministres pris individuellement, chacun gérant les affaires de son ministère; il y avait du reste des précédents : lord Mansfield avait cumulé autrefois les doubles fonctions que cumulait maintenant lord Ellenborough¹. — En droit il n'est pas douteux qu'Erskine n'eût raison; en fait, le gouvernement avait été mal inspiré; il sortit du débat affaibli dans sa considération, malgré la majorité qu'il obtint dans les deux Chambres, et lord Ellenborough lui-même regretta plus tard de n'avoir pas refusé de siéger au cabinet. — Les adversaires de l'administration avouaient, du reste, qu'aucune disposition constitutionnelle ne s'opposait formellement au cumul qu'ils dénonçaient; ils étaient les premiers à louer les talents et l'intégrité de lord Ellenborough;

1. *Parl. Deb.*, VII, p. 767.

mais, au point de vue d'une bonne administration de la justice, on ne peut contester l'exactitude de leur thèse.

Le chancelier fut plus heureux dans le discours qu'il prononça pour défendre le bill prohibant la traite des nègres. Depuis longtemps des hommes appartenant à tous les partis, Wilberforce à leur tête, s'étaient dévoués à la tâche de faire disparaître ce honteux trafic et de provoquer même l'abolition complète de l'esclavage dans les colonies anglaises¹. Pitt était opposé à la traite; mais ici comme ailleurs, Georges III s'était montré l'ennemi de tout projet de réforme, et Pitt n'avait pas eu le courage de lui résister². Ce fut l'honneur du ministère Grenville de faire adopter par le Parlement et sanctionner par le roi une loi contre la traite³. Lord Eldon, sans défendre le commerce des noirs en lui-même, critiqua le bill au nom des intérêts des négociants anglais et nia l'efficacité des mesures proposées⁴. Erskine les appuya, au contraire, au nom du gouvernement et, à ce propos, il désavoua fran-

1. En 1772, lord Mansfield avait fait prévaloir le principe que tout nègre qui mettait le pied sur le sol anglais était libre. En Écosse, une décision semblable fut rendue quatre ans après; mais il y resta dans les mines des esclaves nationaux (*salterns* et *colliers*) jusqu'en 1799. Le principe admis par lord Mansfield était, au moins en théorie, depuis longtemps en vigueur chez nous. (Voy. Vinnius, *ad Instit.*, I, 3, § 3.) Il est vrai que, jusqu'en 1762, il avait été loin d'être toujours respecté.

2. Voy. H.-T. Buckle, *Hist. of Civilization in England*, I, pp. 447, 448 : « The shuffling conduct of Pitt in this matter, dit-il, makes it hard for every honest man to forgive him. »

3. Le bill fut proposé, le 2 janvier 1807, à la Chambre des Lords. Cf. Brougham, *op. cit.*, I, pp. 153, 154.

4. Twiss, *op. cit.*, I, p. 366. Le biographe de lord Eldon lui donne raison; mais les arguments sur lesquels il se fonde ne me semblent pas concluants.

chement ses erreurs passées. Autrefois, dit-il, il avait été assez favorable à l'esclavage; au temps où il était marin, il avait vu beaucoup de noirs jouir d'un certain bien-être; il avait été témoin de leur gaieté et de leurs jeux. Généralisant à tort les faits qui avaient frappé ses regards, oubliant que l'arbitraire d'un maître absolu pouvait d'un moment à l'autre changer cette joie en larmes, il ne s'était pas uni d'abord aux généreux efforts de Wilberforce et de ses amis; depuis, il avait perdu ses illusions; en étudiant les détails d'un procès relatif à l'assurance d'un vaisseau négrier, il avait été à même de voir toutes les horreurs de la traite, et il s'en proclamait l'ennemi¹. — Celle-ci fut donc abolie; il fallut attendre, et cela bien des années, l'avènement d'un autre ministère libéral pour abolir l'esclavage lui-même².

Comme président, Erskine ne prit part qu'à un petit nombre de débats politiques³; il ne paraît pas non plus avoir exercé une influence prépondérante sur la marche générale du gouvernement. Mais deux graves affaires l'occupèrent plus spécialement pendant son passage au ministère. Je veux parler de *l'impeachment* de lord Melville et de l'enquête sur la conduite de la princesse de Galles.

Henry Dundas, lord Melville, un des plus intimes

1. *Parl. Deb.*, VII, p. 807.

2. En France, sous Louis XVI, le célèbre médecin Vicq d'Azir rangeait encore les noirs à côté des races bovine, chevaline, ovine et porcine, dans un Mémoire adressé à Louis XVI sur les épizooties. (A. Jobez, *la France sous Louis XVI*, Paris, 1877, in-8°, I, p. 382.) La Convention abolit l'esclavage; mais il fut rétabli, bientôt après, par le Consulat. Ce fut la Restauration qui supprima la traite, et le gouvernement de 1848 qui émancipa les esclaves.

3. *Voy. Parl. Deb.*, VII, p. 767 *et passim*.

amis de Pitt, avait été accusé de malversation comme trésorier de la marine. En 1805, un vote de censure ayant été proposé contre lui, la Chambre des Communes se partagea en deux parties égales, 216 voix contre 216; le *Speaker* Abbot, après une longue hésitation, départagea l'assemblée en se prononçant contre le lord. L'affaire se poursuivit, et, vers le milieu de l'année, celui-ci fut mis en accusation. C'était le premier *impeachment* devant la Chambre des Lords depuis le procès de Warren Hastings, et il était très important de ne pas renouveler les lenteurs excessives qui avaient signalé ce dernier procès. Le lord-chancelier déploya à cette occasion des qualités qui lui firent le plus grand honneur¹; on loua la fermeté avec laquelle il maintint les droits des Lords vis-à-vis des Communes, sa courtoisie envers la défense, en même temps que la rigueur avec laquelle il coupait court aux discussions inutiles sur des points étrangers à la question principale; son habitude de la procédure criminelle lui permit de trancher avec célérité une foule de petites difficultés qui autrement eussent prolongé les débats outre mesure; bref, ce fut à lui surtout que lord Melville dut d'être jugé en quatorze jours: il fut acquitté, mais le but poursuivi par ses accusateurs n'en était pas moins atteint; l'ami de Pitt, l'homme d'Etat qui avait été lord-avocat d'Ecosse et premier lord de l'amirauté ne revint plus jamais au pouvoir.

L'affaire de la princesse Caroline n'eut pas autant

1. Voy. un compte rendu détaillé du procès de lord Melville dans M. de Montvéran, *la Jurisprudence anglaise sur les crimes politiques* (Paris, 1829, in-8°), III, p. 360 et suiv. — Il est regrettable que lord Erskine ait cru devoir faire adopter par les Pairs une résolution à l'effet d'interdire la publication des débats avant le prononcé du jugement.

de publicité, mais elle n'attira pas moins l'attention du peuple anglais. Le prince de Galles, qui, comme nous l'avons dit plus haut, avait déjà contracté un mariage nul en droit avec madame Fitzherbert, avait épousé malgré lui, en 1795, la princesse Caroline de Brunswick¹. L'aversion qu'il avait conçue pour elle quand elle n'était que sa fiancée ne fit que s'accroître après le mariage; il ne lui épargna aucun affront, et bientôt les deux époux vécurent complètement séparés l'un à Carlton-House, l'autre à Blackheath. — En 1805, une lady Douglas rapporte au prince que sa femme a mis au monde, il y a trois ans, un enfant du sexe masculin qu'elle fait élever auprès d'elle. Le fait étant de nature, s'il est vérifié, à compromettre l'ordre régulier de la succession au trône, est dénoncé aux ministres et au roi lui-même; lord Erskine et avec lui trois autres commissaires, les lords Spencer, Grenville et Ellenborough, sont chargés de faire une enquête pour contrôler les allégations de lady Douglas. L'enquête se poursuivit en secret; les commissaires reconnurent que l'accusation ne reposait sur aucune base sérieuse, mais en même temps ils signalèrent au roi, dans la conduite de la princesse, des inconséquences qui pouvaient donner lieu « à des interprétations défavorables. » Leur rapport, que lord Brougham qualifie très sévèrement² et qui prête, en effet, à la critique, fut

1. Le matin du mariage, il avait bu tant de verres d'eau-de-vie, afin de se donner des forces pour la cérémonie, que le duc de Bedford, qui marchait à côté de lui dans le cortège, eut quelque peine à l'empêcher de tomber. G.-C. Lewis, *op. cit.*, p. 311.

2. *Sketches of Statesmen*, I, pp. 230 et 231. Il faut se rappeler que lord Brougham fut l'avocat de la reine Caroline quand elle fut traduite devant la Chambre des Lords; rien, d'ailleurs, ne

communiqué à la princesse, conseillée alors par lord Eldon, qu'Erskine trouvait toujours devant lui ; sous son inspiration, elle envoya immédiatement à Georges III une protestation contre le mode de procéder adopté par la commission et contre la dernière partie des conclusions du rapport. L'affaire en était là quand Erskine rendit le grand sceau. Plus tard, les rôles seront changés. Nous verrons Erskine défendre publiquement la reine Caroline accusée, parce qu'il croit sa cause juste, et sans se soucier des relations d'amitié qu'il a entretenues autrefois avec le prince de Galles, devenu Georges IV ; lord Eldon, au contraire, courtisan du pouvoir, a abandonné celle dont il avait été le conseiller le mieux écouté !

Le ministère Grenville-Fox, que ses amis d'abord, puis ses ennemis par dérision, avaient surnommé le *ministère de tous les talents*, et qui comptait, en effet, dans son sein beaucoup d'hommes politiques notables des deux Chambres, n'était pas destiné à une longue durée. Il avait échoué dans ses efforts pour amener la cessation des hostilités avec Napoléon, et il se préparait à pousser vigoureusement la guerre quand Fox mourut (13 septembre 1806). Il fut remplacé par lord Howick ; lord Sidmouth prit la présidence du conseil en remplacement de lord Fitzwilliam, qui donna sa démission, et lord Holland, neveu de Fox, reçut le sceau privé. Le roi, qui paraissait avoir conçu de Fox une meilleure opinion pendant ses derniers jours, resta quelque temps sans susciter aucun embarras au cabi-

répugne plus, en général, aux Anglais qu'une instruction secrète. Le roi, dit-on, comptait même profiter, pour congédier ses ministres, de la répulsion soulevée par « l'investigation délicate » ; mais il n'eut pas besoin de ce prétexte.

net; mais tout à coup une question presque insignifiante provoqua une rupture. — Lord Grenville inséra dans le bill annuel sur le service militaire (*mutiny bill*) un article permettant au roi de donner des commissions d'officiers généraux à tous ses sujets indistinctement, quelle que fût leur religion. Cet article visait surtout les catholiques. La mesure, on le voit, n'avait rien que de juste; elle n'était pas fort menaçante pour l'Eglise établie; les catholiques pouvaient déjà arriver jusqu'au grade de lieutenant-colonel inclusivement; les avait-on trouvés moins loyaux soldats que leurs camarades protestants? Malgré ces considérations, le chancelier ne se trouva pas d'accord avec ses collègues au sujet de l'article en question; le moment, d'après lui, était mal choisi; les dernières élections, bien qu'en somme plus favorables au parti whig que les précédentes, n'en avaient pas moins montré qu'il existait encore dans le pays un esprit *antipapiste* bien prononcé; la disposition dont il s'agissait n'offrait aucun caractère d'urgence : mieux valait attendre que l'opinion publique y fût préparée. Erskine trouvait, d'ailleurs, la chose trop peu importante pour donner sa démission, si son avis n'était pas adopté. Il ne le fut pas, en effet, mais aussitôt l'opposition jeta un cri d'alarme qui retentit dans tout le royaume; Georges III avait d'abord donné son consentement au bill; il le retira à l'instigation du duc de Cumberland, croyant sincèrement que l'approbation d'une semblable mesure serait la violation du serment qu'il avait prêté le jour de son couronnement; n'était-ce pas d'ailleurs une excellente occasion de se débarrasser d'un ministère qui n'avait jamais eu ses sympathies? Le cabinet consentit au retrait de l'article. Le roi fit un pas de plus

et demanda à ses membres une promesse écrite de ne plus jamais lui proposer aucune mesure relevant les catholiques de quelqu'une de leurs incapacités légales.

Les ministres ne pouvaient se soumettre à de telles conditions; en vain, Erskine, qui, comme chancelier, était *gardien titulaire de la conscience royale*¹, essaya, dans un long entretien dont il fit, du reste, tous les frais, de lui représenter ce que ses exigences avaient de contraire à la Constitution. Le roi l'écouta en silence et le congédia en le remerciant. Ce fut tout. Erskine, habitué à porter la persuasion dans l'esprit des juges et des jurés, croyait avoir convaincu le monarque; peut-être y avait-il à moitié réussi; mais Georges III était environné d'intrigues; son conseiller favori, lord Eldon, faisait tout au monde pour le décider à renvoyer l'administration whig. Il arriva complètement à ses fins. Le 25 mars, les ministres remirent leur démission entre les mains du roi; Erskine seul garda le grand sceau encore quelques jours, afin de terminer quelques affaires pendantes devant sa Cour², et, le 1^{er} avril, il

1. *Keeper of the royal conscience*. Ce titre appartient aux chanceliers, qui, à l'origine, étaient des ecclésiastiques et souvent aussi confesseurs du roi.

2. « The writer of this Memoir, dit Twiss, has heard lord Erskine relate with his characteristic spirit and pleasantry the circumstances of the surrender by his colleagues on the 25th of March. *I was last*, said he. *When I received the King's commands to keep the seals a few days longer, the others had left the presence, and were waiting in an antechamber for their carriages, and when I walked out among them with the seals still in my hand, you can't imagine the astonishment that showed itself in their faces, to see me come forth unhurt, like Daniel from the lion's den.* » *Op. cit.*, I, p. 373. — Pendant les derniers jours de son ministère, il nomma son gendre, Edward Morris, maître en chancellerie, à la place de sir W. Pepys, qui donna sa démission. On blâma beaucoup cette nomination *in extremis*; il paraît qu'en général les ministres

quitta le ministère à son tour. Lord Eldon remonta sur le sac de laine ; lord Portland succéda à lord Grenville comme premier ministre ; les hommes les plus remarquables du nouveau cabinet étaient lord Hawkesbury, lord Castlereagh, Canning et Perceval.

anglais, à la veille de se retirer, savent résister à la tentation de faire ainsi, au profit de leurs parents et de leurs amis, usage des prérogatives qui vont leur échapper.

CHAPITRE VI

VIE D'ERSKINE DEPUIS LA CHÛTE DU MINISTÈRE GRENVILLE JUSQU'A SA MORT

Les nouveaux ministres n'étaient pas sans inquiétude sur la stabilité de leur pouvoir. Jusqu'alors, les Chambres s'étaient montrées assez favorables à la politique suivie par lord Grenville. Lord Eldon, la veille du jour où il devait recevoir les sceaux, écrivait à sir William Scott, son frère¹ : « Je ne les garderai pas un mois, s'il n'y a pas de dissolution du Parlement. » Et le même jour, à un autre correspondant : « Je ne sais si l'opposition me les laissera garder une quinzaine². » Quelques jours après, un débat s'ouvrait dans les deux Chambres sur une motion proposée par le marquis de Stafford devant les Pairs, et par M. Brende devant les Communes, tendant à déclarer que « c'était le premier devoir d'un cabinet responsable de ne pas s'interdire de donner au roi les conseils que pouvaient lui suggérer les circonstances pour l'honneur de la Couronne et la sécurité de ses domaines. » Erskine prononça un excellent discours où il s'attacha surtout à réfuter l'idée

1. Plus tard lord Stowell.

2. Twiss, *op. cit.*, I, pp. 372, 373.

suggérée à Georges III que le bill sur l'avancement des officiers catholiques était en opposition avec le serment du couronnement¹. La thèse soutenue par le monarque est considérée maintenant comme absolument inconstitutionnelle et comme reposant sur un amas d'erreurs accumulées. En admettant que le serment du couronnement, dont les termes sont fort vagues, soit aussi compréhensif que le voulait Georges III, il n'en serait pas moins encore inapplicable dans les cas analogues à celui qui causa la chute du ministère Grenville. Ce serment ne vise, en effet, que l'exercice du pouvoir exécutif du roi, non de son pouvoir législatif; la garantie que prend la Constitution contre le roi comme législateur est toute différente. Elle exige qu'il ne donne sa sanction à une mesure que lorsqu'elle a été approuvée par les deux Chambres du Parlement. Supposons même un instant que le serment soit prêté par le roi comme membre du pouvoir législatif : de deux choses l'une, ou c'est un contrat passé entre le peuple et le roi, et alors il peut être rompu du consentement des deux parties, car il ne peut signifier que le peuple interdise au roi de consentir aux changements

1. Voici la formule de ce serment. L'évêque qui préside à la cérémonie demande : « Promettez-vous et jurez-vous solennellement de gouverner le peuple du royaume d'Angleterre et des domaines qui s'y rattachent, selon les statuts du Parlement, les lois et la coutume ? Promettez-vous de vous conformer dans tous vos jugements au droit et à la justice ? *Promettez-vous, dans la mesure de votre pouvoir, de maintenir les lois de Dieu, la véritable profession de l'Évangile et l'Église protestante réformée établie par la loi, et de conserver aux évêques et au clergé de ce royaume et aux églises confiées à leur direction tous les droits et privilèges que la loi leur confère ou leur confèrera, à eux tous ou à quelqu'un d'entre eux ?* » Le roi fait une réponse affirmative à toutes ces questions, et puis prète serment sur les Écritures.

désirés par lui, peuple; ou c'est un simple vœu religieux, et un vœu est nul quand il compromet le bonheur, peut-être l'existence d'une nation¹. Tels sont les arguments péremptoires qui eussent dû mettre à néant les scrupules du roi. Erskine en présenta d'autres qui ne manquaient pas de force. La loi en question, fit-il observer, existait déjà pour l'Irlande. Comment se faisait-il que le serment du roi s'opposât à ce qu'il y eût des officiers généraux catholiques, tandis qu'il ne s'opposait pas à ce qu'il y eût des majors et des lieutenants-colonels de la même religion? Peut-être aurait-on pu se demander autrefois s'il convenait d'ouvrir aux catholiques l'accès de l'armée; mais la chose était faite et hors de question; il ne s'agissait plus que de savoir jusqu'à quel grade ils pouvaient arriver. Qu'avaient à faire ici l'Église d'Angleterre et le serment du couronnement? Poursuivant l'examen des derniers événements et arrivant à l'engagement que le roi avait demandé au cabinet whig, Erskine attaqua les nouveaux ministres, qui, pour dégager leur responsabilité, prétendaient que cette exigence ne lui avait été suggérée par personne. « On doit se souvenir que, lors de son couronnement, le roi s'engage à gouverner son peuple suivant les lois et les coutumes de ce royaume. Or, réclamer de ses ministres la promesse de ne pas lui donner de conseils sur un sujet donné, voilà qui était de la part du roi manifestement contraire à la Consti-

1. *Revue d'Édimbourg*, mars 1825. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que quelques années après, en 1813, sans opposition, presque sans attirer l'attention du Parlement et du pays, on adopta cette même mesure dont l'idée avait tellement alarmé la conscience de Georges III; elle fut soutenue par le duc de Liverpool, alors premier ministre, et cinq évêques votèrent pour elle.

tution, aux lois et aux coutumes de ce royaume. Dire donc que le souverain, sans conseiller responsable, a été l'auteur d'un tel acte, c'est dire qu'il a enfreint le serment du couronnement! » Ce dernier argument, — chose singulière, — malgré l'application fort ingénieuse qu'il faisait d'une des maximes les mieux établies du droit constitutionnel, passa presque inaperçu. La défaite des whigs fut complète; ils eurent la minorité dans les deux Chambres, tant l'influence personnelle du monarque était encore grande! D'ailleurs, un des ministres tombés, lord Sidmouth, avait déclaré dès l'abord « qu'il adoptait pour principe de soutenir Sa Majesté, et de résister à toute motion qui tendrait à jeter le blâme sur elle ou à contrôler le juste exercice de sa prérogative¹ ». Une motion, présentée à la Chambre des Communes pour lui faire exprimer « son regret du dernier changement de ministère », ne réunit que 198 voix contre 244. Tout était donc bien fini pour le cabinet de « tous les talents », et la plupart de ses membres durent se résigner à reprendre cette attitude perpétuelle de résistance aux actes du gouvernement qui les avait lassés jusqu'au dégoût dans les dernières années du long ministère de Pitt.

Quelques-uns des admirateurs de lord Erskine ont dit qu'il eût mieux valu pour sa gloire que sa carrière se terminât lorsqu'il rendit les sceaux; sa conduite, depuis cette époque, a en effet plutôt nui à sa réputation qu'elle ne lui a servi. Gardons-nous pourtant de toute exagération. Je laisse de côté sa vie privée. Cette partie de sa biographie ne rentre pas dans le cadre de cette étude. Je ne m'occupe que du juriste et

1. G.-C. Lewis, *op. cit.*, p. 254.

de l'orateur politique ; je ne peux plus dire de l'avocat, car le barreau lui était désormais interdit¹. Or, c'était là qu'il avait remporté ses plus éclatants succès. Comme pair du royaume et ex-chancelier, que pouvait-il faire ? Il pouvait d'abord prendre part aux travaux judiciaires de la Chambre des Lords, cour suprême du royaume ; il pouvait aussi s'occuper de ses travaux législatifs, poursuivre, comme sir Samuel Romilly et quelques autres, la réforme des lois anglaises qui laissaient à désirer sur tant de points et qui, depuis cinquante ans, ont subi tant d'heureuses transformations. Telle est la double tâche qu'il pouvait s'imposer. Voyons ce qu'il fit.

Il est vrai, et c'est là le principal reproche qu'on lui adresse, qu'il négligea la besogne judiciaire de la Chambre des Lords. Si, en droit, c'est cette Chambre entière qui décide des affaires qui lui sont soumises, en fait ce sont les lords jurisconsultes (*law Lords*) qui seuls s'en occupent. Lord Erskine eût dû s'y intéresser davantage, d'autant mieux qu'à cette époque le chancelier, lord Eldon, était presque le seul à s'acquitter de cette besogne, les légistes étant rares à la Chambre haute², de sorte que de la cour de lord Eldon siégeant comme chancelier, on appelait aux Lords qui étaient représentés à peu près uniquement par le même lord Eldon. Mais la faute en était principalement à la lé-

1. Quand Pulteney accepta la pairie, Walpole, qui lui avait valu cette faveur, s'écria : « J'ai tourné la clef sur lui ! » Le second Pitt, encore enfant, se réjouissait de n'être pas le fils aîné de lord Chatham, afin de ne pas hériter de la pairie. L'entrée à la Chambre des Lords est souvent une sorte de retraite pour l'homme politique ; pour l'avocat, c'est la fin de sa carrière professionnelle.

2. Voy. T.-E May, *op. cit.*, I, p. 291.

gislation en vigueur. On peut excuser Erskine qui n'avait été juge que bien peu de temps, qui était étranger par ses études à l'Equité et au *Droit civil* (droit romain) de s'être médiocrement soucié d'examiner avec son heureux rival des questions sur lesquelles celui-ci eût trop souvent montré la supériorité de son érudition juridique; il préférerait aller sur le théâtre de ses triomphes d'autrefois, retrouver ses anciens confrères et s'entretenir avec eux du temps où il prenait part à leurs luttes quotidiennes, ou aller causer dans les salons de Londres où, toujours bien reçu, il amusait ses auditeurs par son esprit et aussi par une certaine vanité naïve qu'il ne savait pas dissimuler. Son prédécesseur, lord Rosslyn¹, n'avait pas donné non plus l'exemple de l'assiduité aux séances judiciaires des Lords².

1. Wedderburn, connu surtout sous le nom de lord Loughborough, qu'il porta avant d'être comte de Rosslyn.

2. Erskine sortit de son indolence habituelle lors d'un procès fameux « The Banbury Peerage Case ». Le lieutenant-colonel Knollys se disait descendant légitime de William Knollys, premier comte de Banbury, et prétendait en cette qualité à un siège à la Chambre des Lords. Ami intime du défendeur et pleinement convaincu de la bonté de sa cause, Erskine non seulement parla en sa faveur, mais rédigea avec soin des notes sur les arguments des avocats, un résumé des précédents sur la matière, et une protestation contre le jugement définitif de la Chambre, jugement qui fut défavorable aux prétentions du colonel. Lord Campbell (*op. cit.*, IX. p. 43) dit avoir eu en sa possession les manuscrits relatifs à cette affaire. La doctrine juridique soutenue par l'ex-chancelier, à savoir que la présomption *Pater is est quem nuptiæ demonstrant* ne peut être écartée que s'il y a eu impossibilité complète de cohabitation entre les époux, fut alors condamnée; elle l'a été de nouveau depuis. Il fut dès lors admis que cette présomption pourrait être combattue par la preuve contraire quand il y aurait eu recel de la naissance de l'enfant. (Cf. art. 313 du Code Civil français.)

En ce qui concerne les attributions législatives de la Chambre des Pairs, si lord Erskine put parfois être accusé de négligence, il serait injuste d'oublier que dans bien des occasions importantes il prit part aux débats et que, presque toujours, ce fut pour soutenir la cause de la liberté et de l'humanité. On retrouve, dans tous ses discours, les sentiments d'indépendance et de générosité qui l'avaient autrefois inspiré, quand, avocat, il défendait les vrais principes du droit en matière de haute trahison, ou quand, ministre, il demandait l'abolition de la traite ; on y rencontre aussi plus d'un trait de cette éloquence qui avait été sans rivale au barreau ; et cela bien que le milieu dans lequel il se trouvait lui convînt encore moins que ne lui avait convenu la Chambre des Communes, bien que le Parlement ne cessât de se montrer hostile aux idées qui lui étaient les plus chères et que de longues années dussent se passer avant que le parti libéral reprît le dessus. Peut-être regretta-t-il parfois d'être arrivé à la vieillesse, à cause de ses revers de fortune, ou bien parce que la liberté de son pays lui paraissait compromise ; pour nous, n'ayons point de semblables regrets. Quoique ayant quitté le barreau, il trouva l'occasion dans ses discours et ses écrits d'être l'avocat de plus d'une noble cause ; il ne se préoccupa pas suffisamment, je l'avoue, de la réforme des lois tant qu'elles ne se présentaient à son esprit qu'à l'état de théorie abstraite ; mais toutes les fois qu'une injustice particulière parvenait à sa connaissance, il ne manquait pas de venir se constituer le défenseur du droit.

Aussi, pour bien l'apprécier au point de vue même de l'éloquence judiciaire, est-il utile de ne pas ignorer l'histoire des années qu'il passa à la Chambre des

Lords. J'en ferai donc le récit en insistant sur les traits qui peuvent nous aider à comprendre son caractère et la nature de son talent.

Malgré son facile triomphe au Parlement, le ministère du duc de Portland songea à profiter sans tarder de l'alarme qu'avaient répandue dans le pays les prétendus empiètements médités par le papisme; les Communes furent dissoutes, et le parti whig, déjà peu nombreux, se trouva presque réduit à néant.

Au commencement de la session, les libéraux tentèrent, pourtant, encore, un effort désespéré; ils proposèrent dans les deux Chambres un amendement à l'adresse, amendement que l'ex-chancelier soutint avec énergie en s'élevant contre le pouvoir personnel du roi; mais cette fois encore une majorité énorme se prononça contre lui, et désormais il ne vint plus guère aux séances que quand les sujets discutés lui paraissaient offrir un intérêt tout spécial.

La guerre avec la France lui fournit, à plusieurs reprises, l'occasion de se faire le champion, contre un gouvernement peu scrupuleux sur le choix des moyens, des principes les plus élevés du droit international. C'est ainsi qu'il blâma l'expédition de Copenhague et qu'il soutint une motion à l'effet de rendre aux Danois leur flotte. Condamnant la dictinction de deux morales différentes, l'une à l'usage des hommes d'Etat dans les affaires politiques, l'autre bonne pour le vulgaire et les affaires privées, il représenta ce qui arriverait, si l'on transportait dans la vie de chaque jour les maximes professées par le ministère. « Garder la flotte danoise, s'écria-t-il, ce serait faire comme cet homme qui, craignant d'être attaqué par des voleurs sur la route, s'empare du fusil de son voisin, trop fai-

ble pour lui résister, en menace son voisin lui-même et puis s'en va à la chasse avec l'arme dérobée pendant toute une saison¹. » Il ne s'éleva pas avec moins de raison contre les fameux *Ordres du Conseil*, relatifs à la navigation des vaisseaux neutres. Ces ordres déclaraient en état de blocus non seulement les ports de l'empire français et des puissances alliées avec lui, mais encore les ports neutres d'où serait exclu le pavillon britannique. Le trafic de tout produit ou tout objet manufacturé provenant de ces pays était déclaré illégal; tout vaisseau de commerce qui s'y rendrait ou en viendrait, avec sa cargaison, serait considéré comme de bonne prise. Erskine fit prévoir, ce qui arriva en effet, que cette mesure, préjudiciable en elle-même aux intérêts du commerce anglais, mécontenterait l'Amérique et pourrait amener une guerre avec elle. « N'est-ce pas une dérision, dit-il, de prétendre qu'on n'empiète en rien sur la liberté de l'Amérique, parce qu'on ne force pas ses vaisseaux à entrer dans les ports anglais et qu'ils ont la faculté de s'en retourner purement et simplement? Supposons que Sa Majesté, pendant que j'étais au barreau, eût ordonné aux avocats de n'entrer à Westminster Hall que par une porte où elle eût établi un péage. Est-ce qu'on serait venu me dire sérieusement que je n'étais point

1. Voy. *Parl. Deb.*, X, p. 653 et suiv. Georges III sentait parfaitement tout ce que la conduite de son ministère avait de contraire au droit des gens, et il s'exprima à ce sujet d'une manière énergique, ainsi que le prouve une anecdote racontée par lord Eldon. (Twiss, *op. cit.*, I, p. 393.) Mais pourquoi le laissa-t-il faire? ne savait-il pas comment on congédie un cabinet? Les éloges que l'on prodigue souvent à son honnêteté, tout en reconnaissant l'étroitesse de son esprit, me paraissent fort exagérés.

tenu d'entrer par cette porte ? M'eût-on dit que j'étais libre de retourner chez moi avec mes dossiers pour y dormir, si je voulais, dans mon sac *vide*¹ ? »

Le discours qui lui fait le plus d'honneur est celui qu'il prononça quand on proposa d'interdire l'importation sur le continent du quinquina (*Jesuit's Bark*). Le futur lord Campbell faisait alors ses débuts à la barre de la Chambre des Lords comme avocat d'un riche marchand espagnol qui, ayant acheté des cargaisons considérables de quinquina pour les expédier sur le continent, avait pétitionné contre un bill aussi défavorable à ses intérêts. D'après lui, les comptes rendus qui furent publiés de la harangue d'Erskine ne nous en peuvent donner qu'une faible idée. C'est au nom de l'humanité que celui-ci combattit, dans un magnifique langage, la mesure proposée : « Les ministres, dit-il, vont, comme Howard, visiter l'Europe entière ; comme cet homme charitable, ils vont affronter la contagion des hôpitaux ; mais ce n'est pas comme lui pour soigner les délaissés ; c'est pour prendre dans la bouche même des malheureux ce qui doit leur rendre la santé, la vie. Ils vont leur dérober un remède qu'on ne peut remplacer ; ils exposeront la Grande-Bretagne à la malédiction éternelle prononcée par l'Écriture : *J'étais malade, et vous m'avez abandonné.* » En vain allégua-t-il les principes du droit des gens qui ne permettent de faire aux ennemis que le mal nécessaire pour les empêcher de nuire et pour amener le rétablissement de la paix ; en vain représenta-t-il que le bill resterait sans effet, puisqu'il serait impossible d'empêcher la contrebande du quin-

1. *Parl. Deb.*, X, 929 et *passim*.

quina ; en vain supplia-t-il les lords spirituels (archevêques et évêques), comme étant les ministres de Celui qui guérissait les malades, de rejeter une loi contraire aux maximes de l'humanité, du droit international, de la religion chrétienne. Tous ses efforts restèrent inutiles ; décidé à lutter jusqu'au bout pour la justice, il usa du privilège qui appartient à tout membre de la Chambre des Pairs et fit insérer dans les registres de cette Chambre une protestation en règle contre la disposition adoptée¹.

Il s'opposa aussi à une mesure proposée par son ancien confrère, sir Vicary Gibbs, bien connu pour ses idées peu libérales, bien qu'il eût jeté les fondements de sa réputation dans les fameux *State Trials* de 1794². Celui-ci demandait qu'il fût permis au procureur général, poursuivant un libelle par voie d'*information*, de faire arrêter préventivement les personnes impliquées dans l'affaire, aussi bien les propriétaires ou imprimeurs de l'ouvrage ou du journal incriminé que les auteurs. La majorité était bien décidée à restreindre dans les plus étroites limites les libertés dont l'Angleterre jouissait encore ; le bill passa. Je dois ajouter, pour être juste, qu'il ne fut jamais appliqué.

La guerre avec la France continuait cependant avec acharnement ; à chaque instant les Chambres avaient à se prononcer sur des interpellations relatives aux affaires militaires. Le parti whig, ici encore, fut constamment battu, mais il faut avouer qu'il avait généralement tort ; la conduite des opérations militaires fut, en définitive, le côté brillant de l'administration

1. *Parl. Deb.*, X, p. 1320 et suiv.

2. Ses confrères l'avaient surnommé *Vinaigre*.

du duc de Portland et de celle de Perceval, qui lui succéda, malgré bien des revers mêlés aux succès. On a comparé plaisamment les prédictions d'Erskine au sujet de la guerre aux prophéties de Cassandre : elles annonçaient les défaites les plus terribles, comme celles de la fille de Priam, et elles n'étaient pas mieux écoutées : la comparaison péchait pourtant par un point; l'événement les démentait toujours. — Il avait conçu notamment une certaine horreur pour tout ce qui touchait à l'expédition d'Espagne. « Mieux eût valu, disait-il, fusiller tout de suite les soldats qu'on voulait embarquer pour la péninsule que de les envoyer mourir misérablement d'une mort sans gloire, après d'énormes dépenses, dans un pays éloigné. »

Mais ses défaites sur le terrain politique furent peut-être moins pénibles à lord Erskine que le rejet d'un bill présenté par lui et destiné à réprimer les mauvais traitements envers les animaux. C'est lui, en effet, qui, le premier, proposa à la législature anglaise de consacrer un principe qu'ont depuis admis presque toutes les nations civilisées, à savoir que la société ne doit point voir avec indifférence ni laisser impunis les actes de brutalité commis envers des êtres sensibles, bien que d'une nature inférieure à celle de l'homme. Deux conditions sont nécessaires, mais suffisantes, pour qu'une bonne législation fasse tomber un fait quelconque sous le coup de la loi pénale : il faut en premier lieu que le fait soit contraire à la morale; il faut ensuite qu'il nuise à la société et que la répression n'en entraîne pas plus d'inconvénients que d'avantages. Or, ici l'immoralité n'est pas douteuse; en outre, il est reconnu que le spectacle des souffrances des animaux endurecit l'homme et le rend moins accessible à la sympathie

pour ses semblables eux-mêmes. Lord Erskine réfuta parfaitement les sophismes qu'on essayait d'opposer à son projet, insistant notamment sur la fausseté de cette idée que les spectacles sanguinaires développent le courage des spectateurs¹.

Le bill fut adopté par les Pairs malgré les observations de quelques-uns des lords jurisconsultes, ennemis comme d'habitude de toute innovation, simplement parce que c'était une innovation. A la Chambre des Communes, Windham le combattit : la forme amusante sous laquelle il dissimula la faiblesse de ses arguments emporta les suffrages de l'Assemblée. Celle-ci, composée en majorité de gentilshommes campagnards, grands chasseurs de renards, amis des combats de coqs, était étrangère à toute délicatesse de sentiment et aux considérations qu'une moralité scrupuleuse suggérerait à des hommes plus éclairés ; elle rejeta le bill².

Cela se passait en 1809. En 1810 Erskine présenta de nouveau son projet avec quelques modifications, mais le retira bientôt de lui-même en voyant qu'il avait encore peu de chances de le faire adopter par les Communes. Cet échec laissa dans sa mémoire un sou-

1. *Parl. Deb.*, IX, p. 553 et suiv. — Cette idée a été reproduite en Espagne par les partisans des combats de taureaux, et elle y a été aussi combattue énergiquement par don Gaspar Melchor de Jovellanos.

2. Les écrivains les plus libéraux reconnaissent que jusqu'à Georges III la Chambre des Lords fut généralement mieux composée que celle des Communes ; les Pairs avaient les idées plus élevées et plus d'indépendance d'esprit que les représentants des bourgs et des comtés. Cette différence tendait à disparaître à l'époque dont nous nous occupons ; on en pouvait pourtant voir encore des traces. (H.-T. Buckle, *op. cit.*, I, p. 451 et suiv.)

venir amer ; il en raconte toute l'histoire dans *Armata*, où pourtant, oubliant avec sa modération accoutumée les sarcasmes parfois blessants de Windham, il attribue simplement à l'effet d'une méprise son opposition au bill en question¹. Mais, comme il le dit lui-même, le bon grain était semé et la moisson ne devait pas se faire bien longtemps attendre. Le projet fut repris par un membre de la Chambre des Communes, Martin, et Erskine eut, avant sa mort, la satisfaction de voir une réforme sur laquelle il avait le premier attiré l'attention publique s'opérer dans sa patrie. S'il eût vécu plus longtemps, il eût vu l'exemple de l'Angleterre suivi dans toute l'Europe, malgré les émules de Windham ;

1. « It happened at that time by an accident which can occur but seldom, because the union of so many high and valuable qualifications is a rare occurrence, that a member of the lower assembly had unaccountably connected in his large and comprehensive mind, the brave and manly character of the Armatan (English) people with sports and exhibitions of the most barbarous description. Impressed with so mistaken an opinion, this extraordinary and amiable person seemed to consider it as a kind of public duty for the encouragement of generous courage and popular freedom to protect by his countenance and presence, the too frequent resorts where animals were excited to more than instinctive ferocity, or where his fellow-men, without quarrel, were matched almost to murder one another, and on those principles, if they deserve that name and character, he became the vehement opposer of the measure that had been adopted. Against an honest feeling of that morbid description, all reasoning was useless : and, *remembering as I do, the force of his eloquence and the influence of that personal friendship which he had acquired with many so justly and with none more sincerely than myself, I do not at all wonder that his unprepared hearers were for a season at last surprised...* » *Armata*, II, p. 34 et suiv. — Pour mieux apprécier combien la rancune était inconnue à Erskine, il faut nous rappeler que Windham était allé jusqu'à représenter le bill proposé par Erskine comme inspiré par l'hypocrisie.

et je puis rappeler ici qu'en France c'est un de nos jurisconsultes les plus éminents qui a continué avec le plus d'ardeur la propagande de douceur et d'humanité entreprise par l'ex-chancelier d'Angleterre¹. Celui-ci ne se bornait pas d'ailleurs aux discours et payait bravement de sa personne au risque de quelques horions. Un jour, il voit un charretier maltraiter son attelage; il lui fait des observations auxquelles le rustre répond brutalement : Les chevaux, dit-il, sont à lui; il en peut user comme bon lui semble : qu'on le laisse donc tranquille ! Sur quoi lord Erskine lève sa canne et l'en frappe; le charretier baisse le ton², se contente de se plaindre et de réclamer : « Ma canne n'est-elle pas à moi ? riposte le lord; n'en puis-je pas user comme bon me semble ? »

Malgré le sentiment de lassitude résultant de combats répétés terminés par autant de défaites, il prit part encore à diverses escarmouches³; je ne mentionnerai ici que celle dans laquelle il soutint une motion de lord Donoughmore, à l'effet de faire examiner par un comité les pétitions des catholiques romains⁴. Ce n'est que petit à petit qu'il était arrivé à adopter les idées de tolérance qui paraissent destinées à former désormais la base du droit public en matière religieuse, mais qui sont bien lentes à pénétrer dans les esprits, plus lentes encore à s'introduire dans la pratique. Issu

1. M. Valette.

2. « I never knew, disait Erskine à la Chambre des Lords, a man remarkable for heroic bravery whose very aspect was not lighted up by gentleness and humanity, nor a kill-him and eat-him countenance, that did not cover the heart of a bully or a poltroon. »

3. Voy. lord Campbell, *op. cit*, IX, p. 23.

4. *Parl. Deb.*, XVII, p. 395.

d'une race dévouée à la religion réformée, sincèrement religieux lui-même, il avait été disposé par ses traditions de famille à voir avec crainte et répugnance tout ce qui touchait au catholicisme. Dans le discours qu'il prononça à la Chambre des Lords après la chute du ministère Grenville, tombé justement parce qu'il avait voulu adoucir la rigueur des lois portées contre les catholiques, il s'était cru obligé de faire une profession de foi antipapiste. « Je considère, avait-il dit, la foi catholique romaine comme une superstition grossière, non imputable, il est vrai, à la génération actuelle, qui compte par milliers et par dizaines de milliers les hommes sincères et éclairés, mais résultant de l'ignorance et de l'erreur des siècles passés et perdant du terrain à chaque heure devant les flambeaux de la religion et de la philosophie, non de ce vain et méprisable jargon qui a usurpé le nom de philosophie, mais de cette philosophie de la nature qui élève l'esprit à la contemplation du Tout-Puissant, en nous rapprochant de lui et en nous révélant ses attributs dans la majesté et l'harmonie de ses œuvres¹. » Longtemps auparavant, dans son plaidoyer pour lord George Gordon, il avait approuvé, mais en invoquant cette fois la raison d'Etat, les mesures restrictives qui frappaient les catholiques. « Ces restrictions, avait-il dit, furent établies par nos ancêtres; ils n'entendaient pas prononcer par là que ce culte fût réprouvé de Dieu, mais ils pensaient qu'il était incompatible avec la bonne foi humaine, qu'il ne pouvait s'accorder avec la soumission due à un gouvernement protestant, puisque non seulement il relevait de la foi

1. *Parl. Deb.*, IX, p. 353 et suiv.

qui lui était jurée, mais qu'il promettait encore une couronne de gloire comme récompense de la révolte et de la trahison. » C'est d'ailleurs en partant de ce même point de vue de l'utilité publique, abstraction faite de toute question de vérité intrinsèque, qu'il arriva enfin aux idées que nous le voyons professer en 1810, idées encore un peu étroites peut-être, mais devant aboutir à l'émancipation des catholiques. « La question à résoudre aujourd'hui, dit-il, n'est pas celle de savoir si la religion catholique est bonne ou mauvaise en tant que religion; il s'agit de savoir si, tant qu'elle sera professée par une partie aussi considérable de la population d'Irlande, nous ne devons pas nous conduire envers ses adeptes de manière à en faire des membres sains et utiles de l'empire britannique. » Les idées qu'il exprime ainsi pèchent encore, je le répète, par défaut de largeur; la religion d'une infime minorité a, en effet, autant de droit au respect que celle d'une importante majorité; en matière de liberté de penser, comme dans les questions de liberté individuelle, le droit d'un seul est, en principe, l'égal du droit de tous; c'est ainsi qu'en mathématiques l'infini reste toujours égal à lui-même par quelque coefficient qu'on le multiplie. Il n'est pas certain qu'Erskine soit jamais arrivé à une telle conception de la tolérance religieuse; mais il n'est pas douteux non plus qu'il ne fût en avance sur le plus grand nombre de ses compatriotes.

Notons aussi qu'à la différence de la plupart des juristes anglais de cette époque, l'ex-chancelier se montra, en principe, favorable à l'adoucissement des lois pénales; on ne peut l'accuser que d'avoir soutenu trop mollement la cause défendue avec tant d'énergie et de

persévérance par sir Samuel Romilly. Tandis que la procédure criminelle de l'Angleterre servait dans la plupart de ses parties de modèle à toutes les nations civilisées, le droit pénal était resté un monument de barbarie, objet d'étonnement pour les hommes éclairés étrangers aux professions légales, mais défendu religieusement par les jurisconsultes, habitués en général à ne regarder qu'en arrière. N'est-ce pas dans les rangs des légistes que la torture avait trouvé chez nous ses derniers défenseurs? La loi punissait du dernier supplice les délits les plus insignifiants, et les jurés se trouvaient sans cesse dans la pénible alternative ou de violer la lettre de leur serment ou d'envoyer à la potence des malheureux qui méritaient six mois de prison. Erskine s'unit à une petite minorité qui vota la suppression de la peine de mort édictée contre tout individu qui commettait dans une boutique le vol d'un objet d'une valeur dérisoire¹. Regrettons qu'il n'ait pas plus constamment appliqué son attention à une branche de la législation où il eût pu rendre des services réels; mais c'est déjà beaucoup pour son honneur qu'il n'ait pas suivi l'exemple que lui donnaient ses confrères. N'oublions pas que lord Eldon, dans toutes les questions de ce genre et notamment dans celle dont nous venons de parler, montra pour toute amélioration une répugnance qui nous paraît presque incroyable. Il allégua que la peine prononcée par la loi était purement comminatoire; d'après lui, on ne l'appliquait jamais; quand un verdict de culpabilité était rendu, elle était toujours commuée. Le

1. *Parl. Deb.*, XVII, p. 498. Voy. aussi lord Campbell, *Life of Lord Eldon*, IX, p. 327.

chancelier ne connaissait pas, ou plutôt il oubliait le principe posé par Montesquieu et invoqué au cours de la discussion que c'est la certitude bien plus que la rigueur du châtiment qui détourne du crime. Ses arguments triomphèrent néanmoins; les jurys continuèrent à se parjurer pour éviter la complicité d'un assassinat juridique; de temps à autre encore un infortuné déclaré coupable par des jurés trop scrupuleux, fut pendu pour une bagatelle, parce que pour un motif quelconque, voire pour une simple négligence, la commutation de peine n'avait pas été accordée.

Sur ces entrefaites, la maladie qui avait déjà affecté l'esprit du roi d'une manière plus ou moins passagère reparut avec une intensité qu'elle n'avait jamais eue. La question de la régence se posait dans les mêmes termes qu'en 1787, et on retrouvait en présence les partisans des deux mêmes solutions. Erskine soutint dans la Chambre des Lords, comme il l'avait fait autrefois hors du Parlement, le droit du prince de Galles à la régence sans aucune élection et sans qu'il pût être mis de bornes à son autorité. Les espérances des whigs se trouvaient tout à coup ranimées; le prince, que des questions de politique extérieure avait séparé d'eux un moment, paraissait plus hostile que jamais aux tories; lord Moira et Sheridan étaient ses plus intimes amis; toute trace de dissentiment avec Erskine avait disparu; il l'appelait familièrement son cher Tom. D'un autre côté, le cabinet comptait dans son sein des hommes qui lui étaient tout particulièrement odieux, soit parce qu'ils étaient les favoris du roi son père, soit surtout parce qu'ils avaient été les conseillers de la princesse Caroline. Il laissa entendre qu'il prendrait son cabinet

parmi les membres du parti libéral. Lord Grenville, disait-on, serait premier lord de la trésorerie; Erskine reprendrait possession du sac de laine comme *Speaker* de la Chambre des Lords; quant au grand sceau, il serait confié à des commissaires. Pourquoi avait-on projeté ce partage des fonctions ordinairement réunies dans les mains du chancelier, partage dont il y avait, du reste, des exemples récents ¹? Je l'ignore. Erskine paraît y avoir donné son assentiment; en tout cas, il se mêla à la lutte avec ardeur et combattit l'idée, déjà proposée autrefois par Pitt, de faire approuver le bill de régence par une commission qui était censée représenter le roi, une commission « fantôme », suivant le nom qui lui a été donné et qui lui est resté. — Le chancelier Eldon avait, d'après les whigs, plusieurs fois induit le roi à signer des actes que son état de maladie l'empêchait de bien comprendre au moment où on les lui présentait. Erskine se joignit à ceux qui l'attaquaient ². Tous pensaient qu'il allait bientôt occuper le siège de son rival. Mais une déception de plus attendait les whigs.

Le 4 février 1811, le prince écrivait à M. Perceval qu'il conserverait le cabinet existant sans modification. Les médecins faisaient espérer le prochain rétablissement du roi; les serviteurs de son choix ne devaient pas être écartés.

Cette détermination semblait n'être que provisoire; l'événement montra qu'elle était définitive. Il devint bientôt certain que Georges III ne guérirait pas; le régent n'en garda pas moins ses ministres tories et

1. Le grand sceau avait été, en 1783, confié à une commission présidée par lord Loughborough.

2. Voy. T.-E. May, *op. cit.*, I, p. 204 et suiv.

professa pour les libéraux à peu près les mêmes sentiments que son père. Il n'en était plus à compter le nombre de ses trahisons. — Le jour où prirent fin les restrictions imposées à son autorité par la loi de régence, il ouvrit bien des négociations avec ses anciens amis ; mais elles échouèrent, soit parce que le prince désirait plutôt adjoindre quelques-uns d'entre eux aux ministres en exercice que former un nouveau cabinet, soit parce que les whigs se montraient partisans dans une large mesure de l'émancipation des catholiques. Reprises quelques mois après, lors de l'assassinat de Perceval par Billingham, elles échouèrent encore par la faute du prince qui, tout en faisant quelques concessions, n'entendait pas laisser au gouvernement projeté toute sa liberté d'action. Erskine, qui avait soutenu vigoureusement la nécessité pour les ministres d'être absolument indépendants du régent, perdit cette fois tout espoir ; ses apparitions au Parlement furent plus rares que jamais, et Romilly l'accusa souvent de tiédeur et de mollesse dans la manière dont il appuyait ses projets de réforme de la législation anglaise¹.

Le régent éprouva-t-il quelques regrets d'avoir abandonné *son cher Tom* ? Eut-il honte de sa défection ? Il se peut. En 1815 Erskine reçut, sans l'avoir sollicitée, la décoration, fort enviée, de l'ordre écossais du Chardon ; quelques whigs crièrent à la corruption ;

1. En 1815, quand il fut question d'introduire en Ecosse le jury en matière civile, Erskine demanda, avec lord Eldon et lord Redesdale, qu'on admît la nécessité de l'unanimité des jurés dans leur verdict. Cette exigence, qui paraît assez singulière, n'a, dit-on, que peu d'inconvénients dans la pratique, soit en Angleterre, soit aux États-Unis ; on lui trouve l'avantage de rendre la responsabilité de chaque juré presque aussi grande que s'il avait prononcé seul.

Romilly lui-même, toujours d'assez mauvaise humeur contre lui, crut remarquer en lui un revirement d'opinions, et l'attribua à cette promotion; mais Romilly était injuste. Comment un bon Anglais, même ami de la France, pouvait-il voir avec satisfaction le retour de Napoléon de l'île d'Elbe? La conduite ultérieure d'Erschine prouva bientôt qu'il était inaccessible à toute espèce de corruption; s'il se montra jamais disposé à faire quelques sacrifices, ce fut bien plutôt au désir de la popularité qu'à celui des faveurs de la Cour.

Pendant ses loisirs, il écrivait, et, outre quelques petites brochures d'une médiocre importance, il fit paraître, sans y mettre son nom, mais aussi sans tenir à rester ignoré, un ouvrage en deux volumes, *Armata*, dont j'ai déjà cité d'assez nombreux passages. Ce livre n'a guère d'un roman que le titre et les premières pages. Le cadre ressemble à celui des nombreux voyages dans des mondes imaginaires qu'ont produits presque de tout temps toutes les littératures. Un navigateur anglais arrive, poussé par les vents, dans une planète voisine de la nôtre et reliée à la terre par une sorte de queue, ou plutôt, nous dit-il, de cordon ombilical, où se trouve un canal. On voit qu'il y a dans cette entrée en matière quelque analogie avec le Gulliver de Swift; Gulliver, lui aussi, est un Anglais que le hasard fait aborder dans un monde inconnu. Mais comme le pays où arrive notre navigateur n'est autre, en définitive, que la Grande-Bretagne, sous le nom d'*Armata*, l'ensemble de l'ouvrage rappelle plus les *Lettres persanes* ou mieux encore le *Citoyen du monde* que Gulliver; à vrai dire, si nous laissons de côté les quelques pages du préambule, la première partie contient un abrégé de l'histoire constitutionnelle

d'Angleterre jusqu'à la chute de Napoléon et l'exposé des remèdes qu'il eût été bon, suivant l'auteur, d'appliquer aux maux dont souffrait alors l'empire britannique. La seconde partie renferme une satire, assez douce d'ailleurs, des mœurs anglaises et notamment de la société polie de Londres à la fin du règne de Georges III. Ce livre est aujourd'hui bien oublié ; il mérite pourtant d'être lu ; bien qu'inférieur, en somme, aux chefs-d'œuvre que je mentionnais tout à l'heure, il nous révèle les idées de l'auteur sur un très grand nombre de sujets politiques et économiques, et le tableau de mœurs qu'il présente est souvent amusant, sans aller jamais jusqu'à la critique acerbe. Nous l'avons déjà constaté en plusieurs circonstances, quand Erskine y parle de ses adversaires politiques, il leur décerne l'éloge sans marchander et ne leur adresse que des blâmes fort mitigés. On me pardonnera de consacrer quelques pages à l'analyse de cette œuvre dont les biographes d'Erskine parlent à peine et qu'ils traitent trop légèrement. Ce n'est pas une œuvre de génie, je l'avoue ; c'est simplement un bon livre où la plupart des idées émises sont saines et généralement exprimées dans un style sans prétention, coulant et facile. Les allusions sont des plus transparentes ; il suffit d'être tant soit peu familiarisé avec l'histoire d'Angleterre pour reconnaître dans les personnages du roman les hommes d'Etat les plus éminents de l'époque. Les noms de pays n'ont pas non plus besoin de clef. Si *Armata* est l'Angleterre, *Capetia* est la France, *Hesperia* l'Amérique, *Patricia* l'Irlande ; Londres est appelé *Swaloal* (*Swallow all*). Partout éclate l'enthousiasme de l'Anglais pour la grandeur et la libre Constitution de sa patrie. « Il semble en vérité,

dit-il, que la divine Providence l'ait choisie comme l'instrument de ses desseins bienfaisants pour éclairer progressivement et presque insensiblement les familles éloignées les unes des autres qui composent l'humanité, pour faire briller à leurs yeux la lampe sacrée de la vérité morale et religieuse, pour introduire chez elles la concorde par l'exemple de ses institutions humaines et libérales, et pour arrêter de son bras puissant les perturbateurs de la paix du monde. Puisse-t-elle toujours se souvenir que son empire n'est qu'un dépôt, que sa tâche n'est pas encore terminée, et que, si elle quitte son poste ou s'y endort, sa place sera prise et elle sera châtiée ! » Cette effusion patriotique, ne l'oublions pas, suivit de près Waterloo, et il faut savoir gré à l'écrivain d'avoir rappelé à son pays, au milieu de ses plus grands triomphes, qu'une nation, comme un individu, ne se doit pas seulement à elle-même, qu'elle a des devoirs envers l'humanité tout entière, et que si la force prime quelquefois le droit, elle lui cède en définitive le plus souvent, ou plutôt qu'il n'est point de force solide et durable qui ne soit appuyée sur le droit¹.

1. L'orgueil national d'Erschine se révèle avec plus d'emphase et d'exagération dans les lignes suivantes : « Are your people, demande-t-on à un habitant d'*Armata*, equal to other nations in the ingenious arts? — As much beyond them, he answered, as the sun outshines the smallest star that only twinkles when he has set. There are some arts, perhaps, in which, as we do not prize them so highly as others, we may be inferior; but in all the great improvements of the higher, which assist human labour and which can only be brought to perfection by the deepest knowledge of chemistry and mechanics, we have no equals, nor can ever, I believe, be rivalled. There is a force and robustness, if I may so express myself, in the natives of *Armata*, as if they were of a different species from the ordinary race of men ! » *Armata*, I, p. 140.

Les principes de l'auteur en matière de gouvernement ne sont pas douteux; nous retrouvons dans son livre la justification de presque tous ses actes politiques. Il s'attache à démontrer l'utilité de séparer la personne du chef de l'Etat de celle de ses ministres; nous avons vu que cette théorie, qui paraît maintenant élémentaire à tous ceux qui s'occupent de droit constitutionnel, n'était ni pratiquée, ni même tenue pour vraie par ces hommes d'Etat anglais qui se piquaient avant tout d'être les *amis du roi*. « Dans une monarchie comme la nôtre, écrit Erskine, il est utile de bien séparer ce qui n'est qu'un intérêt bienveillant pour notre prince de ce qui est obéissance passive aux ministres qu'il emploie, quels qu'ils soient. Le premier sentiment, quand il est limité par la connaissance des devoirs envers le peuple, donne de la dignité et de la sécurité à l'Etat; le second est trop souvent le résultat de l'aveuglement et du défaut de principes; c'est un hommage pernicieux, dégradant pour les individus, destructeur de la Constitution. Un attachement solide aux principes politiques et aux amitiés qu'ils créent entre les hommes d'Etat est un puissant antidote contre la corruption du Parlement. J'honore ceux qui soutiennent les ministres pour de tels motifs autant que ceux qui leur font de l'opposition; mais leurs rangs sont toujours gonflés par des hommes qui ne suivent jamais d'autre étendard que celui du cabinet, quel qu'il soit¹. » Néanmoins, il ne veut pas complètement annuler la puissance exécutive, admettant, après Montesquieu et de Lolme, la théorie de la balance des pouvoirs, la plus sage, je crois, mais que tend à rem-

1. *Ibid.*, II, p. 103.

placer en Angleterre même la théorie de l'omnipotence des Communes ; il veut que les différents corps de l'Etat soient assez forts pour se tenir en respect les uns les autres, sans se détruire ou s'annihiler¹.

Erskine n'aime pas les révolutions, mais il en reconnaît la nécessité dans certaines occurrences ; il va même jusqu'à prétendre qu'elles n'éclatent que lorsqu'elles sont devenues nécessaires : « Il n'y a pas d'exemple, au moins dans notre monde, d'un peuple mécontent d'un gouvernement juste et prudent ; les gouvernants feraient donc sagement, avant d'avoir recours aux mesures de rigueur et de coercition, de bien examiner la cause de la désobéissance et du mécontentement. S'ils considèrent leur propre conduite, ils verront la cause ; — s'ils la modifient, ils trouve-

1. « The powers given to executive governments for great national purposes, like those given to the sun, ought to be extensive, nor can they be dangerous if they are sufficiently balanced, and that balance preserved upon the very principle of centrifugal force (l'auteur veut dire que les planètes ne conservent leur existence que parce que, bien qu'attirées par le soleil et éclairées par lui, elles restent à une certaine distance, grâce à la force centrifuge) ; because the existence of a strong government, and the possibility of its misconduct, are the strongest securities of freedom. Every page of the history of *Armata* illustrates this important truth ; since, in the same proportion that executive power has at different periods become the object of salutary jealousy, popular privileges have been uniformly strengthened from the abuses, and when at last a grand and glorious struggle to put an end for ever was crowned with the justest and most triumphant success, constitutional fear, which had for ages watched over and subdued them, unhappily fell asleep — the centrifugal force was lost ; — and power, stripped of its terrors, but invested with the means of dazzling and corrupting, soon began to undermine a system of government which the most formidable prerogatives had for ages been unable to destroy. » *Ibid.*, pp. 41, 42.

ront le remède¹. » — Cette théorie est souvent exacte, mais non d'une manière absolue ; dans un Etat fortement centralisé, où l'individu n'est guère qu'un des rouages d'une immense machine, si une poignée d'émeutiers ou un peloton de soldats s'empare du moteur qui met en branle la machine entière, tous les citoyens suivront docilement la nouvelle impulsion qui leur sera imprimée ; dans un pays comme l'Angleterre, où la centralisation politique n'a pas amené à sa suite la centralisation administrative, la thèse soutenue par Erskine me paraît entièrement conforme à la vérité.

Plus loin, dans le même ordre d'idées, il compare la liberté à la vapeur : « Les hommes politiques ne peuvent-ils pas apprendre de l'exemple de la vapeur qu'il n'est pas prudent de resserrer la liberté en-deçà de certaines limites ? que l'homme doit, en définitive, jouir au moins de cette liberté que le Ciel lui a destinée pour son bonheur ? Comme les constructeurs de ces puissantes machines (les machines à vapeur), ils peuvent donner la force à leur gouvernement en imposant au peuple les restrictions sages et salutaires d'un système de lois libérales, mais s'ils dépassent ces mesures justes et nécessaires, la nature humaine, semblable aux éléments dont j'ai parlé, s'ouvrira, malgré tout, un passage, jusqu'à ce que l'équilibre rompu soit rétabli². »

En religion, l'auteur témoigne de sa sympathie pour l'Eglise d'Angleterre, tout en déclarant qu'il ne veut pas de sa domination exclusive et en proclamant

1. *Ibid.*, p. 24. Cette dernière phrase est empruntée à un discours de lord Chesterfield.

2. *Ibid.*, II, pp. 117, 118.

l'utilité, pour le bien de cette Eglise elle-même, des sectes dissidentes¹.

Sur la société anglaise, les réflexions de l'ex-chancelier sont parfois assez piquantes, mais généralement superficielles ; la critique du goût désordonné de ses compatriotes pour la chasse au renard, quelques épiigrammes contre l'existence tout artificielle des habitants de la capitale², et d'autres passages de la même importance, voilà ce qu'on peut signaler en passant.

Sur le droit civil et l'économie politique, *Armata* renferme un assez grand nombre de détails, détails qui nous intéressent davantage, puisque l'avocat est un orateur doublé d'un juriste. La confusion du droit anglais, amas de coutumes constatées par des jugements de toutes les époques et émanées de juges d'intelligence, d'instruction et d'honnêteté bien différentes, ainsi que d'actes du Parlement rendus sans suite, le plus souvent sans que la loi antérieure soit formellement abrogée, de sorte qu'on reconnaît rarement avec certitude la loi en vigueur, est l'objet d'une critique des plus vives et des mieux justifiées. Tous ceux qui ont étudié notre droit administratif français savent quelles difficultés on y rencontre à chaque pas pour des motifs analogues. Qu'on suppose qu'au lieu de nos Codes civil et de procédure nous ayons comme

1. *Ibid.*, pp. 192, 195.

2. « Art everywhere supplied the place of nature and even excelled her in her happiest days : — the tables of the wealthy were covered with a profusion of the choicest fruits, and a couple of a hundred chickens were often seen upon a single board ; but whether brought up by fire or by incubation, I did not venture to inquire ; *though I suppose that even a hen would have been laughed at for being at home upon her nest.* » *Armata*, II, pp. 83, 84.

source principale du Droit civil les arrêts de nos anciens Parlements et ceux de nos Cours d'appel ; qu'on ajoute à cette masse de documents trop souvent contradictoires une foule de lois spéciales et un certain nombre d'usages locaux : on se représentera ce qu'était le Droit anglais. Aujourd'hui la cause de la codification gagne du terrain en Angleterre comme dans tous les pays qui n'ont pas encore suivi l'exemple de la France ; au commencement du siècle il en était à peine question : Erskine ne la réclame pas¹. Il paraît se contenter du classement méthodique des lois existantes ; il ne désapprouve pas en principe la séparation des tribunaux d'Équité et des tribunaux de Droit commun ; même maintenant d'ailleurs, c'est à une sorte de Digeste qu'on songe en général de l'autre côté du détroit plutôt qu'à un Code sur le modèle du Code Napoléon.

Erskine réclame aussi contre les complications de la procédure, complications qui amènent des lenteurs sans nombre et des frais énormes, et qui, pour certains plaideurs, aboutissent à un véritable déni de justice. Ses vœux ont été depuis en partie réalisés. Les règnes de Guillaume IV et de Victoria ont vu disparaître un grand nombre de formes surannées.

1. « It would be most difficult and dangerous to recast our statute law, or even to simplify and condense it by enactments, because no care in their language could prevent disputes upon their constructions, while those that were abrogated had finally received them in the courts. — *Perhaps, therefore, the utmost that can be safely accomplished, is most carefully to class and digest our written laws, but without alterations, and to discourage as much as possible that rage for legislation which an eminent advocate now dead used to consider as an increasing disease, saying that no man in his time could sleep in his bed without tinkering at some act of Parliament.* » *Ibid.*, pp 143, 144.

Les théories économiques d'*Armata* ont donné prise à plus d'une critique : elles sont, sur bien des points, absolument opposées aux doctrines qui prévalent généralement dans l'école économique proprement dite. Les hommes d'Etat et les jurisconsultes anglais connaissaient peu à cette époque les économistes ; Sheridan, Grey ou Fox n'avaient pas d'idées plus avancées en économie politique qu'Erskine lui-même ; Pitt seul, dit lord Campbell¹, avait étudié Adam Smith. — Il y a eu souvent, en outre, un antagonisme à peine dissimulé entre les légistes, respectueux à l'excès de la tradition, et les économistes, innovateurs hardis, faisant quelquefois trop bon marché des individus et des malheurs que peut causer la transition brusque d'un système à un autre, le second fût-il théoriquement meilleur. C'est ainsi que les légistes sont en général partisans de la limitation du taux de l'intérêt et en soutiennent la nécessité contre les économistes par des arguments souvent très contestables. Sur cette question, Erskine ne se prononce pas d'une manière absolue², mais il se sépare nettement de l'école économique quand celle-ci considère le *produit net* plutôt que le nombre d'hommes appelés à profiter des fruits de l'agriculture et de l'industrie. « Soyez assurés, dit-il, que dans l'intérêt de l'existence même de votre pays, vous devez faire nourrir à votre sol le plus de population possible³. » Qui ne sait qu'à certaines époques de vastes régions ont été dépeuplées au sein des Iles-Britanniques, parce que de grands propriétaires trouvèrent lucratif de changer en pâturages des terres

1. *Op. cit.*, IX, pp. 34 et 35.

2. *Armata*, I, p. 186.

3. *Ibid.*, I, p. 172.

cultivées par de nombreux habitants¹? L'auteur continue en combattant les doctrines de Malthus : « Considérer la population comme un mal, c'est être plus sage que Dieu, qui a dit à l'homme de croître et de multiplier et qui, j'en suis persuadé, dans toute la création, a ordonné que rien ne reculât ou ne restât stationnaire. »

En ce qui concerne le commerce, Erskine se déclare pour le système protectionniste, qui a obtenu, dans ces dernières années, auprès de bien des personnes, une recrudescence de faveur². Il prône l'*échelle mobile*, sans, d'ailleurs, s'attacher à réfuter les graves objections qu'on peut lui opposer.

En fait d'industrie, il se rapproche davantage de l'école économique ; il est partisan convaincu des machines³. Celles-ci ont sans doute du bon et du très bon, mais peut-être ne se préoccupe-t-on pas assez de ce fait que l'introduction d'une nouvelle machine peut forcer d'un jour à l'autre des milliers d'ouvriers à changer de travail, sous peine de mourir de faim. Quoi qu'il en soit, Erskine a raison de condamner les excès d'une populace aveuglée, qui, dans les derniers temps, notamment en 1811 et 1814, avait brisé les métiers par centaines dans les districts manufacturiers de l'Angleterre.

Je rappellerai encore qu'il condamne l'extension démesurée de la dette publique⁴, en réfutant le so-

1. Voy. Goldsmith, *The Deserted Village*; Simonde de Sismondi, *Études sur l'économie politique*, I, p. 203 et suiv.

2. *Ibid.*, I, p. 433 et suiv. Il soutint plus tard, en 1823, la même cause dans une brochure qui devait être sa dernière œuvre, intitulée : *Letter to the Proprietors and Occupiers of Land, on the Causes and Remedies for the Decline of Agricultural Prosperity*.

3. *Ibid.*, I, p. 180.

4. *Ibid.*, I, pp. 175, 176.

phisme d'après lequel ce serait le signe de la prospérité d'un Etat; qu'il vante l'économie et les dégrèvements, tout en recommandant les transitions lentes et le respect des droits acquis¹; qu'il discute longuement le problème redoutable qui se pose depuis bien longtemps déjà en face de la société anglaise : celui du paupérisme. Il reproche à la taxe des pauvres de servir plutôt à encourager la paresse et la débauche qu'à soulager l'infortune véritable², et de peser presque exclusivement sur la propriété rurale³; que ne rase-t-on tous les *workhouses*, « misérables réceptacles du vice et de la misère » ! Il veut qu'on substitue à l'entretien des indigents dans des hospices un système de secours à domicile, système séduisant, je l'avoue, en théorie, qu'il n'est peut-être pas absolument impossible de réaliser dans la pratique, mais qui s'y heurte le plus souvent à de graves difficultés⁴.

Quant aux autres impôts, il élève des réclamations énergiques contre la taxe du sel, contre l'impôt du

1. *Ibid.*, I, pp. 147, 148.

2. *Ibid.*, I, pp. 158, 159.

3. L'auteur semble ici vouloir revenir aux doctrines de Malthus : « Even they who, from their own improvidence have contracted marriage, though they knew themselves to be utterly incapable of maintaining their children, have a claim to cast them upon the public as soon as they are born, and to live with them as inmates in those receptacles (the workhouses) intended for the promotion of industry and the relief of want, but which from the very nature of things, under the best management become the abodes of vice and misery. » *Armata*, I, p. 129 et suiv.

4. Le développement de l'industrie a bien des effets funestes à côté de ses heureux résultats : « The vicious and the distempered are hourly vomited forth from the mines and manufactories where contaminating multitudes and unwholesome labour produce every disgusting variety of decrepitude and crime... » *Ibid.*, pp. 130, 131.

timbre sur les actes judiciaires, qui contribue à rendre la justice inabordable pour le plaideur pauvre, et contre celui sur les transmissions à cause de mort, « le plus lourd, dit-il, des fardeaux qui pèsent sur nous ». Il veut aussi que les contributions destinées à l'entretien du clergé, et dont il est, d'ailleurs, partisan en principe, ne soient pas perçues directement par lui : une telle perception a pour effet de lui aliéner les esprits¹.

Enfin, en ce qui touche la politique extérieure, j'ai déjà cité la manière dont il apprécie la lutte de la Grande-Bretagne et de la France pendant la Révolution et l'Empire²; ajoutons qu'il engage ses compatriotes à aider les colonies espagnoles de l'Amérique à s'affranchir du joug de la métropole³; en cela, il est conséquent avec lui-même, car il ne cache pas, dans ce même ouvrage, toute sa sympathie pour les Etats-Unis d'Amérique; il réproouve les prétentions du gouvernement anglais à leur égard, prétentions qui les avaient poussés à la révolte, et dans lesquelles malheureusement le ministère avait été soutenu par un Parlement corrompu⁴.

On voit, par cette courte analyse, l'extrême variété des sujets traités dans *Armata*, avec une compétence

1. *Ibid.* I, pp. 125, 127, 128.

2. Voy. encore t. I, pp. 115, 116 : « *Armata* ought to blazon upon her national banners the auspicious principles of her own revolution — the guarantee to every people of the government of their own choice, whilst the independence of other nations shall be reciprocally respected. »

3. *Ibid.*, II, pp. 191, 192.

4. *Ibid.*, I, p. 50 et suiv. Erskine loue à ce sujet la prévoyance de Burke, et déplore le revirement qui s'opéra plus tard dans les opinions de cet homme d'Etat (pp. 97, 98).

inégale, sans doute, et dans un style qui, s'il n'est pas toujours exempt de déclamation, est toujours élégant et net. Écrivant sous le voile de l'anonyme, ne désignant par son nom aucun des hommes dont il faisait le portrait, Erskine eût pu facilement satisfaire de vieilles rancunes, faire ressortir les défauts, les inconsistencies de ses adversaires, passer sous silence leurs qualités. Il n'en a rien fait. On trouvera rarement quelque chose de plus courtois dans la forme, de plus impartial au fond que ses appréciations sur les personnes et sur les faits; pas une parole blessante ne lui échappe, et pourtant, vaincu bien des fois avec ses amis politiques sur des questions d'une importance vitale, souvent trompé dans ses espérances les plus amoureusement caressées, n'eût-il pas été fort excusable de se plaindre?

Son livre n'aurait peut-être pas fait la réputation d'un débutant. Mais le public sut bien vite quel en était l'auteur; on le lut et on en parla avec intérêt. Il eut au moins six éditions; mais, malgré des qualités très réelles, il fut assez vite oublié.

Je passe sous silence la vie d'Erskine pendant la période que nous étudions. A quoi bon raconter dans les détails l'histoire de ses déconvenues? Il essaya de se livrer à l'agriculture, à laquelle il n'entendait rien, et il se ruina dans des essais infructueux pour améliorer des terres stériles. Ses biographies sont remplies d'anecdotes sur son élevage de moutons, sa manufacture de balais, etc. Recherchant toujours la société, malgré ses embarras pécuniaires et malgré l'âge qui s'avavançait, conservant une bonne humeur inaltérable, il semait les bons mots à la volée. Malheureusement, rien n'est difficile et souvent impossible à traduire

comme un bon mot. Je ne chercherai donc pas à rendre les plaisanteries qui amusaient ses interlocuteurs dans les salons de Londres¹, et je renvoie à l'étude de ses plaidoyers quelques remarques sur celles dont il égayait parfois ses discours. Ce qu'on lui reprochait surtout, c'était de parler trop de lui, de ses succès, du jugement par jury; il le faisait, il est vrai, avec une bonhomie naïve, sans jamais dénigrer personne, sans se faire valoir aux dépens d'un ami ou même d'un ennemi. Jamais la maxime : « Diseur de bons mots, mauvais caractère », n'a été aussi peu applicable qu'à lui; jamais homme n'a été aussi peu accessible à la jalousie, et jamais homme n'a su mieux désarmer l'envie.

Mais revenons à sa vie publique. Les guerres de l'empire étaient à peine finies que les tentatives du gouvernement contre les libertés anglaises recommencent. Lord Erskine retrouve alors son ancienne énergie et son ardeur pour la lutte; il combat le « bill contre les Assemblées séditionnaires » et celui sur la suspension de l'*habeas corpus*; il essaie également sans succès de faire décider qu'on ne pourra opérer d'arrestation pour libelle avant l'*indictment*²; enfin, il parle

1. « Dans la société anglaise, polie, distinguée, mais un peu froide, Erskine était un causeur spirituel, incisif, plein de verve; il avait dans l'esprit plus de singularité que de finesse véritable. Les traits qu'on a retenus de lui et le recueil des bons mots dont il égayait parfois ses théories, vous paraîtraient fades, ennuyeux et de mauvais goût. » (A. Ribot, *op. cit.*, p. 58.) Cette dernière appréciation est trop sévère; je ne sais si Erskine peut être appelé aussi un causeur *incisif*.

2. Il soutint même que telle avait toujours été la loi anglaise; lord Campbell croit, au contraire, que cette arrestation préventive est parfaitement légale dans ce cas comme dans celui de tout autre *misdemeanour*. (*Life of Lord Eldon*, IX, p. 383.) C'est comme inutile et inopportune et non comme illégale qu'on doit blâmer la circulaire adressée, en 1817, par lord

à différentes reprises et avec beaucoup de force contre ces bills de coercition qui sont restés fameux sous le nom des « Six Actes », bills dont l'occasion ou le prétexte fut le *massacre de Manchester*¹. Le gouvernement était plus attaché que jamais aux principes du plus étroit torisme : il perdait rapidement la faveur de la nation que lui avaient gagnée les événements de 1814 et de 1815. Quand, le 29 janvier 1820, Georges III mourut, le prince de Galles lui succéda sous le nom de Georges IV. Celui-ci était régent depuis de longues années; il ne semblait donc pas que son avènement dût produire aucun changement politique important, et, en effet, le ministère demeura le même; néanmoins, la mort du vieux roi eut indirectement les plus graves conséquences; la maladresse et l'entêtement du nouveau souverain compromirent même un moment la couronne dans une affaire où lord Erskine, oublié longtemps du peuple anglais, retrouva tout à coup toute son ancienne popularité.

J'ai raconté plus haut les premiers différends de la princesse Caroline avec son époux et la part qu'Erskine avait prise à l'*investigation délicate*. En 1820, la princesse, depuis six ans déjà, voyageait sur le continent et n'avait, dit-on, aucun désir de revenir en Angleterre. Georges IV monta sur le trône, et aussitôt

Sidmouth aux lieutenants des comtés, à l'effet de faire arrêter, en vertu de mandats des juges de paix, les éditeurs de pamphlets. Le discours d'Erskine, à cette occasion, est assez piquant. Il met en parallèle la lenteur et les scrupules de lord Eldon quand il prononçait sur des intérêts privés, et la promptitude de ses discours quand il s'agissait de donner des lois à une nation entière.

1. *Parl. Deb.*, XLI, pp. 682, 695, 705, 966, 981, 1304, etc. Voy. aussi H. Blerzy, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1880.

il fit rayer de la liturgie anglicane le nom de sa femme, contrairement à l'usage suivi jusqu'alors. Cette insulte gratuite, le refroidissement des cours étrangères à l'égard de la reine quand on apprit la sorte de flétrissure qui lui était infligée, exaspérèrent une femme que la peur n'arrêta jamais ; le 6 juin, elle était en Angleterre. Plusieurs années auparavant, le régent, désirant un divorce, avait fait nommer une Commission chargée de recueillir des documents qui lui permissent d'arriver à ses fins. En vain le cabinet, muni de ces documents, avait-il menacé la reine d'intenter contre elle des poursuites publiques si elle quittait le continent ; cette menace n'avait fait que hâter son retour. Le jour même où elle arriva à Londres, un message du roi aux Chambres, accompagné du dossier réuni par la Commission d'enquête, appelait leur attention sur les faits signalés dans ce dossier, et quelques jours après le ministère présentait un bill de « *Pains and Penalties* » contre l'épouse prétendue infidèle¹. Le succès de ce bill était le plus cher désir du roi, du roi dont Erskine avait été longtemps le familier. L'ex-chancelier ne craignit pas pourtant d'embrasser ouvertement le parti de la reine, que le ministère eût voulu priver même des avantages qu'on laisse aux accusés ordinaires. Il commença par réclamer

1. Un bill de « *Pains and Penalties* » est un bill portant contre certaines personnes des peines exceptionnelles et rétroactives. L'adultère de la reine ou de la princesse de Galles constitue, d'après la loi anglaise, une haute trahison ; mais ici on était en dehors de la lettre de la loi, parce que les faits incriminés s'étaient passés en dehors du royaume. Voyez un compte rendu assez complet du procès de Caroline de Brunswick dans l'ouvrage de M. de Montvéran, *Jurisprudence anglaise sur les crimes politiques*, III, p. 394 et suiv.

pour elle la communication, avant l'ouverture des débats contradictoires, d'une liste des témoins à charge. « Ce procès, disait-il, est d'une nature tellement exceptionnelle et anormale, qu'on ne peut invoquer aucun précédent; mais en essayant de tenir la balance égale entre l'accusation et la défense, nous pouvons prendre pour guide l'excellent statut de Guillaume III, destiné à protéger les personnes poursuivies pour haute trahison; aux termes de ce statut, avant l'ouverture des débats, l'accusé doit recevoir une liste des témoins, aussi bien qu'une copie de l'acte d'accusation. Quel est le principe de cette admirable disposition, conférant un privilège exceptionnel? C'est que l'accusé a affaire à un accusateur qui a sur lui trop d'avantages; aussi la loi l'a-t-elle protégé et comme couvert de son égide. Le cas actuel n'est-il pas analogue? Je ne veux rien dire qui ressemble à une attaque personnelle; je veux seulement vous rappeler la situation de l'illustre accusée. Elle a à lutter contre la couronne, contre ses ministres, contre tous les moyens, toutes les influences dont ils peuvent disposer. Dans la plupart des cas de haute trahison, le roi et ses ministres ne sont stimulés par aucun ressentiment personnel; ils n'ont d'autre intérêt à obtenir une condamnation que l'intérêt général de l'Etat; mais ici le roi lui-même se prétend personnellement offensé; on peut dire qu'il se porte personnellement accusateur; l'illustre accusée est désignée dans le bill comme ayant enfreint ses devoirs envers Sa Majesté, non ses devoirs de sujette, mais ses devoirs d'épouse. Les influences qu'elle a à combattre sont donc encore plus puissantes que dans les cas ordinaires; le crédit des ministres, leur existence peut-être, dépendent du

succès des démarches qu'ils ont conseillées ou approuvées... », et il ajoutait, pour se justifier du reproche d'ingratitude envers son ancien ami, devenu son souverain : « Toutes Vos Seigneuries doivent savoir que j'ai passé une grande partie de mon existence au service du roi. Je me rappelle si bien le chaud intérêt que Sa Majesté a pris à mes succès et à mon bonheur, je lui en ai conservé une reconnaissance si vive que rien ne pourrait me rendre injuste à son égard. Mes habitudes professionnelles sont, je l'espère, un puissant préservatif contre la partialité. J'ai débuté dans deux carrières dont l'honneur est le signe distinctif. Mais, après une expérience de bien des années, je puis dire en toute sincérité qu'elles ne peuvent prétendre avec plus de raison au privilège de l'honneur que la profession de légiste. Au milieu de tentations sans pareilles, qui, aidées de la fragilité humaine, ont bien pu faire quelques victimes, la grande majorité de ceux qui l'exercent est restée incorruptible. La cause en est facile à trouver. Il y a quelque chose de si beau, de si grand, dans une fidèle administration de la justice ; tout ce qui s'en écarte a quelque chose de si odieux et de si répugnant, qu'ils ont toujours en eux un remède contre la corruption. Nous, qui siégeons ici comme tribunal suprême du royaume, nous devons aussi recourir à ce remède... » Aux raisons alléguées par lord Erskine, lord Eldon, qui avait été autrefois le conseiller ordinaire de la princesse de Galles, qui avait travaillé à la rédaction d'un mémoire attaquant son époux dans les termes les plus vifs et la poursuivait maintenant avec tout l'acharnement d'un ministre qui craint de perdre sa place, répondit par une longue harangue comme il savait les faire, alléguant que le

privilège conféré par la loi aux personnes accusées de haute trahison, d'un caractère exceptionnel, ne devait être étendu à aucun autre cas. La thèse soutenue par Erskine avait pour elle des arguments irréfutables. Caroline de Brunswick n'était-elle pas reine d'Ecosse aussi bien que d'Angleterre? Et en Ecosse on communique aux accusés de toute catégorie la liste des témoins. L'argument d'analogie avec le cas de haute trahison était lui-même parfaitement recevable, car, s'il est de principe qu'en matière pénale il faut interpréter la loi de la façon la plus restrictive, cette règle ne s'applique qu'aux mesures qui peuvent préjudicier à la défense. Toutefois, vingt-huit voix seulement se prononcèrent pour Erskine; il ne réunit même qu'une dizaine d'adhérents, quand il présenta une pétition de la reine demandant que, suivant l'usage dans les procès de divorce, on spécifiât les endroits dans lesquels on l'accusait d'avoir commis les actes incriminés et la date de ces actes. Cette demande n'était-elle pas cependant parfaitement fondée en raison? Comment se procurer des témoins à décharge pour une période de six ans pendant laquelle elle avait constamment voyagé? Ici encore lord Eldon s'opposa à la motion de son rival. Il prétendit qu'on ne pouvait se fonder sur le droit commun anglais pour déterminer la procédure à suivre devant le Parlement. Mais si lord Eldon gagna sa cause devant les lords, il la perdit devant l'opinion publique : la sympathie des Anglais fut éveillée en faveur d'une princesse si maltraitée; ses torts étaient douteux; ceux de son mari ne l'étaient pas, non plus que ceux du ministère, et les obstacles qu'on suscitait à sa défense paraissaient être autant d'aveux tacites de son innocence et de la fausseté des

accusations portées contre elle. Le nom de lord Erskine se retrouvait, comme en 1794, dans toutes les bouches. Une fois les débats contradictoires commencés, l'attention publique se dirigea surtout, naturellement, sur les avocats de la reine et notamment sur Brougham, le principal d'entre eux; mais Erskine continua à prendre part à la discussion conduite par le ministère avec une partialité évidente. On put croire un moment qu'il allait mourir comme lord Chatham, au milieu même des luttes parlementaires. Le jour où il prit la parole pour combattre la motion de passer à une seconde lecture de bill, il s'arrêta tout à coup au milieu de son discours et tomba sans connaissance; on le croyait mourant, mais ce ne fut qu'une crise passagère; dès le lendemain il était à son poste et reprenait sa plaidoirie (car c'en était une véritable) au point où il l'avait laissée. Il attaqua vivement la corruption dont on paraissait avoir usé à l'égard d'un certain nombre de témoins et rappela, non sans quelque orgueil, que son impartialité et sa compétence ne devaient pas être mises en doute. « On ne peut me considérer, dit-il, comme ignorant la théorie des preuves légales de l'adultère; j'ai figuré dans tous les procès importants de ce genre non seulement à Westminster Hall, mais encore dans les assises de province, et, j'en suis sûr, Mylords, il est impossible de croire que je doive à des préjugés ou à un esprit de partialité l'opinion que je me suis formée de ce malheureux sujet. Je dois beaucoup au roi, qui ne peut être spectateur indifférent de ce procès, soit à cause de l'intérêt qu'il a bien voulu porter autrefois à mes succès, soit parce que je pense qu'il a encore pour moi la même considération personnelle, bien que les changements

politiques m'aient séparé de lui. Si la personne de Sa Majesté était jamais exposée à quelque danger, je serais prêt à la défendre au péril de ma vie. Je suis prêt à contribuer à son bonheur en lui sacrifiant tout, sauf mon devoir. Quant à mes principes, je ne les ai jamais reniés et ne les renierai jamais. » La majorité ministérielle ne fut plus cette fois que de vingt-huit voix ; quand il s'agit de passer à une troisième lecture, Erskine prit encore la parole et déclara persister à soutenir que les preuves produites par l'accusation étaient trop peu satisfaisantes pour motiver une condamnation devant n'importe quelle Cour de justice. Neuf voix de majorité seulement décidèrent qu'on passerait à une troisième lecture ; les ministres se déterminèrent à retirer le bill. Quand lord Liverpool annonça aux lords cette résolution, Erskine prononça le dernier discours qu'il ait fait au Parlement, dans un langage touchant et plein d'une émotion religieuse qui n'était pas affectée. Comme aux jours de ses grands triomphes du barreau, il sentait le besoin de remercier Dieu dont la Providence l'avait toujours suivi et vers lequel s'élevait sa reconnaissance, exempte de tout mélange de doute ; il lui rendait grâce après tous ses succès, sans se reconnaître le droit de l'accuser dans ses revers ¹.

1. « I am persuaded, avait-il écrit dans *Armata*, that no person however unfortunate can look back upon his own life without having to remember with gratitude and devotion many singular and auspicious conjunctures, which no skill or merit of his own could have contrived, with many escapes from the natural consequences of his own misconduct, or from accidents which cross us even in our most guarded and virtuous paths ; and who has not felt, in the changes from sickness to health, from pain to pleasure, from danger to security, and

Pendant les trois dernières années de sa vie, l'ex-chancelier put jouir, comme jadis, du bien qu'il pri-sait le plus, la faveur populaire. Les adresses de féli-citations se multipliaient; la vente de ses portraits était plus active que jamais; enfin, ses compatriotes, qu'il n'était pas allé revoir chez eux depuis qu'il avait pris du service dans la marine, sollicitèrent sa visite. Il se rendit à leur invitation et reçut des whigs un ac-cueil enthousiaste; malheureusement les tories écos-sais, à cette époque de violents conflits, ne surent pas mettre de côté pour un moment leurs passions poli-tiques; le plus grand d'entre eux, dont la nature géné-reuse connaissait peu pourtant la malveillance, et dont l'auteur d'*Armata* avait loué dans son livre le talent sympathique, sir Walter Scott¹, refusa de voir l'homme qui s'était fait le défenseur de la reine Caroline; il af-fecta même d'en parler avec dédain. Néanmoins ERSKINE eut lieu d'être satisfait d'avoir repassé la Tweed avant de mourir. A un banquet qui lui fut offert à Édimbourg et où assistaient Jeffrey et un grand nombre d'Écossais de talent, il s'étendit avec complaisance sur l'amour bien connu des Ecossais pour leur pays natal, quelque abrupt et quelque stérile qu'il soit dans quel-ques-unes de ses parties. « C'est cet amour du sol natal, dit-il, qui fait battre et palpiter notre cœur quand l'œil revoit le théâtre où se sont passées les

from depression to joy and exultation a fuller and higher satisfaction (independently of the uses of such reverses) than could have arisen from the uninterrupted continuance of the most prosperous condition. » I, p. 20.

1. « There is but one Tom Jones, one Guy Mannering, and Landlords are more apt to distress us for their rents than to delight us with such tales as only one of them I ever heard of had to tell. » *Armata*, II, p. 198.

scènes de notre enfance. Une lande couverte de bruyères et de broussailles, égayée tout au plus par quelques arbres rabougris à moitié morts de vieillesse et dont le souvenir reste gravé dans la mémoire, affecteront plus l'imagination de l'homme, lui causeront un plaisir plus délicieux que le plus splendide point de vue qu'ait pu créer la nature avec l'assistance de l'art. Aussi quand je visiterai Saint-André, la petite ville retirée où mes excellents parents sont restés tant d'années pour accomplir envers leurs enfants leur devoir le plus sacré, mes sentiments ne pourront être exprimés. La rue déserte et nue qui ne fait pas seulement lever les yeux de son livre au voyageur qui la traverse en voiture, me causera à chaque pas un nouveau ravissement. Je regarderai les vieux murs blanchis de l'église contre lesquels je jouais à la balle dans mon enfance, et ils réjouiront plus ma vue que ne le ferait Saint-Pierre de Rome. » — Son séjour fut court; il ne put aller visiter Saint-André comme il se l'était proposé. Il revint bientôt en Angleterre assister à un banquet donné pour fêter l'acquittement de la reine Caroline, et il ne devait plus rentrer en Ecosse que pour y mourir.

Cependant des spéculations malheureuses venaient encore réduire le chiffre de sa fortune, déjà ébréchée par ses expériences agricoles; il contracta un second mariage sur lequel ses biographes gardent un silence presque complet, et qui fut sans doute considéré comme une mésalliance. On a prétendu que, pour s'étourdir et échapper aux soucis que lui donnait l'état de sa fortune, il prenait de l'opium, mais ce détail n'est nullement avéré, et tous ceux qui l'ont connu à cette époque rendent témoignage de son humeur gaie et bienveil-

lante pour tous. Sa voix avait cessé de se faire entendre au Parlement, mais sa plume était encore prête à écrire pour la cause de la liberté et de l'humanité. En 1822, il publia une *Lettre à lord Liverpool* en faveur des Grecs révoltés contre les Turcs ; il y demande qu'on se décide à expulser les Ottomans du continent européen ¹. On reconnaît dans l'esprit qui anime cette brochure la générosité de celui qui se constituait le défenseur de tous les opprimés, et dans son style une ardeur presque juvénile, non sans quelques fautes contre le goût. Rarement il avait tout à fait évité ces dernières quand il écrivait, et ses défauts s'étaient plutôt accentués avec l'âge. Quant aux idées qu'il exprime, beaucoup de ses compatriotes les ont assez vivement critiquées, mais elles ont été reprises de nos jours par des hommes illustres du parti libéral, et il n'est pas du tout prouvé qu'elles n'aient pas été de tout temps les plus saines.

Bien qu'il ne fût atteint d'aucune infirmité ², sa fin était proche. Il mourut le 17 novembre 1823 pendant une visite qu'il était allé rendre en Ecosse à la veuve de son frère Henry. Il avait soixante treize ans. C'est sans doute parce qu'il expira loin de Londres qu'il ne fut pas enseveli dans l'abbaye de Westminster. De sa fortune, un moment considérable, il ne restait plus que des débris ³. Il ne laissa guère à ses enfants qu'un nom

1. Cette lettre a été traduite en français sous le titre suivant : *Lettre de lord Thomas Erskine au comte de Liverpool au sujet des Grecs*, Paris, Didot, septembre 1822, in-8.

2. Je ne sais où l'annotateur des *Mémoires de Malouet* (II, p. 508) a trouvé qu'il avait, avant sa mort, donné quelques signes d'aliénation mentale.

3. « Un jour de juillet 1826, sa veuve se présenta, recommandée par un ramoneur, à l'audience du lord-maire de Londres,

qu'il avait plus honoré que ne l'avaient pu faire tous les comtes de Mar et de Buchan.

demandant des secours et racontant que pour vivre elle n'avait que 12 shellings par semaine, pris sur la pension faite par le roi à sa famille. » *Biographie universelle de Michaud* (supplément), LXIII, V^e *Erskine*. La même anecdote est rapportée avec plus de détails par M. A. Taillandier, *Nouvelle Biographie universelle de Didot*, XVI, p. 322.

DEUXIÈME PARTIE

Nous connaissons maintenant les événements et les hommes au milieu desquels vécut Erskine ; nous l'avons suivi au milieu des luttes politiques de son temps ; nous l'avons vu tour à tour marin, soldat, avocat, membre de la Chambre des Communes, chancelier, pair d'Angleterre. C'est désormais l'avocat qui va être l'objet plus spécial de notre étude. — Un avocat, ai-je dit plus haut, est un orateur doublé d'un jurisconsulte ; je dois m'expliquer sur cette définition. — Les difficultés que peut soulever une affaire litigieuse sont de deux sortes : difficultés de fait et difficultés de droit. Parfois une question de fait constitue, seule, le point en litige ; d'autres fois, il ne s'agit que de résoudre une question de droit ; d'autres fois encore, le plus souvent peut-être, il y a à statuer à la fois sur le fait et sur le droit. Pour discuter le point de fait, les qualités seules de l'orateur peuvent suffire ; du bon sens, de la méthode, une certaine finesse, enfin un style approprié soit à la nature et à l'importance de la cause, soit à la juridiction chargée de prononcer, tels sont les éléments nécessaires du succès ; en ce qui concerne le point de droit, on comprend qu'il faille posséder encore d'autres qualités ; mais, entendons-le bien, un avocat n'est pas un pro-

fesseur de droit; ce n'est pas non plus un simple homme d'affaires. On a accusé Cicéron de n'être pas un jurisconsulte; le même reproche a été adressé à Erskine et à bien d'autres avocats éminents. — Cette assertion est véritable ou fausse, selon le sens qu'on donne à ce mot : jurisconsulte. Il y a plusieurs manières d'être jurisconsulte comme il y a plusieurs manières d'être historien; Montesquieu n'écrivait pas l'histoire de la même manière que lord Macaulay. — Quand Erskine eut quitté la cour de chancellerie, deux Américains eurent l'impertinence de faire un pari sur la question de savoir si ses arrêts n'avaient pas été pour la plupart infirmés en appel, et de s'adresser à lui-même pour vérifier le point débattu. Il leur répondit, et ajouta à sa lettre ce *post-scriptum* : « Pour vous épargner à l'avenir la peine de risquer votre argent dans des paris semblables, apprenez qu'on ne peut être grand avocat sans être grand juriste; la chose est impossible. » — Le témoignage qu'il se rendait à lui-même n'avait rien que de juste; dans toutes les causes où n'était pas engagée une question politique, il avait autant de succès auprès des juges, même les plus réputés pour leur érudition, comme lord Mansfield, qu'auprès des jurés. Peut-être n'eût-il été pourtant qu'un professeur de droit très ordinaire; peut-être n'eût-il fait qu'un médiocre attorney; ce fut un chancelier passable; on convient généralement qu'il eût été parfaitement à sa place comme Président de la Cour des Plaid communs ou de celle du Banc du Roi; mais il est certain qu'il était jurisconsulte dans le sens large du mot; parmi ses plaidoyers reconnus les meilleurs, il en est qui ont presque uniquement des points de droit pour objet; si ses compatriotes ont été portés à lui

refuser la qualification de légiste profond, j'en ai déjà indiqué la cause, c'est qu'ils confondaient alors, qu'ils confondent peut-être encore aujourd'hui l'érudition juridique avec la science du droit. Erskine n'avait cette érudition qu'à un assez faible degré, peut-être même n'avait-il pas sur la science du droit envisagée dans ses principes les plus larges des vues bien neuves ni bien originales, mais il avait toutes les qualités requises pour la plaidoirie même sur les points les plus délicats; esprit prompt et facile, il saisissait sans effort le nœud de la question; il savait choisir ses arguments avec discernement, les présenter avec ordre et netteté, saisir les côtés faibles de ceux que pouvait alléguer l'adversaire, comme aussi dissimuler ses propres côtés vulnérables; il savait également, chose encore bien plus précieuse en Angleterre qu'en France, où pourtant la jurisprudence des arrêts a acquis tant d'importance, se remuer à l'aise au milieu de l'immense chaos des précédents : le droit anglais est un droit coutumier, il ne faut jamais l'oublier, et ce sont les jugements qui constatent la coutume; nulle part n'est mieux appliqué le principe écrit dans la loi 48, Dig., *de Legibus* : « *Rerum perpetuo similiter judicatarum auctoritas vim legis obtinet.* » Point n'est besoin même qu'il y ait un grand nombre de décisions dans le même sens pour que le juge se considère comme lié. Nulle part le *mos majorum* n'a été plus respecté, et il n'est pas rare de voir un réformateur anglais soutenir la nécessité des changements qu'il propose en prétendant que, loin d'innover, il ne veut que rétablir dans leur pureté les règles suivies par la sagesse des ancêtres. Ce procédé est en usage devant les Chambres du Parlement, dans les publica-

tions même destinées à la masse de la nation; faut-il s'étonner qu'il soit employé par les avocats devant les Cours de justice, Cours qui jugent surtout d'après les précédents? Jamais Erskine, nous le verrons, ne se présentera comme proposant une théorie nouvelle, mais il saura concilier avec le système qu'il veut faire triompher les décisions antérieures qu'on lui oppose et qui paraissent lui être contraires. Cette qualité du jurisconsulte ne constitue-t-elle pas chez un avocat un puissant élément de succès quand elle ne dégénère pas en subtilité? et cet élément est encore plus important dans les pays de droit coutumier que dans les autres. Tous ceux qui ont pratiqué l'exercice d'école dit *argumentation* savent combien il est plus facile de trouver de bons sujets d'argumentation dans le Digeste, qui n'est en somme qu'un recueil de décisions d'espèces tantôt réelles, tantôt fictives, que dans notre Code civil, où il y a beaucoup de points douteux et quelques antinomies, mais non cette abondance de difficultés de toute nature que soulève l'interprétation des compilations de Justinien. Un contemporain d'Erskine, avocat de mérite d'ailleurs et fameux pour la tournure originale de son esprit, commença un jour un plaidoyer par ces mots : « Mylord Mansfield et Messieurs les juges, je vous demande pardon..... — Pardon? de quoi? interrompit le Président. — De ce que je vais vous citer soixante-dix-huit arrêts, riposta l'avocat. » Il est juste d'ajouter qu'il perdit son procès¹. Je ne sais quelles raisons l'adversaire de ce « Léviathan juridique », comme l'appelle Twiss, opposa

1. Le fait est rapporté par lord Eldon, qui dit en avoir été témoin quand il faisait son stage.

à ces soixante-dix-huit arrêts, mais sa tâche n'était pas facile si, comme il est probable, il dut les passer en revue et s'attacher à démontrer que pour telles ou telles raisons ils ne s'appliquaient pas exactement au point en litige, à en trouver d'autres sur des sujets analogues, à montrer que ceux-ci infirmaient les premiers ou que les questions qu'ils tranchaient se rapprochaient davantage de la question pendante. Ajoutez à ces difficultés que les collections d'arrêts ne sont pas toujours rédigées avec un soin scrupuleux et une intelligence parfaite; on ne rencontre pas toujours chez les compilateurs cette exactitude que leur recommande Bacon dans son traité : *de Dignitate et augmentis scientiarum*¹. — J'insiste quelque peu sur ce dernier point, parce qu'il s'agit d'une différence capitale entre le Droit anglais et le Droit français, différence qui influe nécessairement sur la direction que donnent les légistes à leur travail, et aussi naturellement sur la nature de leur esprit; ajoutons à cela le manque absolu, déjà signalé, d'un enseignement méthodique et scientifique du Droit anglais à la fin du dix-huitième siècle, et nous comprendrons sans peine quelles entraves apportait un pareil système législatif à l'essor du talent. Les purs praticiens ont coutume de mépriser la science, qu'ils ignorent; les purs érudits ont parfois le tort de ne pas estimer à leur juste valeur les idées générales qui

1. « Modus hujusmodi judicia excipiendi, et in scripta referendi talis esto. Casus præcise, judicia ipsa exacte perscribito; rationes judiciorum, quas adduxerunt judices, adjicito; casuum, ad exemplum adductorum, auctoritatem, cum casibus principalibus ne commisceto; de advocatorum perorationibus, nisi quidpiam in iis fuerit admodum eximium, sileto. — Personæ quæ hujusmodi judicia excipiant, ex advocatis maxime doctis sunt... » *Legum leges*, éd. Dupin, Aph. 74 et 75.

ne sont pas de leur ressort; et pourtant, si une certaine dose de connaissances pratiques est nécessaire aux juristes de tous les pays, si le légiste anglais en particulier doit posséder une certaine érudition, l'avocat n'arrivera à être vraiment grand et à être connu de la postérité que s'il a su s'élever au-dessus des cas particuliers. Un bon architecte doit bâtir sur des fondations solides, mais il doit savoir construire autre chose que des fondations. La difficulté est grande quand il n'a jamais appris à faire que cela et que tout le monde autour de lui ne sait faire rien d'autre, mais aussi le mérite de la vaincre est plus grand.

Nous étudierons d'abord les principaux plaidoyers d'Erskine en les groupant selon les objets auxquels ils se rapportent; cela fait, nous rechercherons les qualités de forme qui les distinguent; enfin, nous le placerons dans le milieu où il vivait au barreau, nous le verrons dans ses rapports avec les juges, les jurés, les témoins, ses confrères, complétant ainsi ce qu'aurait d'insuffisant l'examen de ses discours considérés simplement en eux-mêmes pour nous représenter le barreau anglais tel qu'il était à la fin du dix-huitième siècle.

Je commencerai par analyser les principaux plaidoyers d'Erskine en matière de presse; ce sont les plus nombreux et quelques-uns d'entre eux sont parmi les plus célèbres; viendront ensuite ceux qu'il prononça dans divers procès intentés pour haute trahison, sédition et autres affaires touchant au Croit constitutionnel; je terminerai par l'étude de ceux qui traitent de questions de Droit civil ou de Droit criminel sans rapport avec la politique. — Dans mes citations, sauf indication contraire, je me référerai à l'édition en deux

volumes in-8°, publiée en 1870 par M. Walford, et qui est une réimpression textuelle de l'édition en cinq volumes publiée sous les yeux mêmes de l'auteur en 1810. Nous avons, en effet, la bonne fortune de posséder tous ses principaux plaidoyers imprimés d'après ses manuscrits ou d'après des notes prises par d'autres et revues par lui-même. Il s'en faut que nous ayons le même bonheur pour les harangues de la plupart des orateurs contemporains. Si nous avons, reproduits avec exactitude et correction, un grand nombre de discours de Burke, de Windham et de Canning, nous ne pouvons nous faire qu'une idée très incomplète de l'éloquence de Pitt et de Fox d'après les comptes rendus imparfaits de l'*Histoire parlementaire*¹. Combien il est regrettable aussi que nous n'ayons que fort peu d'éléments de comparaison pour nous faire une idée exacte des rivaux d'Erskine! Le service du *reportage* n'était pas mieux organisé auprès des Cours qu'auprès du Parlement, et il est difficile de savoir si la supériorité, avouée par tous, de l'avocat écossais, s'était aisément imposée. Contentons-nous sur ce point de nous en rapporter aux appréciations des contemporains.

1. Lord Brougham, *Sketches of Statesmen*, I, pp. 134 et 135.

CHAPITRE PREMIER

ERSKINE ET LES PROCÈS DE PRESSE¹

La liberté de la presse doit beaucoup à Erskine, et son nom est étroitement lié à des mesures législatives dont les Anglais de tous les partis reconnaissent volontiers aujourd'hui les avantages. Chose remarquable, le barreau a ici exercé une influence prépondérante sur la législature; Erskine, nous l'avons vu, n'eut au sein du Parlement, comme membre soit de la Chambre des Communes, soit de celle des Lords, qu'une autorité assez faible, mais ses plaidoyers assurèrent le triomphe des idées qu'il soutenait mieux que s'il les eût simplement développées à l'état de théories abstraites. Dès ses dé-

1. Les ouvrages qui traitent de la presse, en Angleterre, sont nombreux. On trouve dans un article du *Quarterly Review*, traduit dans la *Revue britannique* de mai 1881, p. 43 et suiv., l'indication des principaux livres anglais sur la matière. En Allemagne, l'ouvrage de Grant a été abrégé (*Geschichte der englischen Presse, nach J. Grant's Newspaper Press, frei bearbeitet von Julius Duboc, Dr. phil.*; Hannover, 1873). Parmi les ouvrages français, je citerai : *De la Législation anglaise sur le libelle, la presse et les journaux*, par M. de Montvéran (Paris, 1817); *Histoire de la presse en Angleterre et aux États-Unis*, par M. Cucheval-Clarigny (Paris, 1857); *la Législation sur la presse en Angleterre*, par M. Bonsergent (*Revue générale du Droit*, 1879, pp. 339 et 431); enfin, pour la législation la plus récente, *les Lois sur la presse en Angleterre*, par Herbert-G. Lousada (*France judiciaire*, 1882, p. 329).

buts nous le voyons remporter un succès signalé et faire faire un pas décisif à la liberté de la presse dans des circonstances assez curieuses.

Le roi Jacques I^{er}, fidèle aux traditions en faveur parmi les souverains du seizième et du dix-septième siècle, grands amateurs de monopoles, avait concédé à la Compagnie des *Stationers* et aux deux Universités d'Oxford et de Cambridge le privilège exclusif d'imprimer des almanachs, cela en vertu d'un prétendu droit qu'il supposait appartenir à la couronne. Sous Georges III, un libraire de Londres, Thomas Carnan, publia néanmoins des almanachs et en vendit un grand nombre; poursuivi par les Universités et la Compagnie devant la Cour de l'Echiquier, il fut acquitté, la Cour des Plaid communs, à laquelle la Cour de l'Echiquier avait renvoyé l'examen du point de droit en litige, ayant reconnu la nullité des lettres patentes de Jacques I^{er}. Sur ce, nouvelles réclamations des intéressés; lord North, alors premier ministre et chancelier de l'Université d'Oxford, présenta aux Communes un bill destiné à ressusciter le monopole en question. Carnan, usant du droit reconnu à ceux que lèsent de pareils projets, choisit, pour combattre le bill à la barre de la Chambre, Erskine qui ne plaidait que depuis quelques mois, mais que son discours pour le capitaine Baillie avait déjà rendu célèbre. L'influence des Universités était immense, et il n'y a pas lieu d'en être surpris, si l'on considère que la plupart des membres du Parlement en étaient sortis; la cause de Thomas Carnan était généralement regardée comme désespérée.

Au lieu d'examiner simplement, comme peut-être c'eût été son devoir strict, le tort personnel causé à son client par la mesure proposée, Erskine, après

quelques mots d'excuses pour la liberté qu'il prenait, posa hardiment ce principe « qu'aucun corps législatif, s'il est sage, n'établira sans nécessité de restrictions à la liberté naturelle de l'homme, » et commença incontinent une courte histoire de la presse en Angleterre¹. « Quand l'imprimerie fut introduite dans notre île, dit-il, elle fut considérée chez nous aussi bien que dans les autres pays comme chose concernant avant tout l'Etat. La circulation rapide et étendue des sentiments et des idées qu'introduisait cet art précieux devait forcément tomber sous le contrôle de gouvernements dont la principale force résidait dans l'ignorance des peuples soumis à leur joug. La presse fut mise, en conséquence, sous le contrôle absolu de la couronne, et toute publication, non seulement de livres contenant des ordonnances civiles ou religieuses, mais encore sur quelque matière que ce fût, fut réglée par des proclamations, prohibitions, chartes de privilèges émanées du roi, et, finalement, par les arrêts de la Chambre Etoilée... » Mais, lors de la Révolution, l'ère de la liberté de la presse avait été inaugurée; on avait dépouillé la couronne de tout droit sur elle, sauf en ce qui concernait la publication d'actes d'intérêt public. La Cour des Plaids communs, se conformant aux règles de la légalité aussi bien qu'aux préceptes du bon sens, avait déclaré que les almanachs ne rentraient pas dans la catégorie des actes ci-dessus désignés. Pour le passé donc, la question était réglée; restait à débattre l'opportunité d'une mesure législative destinée à faire revivre le monopole manifestement aboli. Cette opportunité devait être examinée : 1° au point de vue de

1. *Speeches of Lord Erskine*, I, p. 18 et suiv.

l'intérêt général de la nation anglaise; 2^o au point de vue des intérêts particuliers d'un négociant vivant honorablement d'un commerce licite et qu'on allait ruiner.

Tel est le plan bien simple qu'Erskine se proposait de suivre et qu'il développa comme il l'avait annoncé. Le bill était insoutenable à tous égards : « On pourrait, dit-il, le motiver de la façon suivante : *Attendu que la Compagnie des Stationers et les deux Universités se sont, depuis plus d'un siècle, attribué illégalement le droit d'imprimer des almanachs à l'exclusion des fidèles sujets de Sa Majesté, et ont de temps en temps inquiété et poursuivi quelques loyaux sujets pour avoir imprimé lesdits almanachs, jusqu'à ce que leurs prétentions eussent été mises à néant, plaise au Parlement rendre leur usurpation légale et la confirmer à jamais...* On s'imagine peut-être, ajoute-t-il, que désormais les almanachs vont paraître dans la forme classique d'Oxford, contenant la science mathématique et astronomique de Cambridge, imprimés avec les plus beaux caractères des *Stationers*, sanctifiés par la bénédiction des évêques. Je vous demande pardon de l'expression, Monsieur¹; mais une telle idée serait parfaitement absurde; il est de notoriété publique que les Universités vendent leurs droits à la Compagnie des *Stationers* pour une somme fixe, payable tous les ans, et que la loi qu'on vous propose est destinée à leur permettre de continuer à le faire. Et il n'est pas moins avéré que la Compagnie des libraires fait de ce marché une occasion de bénéfices scandaleux, et qu'en

1. Il est de règle de s'adresser non à la Chambre des Communes elle-même, mais au *Speaker*.

vue d'augmenter la vente des almanachs elle publie, sous les auspices de la religion et de la science, les plus sottes inepties. J'eusse été bien aise de vous citer quelques phrases tirées de la cent treizième édition de l'*Almanach du pauvre Robin*, publié sous les auspices de l'archevêque de Canterbury et de l'évêque de Londres ; mais un sentiment de respect pour les Chambres m'empêche de le faire. En vérité, une maison publique seule pourrait tolérer la citation¹. Les pages les plus révoltantes de Rochester sont une lecture de dames, si on les compare au contenu de cet almanach. Les libraires ont aussi de grandes obligations aux calculs de leurs astronomes, calculs qui paraissent faits toutefois pour un méridien plus occidental que celui de Londres. D'après eux, le lundi de l'Épiphanie tombe un samedi ! Bref, ces almanachs, comme tout ce qui est l'objet d'un monopole, sont restés, faute de concurrence, des monuments d'ignorance et d'erreur ! » En vain allèguera-t-on l'utilité de la loi proposée ; fût-elle en elle-même plus souhaitable qu'elle ne l'est réellement, il y a de grands dangers à créer de semblables précédents. « On ne peut dire à quoi ils peuvent conduire ; le préambule des *Licensing Acts*, lui aussi, invoquait le bien public ; les lois les plus tyranniques sous les gouvernements les plus absolus sont conçues dans des termes d'une bienveillance paternelle pour les malheureux esclaves qui gémissent sous ce poids honteux et écrasant. » Il n'était pas difficile ensuite de dé-

1. Le texte contient un jeu de mots : « I am prevented from doing it by a just respect for the *House*. Indeed I know no *House* but a brothel that could suffer the quotation. » On sait que les Anglais nomment *House of Commons* ce que nous nommons *Chambre des Communes*.

montrer que le bill était contraire aux intérêts particuliers du client d'Erskine, mais il restait encore à l'avocat à triompher des influences hostiles des Universités; la péroraison, admirablement appropriée à l'auditoire, suggéra aux honorables membres une idée lumineuse, qui fit peut-être plus d'effet sur eux que tout le reste du plaidoyer. « Quand je considère, dit l'orateur en terminant, qu'Oxford et Cambridge sont parties au procès, j'avoue que j'ai quelque crainte, et j'éprouve le besoin d'ajouter quelques mots que votre indulgence me pardonnera, je le sais. La Chambre est remplie des enfants les plus illustres de ces Universités qui, sans doute, ressentent les effets d'un zèle involontaire pour leurs intérêts. C'est là une influence si naturelle et si honorable que je ne commets, je crois, aucune inconvenance en faisant allusion à ses effets possibles. Pourtant, j'ai confiance que ces savantes corporations ont, elles-mêmes, nui d'avance à leurs propres intérêts par les sentiments que l'éducation libérale qu'elles distribuent ont répandus parmi vous; leurs sages et savantes leçons ont mis devant vos yeux le type de l'homme d'État éclairé, qui, sans tenir compte des affections et des intérêts personnels, tient constamment ses regards fixés sur le but qu'il veut atteindre, une distribution équitable de la justice à tous et à chacun, inaccessible à la crainte de l'autorité comme aux sollicitations de la faveur. Voilà ce qui ranime mon espoir. Si les Universités ont perdu un privilège illégal, obtenu aux dépens d'une saine politique et de la liberté, vous vous réjouirez de ce que les Cours inférieures ont prononcé contre elles un jugement sage et libéral; vous ne commettrez pas la faute de l'infirmier ici. Mais vous ne devez pas non plus ou-

blier que les Universités sont privées d'un avantage, et si cette perte est de nature à porter préjudice à des corps d'ailleurs si favorisés, la libéralité de la Couronne peut la compenser. Mieux vaut voir le peuple d'Angleterre payer dix mille livres par an que de souffrir qu'elles retirent un liard de la ruine d'un citoyen ou des restrictions apportées à un commerce libre. » Cette péroraison eut un effet décisif, que je n'attribue pas exclusivement à la puissance de l'éloquence; le bill fut rejeté à une majorité de quarante-cinq voix, et, peu de temps après, le Parlement vota une compensation aux Universités. Lord Campbell est sévère pour le plaidoyer d'Erskine, qu'il trouve surfait; d'après lui, « il abonde en banalités et eût pu être l'œuvre d'un déclamateur d'un ordre très inférieur¹ ». Je ne crois pas pourtant qu'il fût aisé de faire mieux : point de verbiage, un plan d'une extrême simplicité, un ton parfaitement adapté à la nature de l'auditoire, le tout relevé par quelques idées générales et égayé de quelques traits ironiques : voilà ce que nous avons à signaler dans ce discours d'une dizaine de pages. Pouvait-on exiger beaucoup plus? On n'eût pas voulu, je pense, qu'à propos d'almanachs, l'avocat enflât sa voix comme dans un procès de haute trahison. Quoi qu'il en soit, le début était heureux pour le défenseur de la liberté de la presse; ce n'était là qu'un prélude à des combats plus longs et plus sérieux pour la même cause.

Dans la partie biographique de la présente étude, j'ai raconté comment le révérend W. Shipley, doyen de Saint-Asaph, avait été poursuivi pour la publication d'un dialogue composé par son beau-frère, sir Wil-

1. *Op. cit.*, VIII, p. 254.

liam Jones, et comment, après des délais et des renvois successifs, l'affaire avait été enfin portée en 1784 devant les assises de Shrewsbury présidée par le juge Buller, de la Cour du Banc du Roi. Pour bien comprendre la question de droit impliquée dans cette cause, quelques détails préliminaires sont indispensables.

Les jurés sont appelés, en Angleterre, à connaître des accusations de libelle comme des autres accusations criminelles; mais, d'après une maxime plus répandue qu'elle n'est exacte au fond dans sa généralité, ils ne doivent prononcer que sur le fait sans entrer dans l'examen de la question de droit; au juge seul appartient de statuer sur cette dernière. *Ad quæstionem facti respondent juratores; ad quæstionem juris respondent judices*. Se fondant sur ce principe, les magistrats avaient émis la prétention de borner le pouvoir du jury à prononcer sur le seul fait de la publication; c'était à la Cour qu'il appartenait ensuite de déterminer si l'écrit incriminé avait le caractère d'un libelle¹.

Cette doctrine, chère à la plupart des juges des Cours supérieures, fut loin d'être admise sans contestation². Elle trouva son champion le plus déterminé

1. « Mit Libel bezeichnet die englische Gesetzssprache eine Störung des öffentlichen Friedens durch eine mittelst Schrift, Druck oder bildliche Darstellung verübte Herabsetzung der Regierung oder Anreizung der Unterthanen zur Empörung (*public libel*), desgleichen die Verleumdung einer Privatperson (*private libel*). » J. Duboc, *op. cit.*, p. 1.

2. Erskine la qualifie très sévèrement dans *Armata*, I, p. 126 : « This blind and presumptuous pretension was not only a palpable violation of the ancient law through which every popular jurisdiction might in turn have been argued away, but gave to the fixed magistrates, appointed by the Crown, the power of controlling the press, *which is but another name for an absolute dominion over the people.* »

dans lord Mansfield, qui l'exposa avec netteté dans le procès de Woodfall. Woodfall, éditeur du mordant pamphlétaire qu'on ne connaît encore que sous le nom de Junius¹, avait été poursuivi, avec d'autres éditeurs, pour la publication d'une *Lettre au Roi*, demeurée célèbre pour sa hardiesse. Lord Mansfield prétendit renfermer les droits du jury dans les limites étroites que nous venons d'indiquer. — Le 14 novembre 1770 parut une lettre de Junius, remplie d'âpres invectives contre le Chief-Justice du Banc du Roi, lettre où, après avoir accusé le goût de ce magistrat pour l'arbitraire, l'auteur indiquait déjà les arguments qu'Erskine allait, quelques années après, faire triompher devant les Chambres, non sans avoir essayé en vain de les faire prévaloir devant les Cours de justice : « La doctrine que vous avez constamment suivie dans les procès de libelle est une preuve convaincante du plan que vous avez formé de réduire à néant le pouvoir légal des jurys et de faire décider par la Cour des questions inséparables du fait. Ici, Mylord, vous avez la fortune de votre côté. Quand vous empiétez sur les attributions du jury en matière de libelle, vous attaquez en réalité la liberté de la presse, et, du même coup, vous frappez deux de vos plus grands ennemis. Dans quelques cas vous avez réussi, parce que trop souvent les jurés ignorent leurs propres droits et se laissent trop aisément guider par l'autorité du président... Mais, Mylord, puisque vous avez travaillé, non sans succès, à

1. Erskine, comme beaucoup de ses contemporains, était persuadé que c'était sir Philip Francis qui se cachait sous ce pseudonyme. La chose est assez probable; mais je ne crois pas qu'elle ait été, jusqu'à présent, démontrée d'une manière complète. Voy. l'étude sur Junius dans le deuxième volume de *l'Angleterre au dix-huitième siècle* de M. de Rémusat.

détruire en fait le jugement par jurés, pourquoi conserver les formalités d'un verdict? Pourquoi forcer douze honnêtes gens à violer ouvertement leurs serments, à déclarer leur concitoyen *coupable*, quand, presque au même moment, vous leur défendez d'examiner l'unique circonstance dont, aux yeux de la loi comme à ceux de la raison, dépend la culpabilité, à savoir la malignité ou l'innocence des intentions? Je comprends Votre Seigneurie : si vous pouviez réussir à rendre le jugement par jury inutile et ridicule, vous pourriez proposer au Parlement avec plus d'assurance un bill destiné à élargir la juridiction de la Cour, à étendre votre mode favori de jugement à toutes les causes où peut se trouver engagée la vie ou l'honneur d'un Anglais... » Cette vigoureuse réfutation, qui contient en germe, je le répète, les plaidoiries d'Erskine sur ce sujet, est reproduite en d'autres termes dans la préface que Junius mit en tête de la collection de ses lettres. Néanmoins, tous les jurisconsultes de profession, à l'exception de lord Camden, partageaient l'avis de lord Mansfield¹. En vain Dowdeswell et Edmond Burke essayèrent, en 1771, de faire adopter par le Parlement une doctrine contraire; ils ne trouvèrent aucun écho et furent même combattus par Fox, qui devait plus tard attacher son nom à un bill analogue à celui

1. M. Bonsergent (*Revue générale du Droit*, 1879, p. 345) parle des juges anglais de cette époque comme étant *vendus au pouvoir*. Cette appréciation est injuste : beaucoup d'entre eux étaient de très bonne foi. On est d'accord aujourd'hui pour reconnaître le peu de fondement de la plupart des reproches adressés par Junius à lord Mansfield; les magistrats anglais cherchaient seulement, comme le font presque toujours les hommes revêtus d'une portion de l'autorité, à étendre les limites de leur pouvoir, à restreindre le pouvoir des corps rivaux.

qu'ils proposaient. Horne Tooke, lui aussi, s'était, dit-on, montré hostile à cette mesure ¹; mais dans le plaidoyer qu'il prononça pour sa propre défense, lorsqu'il fut accusé de libelle pour un pamphlet sur la guerre d'Amérique, il adopta la thèse soutenue par Junius et par Burke. « J'espère, dit-il aux jurés, que du moins j'aurai cet avantage dans mon jugement que la doctrine de l'intention vous sera exposée franchement et sans restriction, qu'on vous dira si le jury a le droit, s'il est de son devoir (car c'est là que gît toute la question) de déterminer quelle a été l'intention du prévenu. La loi a renfermé la déclaration du jury dans un seul mot (tant elle est scrupuleuse!); ce mot est *coupable*; or, il ne peut y avoir de culpabilité sans intention. Si le crime peut exister sans intention, soit; j'espère qu'on ne vous laissera sortir de cette enceinte, ni vous, messieurs du jury, ni la Cour, imbus de ces discours équivoques que l'on a répétés jusqu'à ce jour. Que l'on nous expose franchement et que l'on nous fasse connaître la véritable doctrine ². »

Malgré ces efforts isolés, malgré les doutes soulevés au Parlement sur la légalité de la doctrine de lord Mansfield, celle-ci triompha dans la pratique, et on renonça, devant l'obstination des magistrats, à la combattre à la barre : l'opinion contraire ne se plaidait plus. Erskine la reprit pour son compte, et il essaya pour la première fois de la faire revivre en défendant le révérend Bate Dudley, poursuivi pour un article contre le duc de Richmond, publié dans le *Morning Herald* ³, mais il fut arrêté presque immédiatement

1. Voy. J. Prior, *Life of Edmund Burke*, pp. 127, 340 et 344.

2. Clair et Clapier, *Barreau anglais*, I, pp. 454 et 455.

3. *Speeches of Lord Erskine*, éd. Walford, I, p. 132.

par lord Mansfield; celui-ci alla jusqu'à dire « qu'il serait bien étrange que l'avocat mît en question des règles devant lesquelles les plus grands légistes s'étaient inclinés bien avant sa naissance. »

On comprend combien la lutte était devenue difficile; elle est partout malaisée contre une jurisprudence bien assise, celle-ci fût-elle peu en harmonie avec les textes législatifs; mais elle est presque désespérée quand il n'y a pas de textes du tout. Le Droit commun anglais n'étant écrit nulle part, la jurisprudence est révéérée comme la loi seule devrait l'être; « l'erreur se sanctionne par sa seule existence et donne ses précédents comme gage de sa légitimité¹ ». Erskine ne se laissa pas pourtant décourager, et quand vint l'accusation dirigée contre le doyen de Saint-Asaph, il soutint la seule doctrine qui soit exacte, doctrine que de Lolme énonce en ces termes : « La déclaration des jurés doit porter sur le point de droit qui se trouve immédiatement joint au fait, c'est-à-dire qu'ils doivent établir et l'existence d'un certain fait, et donner la raison qui le rend contraire à la loi² ». En somme, tout son plaidoyer à Shrewsbury roule sur les trois points suivants : 1^o l'écrit de sir William Jones, publié par le doyen de Saint-Asaph, ne présente en lui-même rien de séditieux, n'a aucun des caractères d'un libelle; 2^o lors même que cet écrit serait plus ou moins répréhensible, le doyen de Saint-Asaph ne devrait pas être condamné, car il n'a obéi, en l'éditant, qu'à des considérations parfaitement innocentes : point de délit sans intention criminelle; 3^o c'est au jury et non au juge

1. Clair et Clapier, *op. cit.*, II, p. XII.

2. *Op. cit.*, I, p. 243.

qu'il appartient de prononcer non seulement sur le fait même de la publication et sur les questions qui peuvent se poser à propos de l'interprétation de certains passages¹, mais encore sur l'intention, élément nécessaire pour justifier une condamnation.

Ce fut le 6 août 1784 qu'il prononça la défense du doyen², et, presque dès les premiers mots, il revendiqua hautement pour lui-même la responsabilité des théories qu'il allait émettre. Après avoir exprimé tout son étonnement de voir poursuivre comme séditieux un écrit qui ne faisait que reproduire, sous une forme accessible aux intelligences les plus médiocres, les principes consacrés par la Constitution même du royaume, exposés dans les plus belles pages de la littérature anglaise, il ajouta : « Bien que, dans les procès ordinaires où les droits particuliers de l'accusé sont seuls en discussion, où nulle conséquence générale ne peut découler de la décision rendue, il faille distinguer, en bonne justice, l'avocat de l'homme privé, cependant il est des cas où cette distinction, de sa part, serait basse et perfidie. Dans une cause où les droits les plus chers de la société sont liés à la défense d'un seul homme ; où l'accusé n'est plus, comme aujourd'hui, qu'un vain nom ; où la communauté entière est frappée dans sa personne ; où enfin la condamnation d'un seul serait la destruction ou l'abdication des droits de tous, le défenseur est appelé à un plus noble ministère. Les

1. Ainsi, le jury devait prononcer sur le point, d'ailleurs bien peu douteux, de savoir si *le Roi* dont il était question dans le pamphlet était bien le roi de la Grande-Bretagne. Ces questions accessoires sur lesquelles statuent les jurés sont dites *innuendoes*.

2. *Speeches of Lord Erskine*, I, p. 102 et suiv.

devoirs du citoyen et du patriote s'unissent alors à ses obligations envers son client ; il se couvre lui-même de honte, déshonore sa profession et trahit son pays, s'il ne se met pas lui-même en avant, s'il ne défend pas les droits de tous ses concitoyens, attaqués dans la personne de l'accusé. Messieurs, je n'entends pas reculer aujourd'hui devant cette responsabilité ; je désire être considéré comme le complice de l'accusé, si votre verdict le déclare coupable, pour avoir proclamé de propos délibéré (le crime sera le même que celui pour lequel il est poursuivi devant vous) mon entière adhésion à tous les sentiments que contient ce petit livre. »

Après avoir raconté en détail tous les délais de la procédure que nous avons sommairement exposés plus haut, et montré combien la partie adverse devait avoir peu de confiance dans la bonté de sa cause pour avoir évité de traduire le doyen devant ses juges naturels, il aborde la grosse difficulté du procès : « Messieurs, le doyen de Saint-Asaph n'est pas poursuivi pour avoir simplement publié cet écrit ; telle n'est pas l'accusation dirigée contre lui ; il est poursuivi pour avoir publié un libelle faux, scandaleux, séditieux, et pour l'avoir publié (je vais lire maintenant les termes mêmes de l'acte d'accusation) *avec le projet criminel et l'intention de répandre, parmi les sujets de ce royaume, des mécontentements et des soupçons contre le roi, notre sire, et son gouvernement, ainsi que la haine et la déloyauté contre notre dit sire le roi régnant*, etc. Ce ne sont point là de simples formules : c'est l'essence même de l'accusation. L'accusé soutient qu'il n'est pas coupable ; il s'en remet au jugement de son pays ; il convient donc que vous connaissiez exactement les résultats d'un verdict général de culpabilité rendu sur de

telles conclusions avant de vous hasarder à le prononcer. Par un tel verdict, vous ne déclarez pas simplement que l'accusé a publié la brochure en question ; si c'était là toute la portée de votre déclaration, si elle n'impliquait aucun examen des mérites de l'œuvre publiée, le terme *coupable* serait entièrement inapplicable et injuste, car la publication de ce qui n'est pas criminel ne saurait être un crime ; un homme ne peut être dit coupable d'avoir édité ce qui, en soi, n'a rien de ce qui constitue la culpabilité... Si le verdict affirmatif ne comprenait que le simple fait de la publication, les termes légaux seraient : *l'accusé a publié*, et non pas : *est coupable d'avoir publié*. Cependant, ceux qui vous disent qu'un verdict général de culpabilité ne comprend rien autre chose que le fait de la publication sont en même temps forcés d'avouer que si vous déclariez simplement ce fait, sans lui appliquer l'épithète de coupable, votre verdict ne pourrait donner lieu à aucun jugement ni à l'application d'aucune peine. Ils veulent donc vous contraindre à prononcer sur un crime qu'ils vous interdisent d'examiner, et ils reconnaissent en même temps qu'il ne peut être légalement prononcé sur lui par nul autre que par vous, proposition révoltante pour la conscience et insultante pour le sens commun... » C'est là, on le voit, le développement de l'argument présenté par Junius ; je n'en cite pas davantage. Erskine le retourne dans tous les sens, le présente sous toutes les faces possibles, de manière à faire pénétrer la conviction dans l'intelligence la plus lente et la plus paresseuse, et aussi parce que, suivant la remarque judicieuse de Fox, pour bien des hommes, la même raison donnée sous cinq formes différentes vaut cinq raisons. Cela fait, et ayant démontré au jury

son droit d'examiner autre chose que le seul fait de la publication, il s'attache à lui faire voir que l'ouvrage incriminé est parfaitement innocent et ne fait qu'exposer au peuple les maximes qui ont triomphé en 1688. Il repousse un à un les reproches qu'on lui a adressés, et invoque l'autorité de Locke dans un passage célèbre qui est traduit en partie par M^{me} de Staël au chapitre II de la cinquième partie de ses *Considérations sur la Révolution française*. On a le droit de résister à l'autorité quand celle-ci outrepassé ses pouvoirs, car, dès qu'elle franchit les limites imposées par la loi, elle n'est plus, aux yeux même de la loi, une autorité. « Partout où finit l'empire du droit, la tyrannie commence; tout homme revêtu d'autorité qui exerce la puissance dont il est investi, qui emploie la force qui lui est confiée pour contraindre les sujets à faire ce que la loi ne prescrit pas, cesse alors d'être magistrat, et, comme il agit sans pouvoir, on peut lui résister ainsi qu'à tout particulier qui, par violence, attente aux droits de ses concitoyens..... On prétendra peut-être que c'est exciter le peuple à la révolte que de lui dire : Vous êtes dispensés d'obéir lorsqu'on porte une atteinte illégale à votre liberté; vous pouvez repousser les magistrats lorsqu'ils envahissent votre propriété sans pouvoir, et l'on en conclura qu'il faut condamner cette doctrine comme dangereuse, séditeuse et destructive de toute paix publique. Autant vaudrait prétendre qu'il ne faut pas dire au peuple que les honnêtes gens peuvent repousser les voleurs et les pirates, parce qu'une telle doctrine pourrait exciter du désordre et faire verser du sang. » Après Locke, Erskine cite Bolingbroke, Bolingbroke, accusé de soutenir le droit divin des rois, qui, du continent où il était exilé

par la maison de Hanovre, écrivait : « Nous devons défendre la Couronne aux dépens de notre fortune et de notre vie, si la Couronne nous protège et ne s'écarte point des limites assignées par les lois ; mais nous savons de même que, si elle les excède, nous devons lui résister. » Les théories émises par sir William Jones sont donc parfaitement conformes à la Constitution ; fussent-elles, d'ailleurs, inconstitutionnelles, le doyen de Saint-Asaph ne les considérerait pas comme telles ; ses intentions ont été des plus pures ; il ne peut donc être condamné !

Cela dit, l'orateur revient sur la question principale du procès : les droits du jury. Il l'examine maintenant au point de vue des précédents historiques, et démontre que, bien que lord Mansfield ne soit pas le premier auteur de la doctrine qui paraît triompher dans la jurisprudence, elle est pourtant nouvelle ; les juges reconnaissaient autrefois aux jurés pleine latitude pour connaître à la fois du fait de la publication, du caractère de l'écrit publié et de l'intention de l'auteur et de l'éditeur. « N'est-ce pas vouloir se jouer de vos serments que de vous faire prononcer que mon révérend ami est coupable, sans vous permettre d'examiner s'il y a eu crime commis, sans que le juge puisse même vous l'insinuer ? C'est ainsi que Rhadamante, ce juge formidable des enfers, punissait d'abord et s'occupait ensuite de rechercher les fautes. »

*Gnossius hic Rhadamanthus habet durissima regna,
Castigatque, auditque dolos, subigitque fateri*¹.

1. Il ne faut pas, je crois, faire honneur de ce souvenir de Virgile à l'érudition classique d'Erskine. Junius avait cité ces vers dans une note de sa lettre à lord Mansfield du 14 novembre 1770, lettre dont nous avons reproduit plus haut quelques passages.

La péroration, comme toujours, est des plus simples : Erskine a rarement recours dans cette partie de ses plaidoyers au pathétique ou aux phrases sonores. « Qu'il me soit permis en finissant, Messieurs, de vous rappeler que si vous déclarez le prévenu coupable sans être persuadé que son écrit soit séditieux ou que son intention ait été criminelle, il y aura contradiction entre votre verdict et votre opinion, et ce sera entre Dieu et votre conscience que vous aurez à résoudre cette contradiction. »

Le président des assises était, on s'en souvient, le juge Buller, jurisconsulte distingué, dans le cabinet duquel Erskine avait fait une partie de son stage ; dans le résumé qu'il adressa au jury, il combattit vivement la théorie d'Erskine plutôt par des raisons de procédure que par des raisons de principe et en invoquant surtout les précédents : « Ce m'est un véritable sujet d'étonnement, dit-il, de voir la doctrine actuelle sérieusement contestée ; je ne connais pas un point de législation plus solidement établi que celui-là. »

L'embarras des jurés se devine ; ils trouvent pourtant assez vite ce qu'ils croient être une solution, et, au bout d'une demi-heure, ils reviennent avec un verdict ainsi conçu : *Coupable seulement du fait de publication*. Le juge refuse de recevoir ce verdict et veut faire effacer le mot *seulement*. Erskine insiste pour que le verdict soit maintenu tel quel. « Monsieur, s'écrie le juge, je n'entends point être interrompu ! — Je me présente ici, réplique l'avocat, comme défenseur d'un concitoyen ; je demande que le mot *seulement* soit consigné sur le registre. — Asseyez-vous, Monsieur, et rappelez-vous vos devoirs, ou je serai contraint d'employer d'autres moyens. — Votre Sei-

gneurie peut employer les moyens qu'elle jugera convenables; je connais mes devoirs aussi bien que Sa Seigneurie connaît les siens, et je persiste dans ma conduite. » Le juge sentit probablement qu'il était allé trop loin; en tout cas, devant la fermeté de son ancien élève, il n'osa mettre sa menace à exécution; la discussion continua quelque temps, confuse; enfin le magistrat arriva à ses fins¹. — Sur ce, demande d'un nouveau jugement (*motion for a new trial*); le 8 novembre 1784, Erskine prononça un discours devant la Cour du Banc du Roi pour soutenir cette demande; ce discours a été en partie résumé, en partie sténographié par un rédacteur du *Morning Herald*². Après avoir rappelé les divers incidents du procès, il appuya sa demande sur les arguments suivants :

1^o Les jurés ont un droit général de connaître de l'ensemble de la cause toutes les fois que l'accusé plaide non coupable (*not guilty*).

2^o Il n'y a pas de crime sans intention.

3^o Le cas de libelle ne doit pas être traité, dit-on, autrement que les autres causes criminelles, parce que les indications consignées au registre suffisent pour

1. En examinant attentivement le compte rendu qui nous a été laissé de cette scène célèbre, je crois qu'Erskine voulut bien, comme le juge l'en accusa, jeter quelque équivoque sur les intentions du jury. Qu'on lise le passage suivant :

MR. JUSTICE BULLER. — *Will you attend? Do you give it in this way, Guilty of the publication? but whether a libel or not, you do not find?*

A. JUROR. — *We do not find it a libel, mylord; we do not decide upon it.*

MR. ERSKINE. — *They find it no libel.*

Il y a une nuance sensible entre ces mots : *We do not find it a libel*, et ceux-ci : *They find it no libel*.

2. *Speeches of Lord Erskine*, I, p. 143.

éclairer le juge ; celui-ci y trouvera les phrases incriminées et pourra se prononcer sur leur caractère en connaissance de cause¹. — Cette assertion, répond Erskine, n'est pas toujours exacte ; les indications du registre peuvent être incomplètes et dénaturer le sens d'un passage en omettant le contexte. Algernon Sidney donnait un exemple d'une telle omission. On pourrait accuser de blasphème un homme qui aurait imprimé la Bible, parce qu'il aurait publié cette phrase : « Il n'y a point de Dieu », l'acte d'accusation omettant la phrase précédente : « L'impie a dit dans son cœur ; » suivant la doctrine du juge Buller, le jury serait forcé de reconnaître le fait de la publication, et plus tard, la Cour, consultant le seul acte d'accusation et n'y voyant que la phrase incriminée, devrait condamner.

4° L'examen des tendances séditieuses d'un écrit constitue une question de fait et non de droit.

5° Il en est de même de l'examen de l'intention de l'auteur de la publication.

En vain, ajoute l'avocat, dira-t-on qu'il n'y a aucun danger à confier aux magistrats la connaissance de ces dernières questions, puisqu'ils connaissent tous les jours des intérêts les plus graves. Dans les causes civiles, les juges ne sont presque jamais intéressés ; il n'en est pas toujours ainsi dans les procès politiques. Ici l'orateur glisse adroitement un éloge du Chief-Justice tout en condamnant sa doctrine : « Je pourrais presque, dit-il, m'endormir en toute sécurité, sans

1. Il faut se souvenir qu'il peut se passer un assez long intervalle de temps entre le verdict du jury et le jugement de la Cour : celle-ci doit prononcer la peine en se conformant aux indications données par le verdict.

aucune crainte d'un mal immédiat causé par la théorie du libelle, telle qu'elle a été exposée par Votre Seigneurie, si l'application en devait toujours être faite par vous. Je me sentirais protégé par la bienveillance de votre caractère, par cet amour de la justice qui s'impose, grâce à ses qualités même, à un esprit éclairé par la science et élargi par une éducation libérale, par cette dignité de caractère qui ne fait que grandir avec la réputation et qui devient une sorte de gage pour la sécurité d'un peuple ; mais une telle sécurité n'est qu'une ombre passagère. Vous n'êtes pas immortel, Mylord ; comment pourriez-vous répondre de votre successeur ? Si vous maintenez les doctrines que je cherche à réfuter, vous vous rendez responsable de tous les abus qu'elles peuvent produire jusque dans la postérité la plus reculée. Mylord, quoi qu'il puisse advenir des libertés de l'Angleterre, elles ne périront point sans résistance tant qu'on en aura confié la défense à mes soins. »

A la suite de ce plaidoyer, Erskine obtint un jugement ordonnant de débattre le point de savoir s'il y avait lieu ou non de réformer le premier verdict. Le discours de l'avocat de la Couronne n'a pas été publié ; celui d'Erskine, prononcé le 15 novembre, fut sténographié et bientôt après imprimé, afin d'attirer l'attention publique sur un *Libel Bill* que Fox présenta au Parlement. Cette harangue, connue sous le nom de *Speech in Support of the Rights of Juries*¹, contient une démonstration plus étendue et plus technique de la théorie déjà développée dans les deux discours précédents. Il serait trop long d'analyser en détail les diffé-

1. *Speeches of Lord Erskine*, I, p. 458 et suiv.

rentes parties de cette dissertation juridique où abondent les citations de précédents et les discussions d'espèces. Je me contenterai d'en signaler les points les plus saillants.

Presque au début se place une histoire sommaire du jury avec l'éloge du bien produit par cette institution, et, chose plus importante peut-être, du mal qu'elle empêche. « Notre droit, dit Erskine en citant Blackstone, a sagement placé cette forte et double barrière de l'accusation et du jugement par jury entre les libertés du peuple et les prérogatives de la Couronne; sans cette barrière, les magistrats nommés par la Couronne pourraient, comme en France¹ ou en Turquie, emprisonner, exiler ou mettre à mort tout homme qui déplairait au gouvernement. » — La distinction du droit et du fait admise en matière civile n'est pas applicable de la même manière en matière criminelle. Quatre différences capitales séparent les causes civiles des causes criminelles :

1^o L'instance n'est pas introduite de la même manière; généralement, en matière criminelle, il faut une décision du grand jury;

2^o Les conclusions ne sont pas non plus les mêmes : en matière criminelle, le défendeur s'en remet au jugement de son pays par des conclusions générales de

1. Il y a ici une inexactitude en ce qui concerne la France, à l'époque où parlait Erskine. En rétablissant les anciens Parlements, Louis XVI avait rétabli en même temps la vénalité des charges; les magistrats n'étaient donc pas nommés par la Couronne. Mais, il faut l'avouer, les Parlements eux-mêmes n'avaient pas montré beaucoup d'indépendance vis-à-vis des rois, quand il ne s'était pas agi de leurs propres privilèges, ou que l'ambition ne les avait pas stimulés à se montrer hostiles au despotisme.

non coupable; il soumet alors au jury sa justification tout entière, *soit qu'elle consiste à nier le fait, soit qu'elle consiste à le justifier en droit*; en matière civile, la règle était tout à fait différente, au moins à l'origine;

3° Un verdict d'acquiescement est définitif en faveur de l'accusé; il ne peut être accordé, après la réponse négative du jury, aucun nouveau jugement comme dans les contestations civiles;

4° Enfin, le verdict des jurés en matière criminelle ne les expose à aucune poursuite de la part de la Couronne.

On ne doit donc pas être admis à arguer de ce qui se passe en matière civile quand on discute les principes à suivre pour le jugement d'un délit.

Peut-être parce qu'il sent que son auditoire lui est peu favorable et parce qu'il parle plutôt pour le public que pour les juges, Erskine qualifie la jurisprudence qu'il combat avec une énergie qui dépasse presque la mesure. Il demande à ceux qui s'en font les apôtres s'ils pensent qu'il puisse exister un tel *solécisme* dans le gouvernement du peuple le plus civilisé du monde. « Qu'un tel système triomphe dans un pays comme l'Angleterre, sans être institué ou sanctionné par la loi, dit-il, est chose impossible. Croyez-le bien, Mylord, il n'est point de talent qui puisse dissimuler, point d'autorité qui puisse sanctionner une telle absurdité; le sens commun se révolte à une pareille idée. » S'emparant pour en tirer argument du réquisitoire dirigé contre son client, il remarque que toujours, dans les procès de libelle, les avocats de la Couronne ont cherché à démontrer au jury lui-même les tendances séditeuses ou diffamatoires des écrits poursuivis, et ont

reconnu par là implicitement le droit des jurés à prononcer sur ces tendances. « Toute l'erreur vient, dit-il, de ce que l'on confond l'action criminelle avec l'action civile. Si un compositeur d'imprimerie, à l'insu de son maître, insère dans son journal un article calomnieux contre moi, je ne puis poursuivre le patron criminellement; si je le poursuis, le jury doit l'acquitter sur la preuve de son ignorance; mais il n'en est pas de même pour l'action civile; il me doit des dommages-intérêts pour le dommage que m'a causé le journal qui est sa propriété. Ce principe a-t-il quelque chose d'extraordinaire? Loin de là; tout étudiant sait qu'il est applicable à tous les autres cas; *mais, par une sorte de fatalité, on paraît résolu à méconnaître tous les principes du droit quand il s'agit de la presse, comme si aucune des règles et des maximes qui régissent tous les actes sociaux ne lui était applicable.* »

Comme Erskine s'y attendait, lord Mansfield et les autres juges confirmèrent le système énoncé par le juge Buller. Le Chief-Justice donna son opinion longuement motivée, invoqua les précédents, que lui-même avait contribué à établir pour sa bonne part, prétendit que la liberté de la presse consistait simplement dans le droit d'imprimer sans avoir besoin d'une autorisation préalable, ajouta que la licence de la presse était « une vraie boîte de Pandore, source de tous les maux, » et affirma l'indépendance des juges à l'égard des ministres et de la Couronne elle-même. « Ils seraient plutôt tentés, dit-il, de rechercher la popularité. Mais je suis d'avis, comme M. l'avocat général Cowper, citant M. Forster, qu'un juge qui courtise le peuple est un personnage odieux et dan-

gereux. » — L'absence de Code donne aux magistrats anglais une assez grande latitude pour établir la coutume à laquelle leurs arrêts doivent se conformer; aussi trouve-t-on souvent dans leurs considérants des arguments qui paraîtraient singuliers dans les jugements d'un tribunal français. Lord Mansfield, à l'appui de sa thèse, cita les vers suivants d'une chanson composée par Pulteney à l'occasion de l'acquittement d'un journal poursuivi par sir Philip Yorke (lord Hardwicke):

Sir Philip well knows
That his innuendoes
Will serve him no longer
In verse or prose;
For twelve honest men have decided the cause,
Who are judges of fact, though not judges of laws.

Ce qu'il y a de piquant dans l'affaire, c'est que cette citation était inexacte; les vers de la chanson étaient :

Sir Philip well knows
That his innuendo's
Will serve him no longer in verse or in prose;
For twelve honest men have determin'd the cause;
Who are judges alike of the facts and the laws.

Tous les juges, à l'exception d'un seul, adhèrent à l'avis du président. Le nouveau jugement fut refusé.

Mais tout n'était pas fini; le verdict du jury était confirmé en tant qu'il déclarait le doyen coupable du fait de la publication, mais la Cour avait maintenant à examiner le caractère délictueux de l'écrit publié. Erskine prononça un quatrième plaidoyer pour prouver qu'aucune peine n'était applicable à l'accusé. De ce dernier discours nous n'avons qu'une courte analyse qui parut dans un journal de l'époque et qui a été

reproduite dans l'édition Walford, t. II, p. 217 et suiv. Il ne put s'empêcher, paraît-il, de revenir incidemment sur le droit du jury. Il s'attacha à démontrer :

1^o Que, l'acte d'accusation (*indictment*) eût-il suffisamment établi que l'écrit avait le caractère d'un libelle, le verdict du jury n'était pas de nature à permettre à la Cour de condamner ;

2^o Que l'*indictment* n'établissait pas suffisamment qu'il y eût libelle.

Il avait développé le premier point et entamait le second quand lord Mansfield déclara que c'était à la partie poursuivante d'indiquer dans le dialogue les passages qu'elle considérait comme délictueux. Les avocats de cette partie furent donc entendus ; et aussitôt, sans laisser Erskine reprendre la parole, la Cour fut unanime à trouver l'*indictment* défectueux, et aucune peine ne fut prononcée.

Erskine avait donc sauvé son client ; mais il avait sauvé en même temps la liberté de la presse, aux yeux au moins de ceux qui pensent, comme aujourd'hui les Anglais éclairés de tous les partis, que les juges de cette époque eussent été impitoyables pour les auteurs et les éditeurs d'ouvrages prétendus séditieux. — Lord Mansfield notamment avait pour la presse une aversion qui allait jusqu'à la manie. Un jour le duc de Northumberland se plaignait devant lui de ce qu'à Bath, où il résidait quelquefois, il n'avait la distraction de lire les journaux que l'après-midi, car il n'y avait pas de courrier du matin dans cette ville. « La distraction de lire les journaux ! s'écria le Chief-Justice. Votre Grâce aime cette distraction ! Notez ce que je vous dis... tôt ou tard, ces journaux, si on les laisse faire, déposséderont les ducs de Northumberland de leurs

titres et de leurs possessions et chasseront le roi du royaume; cela ne manquera pas d'arriver¹... » — Si le doyen de Saint-Asaph avait été condamné, Erskine était déterminé à épuiser tous les moyens de recours, et il eût fait appel devant la Chambre des Lords. Le vétéran des champions de la liberté de la presse, lord Camden, écrivait au duc de Grafton : « J'ai examiné dernièrement avec quelque attention les débats devant la Cour du Banc du Roi dans le procès de libelle intenté au doyen de Saint-Asaph, pensant que ce procès viendrait devant notre Chambre par un *writ of error*, mais on a pris soin d'en empêcher la revision en ne prononçant pas de condamnation, et la grande question des droits respectifs de la Cour et du jury est soustraite pour le moment à tout nouvel examen, bien qu'il soit intervenu une décision solennelle de la Cour, ce qui n'avait jamais encore eu lieu. Cette décision, à mon humble avis, porte une atteinte directe à la liberté de la presse, et pourtant elle sera, sans doute, à peine remarquée. Les journaux parlent peu de ce sujet; l'un des partis ne veut pas louer M. Erskine, l'autre ne veut pas attaquer lord Mansfield. « Les prévisions du noble lord ne se réalisèrent heureusement pas : Fox présenta, quelques années après (1791), à la Chambre des Communes un bill destiné non pas à établir comme chose nouvelle la distinction entre les droits de la Cour et ceux du jury ainsi qu'elle avait été exposée par Erskine, mais à déclarer simplement que telle avait toujours été la législation anglaise. Le

1. « These newspapers will most assuredly write the Dukes of Northumberland out of their titles and possessions, and the country out of their King. Mark my words : for this will happen. » Twiss, *Life of Lord Eldon*, I, p. 81.

vote de ce bill fut un véritable triomphe pour l'avocat, qui se trouvait avoir seul maintenu les véritables principes de la procédure criminelle anglaise contre l'opinion des jurisconsultes les plus éminents. On peut regretter seulement que dans les débats qui précédèrent l'adoption de la loi, il ait eu un de ces accès de vanité naïve qui, très rares chez lui au barreau, égayaient souvent ses collègues du Parlement ou ses interlocuteurs dans les salons. Il déclara à la Chambre « qu'il n'avait rien à lui exposer de nouveau, car la question avait été traitée par lui à fond dans des discours *que tout le monde avait lus*; il était donc inutile qu'il revînt sur ce sujet : » ce qui ne l'empêcha pas, après ce début, de faire une harangue longue et diffuse qui n'eut, en tant qu'effort oratoire, qu'un très médiocre succès.

Mais j'anticipe sur la marche des événements; c'est avant que le *Libel Bill* fût voté, à la fin de 1789, qu'eut lieu le procès de Stockdale, poursuivi pour avoir publié un écrit d'un M. Logan, ministre écossais, en faveur de Hastings; l'accusation fut soutenue dans un discours, d'ailleurs modéré, par le procureur général Macdonald, devant la Cour du Banc du Roi, présidée par lord Kenyon, successeur de lord Mansfield. Dans son réquisitoire, le procureur général se contenta de lire, en les commentant, quelques passages de la brochure poursuivie, de nature à jeter de la déconsidération sur la Chambre des Communes, passages qui devaient être d'autant plus désagréables aux accusateurs que souvent le coup frappait juste. « Le devoir d'une justice froide et impartiale, disait l'auteur, est de redresser les torts aussi bien que de punir les délits. On affirme que les indigènes de l'Inde ont subi de graves injustices; mais a-t-on fait quelque

motion à l'effet de réparer les dommages qu'ils ont soufferts? Les accusateurs de M. Hastings ont-ils jamais proposé de rétablir les Rohillas dans le pays d'où ils ont été chassés?... de rendre au nabab d'Oude les présents que le gouverneur du Bengale a reçus de lui pour le bénéfice de la Compagnie? Jusqu'à ce que semblable mesure soit adoptée, on a toutes les raisons du monde pour croire que l'accusation de M. Hastings a été suggérée par des motifs d'animosité personnelle bien plus que par la considération de l'intérêt public. »

La défense d'Erskine est restée, nous dit la *Revue d'Edimbourg*, le type des plaidoyers en matière de libelle¹. Il allégua d'abord, en réponse à l'accusation, qu'autre chose est lire quelques passages détachés d'un livre sans tenir compte du reste du texte, autre chose juger de l'ensemble. Le dernier procédé est seul légitime : sinon (l'orateur rappelle ici l'exemple donné par Algernon Sidney et dont il s'était déjà servi en plaidant pour le doyen de Saint-Asaph) on pourrait punir un éditeur de la Bible, parce qu'il s'y trouve ces mots : « Il n'y a point de Dieu. »

L'auteur du pamphlet, continue Erskine, n'a pas attaqué la Chambre des Communes en tant que corps ; il n'a attaqué que ceux qui l'ont forcée, presque malgré elle, à voter l'*impeachment* de Hastings. N'est-il pas justifié, d'ailleurs, par la conduite même de cette Assemblée? Celle-ci n'a pas craint de publier les articles de l'acte d'accusation ; ces articles ont été lus avidement par le public ; ils ont soulevé contre le gouverneur général une réprobation universelle. Et

1. T. XVI, p. 109 : *A consummate specimen of the art of addressing a jury, a standard, a sort of precedent for treating cases of libel.*

l'accusé, ses amis, seraient condamnés au silence ! Peut-être, dans la chaleur de la discussion, l'auteur a-t-il laissé échapper quelques expressions trop vives. Qu'importe, au point de vue de la criminalité, du moment que ses intentions ont été pures ? L'intention mauvaise est nécessaire pour qu'il y ait délit. Et si l'auteur est excusable d'avoir écrit ce livre, excusable comme l'eût été Hastings lui-même, comment l'éditeur serait-il condamné si on ne prouve pas chez lui l'existence de cette intention mauvaise ? La question à débattre est donc en définitive celle-ci : Hastings lui-même eût-il pu être condamné pour avoir composé cet écrit ? « Messieurs, s'écrie l'avocat, je tremble d'indignation d'être réduit à poser une telle question en Angleterre. Souffrira-t-on qu'un citoyen de ce pays, au lieu d'être traduit, pour quelque acte isolé, devant les tribunaux ordinaires où l'accusation, dès qu'elle est rendue publique, est suivie au bout de quelques heures par le jugement, souffrira-t-on, dis-je, qu'il soit accusé par la Chambre des Communes pour tous les actes accomplis pendant vingt ans, que l'accusation soit connue dans tout l'univers civilisé, que l'accusé, livré en spectacle, comparaisse pendant des jours, pendant des années, devant le public maintenu dans un état d'irritation perpétuelle contre lui, et que cependant il ne puisse, sans s'exposer aux pénalités les plus rigoureuses, soumettre aucun moyen de défense au jugement de l'humanité. Si telle est la loi, et c'est ce que vous allez décider aujourd'hui, cet homme n'est pas à vrai dire jugé ; cette salle immense, bâtie par nos ancêtres pour être le séjour de la justice anglaise, n'est plus un tribunal, mais un autel ; un citoyen anglais, au lieu d'être jugé par Dieu et son pays, n'est

plus qu'une victime offerte en sacrifice. » La preuve de la bonne foi n'est pas difficile à faire; ici Erskine s'excuse de paraître prendre la défense de Hastings lui-même, mais si les deux causes sont rattachées par un lien étroit, il n'en est pas responsable. On n'a vu comparaître contre le gouverneur incriminé aucun accusateur indien; des hommes éminents ont approuvé sa conduite au Bengale et ont témoigné que les indigènes étaient généralement satisfaits de son administration; Hastings n'a fait que se conformer aux ordres qu'il recevait de la Compagnie. Et dans ces conditions, on s'étonnerait qu'il ait trouvé de chauds défenseurs? Et on leur imputerait à crime d'avoir pris son parti contre des accusateurs si puissants? Ce sont ces derniers qui devraient éviter d'attirer l'attention sur ce sujet brûlant. On n'avait pas, malheureusement, donné mission à Hastings de veiller sur la prospérité du Bengale; non, son mandat était tout autre. — Ici se place un morceau resté classique, dont le style est impossible à rendre dans sa majestueuse ampleur et son inimitable harmonie, mais qu'on me reprocherait de n'avoir pas cherché à traduire : « Il est insensé, poursuit l'avocat, de juger suivant les règles de la justice et de l'humanité l'exercice d'une puissance fondée sur la violence et la terreur. Il peut être vrai, il doit être vrai que M. Hastings a méconnu les droits et les privilèges des gouvernements asiatiques, s'il a été le représentant fidèle d'un pouvoir qui ne peut se maintenir une heure sans les fouler aux pieds; il doit avoir enfreint les lois de Dieu et de la nature, s'il a été le fidèle vice-roi d'un empire arraché par la force brutale à ceux à qui Dieu et la nature l'avaient donné; il doit avoir conservé cette souveraineté inique sur des na-

tions humbles et timides, par la terreur, l'arbitraire et l'insulte, s'il a été le loyal délégué de votre gouvernement qui, n'ayant aucune racine dans le libre consentement ou l'affection des habitants, aucun fondement dans la communauté d'intérêts, aucun appui dans ces principes qui cimentent les sociétés humaines, ne se conserve qu'en faisant alterner la ruse et la violence. Les malheureux indigènes, affaiblis et efféminés par la douceur de leur climat, subjugués et domptés par la perfidie et la force d'une race plus civilisée, ont parfois encore des accès de révolte; la nature violente retrouve de temps en temps pour se soulever sa vigueur et son intelligence. Si on veut les gouverner, ce ne peut être qu'avec une verge de fer. Notre empire en Orient eût été depuis longtemps perdu, si l'habileté civile et le courage militaire n'avaient uni leurs efforts pour soutenir une autorité que la Providence n'a jamais donnée, par des moyens qu'elle ne peut sanctionner. Messieurs, je crois que cette manière d'envisager le sujet vous touche, et je m'explique votre émotion. C'est que je n'en parle pas seulement d'après les livres, bien froids instructeurs, mais je parle de l'homme, de sa nature, des puissances humaines d'après ce que j'en ai vu chez les nations frémissantes sous notre joug. Je sais ce qu'elles ressentent, je connais le seul moyen d'arrêter les effets de leurs ressentiments. J'ai entendu dans ma jeunesse un sauvage nu, interpellant avec toute l'indignation d'un roi entouré de ses sujets, le gouverneur d'une colonie britannique, et tenant à la main un faisceau de baguettes pour aider sa rude éloquence : « Quel est, dit ce souverain jaloux du désert envahi par les fils aventureux de l'Angleterre, quel est celui qui fait jaillir cette ri-

vière du sein de ces hautes montagnes et la fait se jeter dans l'Océan? Qui fait souffler les vents furieux de l'hiver et qui les calme pendant l'été? Qui fait pousser ces épaisses et ombreuses forêts, et qui les frappe de la foudre selon son bon plaisir? Ce même être, qui vous a donné un pays de l'autre côté des eaux et qui nous a donné le nôtre; voici comment nous le défendrons, » ajouta le guerrier, lançant son tomahawk sur le sol et poussant le cri de guerre de sa nation. Voilà les sentiments des peuples soumis sur toute la surface du globe; croyez-le bien, seule la force peut gouverner là où on chercherait en vain l'affection... En face de difficultés continuelles, si dangereuses pour l'honneur national, peut-être serait-il mieux de penser à assurer cet honneur en rappelant nos troupes et nos marchands et en abandonnant notre empire oriental. Jusqu'à cet abandon, la religion et la philosophie ne pourront prêter une aide fort efficace à la réformation et à la répression. Si l'Angleterre, par ambition et par amour du pouvoir, persiste à conserver un empire despotique sur des nations lointaines et ennemies, incomparablement plus étendues et plus nombreuses que la nation anglaise, si elle donne mandat à ses vice-rois de les gouverner, sans leur prescrire autre chose que de les maintenir dans la soumission et d'assurer la perception régulière des revenus qu'elle en tire, avec quelle apparence de raison et de logique peut-elle s'ériger en censeur et affecter d'être choquée par l'exécution de ses propres ordres, réglant la mesure exacte du crime et de l'iniquité nécessaires pour les exécuter et se plaignant seulement de leurs excès, considérant son autorité comme suffisante pour dispenser d'observer les commandements de Dieu et n'en regar-

dant la violation comme punissable que quand elle est contraire aux ordres de l'homme ? Ce sujet, Messieurs, exige que nous y réfléchissions sérieusement. Mieux vaudrait peut-être pour les maîtres, comme pour les serviteurs de tels gouvernements, unir leurs prières afin que le puissant Créateur de l'humanité, dont ils ont méconnu les lois, ne prononce pas contre tous indistinctement une même condamnation... » — Si, malgré la pureté des intentions, il fallait condamner toute expression dépassant quelque peu la mesure, il n'y aurait plus de liberté de la presse : « La liberté, le dernier et le meilleur des dons faits par Dieu à ses créatures, doit être prise telle qu'elle est. Vous pouvez l'astreindre à une exacte régularité, la façonner d'après le modèle d'un droit sévère et scrupuleux ; mais alors ce n'est plus la liberté ; ne vous plaignez pas de mourir sous le coup de cette inexorable justice que vous avez préférée à la liberté. »

L'effet produit par ces périodes pleines et sonores, où l'expression est à la hauteur de la pensée, fut irrésistible. Stockdale fut acquitté, et le plaidoyer d'Erskine dut faire de plus d'un indifférent un partisan de Hastings. Comme style, la défense de Stockdale est peut-être le chef-d'œuvre de son auteur. Erskine avait-il réellement vu le chef indien dont il parle ? avait-il entendu son cri de guerre ? ou bien a-t-il simplement voulu rendre son idée plus vivante en évoquant cette image créée par lui de toutes pièces ? Je l'ignore ; quoi qu'il en soit, le chef indien jouit maintenant d'une existence littéraire qui sera sans doute aussi longue que celle de la langue anglaise elle-même ; esquissé en quelques lignes, il demeure, pour les orateurs britanniques, le type de l'indépendance sauvage et de la

résistance à l'oppression. — Les traits piquants répandus en si grand nombre dans d'autres plaidoiries font ici complètement défaut; c'est tout au plus si on y lit quelques passages satiriques contre la Chambre des Communes et contre le Comité dit *du Secret*, « ainsi nommé sans doute parce que les commissaires ont produit vingt volumes in-folio qui resteront un secret pour la postérité, faute de lecteurs. »

La Chambre des Communes reçut, cette fois, une leçon méritée : elle avait oublié, en faisant poursuivre Stockdale, qu'elle devait se soumettre elle-même au contrôle de l'opinion publique; elle avait cherché à étouffer la liberté de discussion. Erskine venait lui rappeler qu'elle n'était pas toute-puissante, et, je ne dois pas omettre de le faire remarquer, en matière de libelle les triomphes de ce genre étaient peut-être plus difficiles à obtenir que dans toute autre espèce de causes; en effet, Stockdale, comme la plupart des accusés de la même catégorie, comparait devant un *jury spécial*. Voici ce qu'on entend par là. Comme les jurés ordinaires peuvent être incapables de prononcer sur des contestations qui exigent des connaissances particulières, la loi anglaise permet, en pareil cas, à la partie poursuivante de réclamer la nomination de jurés spécialement choisis. En vertu de cette disposition de la loi, dans les causes de libelle, le procureur général, sous prétexte que la contestation était d'une décision trop difficile pour être soumise à un jury ordinaire, ce qui n'était peut-être pas tout à fait en harmonie avec la doctrine qui bornait l'examen des jurés à la seule question du fait de la publication, avait coutume de réclamer un jury spécial; ce jury étant choisi par les officiers de la Couronne, on voit

quels avantages avait l'accusation quand elle était dirigée par ces mêmes officiers¹.

Nous avons vu que la défense de Stockdale faillit brouiller Erskine avec ses amis de la Chambre des Communes ; celle de Thomas Paine occasionna une rupture entre le prince de Galles et lui². Les idées exprimées dans cette défense de Paine accusé de libelle pour la seconde partie de son livre : *les Droits de l'Homme*, sont analogues à celles du plaidoyer pour Stockdale ; mais le succès ne fut pas le même, malgré l'éloquence d'un grand nombre de morceaux. Erskine ne prenait la parole pour le pamphlétaire accusé que parce qu'il y était contraint par le devoir professionnel ; en réalité, il avait peu de sympathie pour lui et ne partageait pas la plupart de ses idées. J'ai cité plus haut quelques-uns des passages relevés dans l'acte d'accusation, passages absolument en opposition avec les principes libéraux et modérés professés par l'avocat. Enfin, ce qui devait rendre la défense plus difficile encore, le procureur général produisit une lettre de l'accusé, datée de Paris, dans laquelle celui-ci se disait indifférent au résultat de la poursuite dirigée contre lui, mais il avertissait le procureur général, dans son propre intérêt, de mettre fin aux poursuites politiques ; de terribles exemples avaient été faits en France sur des hommes qui, moins d'une année auparavant, jouissaient d'une sécurité aussi grande que

1. Clair et Clapier, I, pp. 411, 412.

2. *Speeches of Lord Erskine*, I, p. 264 et suiv. La défense de Thomas Paine, par Erskine, fut analysée et traduite en partie dans le *Moniteur* des 17 et 18 janvier 1793 (pp. 147 et suiv., 155 et suiv. du tome XV de la réimpression.)

n'importe quel juge, juré ou procureur général d'Angleterre. Cette lettre lue, le procureur général s'écria, un peu théâtralement : « Voici ce que je peux dire à M. Paine ; si les assassins envoyés par lui ou ses amis sont à Londres, et j'ai des motifs de croire qu'il s'en trouve quelques-uns, je leur affirme ma sincère conviction qu'autant vaut pour un homme mourir en accomplissant son devoir que d'un accès de fièvre ou de la pierre ; que M. Paine n'aille pas s'imaginer qu'il n'y ait que les incendiaires qui aient du courage ! »

Erskine sentit immédiatement quel préjugé défavorable cette lettre créait contre son client. Aussi, dès le début, en contesta-t-il l'authenticité, et soutint-il qu'en tout cas il n'en fallait tenir aucun compte pour apprécier la criminalité du livre sur *les Droits de l'Homme*, qui seul était en question et dont la publication était bien antérieure. — Il sentit aussi le besoin de se justifier des accusations qu'on avait dirigées contre lui-même quand il avait accepté la mission de défendre Thomas Paine : « Ceux-là me connaissaient bien peu, dit-il, qui pensaient que de telles calomnies influeraient sur ma conduite. Je maintiendrai toujours, à quelques risques que ce soit, l'indépendance et l'intégrité du barreau anglais, sans lequel une justice impartiale, l'élément le plus essentiel de notre constitution ne saurait exister. Du moment qu'un avocat pourra dire à son choix qu'il veut ou qu'il ne veut pas se mettre entre la Couronne et un accusé traduit devant la Cour où il exerce d'habitude, les libertés anglaises n'existent plus. Si l'avocat refuse de défendre, en alléguant ses propres idées sur l'accusation et sur la défense, il assume le caractère d'un juge, et cela avant l'heure du jugement ;

plus sa situation est élevée, plus sa réputation est grande, et plus lourd est le poids de l'opinion qu'il a conçue, peut-être à tort, de l'accusé, de cet accusé en faveur duquel les principes bienveillants du Droit anglais établissent une présomption d'innocence et qui doit trouver dans le juge lui-même un défenseur. »

Plus d'une fois, dans le cours de la plaidoirie, on voit que l'avocat est mal à l'aise ; il sent que le jury lui échappe ; vers la fin même il perd patience et interpelle directement un des jurés sur son attitude. — J'ai déjà dit que le système de défense fut, en droit, à peu près identique à celui qui avait été adopté dans le procès de Stockdale :

1^o Il n'y a libelle punissable que lorsqu'il y a intention mauvaise ;

2^o Il ne peut être jugé de l'intention de l'auteur d'un ouvrage que si l'on considère non seulement un certain nombre de passages isolés, choisis à dessein, mais encore l'ensemble et même les circonstances extérieures qui peuvent en avoir accompagné la publication.

La partie vraiment originale du plaidoyer est celle où l'orateur établit que tout homme doit être libre de discuter de bonne foi les questions de principe, quelles qu'elles soient. « La proposition que j'entends soutenir comme étant la base même de la liberté de la presse, et sans laquelle celle-ci n'est plus qu'un vain mot, est la suivante : tout homme qui, sans intention d'égarer ses semblables, cherche seulement à les éclairer sur ce que sa raison et sa conscience, déçues peut-être, lui font considérer comme la vérité, peut faire appel à la raison collective de la nation entière, soit au sujet des gouvernements en général, soit à propos du gouvernement de notre pays en particulier ; il peut

analyser les principes de notre Constitution, en signaler les erreurs et les défauts, en examiner et en publier les corruptions, avertir ses concitoyens de leurs conséquences désastreuses, employer toutes ses facultés à indiquer les changements les plus avantageux à opérer dans des institutions qu'il considère comme radicalement défectueuses et comme détournées par les abus de leur objet primitif. » — Sans une presse libre d'examiner les principes du gouvernement aucun abus ne serait redressé : « De tout temps le gouvernement a été, à ses propres yeux, l'idéal de la perfection, mais une presse libre découvre ses défauts et le peuple les réforme de temps en temps. Seule la liberté de la presse a fait notre gouvernement ce qu'il est; seule cette liberté peut le maintenir, et c'est sous sa bannière aujourd'hui que je défends Thomas Paine. »

Insistant sur cette idée, il extrait de la préface du livre de Paine des passages où celui-ci déclare que lors même qu'il trouve la loi mauvaise, il ne veut pas qu'elle soit modifiée par des moyens violents et illégaux ¹. Il invoque également, pour démontrer la bonne foi de l'auteur, les circonstances de la publication. Le livre des *Droits de l'Homme* a été publié en réponse à M. Burke; l'avocat fait l'éloge du grand orateur irlan-

1. Quelques lignes de Paine à ce sujet méritent d'être citées : *If a law be bad, it is one thing to oppose the practice of it, but it is quite a different thing to expose its errors, to reason on its defects, and to show cause why it should be repealed or why another ought to be substituted in its place. I have always held, it an opinion (making it also my practice) that it is better to obey a bad law, making use at the same time of every argument to show its errors and procure its repeal than forcibly to violate it, because the precedent of breaking a bad law might weaken the force and lead to a discretionary violation of those which are good.*

dais ; il ne veut pas, d'ailleurs, discuter ses opinions ; il constate seulement que, tandis que M. Paine conserve les siennes, bonnes ou mauvaises, M. Burke a varié. Au temps où se sont révélés les abus les plus criants, lors de la guerre d'Amérique, Burke et Paine combattaient pour la même cause : le premier au sein du Parlement, le second en encourageant les Américains. « M. Paine préparait les esprits des colons à la glorieuse, juste et heureuse révolution qui s'est accomplie. Messieurs, j'ai le droit de lui donner ces épithètes ; en ce moment, il y a autant de respect de la propriété, autant de garanties pour tous les droits individuels, des taxes moins élevées, moins d'abus, plus à admirer et moins à déplorer dans la Constitution de l'Amérique que dans celle d'aucun autre pays au monde. Je voudrais, en vérité, pouvoir excepter le nôtre, mais je ne le puis faire avant le jour où disparaîtront ces défauts, qui, tout en en obscurcissant et en en défigurant la surface, n'en ont pas encore, Dieu merci, détruit les parties vitales. »

Lors de la révolte des colons, M. Burke louait publiquement « l'auteur d'un célèbre pamphlet qui préparait les esprits à l'indépendance ». On sait le contre-coup produit en Europe par la Révolution américaine ; la corruption du gouvernement français a amené sa chute (et par gouvernement français, l'orateur n'entend pas désigner le prince infortuné qui a toutes ses sympathies, et qui n'est pas plus responsable des vices du système monarchique français que le roi d'Angleterre ne l'est des défauts du gouvernement anglais). M. Paine avait d'abord assisté silencieusement au spectacle offert par la Révolution française. Mais M. Burke n'a pas observé le même silence ; il a entendu publier une

sorte de *credo* politique pour la nation anglaise. « J'affirme, dit le rival de Burke, que si c'est se rendre coupable de libelle que de prétendre soutenir la Constitution par des moyens qui tendent à la détruire, et que de choisir, pour le faire, le moment le plus inopportun, M. Burke est coupable! » Suit une exposition rapide des théories récemment exposées par l'auteur des *Réflexions sur la Révolution française*. M. Burke a écrit qu'une fois qu'un peuple a une Constitution, cette Constitution lui est à jamais imposée; il ne peut plus s'en défaire. Cette doctrine est des plus fausses et des plus dangereuses; le gouvernement anglais n'a-t-il pas sa base dans le consentement du peuple, vrai fondement de tout gouvernement? M. Paine a voulu la combattre, et il n'a fait au fond que défendre des principes soutenus avant lui par des hommes dont le dévouement à la Constitution n'a jamais été mis en doute, Paley, Locke, même David Hume, même M. Burke, dans d'autres écrits. M. Paine n'émet donc pas d'idées nouvelles et étranges; sa bonne foi n'est pas douteuse. Mais ces idées, avait-il le droit de les publier? « Oui, répond Erskine, bien que mon argumentation sur la liberté de la presse puisse ne pas avoir l'honneur de votre approbation ou de celle de la Cour, je ne me retirerai pas découragé, consolé que je serai par cette pensée qu'un temps arrivera où elle sera mieux accueillie. Les libertés les plus essentielles de l'humanité n'ont triomphé que lentement et graduellement; quelques-unes viennent bien tard à maturité. Le procureur général vous dit que la question que j'examine maintenant est soumise tout particulièrement à votre appréciation, en tant que jurés, par notre ancienne Constitution; pourtant je dois lui rappeler, ainsi qu'à

vous-mêmes, que votre droit de la considérer et de la trancher n'a, en somme, qu'un an de date. Autrefois, j'avais essayé de faire reconnaître ce droit du jury de statuer sur la question de libelle sous l'empire de cette même ancienne Constitution, devant un noble et vénérable juge de la plus haute intelligence, de l'intégrité la plus pure. Il ne me traita pas avec mépris, car sa nature était incapable de concevoir un tel sentiment, mais il me mit pour ainsi dire de côté avec indulgence, comme un enfant qui babille hors de saison, et si le procès actuel avait été jugé alors, vous auriez dû prononcer immédiatement un verdict affirmatif sur le fait de la publication, quoi que vous eussiez pu penser de la cause. »

La partie la plus remarquable du plaidoyer est l'éloge de la liberté de la presse, éloge devenu banal depuis en Angleterre, mais qui ne l'était pas encore à une époque où cette liberté était vivement contestée. Erskine cherche à démontrer — vérité méconnue encore aujourd'hui par bien des hommes, même parmi les plus distingués — que, loin de ruiner les gouvernements, elle les consolide : « Vous verrez, dit-il aux jurés, que les lumières et la science ont d'autant plus facilement renversé les gouvernements que ceux-ci les ont opprimées et enchaînées davantage. La Chambre Étoilée, instituée la première pour restreindre en Angleterre la liberté de la presse, précéda tous les changements opérés dans la Constitution anglaise ; personne ne put légalement écrire sans une permission de l'État, mais la vérité et la liberté se frayèrent un chemin avec une plus grande force par des canaux plus mystérieux, et le malheureux Charles, qui n'avait pas reçu les avertissements d'une presse libre, mourut d'une mort

ignominieuse. Quand les hommes peuvent se communiquer librement leurs pensées et leurs souffrances, réelles ou imaginaires, leurs passions se dissipent vite dans les airs, comme la poudre éparpillée sur la surface du sol; mais, comprimées par la terreur, elles opèrent un travail latent, éclatent tout à coup et détruisent tout sur leur passage. Que le raisonnement s'oppose au raisonnement, les arguments aux arguments, et tous les bons gouvernements seront sauvés... L'histoire d'Angleterre démontre que le gouvernement anglais a été d'autant plus stable que la presse a été plus libre... » A l'appui de sa thèse, fidèle aux habitudes des *barristers* anglais, qui aiment à citer le plus grand nombre possible d'autorités, il lit des passages tirés des publicistes les plus célèbres, notamment de Milton. D'après Milton, quand il s'agit de discuter des théories, non de calomnier ou de faire des personnalités injurieuses, tout homme a le droit d'exprimer son avis. Hume, lord Chesterfield, Johnson, lord Loughborough, les écrivains les plus distingués de tous les partis ont suivi Milton; la licence confine, il est vrai, à la liberté; mais qui marquera les limites qui séparent l'une de l'autre? « Dans une soie de couleur changeante, nous voyons facilement qu'il y a deux nuances différentes; mais nous ne pouvons dire où commence l'une, où finit l'autre. »

Je passe rapidement sur l'examen détaillé des passages incriminés auxquels se livre Erskine; il montre que, dans bien des cas, le sens en a été altéré par cela seul qu'ils ont été séparés du reste de l'ouvrage. M. Paine a écrit, il est vrai, que tout gouvernement fondé sur l'hérédité est, de sa nature, tyrannique; mais il répondait à M. Burke, d'après lequel le roi règne en

vertu de son seul droit héréditaire, tandis que, d'après M. Paine, il règne par le consentement du peuple, comme investi par lui de la magistrature suprême; ainsi se justifie tout naturellement une phrase qui, isolée comme elle l'est dans l'acte d'accusation, paraît séditieuse au premier chef. L'avocat explique ou essaie d'expliquer de la même manière les passages visés par le réquisitoire, et il en rapproche des extraits d'une forme bien plus violente des discours de Burke. En somme, la persécution est le plus mauvais moyen de défense que puisse employer un gouvernement contre ceux qui ne l'attaquent que par la plume. « Jupiter et un paysan, raconte Lucien, causaient familièrement ensemble; le paysan écoutait et approuvait tout ce que disait le dieu; une fois pourtant, il exprima un doute; Jupiter le menaça de la foudre : *Ah! ah!* dit le paysan, *maintenant, Jupiter, je sais que tu as tort; tu as toujours tort quand tu as recours à ton tonnerre.* »

L'esprit public était tellement prévenu que sans attendre la réplique du procureur général, presque sans délibérer, le jury rendit un verdict affirmatif.

Le règne de la *terreur* commença; les poursuites contre la presse allaient devenir plus fréquentes que jamais. Les circonstances dans lesquelles MM. Perry et Lambert, éditeur et imprimeur du *Morning Chronicle*, furent poursuivis nous sont déjà connues; ils avaient simplement inséré dans leur journal, à titre de document, une adresse émanée d'une Société politique de Derby sans avoir eu personnellement aucun rapport avec cette Société. L'affaire débuta par une question de procédure; un jury spécial avait été choisi confor-

mément à l'usage en matière de libelle; au jour indiqué pour les débats, les jurés désignés n'arrivèrent pas en nombre. Il s'agissait de savoir s'il fallait tout recommencer et composer un nouveau jury spécial ou bien compléter le jury déjà choisi. Erskine soutint cette dernière thèse, qui prévalut; sa courte plaidoirie a été recueillie; mais comme il ne s'agit là que d'un incident de procédure en somme peu intéressant pour nous, j'aborderai immédiatement le fond même de l'affaire¹.

De tous les procès de libelle plaidés jusqu'alors par Erskine, c'était peut-être celui où la poursuite était le moins justifiable. L'adresse insérée dans le *Morning Chronicle* ne contenait pas une personnalité, pas une attaque contre les traits essentiels de la Constitution, pas une excitation à l'émeute; elle dénonçait seulement, dans un style souvent énergique, les abus existants et faisait un appel à l'union pour obtenir des réformes. Le procureur général, sir John Scott, allait jusqu'à incriminer cette phrase des auteurs de l'adresse : « Tout en étant convaincus, parce que nous en ressentons les effets, que de grands et dangereux abus existent dans le gouvernement britannique, cependant nous savons bien que notre situation est bonne, si on la compare à celle des nations d'un grand nombre de royaumes européens ». Pourquoi cette restriction? disait l'officier de la Couronne, pourquoi dire que notre situation est bonne si on la compare à celle d'un grand nombre d'autres États? Est-il un seul gouvernement européen qui, en fait de liberté réelle et de prospérité, puisse être comparé au gouvernement britannique? — Ajoutons qu'aucun des membres de la Société d'où émanait

¹ *Speeches of Lord Erskine*, I, p. 405 et suiv.

l'adresse n'avait été poursuivi ni même recherché.

Erskine, répondant au procureur général, n'eut pas de peine à établir l'absence de toute intention séditieuse de la part de ses clients qui, en insérant cette adresse, avaient inséré en même temps une foule d'adresses du parti contraire. Il nia, en outre, que ce document eût rien de délictueux en lui-même, puisqu'aux maux qu'il signalait il ne proposait que des remèdes constitutionnels. Le procureur général avait émis cette idée singulière que, quelque fondées que puissent être les plaintes que l'adresse contenait, elle devait néanmoins être considérée comme une œuvre de mauvaise foi, parce qu'elle n'avait représenté qu'un côté de la question et qu'il eût fallu énumérer, en même temps que les défauts, les bienfaits de la Constitution ! « M. le procureur général, dit Erskine en relevant cette bizarre affirmation, paraît admettre qu'un homme peut dénoncer, s'il lui plaît, les maux qu'il croit exister ; mais il veut que, tout en montrant les vices de notre système de représentation, il en énumère aussi les avantages, qu'il s'appesantisse sur le bonheur dont nous fait jouir la nature mixte de notre monarchie, qu'en nous faisant voir les ombres du tableau, il nous en peigne aussi le côté le plus brillant, afin que nous puissions juger de l'ensemble et comparer le bien et le mal dans l'édifice de notre gouvernement. Je dois avouer que j'ai été assez surpris d'entendre cet argument sortir de la bouche de mon savant ami ; l'observation ne me paraît pas juste ; elle est indigne de son intelligence élevée. Il doit le savoir, quand un homme zélé pour une cause nous donne son opinion sur un point qui lui tient à cœur, il se confine dans cette question, il met toute son attention à faire saisir

ses arguments, à leur donner toute leur force ; il ne croit pas nécessaire d'aller chercher dans tous les coins une masse de matériaux hétérogènes qui, bien que non sans rapport peut-être avec son sujet envisagé d'une manière générale, sont étrangers au but qu'il se propose. Quand un homme est lésé par les lois sur l'excise, qui s'attend à le voir vanter, dans sa demande en décharge, les avantages que l'État retire des autres branches de son revenu ? Si on adoptait une règle semblable, personne ne pourrait se plaindre d'un tort, quelque intolérable qu'il fût, sans parler des jouissances qui sont le lot d'autres personnes. »

Continuant la réfutation du réquisitoire de sir John Scott, l'avocat poursuit : « On a dit aussi que les circonstances dans lesquelles l'adresse avait été écrite contribuaient à lui donner un caractère séditionnel ; jamais moment n'aurait été plus mal choisi pour réclamer des réformes. Tout au contraire. Nous avons vu dans d'autres pays les résultats du système qui consiste à laisser les abus se perpétuer longtemps et prendre de tels accroissements qu'on ne peut plus les combattre sans ouvrir la porte à la révolution et à l'anarchie. Bien des maladies peuvent être arrêtées dès le début par des remèdes très doux ; elles peuvent même être guéries par un régime prescrit à temps ; mais quand on les néglige, elles conduisent sûrement leurs victimes à la tombe. » Telle a été l'opinion du comte de Chatham, de sir Georges Saville, de M. Pitt lui-même, qui depuis a changé d'avis, qui avait le droit de le faire, mais dont personne, lorsqu'il exprimait les mêmes idées que celles que contient l'adresse, ne songeait à attribuer la conduite à des motifs peu honorables. Quant aux accusés eux-mêmes, pendant bien des an-

nées ils ont été à la tête d'un journal important; jamais aucun délit ne leur a été reproché; leurs antécédents à eux seuls ne seraient-ils pas un témoignage suffisant de l'innocence de leurs intentions?

« Sans doute, dit-il en terminant, notre premier devoir est d'aimer notre pays, mais cet amour ne consiste pas dans un dévouement servile et une obéissance aveugle à l'autorité; ce n'était pas ainsi que nos ancêtres aimaient leur patrie; parce qu'ils l'aimaient, ils cherchaient à découvrir les défauts de son gouvernement; parce qu'ils l'aimaient, ils cherchaient à y porter remède. Ils ne regardaient pas la Constitution comme des esclaves, avec un respect forcé et craintif; ils la chérissaient avec l'ardeur généreuse et éclairée d'hommes libres. Leur attachement était fondé sur leur croyance à son excellence, et ils en assuraient la durée en en faisant disparaître les imperfections. »

Après une réplique du procureur général et un résumé de lord Kenyon, ouvertement hostile aux accusés, le jury entra en délibération et revint au bout de cinq heures avec un verdict conçu en ces termes : *Couppables, mais sans intention mauvaise*. Sur le refus du Chief-Justice d'accepter ce verdict, le jury rendit un verdict purement et simplement négatif. — Ces derniers incidents prouvent qu'on tâtonnait encore dans l'application de la nouvelle loi sur le libelle dont le texte avait été obscurci à dessein par des amendements à la rédaction primitive.

La composition des jurys spéciaux dans les procès de presse laissait d'ailleurs assez peu de chance à la défense, et Erskine dut encore considérer comme un beau succès l'issue de l'affaire Perry et Lambert, malgré les longues hésitations du jury et malgré la futilité des

accusations dirigées contre les prévenus. Le pays était comme affolé de terreur; il n'était question que de complots, de trahisons, de crimes politiques de toute espèce; le ministère et le Parlement se faisaient les premiers propagateurs de ces bruits alarmants; partout des sociétés se fondaient pour combattre les idées révolutionnaires ou prétendues telles et principalement pour poursuivre ceux qui les répandaient par la voie de la presse. Dès le commencement de 1793, Erskine avait écrit, au nom de la Société des *Amis de la liberté de la presse*, une déclaration dans laquelle il protestait contre l'admission dans les jurys appelés à juger des procès de libelle des membres de ces associations. On faisait ainsi, disait-il, des accusateurs des juges¹. — Cette protestation était parfaitement fondée, mais il

1. *Declaration of the Friends of the Liberty of the Press, assembled at the Crown and Anchor Tavern, Saturday, January 19, 1793. Written by the Hon. Thomas Erskine, to which is added (sic) the other Proceedings of the Day, The second edition corrected.* London, 1793, in-8°. — Le procès-verbal de la séance où fut lue la déclaration est curieux; il montre en quels termes Horne Tooke, dont Erskine devait bientôt sauver la tête, était avec les chefs du parti whig. Il attaqua avec acrimonie l'avocat, parce que celui-ci avait dit que la défense des droits du peuple faciliterait aux partisans des idées libérales l'accès du pouvoir : *While the gentlemen of rank congratulated each other of their apparent success, — while they were unbounded in their praises of the gallant Leader, who had brought them to the field of action, — they should at the same time recollect the unhappy victims who were now languishing in gaols and suffering by the Tyrants of the Press. They should not direct their views to the principal actor upon the scene only, lest they might be suspected of acting in the manner of officers, who, after a successful battle, retired to their tents to compliment the general upon his gallantry, perfectly regardless of the bleeding soldier, whose active valour produced the victory.* (Pages 17, 18.) — Il fut vertement repris par Sheridan et Grey, qui l'accusèrent de vouloir semer la division parmi les whigs.

est fâcheux qu'emporté par l'ardeur de la lutte, Erskine ait méconnu à l'égard de ces mêmes Sociétés les principes de liberté qu'il avait soutenus contre elles. En 1795, un M. John Reeves, président de la *Société contre les républicains et les niveleurs*, avait publié un livre intitulé *Pensées sur le gouvernement anglais*, dans lequel il représentait la royauté comme l'élément essentiel de la Constitution anglaise, tandis que les Chambres en étaient des éléments, utiles sans doute, mais accessoires. Les whigs et Erskine parmi eux, Erskine, le défenseur de Stockdale, ne rougirent pas de demander que Reeves fût poursuivi pour violation des privilèges de la Chambre des Communes. Le jury acquitta l'accusé après une habile plaidoirie de Plumer. — Nous avons ici une preuve de plus de cette vérité, malheureusement trop bien démontrée, que les hommes les plus libéraux sont loin d'appliquer toujours à leurs adversaires les principes dont ils réclament le bénéfice pour leur parti.

Quelque temps après nous retrouvons Erskine plaidant dans un procès de presse, mais cette fois au nom de la partie poursuivante. L'action était dirigée par la Société pour la suppression du vice et de l'immoralité¹, contre un libraire nommé Williams, éditeur d'un ouvrage antireligieux de Thomas Paine, l'ancien

1. Les Sociétés pour la réforme des mœurs s'étaient fondées obscurément à Londres sous Jacques II : elles commencèrent à se manifester sous Guillaume III avec une ardeur singulière. A. Beljame, *Le public et les hommes de lettres en Angleterre au dix-huitième siècle*, p. 256. Le droit d'accusation, qui appartient aux particuliers en Angleterre, a certainement des avantages. Voyez R. Postel, *du Droit d'accusation (France judiciaire, 1^{er} mai 1882)*.

client d'Erskine¹. Il ne s'agissait plus ici d'une affaire politique, et l'avocat n'était plus en contradiction flagrante avec lui-même comme quand il avait demandé aux Communes la mise en accusation de Reeves. Néanmoins, il dut éprouver quelque embarras ; il avait maintenant à déterminer la limite qu'il proclamait naguère si difficile à établir entre la liberté et la licence. — Il sent lui-même qu'on pourra l'accuser d'inconséquence, et commence par se déclarer le chaud partisan de la liberté de la presse ; mais les tournures restrictives dont il se sert sembleraient parfois indiquer que la thèse qu'il soutient en accusant l'éditeur de l'*Age de raison* n'est plus exactement celle qu'il défendait en plaidant pour l'auteur des *Droits de l'Homme* : je ne crois pas pourtant qu'il en soit au fond ainsi. La liberté de la presse, dit-il, doit, comme toute autre, être limitée pour qu'on puisse en jouir, et, comme tous les autres avantages impartis à l'homme, elle peut être détruite par l'abus. Or, l'abus, il l'avait déjà proclamé ailleurs, commence quand, abandonnant la discussion des théories générales, on en vient aux personnalités blessantes, aux insultes, à la calomnie. La polémique de Paine avait un caractère incontestable de violence ; la poursuite était donc parfaitement justifiable même au point de vue des principes jadis exposés par Erskine. Le passage suivant montrera qu'il n'avait pas répudié les idées libérales ; après avoir reconnu le droit de chacun de pratiquer le culte qu'il lui plaît et d'exprimer son opinion en matière religieuse, il ajoute : « Cette liberté de controverse, cette liberté de culte, ne sont-elles pas suffi-

1. *Speeches of Lord Erskine*, I, p. 353 et suiv.

santes pour le bonheur de l'humanité et son perfectionnement? Est-il nécessaire que la loi laisse impunis ceux qui renient et insultent le gouvernement de leur pays et la religion sur laquelle reposent ses fondements? — Je m'attends à entendre dans la réponse qui me sera faite bien des choses qui n'auront pas mon approbation; mon savant confrère pourra être amené, par les difficultés de sa situation, difficultés auxquelles l'expérience m'a appris à compatir, à avancer des propositions que ce sera peut-être mon devoir de combattre librement, et la loi sanctionne cette liberté... Mais mes arguments seront-ils moins bons, la justice publique sera-t-elle entravée parce que l'honneur, la justice privée, les convenances publiques ne me permettent pas de dire à mon adversaire en plein tribunal qu'il n'est qu'un sot, un menteur et un misérable? C'est une distinction analogue qu'il faut faire entre un livre de controverse libre et légale et l'ouvrage que je poursuis devant vous. Tout homme a le droit, en respectant les convenances, de discuter les points controversables de la religion chrétienne, mais personne ne peut, en invoquant une loi qui n'existe que sous la sanction de cette religion, tout en en niant l'existence même, déverser sur elle des invectives si inconvenantes et si grossières que, fussent-elles adressées aux plus humbles institutions de la hiérarchie civile, elles ne sauraient être tolérées? » Mais, je le répète, si le fait même de la poursuite était justifiable, si les idées exprimées dans le passage que je viens de citer sont généralement conformes aux doctrines de l'orateur, d'autres passages paraissent avoir des tendances moins libérales; ils confirment ce que j'ai avancé plus haut, à savoir qu'Erskine n'est arrivé que

lentement et progressivement à une idée assez nette de la tolérance religieuse. Bien qu'il eût annoncé qu'il ne se placerait pas sur le terrain religieux, il se laissa aller à faire une apologie de la foi chrétienne, dans un très beau style, il est vrai, mais qui n'était pas à sa place, puisqu'il ne s'agissait pas de savoir si les opinions de Paine étaient justes ou non, salutaires ou non, mais simplement si elles étaient sincères et si elles avaient été exprimées avec une modération suffisante. « Cette publication, dit-il, me paraît être aussi cruelle et malfaisante dans ses effets qu'elle est manifestement illégale dans ses principes, parce qu'elle tend à détruire le meilleur, et quelquefois, hélas ! le seul refuge, la seule consolation qui nous reste au milieu des malheurs et des afflictions de ce monde. Les pauvres et les humbles que l'auteur affecte de plaindre, peuvent être frappés au cœur par son livre. Ils ont plus d'occasions pour espérer la paix au-delà du tombeau que les riches et les heureux qui ont d'autres consolations pour leur rendre la vie douce. Je puis me figurer un homme vertueux et infortuné, entouré de ses enfants qui lui demandent le pain qu'il ne peut plus leur donner, épuisé par le travail de la veille, devenu incapable de travailler le lendemain, soutenu cependant par l'espérance de cette heure où tous les pleurs seront essuyés des yeux des affligés, supportant courageusement le fardeau imposé à ses épaules par une Providence qu'il adore, attendant avec une joie impatiente l'accomplissement des promesses de son Créateur et le moment où il sera plus grand que les plus grands, plus heureux que les plus fortunés de l'humanité. Quel changement pourrait produire chez un tel homme une pareille publication ! » La loi même

du pays, le serment des jurés n'ont-ils pas pour fondement la croyance à la vérité du christianisme? — Mais, dit l'auteur du livre incriminé, l'ignorance des siècles passés va se dissiper. — Erskine cite alors comme de fervents chrétiens, ce qui n'a, il faut l'avouer, qu'un rapport fort éloigné avec le procès, des savants et des lettrés éminents, Newton, Locke, sir Matthew Hale, Milton. — L'ouvrage en question, ajoute-t-il, est d'autant plus dangereux qu'il est très répandu, grâce à la notoriété de l'auteur, connu pour avoir beaucoup écrit sur la politique et les principes du gouvernement. « Je ne m'oppose pas, continue-t-il en revenant enfin au point capital de la discussion, à ce que l'on discute de la manière la plus large et la plus indépendante les dogmes de la religion chrétienne; bien que la loi anglaise ne permette pas ces discussions, je ne crains pas les raisonnements des déistes contre la vérité du christianisme lui-même, parce que, comme l'a dit son divin auteur, s'il vient de Dieu, il ne périra pas. Un livre composé avec intelligence, bien qu'erroné, s'adressant au public intelligent, sur un sujet aussi difficile et aussi compliqué, ne peut jamais faire le mal qu'une accusation publique est destinée à empêcher. De tels ouvrages ne font qu'exciter les hommes éclairés par l'étude à creuser davantage un sujet bien digne de leurs plus profondes et de leurs plus longues méditations... Mais tel n'est pas l'objet de ce livre, et telle n'en est pas la portée; les arguments qu'il présente ne sont pas pour les sages et pour les savants. Au contraire, il traite la foi et les opinions des personnes les plus éclairées avec le mépris le plus inconvenant; il tend à faire naître chez les hommes privés d'instruction et peu habitués à réfléchir le dédain de tout ce qui a

été considéré jusqu'à présent comme sacré ; à leur faire rejeter toutes les lois et tous les règlements de l'Etat qui n'ont d'autre base que les vérités religieuses. »

Le jury prononça contre le libraire un verdict affirmatif ; mais quand il s'agit de continuer la poursuite afin d'obtenir de la Cour une condamnation, l'entière bonne foi d'Erskine et cette bienveillance naturelle, qui faisait le fond de son caractère, se manifestèrent de la façon la plus honorable ; il avait trouvé Williams dénué de ressources, soutenant avec peine sa femme et plusieurs enfants malades ; le malheureux s'engagea à détruire le plus d'exemplaires qu'il pourrait de l'ouvrage de Paine. Erskine demanda à l'Association pour la répression du vice qu'elle n'insistât pas afin qu'une peine fût infligée au condamné ; sa demande ayant été rejetée, il résigna son mandat. Plus tard il explique les motifs de sa détermination à l'éditeur des *State Trials* dans une lettre qui a été publiée. S'il avait été l'avocat d'un simple particulier, dit-il, dans cette lettre, il aurait accompli sa mission jusqu'au bout, car un individu lésé a le droit de demander que la répression soit la plus sévère possible, mais comme ici il s'agissait d'une association fondée en vue du bien général, l'avocat avait le droit et le devoir de considérer quelle était la conduite la plus propre à atteindre le but poursuivi, et pouvait-il être bon et utile de pousser à bout un misérable ?

Erskine était mieux à sa place au banc de la défense que sur le siège de l'accusation. J'ai déjà dit avec quelle éloquence il défendit le propriétaire et l'imprimeur du journal *le Courrier*, accusés de libelle ; je n'insisterai

pas sur le plaidoyer qu'il prononça et qui ne figure pas dans la collection revue par lui de ses discours. — L'échec qu'il éprouva lui fut des plus sensibles, non seulement parce qu'il infligeait une humiliation à son amour-propre, mais encore et surtout parce que la condamnation prononcée était injustifiable; il allait jusqu'à dire que le verdict rendu contre *le Courrier* pèserait toujours sur sa mémoire. — Le procès de John Cuthell vint peu après lui faire subir une nouvelle déconvenue; mais si ses efforts ne servirent pas à faire acquitter l'accusé, ils attirèrent l'attention sur un vice de la législation anglaise qui a été depuis corrigé. L'exposé de cette affaire montrera, en outre, à quel degré d'intolérance en étaient venus le gouvernement et son principal représentant judiciaire, le procureur général ¹.

En 1798, l'évêque de Landaff avait publié une brochure exhortant le peuple anglais à faire les plus grands efforts pour résister aux Français, dont on craignait une invasion, et proposait, pour faire face aux dépenses, un nouveau système d'impôts. Un ecclésiastique, le Rév. Gilbert Wakefield, connu par différents ouvrages d'érudition, publia une réponse que le gouvernement considéra comme un libelle. Deux libraires qui l'avaient mise en vente furent poursuivis et condamnés. Alors le procureur général attaqua l'auteur lui-même et John Cuthell, libraire dans Holborn. Celui-ci ne vendait pas, en général, d'écrits de circonstance ni de brochures politiques, mais seulement des livres d'érudition et des auteurs classiques. Il avait édité les précédents ouvrages de M. Wakefield,

1. *Speeches of Lord Erskine*, II, p. 338 et suiv.

et n'avait aucune raison de soupçonner que le dernier eût un caractère différent, d'autant mieux que l'évêque de Landaff, à qui répondait M. Wakefield, avait lui-même écrit sur des sujets d'érudition. Il avait donc reçu, sans y faire grande attention, la brochure que M. Wakefield avait lui-même fait imprimer, et, avant qu'il l'eût examinée, un de ses employés l'avait mise en vente; il avait arrêté la vente aussitôt qu'il avait su la véritable nature de cet écrit. Cuthell prit Erskine pour défenseur. Quant à l'auteur, il vint se défendre lui-même.

Erskine avait deux ordres d'arguments à faire valoir : 1^o la complète innocence du libraire; 2^o l'absence de toute tendance séditieuse dans le prétendu libelle. — Sur le second moyen, il insista peu; les condamnations antérieures auxquelles nous avons fait allusion constituaient un fort préjugé contre lui. Il insista davantage sur le premier. Autrefois, en plaidant la même thèse, assisté de Pitt qui débutait au barreau, il avait obtenu un verdict de non-culpabilité d'un jury présidé par lord Mansfield¹, malgré un résumé défavorable de ce magistrat; il espérait la faire triompher cette fois encore.

La distinction qu'il cherche à établir entre la responsabilité civile et la responsabilité criminelle est des plus nettes et des mieux motivées. « Dans le cas d'une action civile, dit-il, pour tous les actes qualifiés délits civils, le maître est toujours responsable *civiliter* de l'acte de son serviteur ou de son préposé : il ne peut opposer à celui qui se plaint d'avoir été lésé de moyen

1. Rex V. Bate Dudley. — Le plaidoyer n'a pas été conservé.

tiré d'un accident ou de sa négligence. Si le conducteur d'une voiture publique fait malicieusement verser un autre véhicule sur la route pendant que le propriétaire dort dans son lit à cent milles de là, celui-ci doit incontestablement payer les dommages-intérêts jusqu'au dernier liard ; mais si le serviteur coupable est accusé, si on prononce contre lui une condamnation infamante, peut-on aussi poursuivre le maître ? Certainement non. De la même manière, les associés sont civilement responsables des billets souscrits par l'un d'eux ou par leurs délégués, lors même que ceux-ci les auraient souscrits dans une intention frauduleuse ou en mésusant de leurs pouvoirs ; mais si un associé commet un crime en faisant des faux ou par des endossements fictifs, et s'expose à la peine capitale ou à toute autre peine criminelle, pourra-t-on mettre les autres associés en accusation ? Ce serait folie que de s'attarder à répondre à une telle question ; il suffit de la poser pour la résoudre d'une façon négative, et en même temps pour mettre à néant toute confusion possible entre les actions civiles et les actions criminelles. Pourquoi soustrairait-on le fait d'imprimer et de publier aux règles qui régissent toutes les autres actions humaines ? Pourquoi un maître serait-il *criminellement* responsable du fait de son serviteur plutôt ici que dans tous les autres cas ?... Depuis que je suis au barreau, la Cour du Banc du Roi a prononcé une condamnation infamante au pilori contre le propriétaire d'un journal où l'on avait inséré un article contre l'ambassadeur de Russie, article copié dans un autre journal ; eh bien ! cet article, je l'ai prouvé par un *affidavit* émané d'un médecin, parut dans ces deux feuilles, lorsque l'accusé était à la campagne, malade, en proie à la

fièvre et au délire. L'*affidavit* doit être encore sur les registres de la Cour. J'ai pensé souvent à cette condamnation ; j'en ai rêvé, et ce cauchemar m'a éveillé ; — je me suis rendormi pour me réveiller encore en sursaut de la même manière. Je mourrai avec ce souvenir pénible. Comment justifie-t-on cet arrêt ? En invoquant une nécessité légale. Une accusation pour libelle constituerait-elle donc une anomalie dans la loi ? On le pensait autrefois évidemment ; mais aujourd'hui cette erreur est réfutée ; j'ai sous les yeux la loi sur le Libelle, qui porte expressément que les procès de libelle seront jugés comme tous autres procès criminels, que le jury ne jugera pas simplement du fait de l'impression ou de la publication, mais de l'ensemble de la cause, c'est-à-dire de la publication et de l'intention telle qu'elle est dénoncée par l'acte d'accusation. Telle est la règle établie par la loi, règle qui s'impose au jury aussi bien qu'à la Cour. Or, que contient le présent acte d'accusation ? Dit-il simplement que M. Cuthell a publié ou bien a laissé publier par négligence la *Réponse à l'évêque de Landaff* ? Non, il dit que l'accusé, étant un homme pervers, et animé d'intentions séditeuses, voulant malicieusement et traîtreusement faciliter l'invasion de la Grande-Bretagne par les Français, etc. Voilà l'accusation, et vous devez être convaincus de la vérité de la proposition qu'elle énonce, dans toute sa complexité, avant de rendre un verdict contre l'accusé... » Erskine demandait que le jury, même s'il admettait les tendances séditeuses du livre, rendît, comme c'était son droit, un *verdict spécial* déclarant le fait de la publication, mais constatant l'absence des intentions visées par l'acte d'accusation ; il espérait fonder sur ce verdict

un appel devant les douze juges, et même, si cela était nécessaire, devant la Chambre des Lords, tribunal suprême, pour savoir si un tel verdict pouvait servir de base à une condamnation.

Lord Kenyon, dans son résumé, se montra hostile à la défense et se permit même de critiquer la loi sur le Libelle ; les jurés rendirent un verdict affirmatif, mais le gouvernement parut sentir lui-même qu'il avait dépassé la mesure et avoir honte de son succès ; il remit l'infortuné libraire en liberté moyennant le paiement d'une légère amende. Quant au révérend auteur du pamphlet, qui vint plaider sa propre cause, il fut reconnu coupable et condamné à deux ans de prison.

Depuis cette époque, lord Campbell a fait passer une loi d'après laquelle l'éditeur d'un libelle doit être acquitté, s'il démontre que la publication a été le fait d'un de ses employés sans mandat ni connaissance de sa part.

Si maintenant nous voulons résumer en quelques lignes les doctrines dont Erskine a contribué à assurer le succès dans la jurisprudence en matière de libelle, nous n'avons qu'à rappeler :

1° Que c'est grâce à lui que le jury a été reconnu, contrairement à la doctrine des Cours, investi du pouvoir de juger non seulement du fait de la publication, mais encore de la nature de l'écrit et des intentions de l'auteur et de l'éditeur ;

2° Qu'il a établi solidement cette vérité que pour bien apprécier le caractère d'un ouvrage, il faut en considérer l'ensemble, et non s'en rapporter au sens apparent de quelques passages isolés ;

3° Qu'il a fixé la limite qui sépare la polémique permise du libelle punissable ; tout le monde peut discu-

ter des théories générales, critiquer même les principes d'un gouvernement ou le *credo* d'une religion¹; mais dès qu'on diffame une personne, dès qu'on excite les citoyens à la sédition ou à la guerre civile, dès qu'au lieu de discuter les fondements des croyances, on se contente de les bafouer, il y a délit;

4° Qu'il a enfin défendu en matière de libelle la distinction qui a aujourd'hui triomphé entre la responsabilité civile et la responsabilité criminelle; la première seule est encourue par le maître à raison des actes de son préposé agissant sans son ordre ou sa permission.

Je ne prétends pas, bien entendu, qu'il ait été le premier inventeur des théories que je viens d'examiner, mais son énergie infatigable, jointe à un talent hors de pair dans les annales du barreau anglais, lui ont donné une des meilleures places parmi les fondateurs de la liberté de la presse. Les services qu'il a rendus à la liberté en matière de trahison ne sont pas moindres, comme nous allons en juger.

1. En matière religieuse pourtant, j'ai déjà remarqué que sa doctrine n'était pas parfaitement assise.

CHAPITRE II

ERSKINE ET LES PROCÈS DE SÉDITION ET DE HAUTE TRAHISON.

Les procès de trahison où figura Erskine ne furent pas tous de même nature ; je parlerai d'abord de ceux qui eurent un caractère plus spécialement politique. L'attentat contre la personne du souverain est, il est vrai, qualifié *haute trahison* ; au point de vue du droit positif anglais je devrais donc m'occuper ici de la défense de Hadfield, qui tira un coup de pistolet sur le roi Georges III ; mais je préfère réserver l'examen de cette cause, qui au fond n'avait rien de commun avec les autres, pour un chapitre spécial. Par contre, je joindrai aux affaires de haute trahison les accusations pour sédition et autres semblables ; la sédition ne constitue qu'un simple délit, mais elle présente les mêmes traits généraux que la trahison. C'est plutôt une différence de degré qui les sépare qu'une différence de nature.

Le premier procès touchant au droit constitutionnel où plaida Erskine fut celui des membres du Conseil de Madras. On me pardonnera de passer rapidement sur cette affaire qui fit autrefois beaucoup de bruit, mais qui, aujourd'hui, n'offre plus grand intérêt. Voici, en

peu de mots, de quoi il s'agissait. En 1773, lord Pigot, gouverneur de Madras, s'était trouvé en désaccord avec le Conseil de la colonie; celui-ci le fit arrêter et jeter en prison. Poursuivis devant la Cour du Banc du Roi pour *misdemeanour*, les conseillers furent reconnus coupables, malgré les efforts de Dunning et d'autres avocats en renom. Restait à prononcer la peine; Erskine, *junior counsel* des accusés, ne prit la parole qu'après le verdict du jury; il ne pouvait plus contester l'illégalité, désormais reconnue, de la conduite de ses clients; il n'avait qu'à faire valoir toutes les circonstances de nature à atténuer leur culpabilité. C'est ce qu'il fit habilement, en démontrant que lord Pigot avait lui-même transgressé la loi avant que le Conseil outrepassât à son tour ses attributions; celui-ci avait obéi à la nécessité; il ne s'était laissé égarer par aucune considération d'intérêt personnel. Sans doute, ce n'était pas là une justification légale; mais, au point de vue strictement légal, les auteurs de la Révolution de 1688 eux-mêmes n'étaient-ils pas coupables? N'avait-il pas fallu que le Parlement votât pour eux un bill d'indemnité? « De plus ajoutait le futur défenseur de Stockdale, s'adressant à la Cour, je vous conjure de vous rappeler que ceux que vous allez punir, ont à répondre d'actes commis dans le gouvernement d'un pays riche et immense, placé à l'autre extrémité du monde, de telle sorte que la terre accomplit sa révolution dans un temps plus court que le temps nécessaire au fonctionnaire de l'Inde pour recevoir les instructions de son supérieur européen; un pays environné de nations dont non seulement la politique, mais encore la nature, la nature outragée, a fait autant d'ennemis, un pays où le gouvernement doit être

toujours sur ses gardes, où il doit rester toujours fort pour maintenir sa supériorité sur des adversaires qui ont pour eux l'avantage du nombre. Sûrement, on ne doit pas apprécier la conduite d'hommes placés dans une telle situation d'après la mesure étroite de notre droit national ! » — Les arguments d'Erskine, d'une logique serrée, exposés avec autant de modération que de fermeté, eurent un grand succès auprès de la Cour ; les membres du Conseil en furent quittes pour une forte amende. Burke s'indigna de cette indulgence et s'éleva contre elle à plusieurs reprises avec son intempérance de langage habituelle, sans respect pour la chose jugée. C'était la première fois qu'Erskine, encore à ses débuts, se trouvait l'adversaire de Burke : bien des fois, ils se trouvèrent depuis opposés l'un à l'autre ; mais dans la suite, aussi bien qu'en 1780, l'avocat eut presque toujours raison contre le grand orateur parlementaire ².

Je ne reviendrai pas sur les circonstances qui précédèrent la mise en accusation de lord Georges Gordon ; est-il besoin de rappeler la pétition contre les catholiques qu'il présenta au Parlement, les émeutes qui,

1. Aujourd'hui encore, il règne une grande incertitude sur l'étendue des pouvoirs de beaucoup de fonctionnaires indiens. Voy. W. Markby, *Elements of Law*, n° 20.

2. L'affaire du Conseil de Madras offrit cette particularité, que tous les avocats qui y figurèrent, soit du côté de l'accusation, soit pour la défense, parvinrent à une bien haute fortune. En voici la liste : Wedderburn, plus tard lord Loughborough et lord Rosslyn ; Wallace, plus tard procureur général ; Mansfield, devenu en 1804 président des Plaids Communs ; Dunning, le futur lord Ashburton ; Kenyon, qui fut créé lord Kenyon et Chief-Justice du Banc du Roi ; Arden, plus tard lord Alvanley ; Wilson, nommé, en 1786, juge des Plaids Communs ; enfin, Erskine.

pendant plusieurs jours, ensanglantèrent la capitale , l'effroi qui s'empara de l'Angleterre entière? Quand Erskine, second défenseur, se leva pour prendre la parole, la Cour et le jury étaient déjà fatigués par le réquisitoire, les dépositions des témoins, la plaidoirie longue et monotone du premier avocat, Kenyon ; il était plus de minuit, et les amis du lord le considéraient comme perdu. Erskine commence, et toute cette lassitude de se dissiper comme par enchantement ; tous sont attentifs comme si l'audience venait de s'ouvrir.

L'exorde est tel qu'il convient à un jeune avocat qui sent toute l'étendue de sa responsabilité dans une cause capitale : « Messieurs, dit-il aux jurés, je me sens en droit d'attendre de vous comme de la Cour beaucoup d'indulgence et d'attention ; en vérité, je dois exciter plus de compassion que mon noble ami dont je suis le défenseur. Il reste calme dans la conviction de son innocence et dans l'assurance justifiée que son honneur ne peut souffrir aucune atteinte entre vos mains ; il n'en est pas de même pour moi ; je me tiens devant vous plein de crainte ; j'ai peur d'être coupable d'avoir osé accepter la terrible tâche que je dois maintenant accomplir, tâche dont mon savant ami, qui a parlé avant moi, cet homme qui, par ses talents, par son expérience extraordinaire, s'est élevé aux premiers rangs de sa profession, n'a parlé qu'avec cette défiance qui convient à tout chrétien dans une cause de sang. Si tels sont les sentiments de M. Kenyon, jugez de ce que doivent être les miens... »

Après cet exorde, il expose immédiatement les principes sur lesquels doit rouler toute sa plaidoirie : « Le crime dont est accusé le noble personnage qui comparait à votre barre est le plus grand, le plus atroce que

puisse commettre un homme dans la vie civile ; il ne consiste pas simplement , comme les autres crimes , dans un tort fait à la société par l'atteinte portée à quelques-unes des relations réciproques d'homme à homme ; il implique la volonté de la détruire et de la renverser jusque dans ses fondements. Aussi , nulle part la justice et la sagesse de nos lois ne se manifestent-elles d'une manière plus claire et plus évidente que dans la définition sévère , précise , explicite , incontestable des caractères qui constituent cette grave offense : le crime de haute trahison n'étant autre chose qu'une violation ou un oubli total de ce respect pour la loi qui forme le lien de la société , s'il fût resté vague , incertain , ambigu , toutes les autres lois , établies pour garantir la sûreté personnelle , eussent été complètement inutiles. Cette offense , qu'il est si facile de créer et de juger suivant les convenances politiques , lorsque l'occasion le requiert , serait une arme dont un mauvais gouvernement pourrait , à son gré , frapper les plus honnêtes citoyens toutes les fois que la vertu lui deviendrait incommode ou odieuse. Les délits contre les personnes et les propriétés de nos voisins considérés comme individus , délits qui sont le sujet de toutes les autres poursuites criminelles , peuvent être définis d'une manière plus précise ; de plus , les pouvoirs de l'Etat ne sont que rarement intéressés à étendre la loi qui les qualifie ; mais si le crime de trahison , qui intéresse directement le gouvernement lui-même , était abandonné à la libre appréciation de ses ministres ; si les limites marquées par la loi n'étaient des plus visibles , des mieux déterminées , des plus inviolables , il n'y aurait plus de liberté publique , et la condition d'un Anglais ne serait pas meilleure que celle d'un esclave aux

pieds d'un sultan. Qu'importe que l'on meure d'un coup de sabre, sans l'observation d'aucune forme, ou qu'on périsse avec l'appareil plus pompeux de la justice, si l'État peut, à son gré, inventer un genre de crime pour l'accommoder à l'acte qu'il fait juger ? » Or, il est une loi qui, de la manière la plus nette, énumère les cas dans lesquels il y aura haute trahison ; c'est un statut qui date d'Édouard III ; un des faits que ce statut qualifie ainsi, celui dont est accusé lord Georges Gordon, consiste à « *soulever la guerre* contre le roi dans son royaume (*to levy war against the King in his realm*). On a peut-être déjà trop étendu, poursuit Erskine, le sens des termes employés par le statut, mais aucune des décisions judiciaires rendues en grand nombre, sur ce sujet, n'a établi autre chose que ceci : qu'on peut être coupable d'avoir *soulevé la guerre* contre le roi dans son royaume, non seulement par une insurrection dont le but est de changer ou de détruire à main armée la Constitution fondamentale de l'État, mais encore par une révolte contre l'exécution des lois qu'il a promulguées ou par la violation de la protection qu'elles accordent à une classe générale ou à une partie quelconque de la société, lors, toutefois, que cette révolte est manifestée *par des actes prémédités et apparents de violence, d'hostilité et de force ouverte*. »

Ces prémisses posées, le plaidoyer est consacré tout entier à l'examen de la question de savoir si les actes de lord Georges Gordon rentrent dans les termes du statut et des décisions qui l'ont appliqué et interprété. Erskine démontra que le lord n'avait pas rassemblé la foule qui le suivait dans le dessein de provoquer une émeute pour le cas où la pétition contre les catholiques

serait rejetée ; il discuta une à une les dépositions des témoins, et prouva que l'accusé n'avait pris aucune part aux troubles qui avaient suivi malheureusement le rejet de cette même pétition, aux meurtres et aux incendies qui avaient désolé Londres ; il les avait déplorés ; il avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour les arrêter. « On lui reproche, s'écrie-t-il, de n'avoir pas prévu ces excès ; que dire alors du gouvernement qui ne prit aucune mesure pour les prévenir, qui ne publia point de proclamations pour avertir le peuple du danger et de l'illégalité de ces rassemblements ? Si cette multitude paisible qui s'avance, une pétition à la main, est une armée ; si le bruit et la confusion inséparables d'une grande réunion d'hommes, quoique sans violences et sans intention d'en commettre, constitue la guerre, que dire de ce gouvernement qui, depuis plusieurs jours, instruit par un avertissement public qu'une armée se réunissait pour la guerre civile, n'avait pas un soldat, pas un constable pour protéger l'État ? Messieurs, ce que n'a pas fait le procureur général pour le gouvernement, je veux moi-même le faire en ce moment ; je veux lui épargner l'éternelle infamie qui pèserait sur sa tête s'il fallait en croire le langage de son avocat ; oui, le gouvernement peut opposer une réponse péremptoire ; la voici : Nul homme ne pouvait prévoir, la sagesse humaine ne pouvait deviner que des misérables sans aveu, profitant d'une occasion qu'un zèle peut-être imprudent pour la religion avait fait naître, déshonoreraient la cause de toutes les religions par les excès qui suivirent. »

La critique dirigée ici contre l'organe de la Couronne n'a rien de personnel ; mais ailleurs l'avocat

attaque le procureur général avec une acrimonie fort rare chez lui, et l'accuse purement et simplement d'être de mauvaise foi et de sacrifier sa conviction intime au désir d'avancer ou tout au moins de conserver ses fonctions; nous n'avons pas souvent à relever chez Erskine ce défaut de modération; encore nouveau à la barre, il n'avait pas pris cette habitude de dissimuler sa pensée qui n'a rien de répréhensible quand elle se borne à attribuer par courtoisie à une erreur de l'adversaire ce qui vient peut-être du parti pris. Bien entendu, si le défenseur croit réellement à la mauvaise foi de l'accusateur, il a le droit d'en convaincre les juges et le jury, mais en général mieux vaut le prouver par des faits que lui jeter brutalement cette imputation à la face.

La péroraison a été justement admirée; au lieu de terminer par un morceau d'éloquence à grand effet, l'orateur, sûr des sympathies du jury, finit par un appel à la justice, en mentionnant simplement par voie de prétérition les circonstances extérieures à la cause qu'il eût pu faire valoir en faveur de son client : « Je puis maintenant, dit-il, vous épargner la peine de m'entendre plus longtemps, et à moi celle de prolonger un discours qui m'agite et me torture. Puisque lord Georges Gordon est reconnu pur de tout acte ou de toute intention hostile contre la législature de son pays ou les propriétés de ses concitoyens, puisque l'ensemble de sa conduite rend impossible toute croyance à l'intention criminelle que lui impute l'acte d'accusation, ma tâche est finie. Je ne ferai point appel à vos passions, je ne vous rappellerai point son long et douloureux emprisonnement, je ne vous parlerai point de sa noble naissance, de sa grande

jeunesse, du zèle énergique et généreux qu'il montra toujours dans le Parlement pour la Constitution de son pays. De tels développements pourraient être utiles dans un procès douteux, et même alors les cœurs honnêtes des membres d'un jury anglais y suppléeraient sans qu'il fût besoin de les y exciter. Aujourd'hui les principes simples et rigides de la justice et de la vérité suffisent pour me donner le droit d'attendre de vous un verdict favorable. » — Le verdict répondit, en effet, à son attente, et ainsi se trouva condamnée la doctrine, contraire aux principes élémentaires du droit pénal, de la *trahison interprétative*, doctrine dangereuse pour la liberté publique et la sécurité des citoyens, et qu'on regrette de voir adoptée par des jurisconsultes comme lord Mansfield ¹. Le succès remporté par Erskine dans l'affaire des

1. Les *Gordon riots* suscitèrent une autre difficulté juridique dont il n'est pas question dans le plaidoyer d'Erskine, lequel ne parle que de la haute trahison : « D'après le statut 13, *Car. II*, c. 5, dit Laya, il est disposé que solliciter ou obtenir le nom de plus de vingt personnes pour une pétition au roi ou à l'une des Chambres du Parlement, ayant pour objet de demander un changement dans l'État ou dans l'Église, à moins que le contenu n'en soit approuvé par trois magistrats du comté ou la majorité du grand jury des assises ou des sessions trimestrielles, ou à Londres par le lord-maire, les aldermen ou le conseil municipal, aussi bien que présenter une pétition au nombre de plus de dix personnes à la fois..., constitue un délit punissable d'une amende de 100 livres et d'un emprisonnement de trois mois... Lors du procès de lord G. Gordon, on soutint que l'article du *Bill des droits* qui déclare que c'est le droit de tout sujet de présenter une pétition avait virtuellement abrogé l'acte de Charles II, ce que lord Mansfield a formellement repoussé; mais l'opinion générale est que le peuple a le droit d'adresser des pétitions, au moins à ses représentants au Parlement, et que l'acte de Charles II, qui limite le nombre des noms, est abrogé par le *Bill des droits*... (*Droit anglais*, II, pp. 268 et 269.)

Gordon riots devait lui faciliter la tâche dans les *State Trials* de 1794, où, à propos, d'un autre article de même statut d'Édouard III, cette même théorie de la trahison interprétative reçut définitivement le coup de mort.

Quand la Révolution française eut, par les excès de 1792 et 1793, indisposé en Angleterre la masse de la nation contre les principes libéraux, le ministère, nous l'avons vu, chercha à représenter les whigs comme des jacobins et à les réduire ainsi à l'impuissance. L'Angleterre eut aussi son règne de la terreur, bien plus doux certainement que la période qui porte en France le même nom, mais dont le souvenir éveille pourtant encore aujourd'hui chez les Anglais plus d'une idée pénible. Si cette époque ne fut pas plus funeste aux libertés britanniques qu'elle ne l'a été, c'est surtout à Erskine qu'elle le doit; le moment est venu de retracer avec quelques détails ces luttes de barreau où il était le représentant presque unique de son parti, alors que l'opposition pouvait à peine faire entendre sa voix au sein du Parlement. J'ai dit plus haut, en racontant la vie politique d'Erskine, les circonstances au milieu desquelles ces luttes se sont produites; nous pouvons maintenant exposer les principaux incidents qui les ont signalés et juger des coups portés par le champion de la justice et de la liberté.

Les poursuites dirigées contre l'attorney Frost, accusé pour quelques paroles imprudentes proférées dans un café, sous l'influence du vin, inaugurèrent la série des procès politiques pour sédition et pour haute trahison, qui alternèrent avec les procès de presse sous le ministère de lord Loughborough. Le réquisitoire fut prononcé par le procureur général Wood;

Erskine, lui répondant, démasqua immédiatement la tactique du gouvernement, qui faisait intervenir toujours et partout le fantôme de la Révolution française dans l'espoir d'arriver à anéantir la liberté anglaise. Après avoir témoigné son étonnement de ce que le procureur général, au sujet de quelques propos sans conséquence, ait cru devoir parler de la France, de sa Révolution, de prétendus dangers courus par la Constitution, toutes choses absolument étrangères aux faits articulés dans l'acte d'accusation, il ajoute : « L'expérience pourtant aurait dû me préparer à entendre ces digressions ; car, depuis quelque temps, quel autre moyen le gouvernement a-t-il employé pour parvenir à ses fins ? A quel jour, dans quel lieu a-t-on discuté une question où l'on n'ait fait intervenir tout d'abord les affaires de France ? Quel est l'objet important sur lequel on ait statué sans parler de ces mêmes affaires ? Les affaires de France sont devenues l'écran derrière lequel se dissimulent toutes les opérations du ministère ? » Quel compte a-t-on pourtant à en tenir ici ? Sans doute des circonstances extérieures à un acte coupable peuvent parfois en augmenter la criminalité, mais alors elles sont mentionnées dans l'acte d'accusation comme partie intégrante du fait délictueux considéré dans son ensemble ; ici, aucune mention pareille n'a été faite. Le procureur général a jugé bon de donner son opinion sur la Révolution française ; il ne l'a appuyée sur aucune preuve ; l'orateur garde donc aussi ses idées ; il croit que les dangers qui peuvent en résulter pour l'Angleterre ont été singulièrement exagérés, et il accuse ses adversaires de les avoir exagérés à dessein. — Ici l'accusation portée par Erskine contre le ministère était de très

bonne guerre; nul n'ignorait qu'en arrivant au pouvoir, Pitt et ses collègues avaient changé soudain d'avis sur mainte question constitutionnelle. « Je crois vraiment, dit Erskine, que les auteurs des bruits alarmants que l'on propage partagent au fond ma manière de voir; mais il était commode pour certaines personnes qui changeaient de maximes de trouver pour ce changement quelques prétextes plausibles; il a été commode pour ceux qui, dans l'opposition, avaient essayé de convaincre la nation de la nécessité d'une réforme dans les abus du gouvernement de trouver des raisons quelconques pour prolonger et confirmer ces mêmes abus devenus les auxiliaires d'un pouvoir qu'ils ne trouvaient odieux que quand il était dans d'autres mains. » Après cette vigoureuse sortie contre le ministère, l'avocat lit des lettres d'où il résulte que Pitt et le prévenu étaient autrefois en correspondance et faisaient tous les deux partie d'un comité pour la réforme parlementaire. M. Frost n'a pas changé comme ses anciens amis; dans la chaleur du vin il a laissé échapper quelques phrases imprudentes qui, venant de tout autre, eussent passé inaperçues ou dont on n'eût fait que rire; venant de lui, elles ne devaient pas être pardonnées. « En ce qui concerne le nouveau gouvernement de la France, puisque ce sujet a été introduit, continue-t-il, voici tout ce que j'en puis dire : le bien ou le mal de ce gouvernement regarde les Français; ils avaient le droit, comme tout autre peuple sur la terre, de changer de Constitution; le régime qu'ils ont détruit était un régime justement abhorré d'être libres et raisonnables; s'ils n'y ont pas substitué, s'ils n'y substituent pas bientôt un meilleur gouvernement, ils devront vider la coupe amère qu'ont remplie leurs er-

reurs et leurs crimes. Quant aux horreurs qui aujourd'hui désolent et accablent ce beau pays, tous les hommes de bien doivent sans doute s'accorder à les condamner et à les déplorer, mais ils peuvent néanmoins différer quand il s'agit d'en trouver les causes; des hommes, aussi sages au moins que ceux qui prétendent être plus sages que la Providence et plus forts que les événements, ont le droit de penser que l'immense édifice d'un pouvoir criminel et corrompu ne peut tomber sans une terrible secousse; l'ébranlement qui en résulte est d'autant plus considérable que le terrain ébranlé est plus étendu; les passions et les erreurs inséparables de l'humanité augmentent la confusion; les crimes et l'ambition d'autres nations, se couvrant du masque de la légitime défense et de l'humanité, ont peut-être contribué à irriter les Français, à remplir leurs cœurs d'amertume, à multiplier les maux que ces nations voulaient empêcher... »

Ayant ainsi exposé les généralités de son sujet, l'avocat s'attache d'une manière plus étroite à l'examen des faits de la cause. Le procureur général a dit que c'était à M. Frost à démontrer que les mots qu'il avait proférés n'avaient été dits que par légèreté. N'est-ce pas renverser l'ordre des preuves? n'est-ce pas à l'accusation à prouver la criminalité de l'intention? Tout accusé est réputé innocent jusqu'à preuve contraire. Il n'est pas difficile, d'ailleurs, de se convaincre que le prévenu n'a parlé que sous l'influence du vin et provoqué par l'un des témoins. « La société doit-elle être protégée par la violation de cette confiance, par la destruction de cette sécurité et de cette tranquillité qui en constituent partout un élément essentiel, mais qui, jusque dans ces derniers temps, ont

surtout caractérisé la vie anglaise? Le gouvernement tirera-t-il dignité et sûreté de moyens qui rendent impossible à tout homme encore sensible à l'honneur de s'offrir à le servir? Le temps est-il venu où il ne suffira plus au sujet d'obéir à la loi, de tenir la conduite la plus régulière, où il devra encore mesurer tous ses pas, choisir ses expressions, composer son visage dans les circonstances les plus ordinaires de la vie privée? Un gentleman anglais devra-t-il désormais limiter soigneusement le nombre de verres qu'il boira, ou bien lorsqu'il parlera avec franchise, croyant que ses voisins partagent cet heureux besoin d'expansion et cette indépendance de la pensée qui constituent une des principales jouissances de la vie, verra-t-il tout à coup sa réputation flétrie, sa liberté compromise? Est-il un homme au monde qui puisse avoir assez d'empire sur lui-même pour qu'il lui soit indifférent de voir enregistrer ses paroles et de les voir ensuite invoquer contre lui dans une Cour de justice... Quand je suis arrivé ce matin ici, et que j'ai trouvé, contrairement à mon attente, que nous allions être encore condamnés à étouffer dans ce misérable trou (la Cour du Banc du Roi siégeait dans la petite salle des Plaids Communs, le lieu ordinaire de ses séances étant occupé pour les débats du procès de Hastings), supposez que j'aie murmuré dans ces sombres corridors : « Quoi ! encore cette maudite affaire de Hastings ? Ne nous laissera-t-on donc pas tranquilles ? nous fera-t-on mourir asthmatiques dans ce damné trou ? je voudrais, ma foi, que le toit s'écroulât et anéantît du même coup procès, Lords, Communes et toute leur séquelle ! » Un tel souhait fait avec réflexion serait certainement l'indice de la plus odieuse perversité, et si

on l'exprimait sérieusement, il constituerait un grave outrage envers le Parlement. Peut-être pourrait-on m'accuser d'irrévérence et de sottise pour l'avoir préféré sans y attacher d'importance. Mais si on m'avait gravement reproché ces expressions comme dictées par une intention criminelle, si on m'avait accusé de vouloir la destruction des Lords et des Communes d'Angleterre, comment cette accusation aurait-elle été reçue à la Chambre des Communes dans le cas où elle aurait été présentée comme devant motiver mon expulsion? »

« L'esprit de la législation anglaise, demande Erskine, n'est-il pas conforme à ces idées de sage tolérance? Un statut de la reine Anne punit comme traître celui qui contestera le droit au trône de la reine et de ses successeurs dans l'ordre déterminé par les lois qui ont suivi la Révolution de 1688; ce statut punit d'abord les écrits, puis il prononce que toute personne qui, *malicieusement et directement*, dans un sermon, dans une leçon publique ou par des paroles dites avec réflexion (*advised speaking*) soutiendra la même opinion séditieuse, encourra les peines d'un *præmunire*¹. »

« Messieurs, continue l'orateur, l'habitude qui prévaut maintenant de se départir de la sage modération de nos lois et de notre Constitution, en vue de les garantir ou tout au moins sous ce prétexte, habitude qui engendre tant de procès criminels, nous fournit un terrible exemple de la faiblesse humaine. Ces hommes associés pour la poursuite des délits politiques, qui surveillent nos paroles, nos regards même, se sont

1. L'emprisonnement et la confiscation des biens.

unis, semble-t-il, pour préserver notre excellente Constitution de la contagion de la France, où une démocratie arbitraire et tyrannique, sous couleur de liberté populaire, détruit toute la sécurité et toutes les joies de l'existence. Mais comment les détruit-elle ? Comment, si ce n'est justement par ces moyens même que les nouveaux auxiliaires de notre pouvoir exécutif emploieraient si nous les laissions faire ? Les Français infligent, d'après les principes faux et barbares de je ne sais quelle raison d'État, les châtimens les plus sévères à des délits que la loi n'a jamais définis ; ils les prononcent en mettant le soupçon à la place des preuves, en obéissant à la fureur aveugle et insensée d'un zèle intolérant plutôt qu'aux lois d'une justice modérée et impartiale. Ne parlons pas des horreurs de l'invasion étrangère, horreurs dont la France n'est pas responsable, quel autre mal s'est-elle infligé à elle-même ? Qui a récemment uni tous nos cœurs dans une même douleur, toutes nos voix dans une même plainte ? Ce furent ces exécutions judiciaires que nous avons le droit de qualifier d'assassinats quand nous voyons la prison et la hache punir les effusions naturelles de cœurs innocents, tantôt dans des lettres privées adressées à des amis, sans acte, sans intention criminelle, tantôt dans de simples exclamations en faveur de la royauté ou de quelque institution repoussée par la Constitution... En vérité, je regrette que depuis quelque temps nous entendions si souvent parler de l'excellence du gouvernement britannique et que nous en ressentions si peu les bienfaits. »

On poursuit maintes personnes pour avoir attaqué le roi et les nobles, mais on ne poursuit personne pour avoir attaqué le troisième ordre de l'État, pourtant

aussi respectable, aussi nécessaire au fonctionnement de la Constitution. « Si le prévenu a critiqué trop légèrement notre gouvernement, qu'on lui montre son erreur en en rendant les avantages évidents;... qu'avant tout, il compare, dans son procès, la condition d'un sujet anglais à celle d'un citoyen français, objet, dit-on, de ses préférences. C'est selon qu'on administre bien ou mal la justice qu'on attache les individus et les nations à leur gouvernement, ou qu'au contraire on le leur rend odieux. Ce ne sont pas des paroles ou des écrits qui feront croire aux hommes qu'ils jouissent du bonheur et de la sécurité, quand ils n'en sentent pas pratiquement les effets; ce ne sont pas les paroles et les écrits qui les en priveront s'ils jouissent de ces biens dans toute leur étendue¹ ... »

Les passions étaient trop surexcitées pour qu'on écoutât ce magnifique appel à la justice. Frost fut condamné, et le nombre des poursuites ne fit que s'accroître. Bientôt après (21 avril 1794), nous retrouvons Erskine plaidant pour Walker et quelques autres personnes accusées d'avoir voulu faciliter une descente des Français en Angleterre². On se souvient que l'accusation fut abandonnée, parce que le principal témoin à charge, Dunn, espion à la solde du ministère, fut reconnu coupable de parjure. Je ne m'arrêterai pas longtemps sur le plaidoyer d'Erskine, qui roule presque entièrement sur le point de fait, sans traiter à fond aucune grande question de droit pénal ou de droit

1. « Men are neither to be talked or written into the belief of happiness and security, when they do not practically feel them, nor talked or written out of them, when they are in the full enjoyment of their blessings. »

2. *Speeches of Lord Erskine*, I, p. 447 et suiv.

constitutionnel. J'en détacherai seulement quelques lignes pour donner une idée du genre de plaisanterie qui plaît à un jury anglais. L'avocat de la Couronne avait appelé l'attention sur des armes trouvées en la possession de Walker. Erskine prouve que la plupart de ces armes avaient été achetées autrefois par l'accusé pour défendre sa maison lors d'un mouvement populaire qui avait eu lieu à Manchester. Et ces engins de guerre, auxquels il n'avait pas été touché depuis longtemps, quels étaient-ils ? « Ils avaient été enfermés dans une chambre à coucher, raconte Erskine ; la semaine dernière j'ai été introduit dans cette maison où se cachent, dit-on, les conspirations, la trahison et la mort ; j'ai vu ces puissants instruments à l'aide desquels on devait renverser le magnifique édifice de notre Constitution, anéantir la propriété, mettre fin à la vie de dix millions d'hommes. Il y avait d'abord six petits pierriers, achetés, il y a deux ans, à la vente de Livesey, Hargrave et Cie, par M. Jackson, gentleman de Manchester, qui est aussi au nombre des accusés, et qui en fit cadeau au jeune Walker, âgé de dix ans ;... je poursuivis, guidé par le grand maître de cette artillerie, c'est la femme de chambre de M. Walker que je veux dire, la visite de ce meurtrier et terrible attirail, et je trouvai un petit mousqueton, à peu près de cette hauteur ; je le pressai avec le pouce ; une petite baïonnette en sortit, semblable à ces diables à ressort que nous achetons pour les enfants dans les foires. Bref, pour ne pas vous fatiguer par une plus longue description, Messieurs, il y avait juste le nombre d'armes de toute sorte et de toute taille qu'un homme peut réunir lorsqu'il en demande à ses amis pour se défendre contre l'attaque subite d'une po-

pulace soulevée, trois ou quatre fusils rouillés de divers calibres, quelques sabres, quelques baïonnettes tellement couvertes de poussière et rongées de rouille qu'on pouvait à peine les reconnaître. » Il ne faut pas oublier en lisant ce passage que le droit d'avoir des armes, fussent-elles des armes de guerre, est considéré par les citoyens anglais comme un des droits les plus sacrés que leur garantisse la Constitution. — Dans le cours de sa plaidoirie, Erskine parle de sa naissance; chose qu'on lui reprocha parfois de faire trop souvent; mais ici cette allusion nous paraît avoir été parfaitement à sa place, puisqu'elle lui fournissait un moyen de montrer combien il était convaincu de l'innocence de son client. « J'ai l'honneur, dit-il, d'être parent de Sa Majesté; ma famille a fait partie pendant des siècles de ce qu'on appelle aujourd'hui l'aristocratie de ce pays; je ne puis donc avoir aucun intérêt au renversement de notre Constitution. » Quant à la France, il en parle moins que dans le procès de John Frost, mais c'est à peu près de la même manière. « Quel mal, se demande-t-il, voyons-nous dans l'état actuel de ce malheureux pays dont la contagion nous remplisse d'alarme et qui soit pour nous un juste objet de terreur? N'est-ce pas cette concomitance perpétuelle de l'accusation et de la condamnation? Un faux témoignage, l'inimitié du pouvoir, suffisent, sans autre preuve, pour faire envoyer un malheureux à la mort. Chez nous, il n'en est pas ainsi; puissent les deux pays différer longtemps encore! »

Erskine obtint ici un succès complet; mais les persécutions contre les partisans de la réforme continuèrent à se multiplier, et l'année n'était pas expirée que Hardy, Horne Tooke, Thelwall et quelques autres étaient poursuivis pour haute trahison.

Ces hommes, membres de diverses Sociétés pour l'étude des questions constitutionnelles, étaient tous accusés *d'avoir projeté et imaginé la mort du roi* (*with compassing and imagining the death of the King*), « leur intention étant manifestée par une conspiration qui, sous le prétexte d'amener par des moyens légaux une réforme de la Chambre des Communes, avait pour objet réel la destruction violente de la Constitution tout entière. » — Les officiers de la Couronne divisèrent leurs preuves en deux catégories : 1^{re} preuves de l'existence d'une conspiration ; 2^o preuves de la part prise par les accusés à cette conspiration. Le procédé, bien que légal dans l'opinion des magistrats et d'après les précédents, était ici particulièrement dangereux pour les accusés ; car l'existence de la conspiration avait été reconnue par le Parlement (Stat. 34, *Geo.* III, c. 54), ce qui constituait contre eux un fort préjugé ; la plupart des preuves produites par l'accusation avaient été présentées aux Chambres et imprimées par ordre de celle-ci ; ils avaient à combattre non seulement l'influence de la Couronne, mais encore l'autorité du pouvoir législatif.

La longueur inusitée du réquisitoire du procureur général, sir John Scott, ne fut pas inutile à la cause de Hardy, le premier accusé qui comparut à la barre. Je n'ai pas la prétention de donner ici un résumé complet de cette longue et parfois fastidieuse harangue ; je me contenterai d'indiquer les principaux arguments qu'elle renferme ; cette analyse est indispensable pour bien comprendre le point de droit qui était en question et apprécier la valeur de la réfutation présentée par Erskine.

Un statut d'Edouard III, dont il a été parlé à propos

du procès de lord G. Gordon, limite à certaines hypothèses le crime de haute trahison. Le premier cas prévu est celui où « l'on aurait comploté ou imaginé la mort du roi, de la reine ou de leur fils aîné (*when a man doth compass or imagine the death of our Lord the King, or our Lady his Queen, or of their eldest son and heir*). » Le procureur général soutenait que toute conspiration à l'effet de changer la Constitution équivalait à un complot contre la vie du souverain. Si le roi, disait-il, était déposé, ou emprisonné, ou même si son pouvoir était simplement suspendu, sa vie se trouvait mise en danger. Ce fut là l'idée maîtresse de son réquisitoire, idée à l'appui de laquelle il invoqua force précédents. — Cela posé, pour démontrer l'existence d'une conspiration ourdie pour modifier la forme du gouvernement, il citait une quantité d'actes, d'adresses, de proclamations émanant des Sociétés dont faisaient partie les accusés. Ces Sociétés s'intitulaient, il est vrai, Sociétés pour la réforme du Parlement; mais il n'en fallait pas conclure, selon lui, qu'elles ne voulussent pas toucher à la Constitution dans ses traits essentiels. Ne pouvait-il pas y avoir un Parlement aussi bien sous une république que sous une monarchie? Les délégués de ces diverses Sociétés s'étaient d'abord rassemblés en Ecosse, à Edimbourg, et y avaient formé une *Convention*; on les avait dispersés, et quelques-uns d'entre eux avaient même été condamnés à la transportation par les tribunaux écossais; ils avaient voulu ensuite réunir une semblable Convention en Angleterre, et c'est alors qu'on avait arrêté les accusés. — Le nom de *Convention* paraît avoir effrayé beaucoup les esprits des tories; à lire le discours du procureur général, on dirait que les *Conventions* en

question, au lieu de rechercher simplement les moyens d'arriver plus sûrement aux réformes, devaient tenter de les opérer elles-mêmes et de les imposer par la force, idée que pourtant repoussaient leurs programmes. Le mot de *Convention* n'était pas nouveau dans l'histoire d'Angleterre ; mais en 1794 il n'éveillait plus chez les Anglais que des idées de guillotine et de noyades. — Sir John Scott représentait enfin les affiliés accumulant des armes, apprenant à s'en servir, faisant circuler d'horribles pamphlets¹, et il entremêlait ses développements d'éloges de la Constitution anglaise et de paroles d'exécration pour la Révolution française et pour Thomas Paine, suivant les formules habituelles des organes de la Couronne à cette époque.

Il est incontestable que le langage des membres des Sociétés incriminées avait été souvent des plus vifs, presque séditieux ; probablement aussi les intentions de quelques-uns d'entre eux n'étaient pas des plus pures. Mais le terrain choisi par le ministère public était mauvais. Les accusés eussent vraisemblablement été condamnés, si on les avait poursuivis pour simple *misdemeanour* ; inculpés de haute trahison, ils furent acquittés. Le procureur général ne faisait pas d'ailleurs difficulté d'avouer (et la défense ne devait pas manquer d'en tirer parti) que quelques témoins à charge étaient des espions aux gages du ministère ; or, il n'y a pas loin du rôle d'espion à celui d'agent provocateur.

C'est après plus de quatre jours de débats qu'Erskine commença son plaidoyer, épuisé par un travail énorme et par une longue privation de sommeil ; ses appréhen-

1. Dans la poche de l'un d'eux, on avait trouvé, disait-il, une affiche annonçant que, le 1^{er} avril 1794, on jouerait une pièce intitulée : *la Guillotine, ou la tête de Georges au panier*.

sions étaient des plus grandes ; la lutte semblait presque désespérée. Rien pourtant ne trahit la fatigue de l'esprit ou le découragement dans son discours de sept heures. Si, vers la fin, les forces physiques lui manquèrent, si sa voix fut près de s'éteindre, jamais il ne s'écarta du plan qu'il s'était tracé, jamais il ne tomba dans l'incohérence ou la contradiction.

Après avoir remercié la Cour et le jury d'avoir bien voulu lui permettre de prendre un peu de repos et de mettre en ordre la masse de ses documents, il commença par s'associer aux éloges donnés par le procureur général à la Constitution anglaise, Constitution qui garantit aux accusés la liberté de la défense. Il s'associa également à lui pour déplorer l'état de la France, et saisit l'occasion de développer de nouveau l'idée qu'il avait déjà exprimée dans ses plaidoyers pour Frost et pour Walker. « Voyons, dit-il, quel est le fléau qui s'est abattu sur ce malheureux pays et qu'on a si vivement déploré. Le voici : sous l'empire d'une raison d'Etat barbare, toutes les protections légales ont été abrogées et détruites ; aucun homme ne peut dire, sous ce régime d'alarme et de terreur universelles, que sa vie, sa liberté, sa réputation ou aucun autre bien lui soit assuré, ne fût-ce que temporairement ; si on l'accuse de fédéralisme, de modérantisme, d'incivisme ou de tout autre prétendu délit que la mode et les factions du jour érigent en crime de haute trahison, il est privé tout à coup de la vue de sa famille, de ses amis, de la lumière du jour. L'accusation et la sentence de mort se suivent sans intervalle, se confondent presque comme l'éclair et le bruit de la foudre... » — L'orateur se félicite alors de ce que le prisonnier qu'il défend doive être jugé suivant des

maximes toutes différentes de celles qui prévalent en France. « Il ne doit pas être accablé par les dispositions vagues de lois tyranniques exécutées plus tyranniquement encore. On ne doit pas le condamner sans l'entendre par zèle pour le bien public. Je demande pour lui qu'on le juge suivant notre Constitution tant vantée ; je vous somme de lui appliquer la loi, selon nos salutaires institutions, en en observant strictement la lettre. Lors même que vous refuseriez votre approbation à quelque partie de sa conduite, ou que vous la jugeriez à un faux point de vue, lors même que vous la considéreriez comme coupable, je réclame en son nom le droit, comme sujet anglais, de voir la loi elle-même décider de la qualification qu'il convient de lui donner. Je proteste contre toutes les suppositions que vous pourriez faire sur les conséquences possibles de ses actes, quand la loi nous commande de ne considérer que les intentions. Si la sécurité de l'Etat est menacée, que le Parlement applique un remède préventif, mais que l'accusé vive, protégé par la loi. »

La question était la même en définitive que celle qui avait été posée et résolue dans l'affaire de lord G. Gordon ; pouvait-on, par voie d'interprétation, faire tomber sous le coup d'une loi pénale des délits que le texte de cette loi ne prévoyait pas expressément ? Erskine démontre que le fait de conspirer contre la Constitution, fût-il prouvé, ne peut être considéré comme puni par le statut d'Édouard III ; celui-ci ne qualifie haute trahison que le fait d'avoir conspiré contre la vie du roi ; or, en matière de haute trahison comme pour tout autre crime, il faut qu'il y ait eu intention d'accomplir l'acte incriminé, à savoir : le meurtre du roi. Cette intention peut se manifester de

diverses manières ; elle pourra être révélée parfois , entre autres actes, par un complot formé pour déposer le roi et modifier la Constitution , mais il n'en résulte pas que l'existence d'un tel complot, lors même qu'on pourrait le prouver, emporte nécessairement et par elle-même l'intention d'attenter à la vie du souverain ; les autorités citées par le procureur général ont été mal interprétées. L'avocat réfute les arguments que celui-ci en avait tirés et conclut cette première partie de son argumentation en disant : « Ici comme ailleurs, la question d'intention reste toujours livrée à l'appréciation du jury ; c'est une pure question de fait ; le juge ne peut déduire la culpabilité de l'intention par voie de conséquence légale et forcée de tel ou tel acte extérieur. » Insistant sur cette idée, la répétant sous diverses formes pour mieux convaincre son auditoire, il la résume ainsi : « Dans cette question d'intention est renfermée toute la cause ; les prisonniers ne sont pas accusés d'avoir projeté de réunir une Convention, fait notoire, évident, avoué d'eux-mêmes, mais d'avoir voulu réunir une Convention dans des vues déterminées, pour s'emparer du gouvernement du royaume et pour exécuter leurs criminels desseins contre la vie du roi. Si, en examinant les preuves qui vous ont été soumises, vous ne pouvez vous convaincre qu'ils ont eu cette double intention, votre verdict doit être négatif. »

La question étant réduite à ces termes, Erskine montre que tous les faits cités par l'avocat de la Couronne sont connus depuis longtemps ; les actes dont il a parlé n'émanent pas spécialement et personnellement des accusés, mais de vastes Sociétés formées dans toute l'étendue du royaume, réunies au grand jour, donnant

régulièrement au public, par la voie de la presse, un compte rendu de leurs résolutions. A quoi celles-ci tendaient-elles? A obtenir une réforme de la Chambre des Communes; la Couronne ne nie pas que tel ait été le but ostensible de ces associations; seulement, elle soutient que leurs intentions cachées allaient plus loin; à elle d'en faire la preuve. Cette preuve, elle ne l'a pas faite. Certes, il y eût eu quelque chose de suspect dans la conduite des inculpés si tout à coup, au lendemain du renversement de la monarchie en France, ils avaient voulu changer la Constitution, jusqu'alors regardée comme parfaite; mais il n'en a pas été ainsi. Avant qu'il fût question de révolution en France, lord Chatham, le duc de Richmond, Burke, Pitt, n'ont-ils pas ouvertement professé la nécessité d'une réforme parlementaire? Le duc de Richmond n'a-t-il pas, le premier, mis en avant le plan, tant reproché aux accusés, de Parlements annuels, élus par le suffrage universel? Ne l'a-t-il pas fait avec une grande hardiesse de langage? Dès 1780, il employait ces mots de convention, de représentants(*delegates*), qui effrayent tant aujourd'hui parce qu'on en attribue l'origine à l'imitation de la France. Sans doute, la faute des uns n'excuse pas les autres. Mais il s'agit ici d'une question d'intention. N'est-il pas évident que ceux-là sont excusables qui ont suivi simplement les exemples d'hommes éminents par leur sagesse, leur vertu, le rang qu'ils occupent? Peut-être a-t-on trop oublié, d'ailleurs, dans les derniers temps, ce qu'était, ce que devait être la Chambre des Communes, une représentation du peuple. « Cet oubli n'est-il pas venu, dit l'avocat, laissant percer ici les sentiments qui l'animaient contre le Parlement, de ce que cette Chambre a méconnu son propre caractère?

Il serait inconvenant à moi de le démontrer ou même de l'insinuer. » Comme de coutume, il cite Burke, le Burke des anciens jours. « M. Burke, dit-il, a déterminé le caractère de cette Chambre dans un langage des plus justes et des plus frappants. « La Chambre des « Communes, a-t-il écrit, doit être l'image fidèle des « sentiments de la nation ; c'est là sa mission, son « gne distinctif, sa raison d'être ; elle n'a pas été ins- « tituée pour exercer un contrôle sur la nation, comme « l'a récemment enseigné une doctrine funeste dans « ses tendances, mais afin d'exercer un contrôle pour « la nation ! » Et pourtant douze mille électeurs, sous l'influence d'environ deux cents personnes, choisissent près de la moitié de la Chambre des Communes. Tout ce que M. Burke écrivait dans son livre sur les *Causes du mécontentement actuel* est aussi juste aujourd'hui que quand cet ouvrage a été composé. A-t-on jamais accusé M. Burke de vouloir renverser la monarchie ? Comme les accusés, il pensait que le Parlement ne se corrigerait pas seul, sans obéir à une pression extérieure. Le duc de Richmond partageait cet avis ; tous deux invitaient le peuple à affirmer ses droits. « Messieurs, s'écrie l'orateur, je ne cherche pas à justifier le langage de la passion ou de la révolte, pas plus que je ne le parle moi-même. Je ne dirai rien qui puisse apporter le trouble dans l'État ; je suis tout dévoué à la dignité, à la tranquillité du royaume ; je ne voudrais pas pour beaucoup laisser échapper, ici ou ailleurs, une expression qui pût susciter quelque agitation ou quelque désordre. Mais, pour cette raison même, je parlerai avec fermeté des droits du peuple ; je montrerai ma sollicitude pour ses griefs ; je crois, en effet, que l'attention qu'on y porte est une garantie bien

plus sûre pour un gouvernement que le nombre de ses serviteurs. C'est sur la masse de la nation que repose le gouvernement d'un pays, et j'espère ne plus jamais entendre devant une Cour de justice que le fait de convoquer paisiblement le peuple pour l'entretenir de ses franchises peut amener la destruction du trône. Ceux-là sont les pires ennemis du roi qui lui tiennent ce langage. Il est bien dangereux d'affirmer que la Couronne serait en péril si le peuple connaissait ses droits ? La souveraineté du roi n'a-t-elle pas des racines plus larges et plus profondes ? Si, Messieurs ; elle a pour base l'amour d'un peuple qui considère le droit du monarque comme la garantie de ses propres droits.... Cessons de craindre l'affranchissement et l'éducation du peuple ; ne tremblons pas au nom des droits de l'homme ; mais en donnant aux hommes l'exercice de leurs droits, assurons-nous leur affection , et par leur affection leur obéissance ; ne laissons pas propager cette funeste doctrine de l'incompatibilité des droits du peuple avec les droits du roi !... »

Erskine justifie alors la Convention ou le *meeting* (ces deux termes étaient ici synonymes) tenu par les accusés. Il réfute la théorie émise par sir John Scott, théorie dont lord Eldon devait trop bien se souvenir plus tard, que le serment prêté par le roi lors de son couronnement lui interdisait de sanctionner certaines réformes ; ces réformes, le roi n'eût pu assurément leur donner son assentiment, si elles lui avaient été présentées par une assemblée extra-légale usurpant la puissance législative ; mais si elles étaient votées par le Parlement, pourquoi le souverain leur refuserait-il son approbation ? — Les actes de la Convention tenue à Edimbourg ont peut-être été répréhensibles, mais

ils ne pourraient être imputés aux Sociétés anglaises, que si celles-ci avaient donné à leurs délégués mission de les accomplir. Or, les instructions données par elles à leurs représentants, on les possède ; contiennent-elles rien de séditieux ? Bien au contraire, elles portent expressément que « les délégués devront proposer et appuyer toute *mesure constitutionnelle* à l'effet de procurer une représentation réelle des communes de la Grande-Bretagne. » A ces considérations Erskine ajoute un argument juridique qui me paraît irréfutable : le Parlement d'Irlande a fait, dit-il, une loi pour prohiber ces assemblées ; la nécessité même de cette loi ne prouve-t-elle pas que le fait d'en convoquer n'était pas auparavant punissable ? Et quelle qualification a-t-il donnée à cette nouvelle sorte d'infraction ? Il l'a rangée parmi les simples délits (*misdemeanours*).

Arrivant aux actes de la Convention anglaise, l'orateur constate qu'elle n'avait tenu que quatre ou cinq séances, où les délégués n'avaient fait que s'entretenir familièrement de choses indifférentes, quand des arrestations furent opérées et l'instruction du procès commencée. Qu'a-t-on fait alors ? Le gouvernement a cherché à se procurer les preuves de l'existence d'une conspiration ; tâche bien difficile pour deux motifs, ajoute Erskine : le premier, c'est qu'il n'y avait pas de conspiration ; le second, c'est que le gouvernement avait jusque-là montré, par son attitude, qu'il ne croyait pas lui-même qu'il y en eût une. Aussi, l'agent du ministère qui découvrit le premier une pique chez un des accusés, fut-il transporté de joie, et l'embrassa-t-il avec effusion comme une mère qui embrasse son premier-né en remerciant le ciel ! Eh bien ! ces piques, dont l'accusation a fait si

grand bruit, avaient été fabriquées pour la défense personnelle de leurs acquéreurs au nombre de dix-huit en tout ! Les couteaux, dont les espions du gouvernement ont aussi parlé, étaient d'un modèle qu'on rencontre partout ; le coutelier en a vendu quatorze. L'accusé en avait reçu cinq qui lui avaient été envoyés afin qu'il pût choisir, et qu'on a trouvés en sa possession parce que, lors de son arrestation, il n'avait pas encore fixé son choix. Le tout est prouvé par des témoins. Enfin (et ce dernier argument est un de ceux qui firent le plus d'impression sur le jury et sur le public) lors même qu'il y aurait eu bien des choses à reprendre chez les Sociétés en question, comment rendre un pauvre homme responsable de ce qui a été fait, dit et écrit par des milliers de personnes, en des temps et en des lieux si divers ? On a invoqué les précédents. N'en existe-t-il pas de toute espèce ? A bien des époques de l'histoire judiciaire de l'Angleterre, il a été commis des meurtres juridiques.

La péroraison n'est pas indigne du reste de la plaidoirie ; Erskine représente les dangers que courent les gouvernements quand ils résistent aux vœux du peuple. Il cite l'exemple du Brabant, où les Français n'ont pas trouvé de résistance, parce que la maison d'Autriche n'avait donné aucune satisfaction aux justes doléances de la nation ; il rappelle la révolte des colonies anglaises d'Amérique, et termine par une de ces invocations religieuses, si fréquentes dans ses discours et qui étaient pour lui autre chose qu'un simple artifice oratoire.

Telle est dans sa physionomie générale cette œuvre magnifique, une des plus belles qu'ait jamais vues naître le barreau. La défense de Stockdale est peut-

être plus soignée comme style, plus littéraire ; mais l'avocat n'avait pas à triompher des mêmes difficultés ; il n'était pas épuisé par d'interminables débats, il n'était pas comme accablé par le sentiment de sa responsabilité. Si Hardy avait été condamné, toutes les personnes affiliées aux Sociétés de réforme parlementaire eussent vu leur honneur, leur fortune, leur vie à la discrétion d'un pouvoir sans scrupules. C'est ce que fit entendre discrètement Erskine dans le cours de sa harangue, et je dois ici appeler l'attention sur l'art avec lequel il mentionne, ou plutôt il semble laisser échapper comme par inadvertance les faits qui, bien qu'étrangers à la cause, peuvent être favorables à son client ; c'est ainsi qu'il fait, par exemple, une allusion touchante à la mort de la femme de Hardy pendant la durée du procès ; c'est ainsi qu'il représente le danger de créer un précédent qui anéantirait la sécurité d'une foule de citoyens.

Les circonstances n'étaient guère plus critiques quand la peur avait paralysé la langue de Cicéron, avocat de Milon ; quelle supériorité sur l'orateur romain ne doit-on pas reconnaître à l'avocat anglais quand on se souvient que l'un a limé et poli à loisir un discours qui n'avait plus que la valeur d'une splendide amplification de rhétorique quand il fut composé, tandis que l'autre a prononcé le sien tel qu'il a été recueilli, après cinq nuits d'insomnie, devant un tribunal hostile, sachant que toute défaillance de sa part amènerait la mort de son client et celle des accusés qu'attendait un jugement semblable, compromettrait l'existence de milliers d'Anglais et porterait un coup terrible à la cause même de la liberté !

L'acquittement de Hardy, salué avec joie par l'opi-

nion publique dans laquelle s'opérait un revirement favorable aux idées de tolérance politique, facilitait singulièrement la défense de ceux qui étaient accusés du même crime. Quand, quelques jours après, Erskine revint occuper le banc de la défense comme avocat de Horne Tooke, sans être complètement exempt d'appréhensions, il n'avait plus sur l'esprit le poids qui l'accablait lors du procès précédent. Un certain nombre de jurés étaient les mêmes que dans l'affaire de Hardy; aussi le ton général de sa plaidoirie indiquait-il la confiance; son exorde est tiré du contraste de sa situation actuelle avec celle où il se trouvait quelques jours auparavant. Alors il avait à lutter pour un pauvre artisan obscur contre lequel s'exerçait l'immense influence de la Couronne; il avait à combattre non seulement contre cette influence, mais encore contre l'affection bien légitime des Anglais pour leur roi, contre des préjugés que la bonne foi et la malice avaient également contribué à répandre, préjugés dirigés contre les associations dont les accusés étaient membres. En d'autres temps, dans de semblables circonstances, il y avait pour la sauvegarde des droits du peuple un protecteur suprême, la Chambre des Communes. Eh bien! cette fois, la Chambre des Communes avait pris parti; elle était elle-même accusatrice. Le prévenu avait à répondre à un véritable *impeachment*, sans toutefois avoir le bénéfice des formes et de la juridiction spéciales à ce genre de procès. En général, quand un Anglais est accusé par les Communes, on ne le traduit pas devant un jury, mais devant les Lords comme plus impartiaux; le reste de la nation est censé le poursuivre par ses représentants. Ici, cette garantie même manquait à l'accusé; les Lords s'étaient unis aux

Communes pour reconnaître l'existence d'un complot. Ajoutez à cela la masse énorme des documents amoncelés dans un procès sans précédent dans les fastes des Cours de justice anglaises; enfin, le nombre, le talent et la science des avocats de la Couronne. Et pourtant, toutes ces difficultés ont été vaincues ! Au souvenir de son récent triomphe, gage d'un nouveau succès, l'avocat revient à ces idées religieuses dont l'expression lui est familière : « Dans ce moment critique, dit-il, voyant réunis contre moi tant d'obstacles apparemment insurmontables, ne pouvant compter sur mes forces pour en triompher, je ne pouvais que faire des vœux pour appeler sur le jury la protection bienveillante de la Providence, qui a si longtemps veillé spécialement sur la destinée de cette île favorisée. Sincèrement et du fond de mon cœur, je priai pour qu'il fût rendu un verdict que les jurés pussent prononcer sans crainte devant Dieu aussi bien que devant les hommes. Messieurs, ce verdict a été rendu; il est consigné sur les registres de la Cour; l'honneur et la justice des hommes qui l'ont rendu en se faisant les instruments de la Providence y sont aussi inscrits, j'en ai confiance, pour l'éternité ». Rien ne peut être plus heureux que ce verdict, car rien ne peut mieux montrer l'empire des lois, ni attacher plus solidement les Anglais à leur Constitution.

Le nouveau système de défense est, naturellement, analogue à celui qui avait été déjà adopté dans l'affaire de Hardy; les arguments sont identiques; on ne peut qu'admirer l'art avec lequel Erskine leur donne autant que possible une forme nouvelle, l'auditoire étant resté en grande partie le même. La tâche lui était d'ailleurs facilitée non seulement par l'acquittement

du premier accusé, mais encore par les antécédents de Horne Tooke. Le vieil érudit avait été membre beaucoup moins actif des Sociétés de réforme; son âge, sa réputation méritée de science lui attireraient toutes les sympathies. Aussi l'avocat s'excuse-t-il à plusieurs reprises de plaider si longuement la cause de son client; il n'eût pas été nécessaire, dit-il, de parler aussi longtemps, s'il ne se fût proposé que d'obtenir un acquittement qui n'était pas douteux, mais M. Horne Tooke avait lui-même exigé qu'il appréciât dans les détails l'accusation tout entière, afin que sa défense pût profiter à ceux de ses coaccusés qui n'avaient pas encore été jugés. Sous le rapport de la forme, le plaidoyer pour Horne Tooke est mis par les historiens du barreau anglais au-dessus du précédent; pour nous la différence est peu sensible. L'attitude de l'accusé nous paraît être un des traits les plus remarquables du procès; l'auteur des *Diversions of Purley* resta impassible et sarcastique, faisant circuler sa tabatière dans l'assistance et lançant à chaque instant des épigrammes contre le procureur général. Un exemple entre autres : cet officier de la Couronne entama, sans trop savoir pourquoi, un long développement sur l'honneur de son nom, honneur qu'il comptait bien laisser intact à ses enfants, et sur ce il se mit à verser des larmes; cet attendrissement ne surprit personne; il était passé chez le futur lord Eldon à l'état chronique, mais chacun s'étonna de voir l'avocat général se mettre à pleurer à son tour; jamais on ne l'avait vu si facilement ému : « Regardez Mitford, dit un voisin de Horne Tooke à l'accusé, pourquoi pleure-t-il? — Il pleure, répondit celui-ci de manière à être entendu de tous, en songeant au mince héritage que le pauvre John

Scott laissera à ses enfants. » On juge de l'hilarité de la salle ; chacun savait que sir John Scott gagnait jusqu'à 10,000 livres par an dans l'exercice de sa profession d'avocat. Quelques instants après, le procureur général ayant parlé, suivant sa coutume, du serment prêté par le roi qui lui interdisait de consentir à une réforme du Parlement, déclara que le roi devrait et voudrait mourir plutôt que de violer ce serment ; Horne Tooke l'interrompit et lui demanda s'il avait bien entendu, si c'était bien le procureur général qui parlait de la mort du roi comme d'une chose à prévoir et à souhaiter. Erskine, qui connaissait de longue date l'accusé et qui savait que celui-ci désirait avant tout attirer sur lui les regards, voyant d'autre part que le jury était bien disposé, se prêta avec complaisance à toutes les fantaisies de son client et se relégua volontairement au second plan ; il était complètement dégagé de l'ambition d'absorber à lui seul l'attention des jurés et du public.

L'acquittement de Horne Tooke fut bientôt suivi de celui de Thelwall, également défendu par Erskine ; la partie était décidément perdue pour le ministère. Quelque temps après, quand celui-ci fit poursuivre pour haute trahison un marchand de Londres, William Stone, qui était très probablement coupable des faits qu'on lui imputait, le souvenir des acquittements précédents eût suffi presque à lui seul, dit-on, pour sauver sa tête ; le plaidoyer d'Erskine, dans cette dernière circonstance, n'a pas été recueilli dans la collection de ses œuvres, mais il n'invoqua, paraît-il, aucune autre considération que celle-ci, à savoir que le doute devait bénéficier à l'accusé, qu'il ne suffisait pas à la Couronne, pour faire condamner quelqu'un

qui lui était hostile, de faire suspecter son innocence, qu'elle devait prouver sa culpabilité. — C'est là une maxime admise de tout temps dans le droit pénal anglais, et la procédure criminelle de la Grande-Bretagne, qui a servi de modèle aux autres pays de l'Europe, était, sauf quelques anomalies regrettables, fondée sur ce principe que tout accusé est présumé innocent, si l'on ne fait contre lui la preuve de son crime.

Le plaidoyer d'Erskine pour le comte de Thanet et l'avocat Fergusson, accusés de sédition pour avoir favorisé l'évasion d'O'Connor¹, n'offre, au point de vue du droit, qu'un faible intérêt; il se prête d'ailleurs difficilement à l'analyse, car on doit le rapprocher perpétuellement de l'interrogatoire des témoins; il faut le lire en entier pour voir avec quel art le défenseur relève les contradictions qui se trouvent dans les divers témoignages, comment il détruit les dépositions les unes par les autres. Son argumentation porte alors l'entière conviction dans l'esprit du lecteur et eût assuré le succès de la défense sans une question insidieuse du procureur général à Sheridan, témoin à décharge, qui ne sut pas éviter le piège, et si le président, lord Kenyon, n'avait fait remarquer au jury que l'avocat avait omis, sans doute intentionnellement, de mentionner la déposition d'un témoin, Parker, qui avait été en somme peu favorable aux accusés². Les

1. 25 avril 1799; *Speeches of Lord Erskine*, II, p. 354 et suiv.

2. La péroraison du discours d'Erskine doit être citée; il est habituel aux hommes politiques de chercher à persuader aux autres ce qu'ils parviennent parfois à se persuader à eux-mêmes, à savoir qu'ils ne désirent rien tant que le repos : « If the Courts of England are so justly popular and estimable; if

débats roulèrent tout entiers sur une pure question de fait. Trois personnes citées en même temps que lord Thanet et que M. Fergusson furent acquittées; ces deux derniers furent reconnus coupables; mais le 3 mai, lorsqu'il s'agit de prononcer la peine en vertu du verdict affirmatif du jury, il se produisit un incident digne d'être noté au point de vue juridique. Erskine s'abstint de plaider, comme c'eût été son droit de le faire, pour présenter les circonstances atténuantes de la cause, sans doute parce qu'il ne trouvait rien à ajouter à sa première défense et qu'il lui répugnait de reconnaître coupables deux clients dont il avait démontré l'innocence. Quant aux condamnés, ils protestèrent solennellement contre le verdict. La Cour montra pour eux en cette occasion une indulgence exceptionnelle et qui nous paraît des plus singulières comme portant atteinte à l'autorité de la chose jugée; elle leur donna acte de leur protestation et la consigna sur ses registres. — Il est d'usage, et cela est tout naturel, que la Cour ne tienne aucun compte des *affidavits* (affirmations sous serment) qui contredisent

they have been, through ages after ages, the source of public glory and of private happiness, why is this trial to furnish an exception? For myself I can only say that I wish to do my duty and nothing beyond it. Govern us who will, I desire only to see my country prosperous, the laws faithfully administered, and the people happy and contented under them: Let England be secure, and I am sure no ambition of mine shall ever disturb her. I should rather say, if I were once disengaged from the duties which bind me to my profession :

*Oh! for a lodge in some vast wilderness,
Some boundless contiguity of shade,
Where rumour of oppression and deceit,
Of unsuccessful or successful war,
Might never reach me more. »*

directement un verdict et ne permette pas même de lui en présenter; elle dérogea cette fois à ses habitudes. Du reste, malgré cette faveur spéciale, elle appliqua une peine assez sévère à ceux qui en avaient été l'objet ¹.

Fergusson publia plus tard un compte rendu des débats et, dans la préface dont il le fit précéder, il rendit hommage à l'éloquence et aux efforts de son défenseur : « Je laisse, dit-il, à ceux qui ont entendu son plaidoyer le soin de le juger. Il me suffit de dire — et je ne puis rien dire de plus — qu'il égala tous ces discours qui ont valu à leur auteur une gloire qui ne peut plus grandir. J'ai longtemps, plus que je ne le méritais² peut-être, joui de ses conseils et de son amitié; ç'a toujours été mon étude de rechercher l'approbation³ d'un homme que j'estime et que j'aime pour la douceur et l'urbanité de ses mœurs privées, que j'admire et que je vénère pour la noblesse et le courage qui distinguent sa vie publique, que la force de son génie et de son éloquence a élevé dans sa profession à un rang où pourtant il n'excite point l'envie, et dont la vie entière, conservée sans tâche sur le terrain glissant de la politique, inaccessible aux séductions de la corruption et de l'ambition, a été une vie d'honneur, d'intégrité et d'indépendance. Pendant vingt ans, il a lutté dans toutes les batailles les plus acharnées qui ont été⁴ livrées pour les droits de ses compatriotes ou pour la cause de la liberté universelle. Les triomphes

1. Le délit ayant été commis devant la Cour du Banc du Roi, il fut question de prononcer contre eux l'amputation du bras, peine demeurée dans le Droit anglais avec tant d'autres restes de l'antique barbarie. On sait que, chez nous, la mutilation du poing n'a disparu définitivement du Code Pénal qu'en 1832.

de son éloquence ont été si grands et si éclatants qu'il n'a plus d'honneurs à désirer.

*Nil jam, Theodore, relictum
Quo virtus animo crescat, vel splendor honore;
Culmen utrumque tenes. »*

J'ai cru qu'il n'était pas sans intérêt de reproduire cet éloge un peu hyperbolique, mais dont on ne peut mettre en doute la sincérité, venant d'un confrère parlant de son confrère¹ et d'un accusé louant l'avocat qui n'a pu le sauver.

En résumé, Erskine fit condamner par deux fois, et à propos de deux articles différents du célèbre statut d'Edouard III, la doctrine dite de la trahison interprétative (*constructive treason*), et peut-être les services qu'il rendit à son pays furent-ils ici plus grands encore qu'en matière de presse. Il est toujours dangereux de se départir, sous couleur de bien public, des règles salutaires qui prévalent aujourd'hui dans le droit pénal; le péril est grand surtout quand il s'agit de crimes politiques. Dans son essai sur l'*Histoire constitutionnelle* de Hallam, lord Macaulay s'attache à justifier la condamnation de Strafford; il démontre assez bien qu'un des actes reprochés au ministre de Charles I^{er} tombait sous le coup du statut d'Edouard III, qui punit comme traître celui qui a « *soulevé* la guerre contre le roi dans son royaume », d'après l'interprétation donnée à ce statut par la jurisprudence anglaise², mais il fait suivre cette démonstration de con-

1. Cela soit dit sans méconnaître le moins du monde les sentiments d'amitié réciproque qui unissent entre eux les membres d'un même barreau.

2. *Critical and Historical Essays*, éd. Tauchnitz, I, p. 139.

sidérations qui me paraissent bien moins probantes et qui sont grosses de périls, en faveur des décisions pénales, judiciaires ou législatives, punissant rétroactivement des faits jusqu'alors restés impunis. On flétrit généralement de nos jours, à juste titre, de pareilles décisions : l'illustre écrivain eût dû penser, en écrivant les lignes auxquelles je viens de faire allusion, aux arguments qu'opposait Erskine aux avocats de la Couronne en 1780 et en 1794 ; étendre par voie d'interprétation et d'analogie un texte de loi pénale à des cas qu'il ne prévoit pas expressément, n'est-ce pas en définitive la même chose qu'appliquer une loi nouvelle à un fait qui s'est passé antérieurement à sa promulgation ? Dans son plaidoyer pour Horne Tooke, Erskine, tout whig qu'il était, avait rappelé expressément le procès de lord Strafford et cité, en se l'appropriant, un passage de David Hume ; l'historien tory avait dit que d'après les doctrines sur la trahison introduites alors par les Communes « la justice ne protégeait plus les fortunes et les vies ; elles étaient à la merci de l'arbitraire ». L'avocat n'hésitait pas à souscrire à ce jugement.

Nous pouvons mieux apprécier maintenant la justesse de l'éloge que fait lord Brougham de son illustre prédécesseur. « Si nous pouvons encore discuter librement les actes de nos gouvernants, si nous pouvons encore nous réunir pour indiquer les réformes utiles à accomplir, si celui qui désire des changements salu-

Lord Macaulay explique parfaitement comment, au point de vue du droit constitutionnel, un sujet peut être coupable d'avoir « soulevé la guerre contre le roi dans son royaume », bien qu'il n'ait fait qu'obéir au souverain. C'est là une application de la maxime célèbre : « Le roi ne peut mal faire. »

taires dans la Constitution peut encore être honoré comme un patriote et n'est pas condamné à mourir de la mort des traîtres, reconnaissons avec gratitude que c'est à cet homme, aidé de la Providence, que nous devons ce bonheur de notre époque. En 1794, l'indomptable énergie et le courage intrépide qui enflammèrent son éloquence, inspirèrent sa conduite, dirigèrent et soutinrent son talent sans pareil, résistèrent à la ligue des hommes d'Etat, des princes et des légistes, — la ligue de la cruauté et de la ruse, formée pour détruire notre liberté — et anéantir victorieusement le plan déjà à moitié réalisé d'une proscription sans merci. Devant l'éclat d'un service aussi grand, la gloire des hommes d'Etat et des orateurs pâlit; et ce fut pourtant l'œuvre d'un homme qui n'était pas le premier orateur parlementaire de son siècle, qui n'était pas non plus au premier rang parmi ses hommes d'Etat, parce qu'il était sans comparaison l'avocat le plus accompli et le plus éloquent qu'aient produit les temps modernes¹. »

1. *Sketches of Statesmen*, I, p. 135.

CHAPITRE III

LE PROCÈS DE HADFIELD

J'ai réservé, pour l'examiner à part, le plaidoyer d'Erskine pour James Hadfield, qui avait tenté d'assassiner le roi Georges III ; le crime imputé au prisonnier était la haute trahison, mais le procès n'avait rien de politique, et la question sur laquelle portèrent tous les débats, à savoir si l'état mental de l'inculpé était de nature à créer en sa faveur une excuse justificative, diffère totalement de celles que nous avons vues jusqu'à présent faire l'objet des discours d'Erskine. Ici encore il fit triompher dans la jurisprudence des maximes nouvelles, qu'on a cherché depuis à remplacer par des maximes plus humaines encore, mais qui étaient bien en progrès sur les règles antérieurement appliquées.

Dans le principe le droit anglais ne connaissait que deux espèces d'aliénés, l'*idiot* et le *lunatique*. « L'idiot, nous dit un aliéniste contemporain, est celui qui, de naissance ou par une infirmité perpétuelle, est *non compos mentis* ; le lunatique tantôt a sa connaissance et tantôt ne l'a pas ; *aliquando gaudet lucidis intervallis*, et par conséquent il est *non compos mentis*, tant qu'il ne jouit pas de l'entendement. Mais avec le

temps on distingua la folie partielle de la folie totale, tout en déclarant que la folie partielle n'enlevait rien au patient de la responsabilité d'un acte criminel. « Il y a, dit lord Hale, une folie partielle et une folie totale. La première peut consister à *quoad hoc vel illud insanire* quant aux choses. Ainsi certains individus qui font de leur raison l'usage compétent à l'égard de certains objets, sont cependant sous l'influence d'un certain *démentement* en ce qui est de telles applications, tels discours ou tels sujets particuliers. D'autres fois, la folie est partielle quant au degré ; c'est la condition d'un très grand nombre de gens, spécialement des personnes mélancoliques, dont l'infirmité se manifeste en général par des craintes et des griefs excessifs, et qui cependant ne sont pas totalement dépourvues de l'usage de la raison. *Cette folie partielle, si fâcheuse soit-elle, ne semble pas pouvoir servir d'excuse légitime dans le cas de crime commis* : car, sans doute, beaucoup d'individus, criminels envers eux-mêmes ou envers les autres, sont sous l'influence d'un certain degré de folie partielle quand ils accomplissent leurs méfaits. Il est fort difficile de marquer la ligne invisible qui sépare la folie partielle de la folie totale ; c'est au juge et aux jurés à bien peser toutes les circonstances et à éviter, d'une part, de montrer une sorte d'inhumanité pour les imperfections de l'humaine nature, et, d'autre part, d'accorder une trop grande indulgence à des crimes affreux. » Cette ligne invisible, si difficile à tracer, n'était pas, qu'on le remarque bien, celle qui sépare la raison de la folie, mais celle qui forme la limite entre l'insanité complète et l'insanité partielle. On ne trouvait aucune inhumanité

envers l'imperfection de l'humaine nature à punir comme un agent pleinement responsable le malheureux affecté de folie partielle, quelque influence qu'eût pu avoir sur lui la maladie au moment où l'acte réprouvé était accompli¹. » — Ainsi donc la monomanie, même accompagnée de délire, n'était pas reconnue comme excuse justificative, l'attentat eût-il été précisément commis sous l'influence du délire auquel était sujet l'agent. Les Cours anglaises appliquèrent fidèlement, pendant tout le dix-huitième siècle, les maximes de lord Hale. Ainsi, en 1723, dans le procès d'Arnold, qui, incontestablement fou, avait tué lord Onslow, le juge Tracy fit la déclaration suivante : « Pour reconnaître qu'un homme est fou au point d'échapper à la sanction de la loi, il ne suffit pas qu'il ait l'esprit dérangé et qu'il y ait dans ses actes quelque chose d'inexplicable ; *il faut qu'il soit totalement privé d'intelligence et de mémoire, et ne sache pas plus ce qu'il fait qu'un petit enfant, qu'une brute ou qu'une bête sauvage.* Voilà les êtres que la loi ne frappe jamais. » M. Maudsley, rapportant cette décision, ajoute : « Sous ce rapport, il y avait une grande différence entre les causes civiles et les causes criminelles. Tandis que la loi refusait d'exempter du châtiment les actes criminels à moins que la raison de leur auteur ne fût entièrement absente, elle invalidait les actes civils d'un individu et lui enlevait la conduite de ses affaires et de sa personne pour peu qu'il y eût folie partielle et alors même que les actes attaqués n'avaient avec l'aberration de son esprit aucune relation appré-

1. Maudsley, *le Crime et la Folie* (2^e éd., 1876, in-8°), p. 84 et suiv.

chable. L'intelligence d'un homme pouvait ne pas être suffisante pour le mettre en état de diriger ses affaires et de disposer de son bien ; mais alors même elle était très suffisante pour le rendre responsable d'une violence criminelle. Il était juste de pendre pour assassinat un individu reconnu incapable de prendre soin de sa personne et de sa fortune. » — La différence entre les lois civiles et les lois criminelles relevée ici par le savant écrivain, différence qu'explique aussi nettement Erskine dans son plaidoyer, n'est pas aussi choquante qu'elle le paraît au premier abord ; elle est commandée par la nature même des choses. Sans doute, le critérium admis par la jurisprudence anglaise avant le procès de Hadfield reposait sur une base trop étroite, mais il y aura toujours, dans une législation bien faite, une différence entre les principes suivis en matière civile et ceux adoptés par le droit pénal pour ce qui concerne l'aliénation mentale. Qu'un homme devienne fou avec des intervalles lucides, on lui nommera un gardien de sa personne, un administrateur de ses biens ; les actes passés par lui seront nuls, et cela lors même qu'ils auront été faits à un moment où il jouissait de sa pleine liberté d'esprit ; sinon, au bout de quelque temps, la question de savoir si, quand il a fait tel ou tel contrat, il était ou non dans son bon sens, soulèverait des difficultés de preuve innombrables et inextricables. A Rome, la curatelle du *furiosus* cessait à chaque intervalle lucide ; il reprenait la libre administration de ses biens ; les inconvénients pratiques de ce système l'ont fait abandonner par les législateurs modernes. Mais s'ensuit-il qu'il faille assurer l'impunité à ceux qui, dans une période où ils ne sont pas sous l'empire de leur mal, commet-

tent un fait délictueux? Ne punit-on pas le mineur, la femme mariée, le prodigue pour les infractions dont ils se rendent coupables, bien qu'à des degrés divers ils soient privés en partie de l'exercice de leurs droits? Il y a, il est vrai, une disposition chez un certain nombre de médecins et de philosophes de nos jours à soustraire l'insensé au châtiment quand même l'acte accompli par lui n'a aucun rapport avec sa folie, parce qu'il est impossible de savoir si son état mental n'a pas influé au moins indirectement sur sa conduite; mais cette doctrine n'a pas encore prévalu et ne prévaudra pas de longtemps dans la jurisprudence. Ce serait d'ailleurs m'écarter de mon sujet que de la discuter; il me suffit d'avoir indiqué les doctrines en vigueur devant les tribunaux anglais à la fin du siècle dernier, et je reviens à Hadfield.

Le procureur général, dans son réquisitoire, reproduisit l'opinion de lord Hale; il dit aux jurés que pour que la folie pût justifier l'auteur d'une infraction, il fallait qu'il y eût chez lui *perte totale de la mémoire et de l'intelligence*. La tâche d'Erskine était doublement malaisée dans un pays où les précédents sont révéérés à l'égal de la loi; il lui fallait, autant que possible, concilier les décisions antérieures avec la théorie nouvelle qu'il voulait faire triompher. Aussi, dès qu'il aborda l'examen de la cause, insista-t-il sur les nombreuses difficultés des procès où interviennent des questions d'aliénation mentale. « Tous les juristes conviennent, dit-il, le Droit anglais, comme le Droit de toutes les autres nations, reconnaît que c'est la raison qui rend l'homme responsable de ses actions, et que la privation de cette même raison est pour lui une cause de justification suffisante. Ce principe est

indiscutable ; pourtant, notre organisation est si mystérieuse et si étonnante, la partie spirituelle de notre être est si infiniment subtile, il est si difficile de suivre exactement les effets des maladies de l'intelligence sur nos actions que je puis demander à tous ceux qui m'écoutent s'ils connaissent des causes plus compliquées, s'ils en connaissent même qui confondent aussi souvent la science des juges eux-mêmes que celles où il y a à examiner, au point de vue légal et pour prononcer un jugement, l'insanité et ses conséquences...» Examinant l'influence de la folie sur les actes civils, il déclare immédiatement que les règles applicables à ces actes ne doivent pas être transportées dans la sphère du Droit criminel ; puis, arrivant aux maximes reconnues en Droit pénal, il cite l'opinion de lord Coke et de lord Hale, que j'ai rapportées plus haut, et ajoute : « Le procureur général, s'appuyant sans doute sur les autorités les plus considérables, a posé en principe que, pour qu'un homme soit criminellement irresponsable, il doit être complètement dénué de mémoire et d'entendement. J'admets que telles sont les expressions employées à la fois par lord Coke et lord Hale ; mais la véritable interprétation de cette phrase mérite l'examen le plus attentif de la Cour. Si ces grands jurisconsultes avaient pris les termes : *Privation totale de la mémoire*, dans leur sens littéral, — s'ils avaient voulu dire que, pour exempter un homme du châtiment, il doit être dans un tel état d'anéantissement intellectuel qu'il ne sache plus son nom, sa condition, les liens qui l'unissent aux autres personnes, — qu'il ne doit plus, s'il est marié, se souvenir qu'il a une femme ; s'il est père, se rappeler qu'il a des enfants ; — qu'il ne doit plus reconnaître la route

qui mène chez lui, ni les objets qui lui appartiennent, — jamais semblable folie n'a existé au monde. L'idiotie seule place un homme dans cette misérable condition ; alors, à raison d'un vice constitutionnel, le corps humain reste ; l'âme ne semble pas avoir ce qui caractérise l'humanité... Mais les lunatiques et autres insensés qui ont figuré dans les causes les plus compliquées qui ont occupé les Cours de Westminster, n'avaient pas seulement la mémoire dans le sens où j'ai pris cette expression ; ils n'avaient pas seulement une parfaite connaissance et un parfait souvenir de leurs rapports avec les autres hommes, des actes et des circonstances de leur vie ; ils se distinguaient, en général, par leur pénétration et leur subtilité ! Rarement on a pu constater un défaut de suite dans leurs raisonnements ; leur maladie a son siège dans les sources mêmes de la pensée, toutes leurs déductions se fondent sur la supposition de faits sans réalité ou déformés et défigurés par l'imagination, de manière à pouvoir être considérés comme l'œuvre de leur esprit malade... » Dans certains cas, il y a perversion complète de l'entendement ; d'autres fois, il y a seulement obsession de l'esprit par des images terribles. « La raison n'est pas ébranlée sur ses bases, mais elle est assiégée d'hallucinations qui la tiennent toujours tremblante, la font douter d'elle-même. Ces malades sont sujets aux plus alarmantes illusions ; celles-ci paralysent leurs facultés ; elles prennent si irrésistiblement la place des réalités qu'elles ne peuvent plus être dissipées à l'aide des organes de la perception et de la sensibilité. En pareil cas, les images varient souvent, mais, sur le même sujet, elles ont généralement le même caractère effrayant. Ce cas ne peut don-

ner lieu à aucune difficulté judiciaire; car qui pourrait hésiter sur le jugement à prononcer quand il existe une si terrible maladie? Il est une autre classe qui se subdivise en une multitude de branches; chez elle, les illusions n'ont pas le même caractère effrayant, mais elles sont des plus variées, et le champ en est souvent extrêmement circonscrit. Pourtant, l'imagination, dans la sphère de la maladie, exerce encore un empire absolu sur la réalité des faits. Ce sont là les cas qui, dans les débats judiciaires, défient la sagesse des plus sages; ceux qui sont atteints de ce genre de folie raisonnent avec une finesse qui laisse bien loin derrière elle les conceptions ordinaires de l'intelligence humaine; leurs conclusions sont justes, souvent profondes; mais les prémisses qui servent de point de départ à leurs raisonnements, lorsqu'on se trouve dans la sphère de leur maladie, sont uniformément fausses, non par un vice de la connaissance et du jugement, mais parce que des images trompeuses, compagnes inséparables de l'insanité, s'imposent à l'entendement subjugué, devenu incapable de résister parce qu'il ignore l'attaque. *Ainsi l'illusion, partout où il n'y a ni frénésie ni manie furieuse, est le vrai signe de l'aliénation mentale*; là où on ne pourrait en démontrer l'existence chez un homme accusé d'un crime capital, il ne devrait pas, dans mon opinion, être acquitté!... Maintenant, j'ai à vous prouver non seulement que le malheureux prisonnier que j'ai à défendre était fou, suivant la définition que j'ai donnée de la folie, mais que l'acte en question était le résultat certain et immédiat de sa maladie... Pour décharger un lunatique de toute responsabilité, surtout après un attentat aussi odieux, il faut rendre évident

le rapport entre son mal et le crime commis. Quand ce rapport est douteux, les juges doivent certainement user d'indulgence, car il est bien difficile de pénétrer jusque dans les replis secrets d'un esprit en désordre; néanmoins je pense qu'en Droit il est nécessaire d'établir le lien de l'illusion et de l'acte incriminé... » Pour fortifier son argumentation et montrer comment la faculté de raisonner peut rester entière chez un aliéné, Erskine cite un exemple que lui a fourni son expérience personnelle et qu'on répète encore souvent aujourd'hui. « J'interrogeai, dit-il, ici même, pendant plus d'une demi-journée, un malheureux gentleman qui avait accusé son frère et le directeur d'une maison de fous établie à Hoxton, de l'avoir enfermé comme lunatique, tandis qu'il avait la pleine jouissance de ses facultés. Malheureusement on ne m'avait pas appris en quoi consistait sa folie, quoique mes instructions ne me laissassent aucun doute sur le fait même de son aliénation mentale; je n'avais aucune indication à cet égard, et il déjoua complètement mes efforts pour découvrir sa maladie. Le jour s'écoulait, et le plaignant, par l'histoire touchante de ses souffrances imméritées, paraissait au juge, aux jurés et à tout l'auditoire qu'animait l'humanité naturelle à notre nation, la victime de la plus arbitraire et de la plus barbare oppression. Enfin, le docteur Sims entra dans la salle; quelque affaire l'avait empêché de venir plus tôt; c'est lui, par parenthèse, dont je vois le nom sur la liste des témoins cités par la Couronne. J'appris aussitôt de lui que cet homme que j'interrogeais depuis plus d'une heure, en usant de tous les artifices habituels aux avocats, croyait être le Seigneur et le Sauveur de l'humanité; non seulement il l'avait cru pendant la

période de sa détention, ce qui suffirait pour ma défense, mais il le croyait au moment même où il trompait tous mes efforts pour le contraindre à révéler son mal. J'affectai alors de regretter l'inconvenance de mon interrogatoire en accusant mon ignorance; il déclara qu'il me pardonnait, et dit avec beaucoup de gravité et d'emphase, devant toute la Cour : « Je suis « le Christ! » ce qui termina le procès. » — A cet exemple, Erskine en ajouta un autre analogue qu'il tenait de lord Mansfield, et prouvant aussi qu'à un moment donné un aliéné peut paraître de sens tout à fait rassis sans pourtant cesser d'être aliéné. « Il serait également inexact, poursuivit-il, de dire comme certains juristes, que, pour obtenir un acquittement, il faut que l'auteur du délit ait perdu la notion de la distinction du bien et du mal. Cette maxime est trop générale; un homme est excusable d'avoir cassé la tête de son voisin, croyant que c'était un pot de terre; peut-on le condamner comme ayant commis un assassinat lors même qu'il aurait cru que ce prétendu pot de terre appartenait justement à son voisin et qu'il l'aurait voulu détruire pour satisfaire un désir de vengeance? Il est certain, d'ailleurs, que du moment que les actes extérieurs sont de nature à faire croire à un crime, comme dans l'attentat dont il est question, le fardeau de la preuve de la folie retombe sur l'accusé. »

Erskine retrace à grands traits la biographie de James Hadfield. Soldat, il avait été, en 1793, à raison de sa bonne conduite, attaché à la personne du commandant en chef, le duc d'York, pour lequel il avait toujours conservé la plus grande affection. Depuis, il avait été blessé grièvement en plusieurs endroits, notamment à la tête. Les médecins avaient reconnu

que ses blessures étaient de nature à provoquer un désordre mental. « Il s'imagina être en communication perpétuelle avec le tout-puissant auteur de toutes choses; il crut que la fin du monde approchait, et que, comme notre Sauveur, il devait se sacrifier pour son salut; cette image morbide le poursuivit avec tant d'opiniâtreté que, comme on vous le prouvera, il se rendit au théâtre pour accomplir ce sacrifice auquel il se croyait destiné par Dieu; il ne voulait pas se rendre coupable d'un suicide, bien qu'une voix du ciel l'appelât impérieusement, et il désirait paraître criminel pour que la vie lui fût arrachée par d'autres. Cette sorte de folie, si bizarrement extravagante, se manifesta immédiatement après son entrée à l'hôpital, dès ses premières blessures : c'est pour ce motif qu'il reçut son congé lors de son retour en Angleterre. Le procureur général a reconnu l'exactitude de ces faits avec une franchise pleine de loyauté. »

Erskine continue en racontant comment, dans un accès de fureur, le malheureux avait tenté de tuer son enfant qu'il chérissait pourtant. Au milieu de sa folie, son dévouement envers ce roi dont il devait bientôt mettre l'existence en danger était encore tel que, peu de jours avant son crime, quelqu'un ayant chanté en sa présence une chanson peu respectueuse pour Sa Majesté, il avait quitté la pièce avec tous les signes de l'indignation et en chantant le *God save the King!* Après avoir tracé le tableau de l'attentat lui-même, le défenseur passe à l'examen des cas de condamnation qu'on peut lui opposer, et s'efforce de démontrer que la situation des accusés n'était pas identique à celle de Hadfield. Il conclut ensuite par ces mots : « Si vous attribuez uniquement à la malice et à

la perversité l'attentat commis par cet homme, qu'il meure. La loi demande sa mort pour la sûreté de tous. Si vous pensez que la perversité et l'insanité l'ont poussé toutes deux à la fois, j'abandonne son sort entre les mains de la Cour, qui statuera; la question est trop difficile pour moi. Je ne suis pas ici pour troubler l'ordre de la société ou pour jeter la confusion dans mon pays. Mais si vous êtes convaincus que l'acte incriminé a été commis sous l'influence de la folie, que l'accusé est allé au théâtre ne désirant que sa propre destruction, que, lorsqu'il fit feu, il ne voulait pas *méchamment* attenter à la vie du roi, vous serez alors obligés, même d'après les principes professés par la loyauté et l'humanité du procureur général, d'acquitter cet infortuné... »

Enfin vint la péroraison où reparaissent ces idées religieuses que nous avons tant de fois rencontrées dans les discours d'Erskine. — Le président Kenyon s'était, dans la première partie des débats, montré très défavorable à l'accusé; graduellement, en écoutant l'avocat, il changea de sentiment; enfin, pleinement convaincu de l'innocence de Hadfield, il n'hésita pas à faire part de sa conviction au procureur général; celui-ci ne répliqua pas aux arguments de la défense, et le jury prononça un verdict négatif. — Hadfield fut enfermé à Bedlam, où il continua à donner des preuves non équivoques d'hallucination, alternant avec des intervalles lucides; on dit qu'il survécut à tous ceux qui figurèrent dans son procès, juges, jurés et avocats.

En résumé, Erskine fit triompher alors cette doctrine que le délire dont l'acte criminel a été le produit direct constitue une excuse justificative pour celui qui l'a commis. En effet, Hadfield n'avait pas perdu la

notion du bien et du mal; il avait parfaitement connaissance du châtiment qui le menaçait, puisque c'était justement la perspective de ce châtiment qui l'avait déterminé; de plus son attentat avait été prémédité; il en avait préparé l'exécution avec soin, mais il avait agi sous l'empire d'une illusion qui lui faisait croire qu'il obéissait à des ordres du ciel, et c'est ce qui le fit acquitter¹. Beaucoup d'auteurs aujourd'hui sont d'avis qu'Erskine a posé, pour apprécier la mesure dans laquelle la folie peut justifier le crime, des règles encore trop étroites; mais ces règles constituaient alors, je le répète, un progrès réel sur la jurisprudence antérieure; il faut dire aussi qu'il ne cherchait pas à faire prévaloir une théorie générale, il plaidait dans une affaire spéciale; il voulait avant tout faire acquitter Hadfield. Pour atteindre ce but, n'était-il pas naturel qu'il établît tout juste les règles dont l'application devait faire absoudre son client sans se poser la question de savoir si elles étaient suffisantes pour sauvegarder les intérêts de la justice dans tous les autres cas qui pouvaient se présenter? Du moment qu'il faisait prévaloir cette doctrine que l'existence d'un délire ayant poussé au crime justifiait l'auteur de l'infraction, sa cause était gagnée. Il est donc facile de répondre au

1. M. Maudsley (*loc. cit.*) ne pense pas que la Cour se soit parfaitement rendu compte de la substitution qu'elle faisait d'une théorie nouvelle à l'ancienne théorie des juristes anglais; Erskine avait, d'ailleurs, cherché à faire croire qu'il n'innovait en rien; avouer qu'il voulait faire déroger aux précédents sur la matière eût été pour lui s'exposer à un échec certain. « L'acquittement, dit M. Maudsley, ne fut pas dû, comme on l'a quelquefois affirmé, à la judicieuse adoption de l'aberration mentale comme critérium de responsabilité substitué à l'ancienne règle; il fut bien plutôt le triomphe de l'éloquence d'Erskine et du sens commun sur le dogme légal. »

reproche adressé à l'avocat de Hadfield, lors même qu'il aurait en réalité adopté un système trop rigoureux. Du reste, la valeur absolue de la théorie qu'il fit triompher peut être encore soutenue par des arguments assez sérieux. Je n'ai point ici à discuter une question de médecine légale qui exigerait de longs développements. Je me contenterai de résumer brièvement quelques décisions notables indiquant que la jurisprudence ne paraît pas avoir adopté encore en Angleterre un critérium définitif dans la matière qui nous occupe. — Du vivant même d'Erskine, en 1812, le ministre Spencer Perceval fut assassiné par un nommé Bellingham, qui fut condamné et exécuté malgré le désordre de ses facultés mentales. Le procureur général et le Chief-Justice tombèrent d'accord pour reconnaître que la pierre de touche de la responsabilité pénale consistait dans « la faculté de discerner le bien du mal », non pas relativement à l'acte particulier objet de l'accusation, mais en général. En 1843, à la suite de l'acquittement d'un nommé Mac-Naughton, accusé d'assassinat, la Chambre des Lords adressa aux juges un questionnaire relatif à la folie considérée comme excuse justificative en matière criminelle. La réponse, faite en termes assez confus d'ailleurs, implique qu'il faut examiner le discernement du bien et du mal chez l'accusé, mais cette fois relativement à l'acte particulier dont il a à répondre, et cela au moment où il a été commis. Les juges ajoutaient : « Dans le cas d'un délire partiel, seulement, et si l'individu pour tout le reste n'est pas fou, sa situation quant à la responsabilité est la même que si les faits imaginaires de son délire étaient réels. Par exemple, sous l'influence du délire, cet individu s'imagine que quelqu'un

tente de lui enlever la vie, et, se croyant dans le cas de légitime défense, il tue son prétendu agresseur ; le cas est excusable, et la responsabilité n'est pas encourue. Mais si son délire consistait à croire que l'homme tué avait gravement diffamé son caractère et préjudicié à sa fortune et qu'il l'ait tué par vengeance en raison de ces griefs imaginaires, la peine légale doit lui être appliquée ¹. » On voit que cette doctrine est pour le moins aussi rigoureuse que celle d'Erskine, et celle qui avait été soutenue dans le cas de l'assassin de Spencer Perceval l'était encore davantage².

1. M. Maudsley (*op. cit.*, p. 94) critique vivement cette décision : « Ainsi, dit-il, l'on n'hésite pas à supposer qu'un homme affecté d'illusions délirantes a le pouvoir de penser et d'agir *raisonnablement* en ce qui se rattache à son délire, et que, dans l'instant où il a violé la loi, il aurait dû avoir et exercer toute la connaissance, toute la possession de soi-même, qu'un homme jouissant de la pleine raison aurait eue et exercée en des circonstances identiques aux faits imaginaires du délire. On suppose en fait qu'un fou est tenu d'être raisonnable dans sa déraison, sensé dans sa folie. » — « Le mot si connu de Locke, dit-il ailleurs (p. 126), qu'un fou raisonne correctement sur des prémisses fausses, est, certes, loin d'être vrai dans tous les cas : souvent le fou raisonne follement d'après de folles prémisses... »

2. On trouvera des détails étendus sur la jurisprudence anglaise en matière de folie dans J. Prentiss Bishop, *Commentaries on the Criminal Law*, 7^e éd. (Boston, 1882, in-8°), I, § 378 et suiv. Cet auteur cite l'opinion du juge Nisbet sur le plaidoyer d'Erskine : « The great speech of Mr. Erskine in defence of Hadfield has shed new light upon the law of insanity. So conclusive was that celebrated argument that it is now looked upon by the profession as authority. In the records of forensic eloquence ancient and modern nothing is to be found surpassing Erskine's defence of Hadfield, for condensation, perspicuity and strength of reasoning, as well as for beauty of illustration and purity of style. » (P. 254, note 2.) — Le projet de Code criminel anglais de 1881 contient la disposition suivante : « A person labouring under specific delusions but in

Dans la doctrine des jurisconsultes français, il règne quelque incertitude, mais en général ils ne paraissent pas disposés à aller plus loin que la jurisprudence anglaise et à admettre comme moyen de justification, soit le délire quand les faits commis ne rentrent pas dans la catégorie des faits sur lesquels portent les conceptions délirantes, soit surtout la monomanie sans délire, cette impulsion, dit-on, irrésistible qui pousse un homme, sans motif appréciable et pourtant jouissant en apparence de toutes ses facultés, à méconnaître la loi¹.

Rappelons, en terminant, que le plaidoyer pour Hadfield est l'œuvre d'Erskine la plus connue du public français, non pas seulement à cause de l'importance du sujet qu'il y traite, mais encore et surtout grâce à la mention qu'en a faite M^{me} de Staël dans ses *Considérations sur la Révolution française*². M^{me} de Staël compare la législation anglaise, donnant plus de garanties à l'homme accusé de haute trahison qu'à tout autre pour sa défense, aux usages suivis dans notre ancienne France : « Chez nous on a vu, écrit-elle, tous les genres de tribunaux extraordinaires créés par la circonstance, destinés à tel homme et justifiés, disait-on, par la grandeur du délit, tandis que c'est précisé-

other respects sane, shall not be acquitted on the ground of insanity under the provisions herein after contained unless the delusions caused him to believe in the existence of some state of things which, if it existed, would justify or excuse his act or omission. » Harris et Tomlinson, *Principles of the Criminal Law* (Londres, 1881, in-8°), p. 23. — M. Markby (*Elements of Law*, p. 129) paraît ne pas croire à la possibilité actuelle d'une définition de l'insanité pouvant servir d'excuse justificative.

1. Boitard et Faustin Hélie, *Leçons de Droit criminel*, 10^e éd., p. 493.

2. Ed. Didot (Paris, 1843, in-18), p. 562 et suiv.

ment quand ce délit est de nature à exciter fortement les passions que l'on a le plus besoin de recourir, pour le juger, à l'impassibilité de la justice ». Elle met en regard le procès de Damiens et celui de Hadfield, et traduit l'exorde du discours d'Erskine, exorde tiré justement de la protection accordée par la loi anglaise à l'homme accusé de trahison¹. Cette traduction est trop connue pour que j'aie besoin de la reproduire ici.

1. « Quel contraste, dit-elle en parlant du jugement de Damiens, entre une telle barbarie et ce qui s'est passé en Angleterre ! Mais gardons-nous d'en tirer aucune conséquence contre le caractère français ; ce sont les gouvernements arbitraires qui dépravent les nations, et non les nations, qui sont destinées par le Ciel, les unes à toutes les vertus, les autres à tous les forfaits. » (P. 364.)

CHAPITRE IV

DES PLAIDOYERS D'ERSKINE ÉTRANGERS A LA POLITIQUE

Nous avons fini d'examiner le rôle d'Erskine dans les principaux procès politiques où il figura, procès de presse, de sédition et de haute trahison ; mais si la part qu'il prit à la solution des questions vivement débattues que soulevait ce genre d'affaires offre un intérêt plus général, quiconque étudie le barreau anglais ne doit pas oublier qu'il ne se distingua pas moins dans les causes criminelles ou civiles sans rapport avec la politique.

En matière criminelle nous trouvons notamment, dans le recueil de ses plaidoyers, la défense de l'évêque de Bangor et de quatre autres personnes, dont trois ecclésiastiques, accusées de *riot* et *assault*, aux assises de Shrewsbury (26 juillet 1796). En elle-même et abstraction faite de la qualité des parties en cause, l'affaire est assez insignifiante ; mais les circonstances dans lesquelles elle se produisit, la position des accusés, le talent du défenseur font que le compte rendu des débats n'est pas, même aujourd'hui, dénué d'intérêt.

Le plaignant, Samuel Grindley, remplissait les fonctions d'archiviste-adjoint (*deputy registrar*) de

l'évêché de Bangor; l'emploi du *registrar* d'une Cour consistoriale diocésaine n'était pas sans importance; car non seulement cet officier avait la garde des archives de la Cour, mais encore celle des testaments des diocésains. Le *registrar* en titre était mineur, et, comme tel, il était représenté par Samuel Grindley, qui lui payait 70 livres par an. Celui-ci se brouilla avec l'évêque à propos d'une affaire d'élections au Parlement; un jour qu'il était absent, le prélat s'introduisit dans le bureau des archives en brisant les carreaux et fit changer les serrures; à son retour, l'archiviste, prétendant que son titre ne dépendait pas du bon plaisir de l'évêque, se remit en possession de son bureau; l'évêque et quelques-uns de ses familiers vinrent l'y trouver et tentèrent de l'expulser par la force. Sur ce, plainte de l'archiviste; l'accusation dut d'abord être portée devant les *grandes sessions* du pays de Galles, mais des doutes s'élevèrent sur l'impartialité des jurés de la contrée où le délit avait été commis; la connaissance de l'affaire fut attribuée à un jury spécial. aux assises de Shrewsbury.

L'avocat de la partie poursuivante, Adam, soutint l'accusation avec une extrême modération; il fit remarquer au jury que, malgré la situation des personnes qui figuraient dans l'instance, la question religieuse n'était en rien mêlée à ce procès, qui devait être jugé comme toute autre affaire entre particuliers. D'après lui, l'archiviste, responsable des actes et des registres de la Cour consistoriale à lui confiés, avait été parfaitement dans son droit en reprenant possession de son bureau; ceux qui avaient voulu l'expulser violemment étaient aussi coupables que celui qui tente d'arracher son domicile, « cette forteresse du ci-

toyen ». Un seul passage mérite d'être noté dans ce réquisitoire : « Je me rappelle, dit l'accusateur, une phrase également profonde et sage sur les membres du clergé. On a dit d'eux qu'ils avaient trouvé ce qui manquait à Archimède, à savoir un autre monde destiné à leur servir de point d'appui pour soulever celui-ci. Je puis me servir de ces paroles pour éclairer la cause qui nous occupe. Dans toutes les matières spirituelles, elles renferment une maxime sage, juste et véritable, montrant les vrais principes en vertu desquels les prêtres possèdent vraiment, justement, à un degré éminemment utile à cette société où nous vivons, l'influence sur les hommes qui convient à leur situation et leur caractère spirituel ; mais quand, du cercle des intérêts spirituels, ils passent à celui des intérêts temporels, quand ils abandonnent les affaires de l'autre monde pour ne s'occuper que des choses d'ici-bas ; quand ils s'introduisent dans la sphère de la haute politique ou dans la sphère inférieure des élections, le caractère que leur donnent leurs fonctions les suit malheureusement en dehors d'elles. S'ils échouent dans leurs desseins, ils ne peuvent s'habituer à l'idée de leur échec ; on leur a appris à regarder les hommes comme des êtres qu'ils peuvent gouverner suivant leur bon plaisir ; ils sont incapables d'adopter des mesures de conciliation comme les personnes plus habituées aux affaires ordinaires de la vie... »

La réponse d'Erskine montre qu'il savait faire un usage adroit d'un procédé de polémique, fort connu d'ailleurs, et dont il se servit plus d'une fois ; la meilleure manière de se défendre, surtout quand on n'a que des armes défensives assez médiocres, c'est d'attaquer. Il attaque donc dès le début, et avec une grande

impétuosité, le caractère du plaignant. Le jury doit se garder de confondre M. Samuel Grindley et son avocat : autant celui-ci s'est montré modéré dans ses expressions, autant celui-là a été violent dans sa conduite ; il a été jusqu'à menacer les compagnons de l'évêque de ses pistolets ; c'est lui qui devrait être l'accusé. L'évêque n'est-il pas en effet, au moins moralement, responsable de la bonne tenue des archives ? Ce n'est pas à l'un des plus infimes officiers du diocèse à l'expulser du lieu de leur dépôt. Qu'importe ici la question de l'irrévocabilité de l'archiviste adjoint ? Si un huissier, nommé à vie, faisait du bruit dans la Cour du Banc du Roi et qu'en conséquence le Lord Chief-Justice ordonnât de l'expulser, serait-ce l'huissier qui pourrait accuser Sa Seigneurie ? — Erskine appelle au secours de son client une foule d'arguments dont un certain nombre n'ont avec les faits de la cause qu'un rapport assez éloigné ; il représente le plaignant semant dans le pays de Galles des pamphlets contre les évêques, les menaçant du sort des prêtres français ; il fait l'éloge du clergé anglais, plus particulièrement de ses dignitaires ; enfin, il annonce que, sûr de la bonté de sa cause, persuadé que les jurés ont déjà fait bonne justice des accusations dirigées contre son client, il juge inutile d'appeler aucun témoin à décharge. « Je ne puis, dit-il, endurer l'humiliation de combattre contre une ombre ; je ne puis commettre l'imprudence de donner une certaine importance au néant en lui opposant quelque chose, ce qui serait avouer qu'on a fourni contre nous des preuves qui demandent une réfutation. Je ne sais jusqu'à quel point cette abstention sera approuvée de ceux dont j'ai reçu les instructions ; mais nous n'aurons

pas d'ailleurs à débattre cette question si votre bon sens et vos consciences viennent, comme j'en ai la confiance, mettre sans délai un terme au procès. » — C'était là, paraît-il, une petite comédie; il était décidé d'avance qu'on ne produirait pas de témoins à décharge¹; les faits étaient avérés, et de nouveaux témoins n'auraient pu que corroborer les dépositions des premiers; Erskine espérait que les jurés, frappés de la confiance qu'il paraissait avoir dans la bonté de sa cause, allaient se rendre à son invitation, interrompre les débats, comme cela se fait quelquefois, en se déclarant suffisamment éclairés et prononcer un verdict d'acquiescement. Mais ils restèrent muets et immobiles. Très mortifié de voir échouer son plan, dissimulant néanmoins de son mieux son désappointement, Erskine feignit de consulter les autres avocats des prévenus et leur avoué; puis, prenant un air de satisfaction, il se dit heureux d'annoncer à la Cour que son avis était adopté et qu'on n'entendrait plus de témoins. Le juge Heath, qui présidait, se montra dans son résumé défavorable à l'évêque; pourtant, après quelques minutes de délibération, le jury répondit négativement à la question de culpabilité; Erskine fut soulagé d'une grande inquiétude.

L'affaire de l'évêque de Bangor est un fait isolé qui n'eut, comme je l'ai dit, aucune conséquence importante. Mais l'éloquence d'Erskine paraît avoir eu une influence sérieuse sur la jurisprudence anglaise à la fin du dix-huitième siècle dans les procès dits de *con-*

1. Comme on l'a vu plus d'une fois dans le cours de cette étude, l'interrogatoire des témoins à charge suit ordinairement le réquisitoire, celui des témoins à décharge le plaidoyer de la défense.

versation criminelle. C'est à ces procès qu'on pense tout d'abord quand on parle de ses succès en matière civile. En effet, malgré ce mot de *criminelle* qui pourrait nous induire en erreur, ce sont des procès civils : le mari offensé peut poursuivre le complice de son épouse infidèle par une action en dommages-intérêts, mais aucun châtiment ne peut être prononcé contre lui. Cette disposition de la législation anglaise a été vivement critiquée; je ne l'apprécierai point et me contente de renvoyer à la justification qu'en a donnée en excellents termes M^{me} de Staël¹; Erskine fit bien quelques efforts pour faire ranger l'adultère de la femme parmi les délits, mais sans succès². Quoi qu'il en soit, il s'était fait une immense réputation par le talent qu'il déployait dans ces affaires délicates; en général, c'était le mari outragé qui se hâtait de le prendre pour avocat; on n'a conservé le souvenir que de trois causes où il prit la parole pour le complice de la femme. Le hasard voulut que le président de la Cour du Banc du Roi fût impitoyable pour les défenseurs dans les affaires de ce genre et que les instructions données par lui aux jurés, instructions auxquelles ceux-ci se conformaient volontiers, inclinassent toujours vers une extrême sévérité³. C'est à ces deux circonstances, de l'éloquence d'Erskine qui figurait dans toutes les instances de cette sorte et de la rigueur de lord Kenyon,

1. *Op. cit.*, p. 591. — Il faut remarquer que chez nous, bien que l'adultère constitue un délit, il ne peut être poursuivi que sur la plainte de l'époux offensé. A Rome, au contraire, l'adultère de la femme était considéré comme un délit public.

2. *Hist. parl.*, xxxv, p. 309.

3. Voy., sur l'influence exercée par la magistrature anglaise sur le jury, M. de Tocqueville, *la Démocratie en Amérique*, I. p. 333.

qu'on attribue la multiplication des condamnations pour adultère à cette époque, ainsi que les chiffres exorbitants et inconnus jusqu'alors des dommages-intérêts alloués.

On a conservé dans le recueil des plaidoyers d'Ers-
 kine¹ le discours qu'il prononça, devant le *Deputy Sheriff* du comté de Middlesex et un jury spécial, pour le révérend Georges Markham contre John Fawcett (4 mai 1802). Ce morceau peut nous donner une idée du pathétique qu'il savait déployer dans ces occasions. La cause offrait un intérêt particulier, à raison de la situation des plaideurs; le demandeur était fils de l'archevêque d'York, appartenait lui-même à l'Eglise d'Angleterre, avait été recteur de Stokely, puis promu doyen de la cathédrale d'York. Il avait épousé la fille d'un baronnet du Yorkshire, renommée pour sa beauté et son excellente éducation. Le défendeur avait été autrefois son condisciple à l'école de Westminster, puis à l'université d'Oxford; il était devenu ensuite son voisin. Le plaignant avait reçu avec la plus grande cordialité son ancien camarade, et celui-ci n'avait pas craint d'abuser de la confiance qu'on lui témoignait; une liaison criminelle nouée avec Mrs. Markham s'était continuée pendant plusieurs années.

Il est probable qu'Ers-
 kine avait en réserve cer-
 tains développements pour les procès de ce genre qui ont en général une certaine analogie les uns avec les autres; on peut deviner quels ils étaient par le spécimen que nous avons sous les yeux. C'est d'ailleurs avec beaucoup d'éloquence qu'il dépeint la situation terrible de l'homme qui ne sait même pas si les enfants

1. *Speeches of Lord Erskine*, II, p. 512.

qui portent son nom sont les siens, qui croit reconnaître dans leurs visages les traits de celui qui a désolé à jamais son foyer. — Le demandeur réclamait des dommages-intérêts considérables, 20,000 livres. L'avocat s'attache à démontrer que le jury doit prononcer contre J. Fawcett condamnation à la somme entière. Sans doute, aucune indemnité ne rendra à l'époux outragé le repos qu'il a perdu; mais la loi ne lui a donné, en cas d'adultère, qu'une action civile tendant à une condamnation pécuniaire. Ici les dommages-intérêts ont un caractère de pénalité plutôt que de réparation; il s'agit de savoir si le coupable peut échapper à l'action de la justice humaine; c'est ce qui arriverait si malgré sa position sociale, malgré toute l'étendue de sa faute longtemps préméditée et longtemps continuée, il pouvait en être quitte pour le paiement d'une somme pour lui peu importante. Ne serait-ce pas là un encouragement au vice? — Erskine rappelle qu'il est partisan d'une action criminelle contre le complice de la femme adultère; il existe une lacune dans la législation; le jury a le moyen de la combler. « Si on ne prononce pas de forts dommages-intérêts, dit-il, un homme n'a qu'à mettre de l'argent dans sa poche, en raison de sa position et de sa fortune, et alors il lui est loisible de séduire la femme ou la fille de son meilleur ami, du moment qu'il veut y mettre le prix. Il n'a qu'à se dire, comme dit Iago à Roderigo dans le drame de Shakespeare : « Mets de l'argent dans ta bourse, va, mets de l'argent dans ta bourse. » A ce compte, les possesseurs d'immenses fortunes pourraient dépouiller les hommes les plus honorables du royaume de leur bonheur domestique en encourageant une condamnation qui, pour eux, équivaut à peu près

à l'impunité!... J'ai vu un riche délinquant, condamné par une Cour à une amende trop légère, jeter ses billets de banque à la figure des officiers de justice et se retirer en donnant des signes non de repentir, mais de mépris... » — L'appel de l'avocat aux sentiments religieux de son auditoire était trop ordinaire de sa part pour nous étonner. Certains passages qui peut-être sembleraient un peu étranges devant nos tribunaux paraissent tout naturels à un peuple habitué à la lecture de la Bible : « Les jeunes époux vivaient comme nos premiers parents dans le paradis jusqu'à ce que le démon les eût vus et eût envié leur condition. Comme eux ils furent précipités du comble de la félicité humaine dans un abîme de chagrins et de désespoir. En un point pourtant l'analogie fait défaut, et cette différence aggrave le crime du coupable, redouble les souffrances de l'offensé. Ce n'était pas un ennemi, c'était un ami qui était la cause du mal. J'ai détaché sur ce sujet un passage du Psalmiste, plein de cette simplicité exempte de toute recherche qui caractérise d'une manière si frappante les chants sublimes du poète sacré :

« Ce n'est point un ennemi déclaré qui m'a infligé
« le déshonneur ; autrement j'aurais pu le sup-
« porter ;

« Ce n'était pas un adversaire qui se déclarait
« contre moi ; je me fusse peut-être dérobé à ses
« coups ;

« Mais c'était mon compagnon, mon guide, l'ami de
« mon choix. »

La péroraison revient sur l'expression des idées religieuses avec plus d'insistance. « Messieurs, dit en concluant Erskine, je vous demande d'accorder au

plaignant la totalité des dommages-intérêts demandés. Après avoir rendu ce verdict, vous vous retirerez en vous rendant ce témoignage intérieur que vous avez agi avec équité, emportant avec vous l'approbation du public, celle du ciel lui-même. Croyez-moi, le monde ne peut subsister sans morale, et la morale ne peut guère se maintenir dans le cœur de l'homme sans la religion, la religion, pierre angulaire de l'édifice de la vertu humaine. Nous avons eu naguère une preuve des plus frappantes de cette vérité sublime et consolante dans un des résultats au moins de cette révolution qui a étonné et ébranlé le monde. Bien qu'une fausse philosophie ait pu un moment lever une tête pleine de vanités et de chimères et fouler aux pieds le christianisme et ses institutions, Dieu a dit : *Que la lumière soit*, et la lumière fut. La religion a vu relever ses autels, sans s'être dégagée, il est vrai, de toute erreur et de toute superstition humaine, sans s'être réformée dans le juste sens du mot; mais enfin, le christianisme est rétabli en attendant qu'on l'épure; nous devons nous affermir dans l'espoir qu'il se répandra sur toute la surface du globe. Messieurs, pour nous, nous n'avons rien à attendre; depuis longtemps : nous sommes au centre de la lumière; nous avons une religion conforme à la vérité, un gouvernement libre; vous êtes les appuis de l'un et de l'autre... » Il y a d'autant plus de raison de croire à la parfaite sincérité d'Erskine dans ce passage, qu'il ne se rattache pas étroitement au reste de son discours et qu'il ne dut sans doute contribuer que dans une faible mesure au succès de sa cause.

Le jury condamna le défendeur à 7,000 livres de dommages-intérêts; celui-ci était passé à l'étranger et

ne paya jamais le montant de sa condamnation. Erskine n'avait pas dissimulé d'ailleurs dans sa plaidoirie que le plaignant cherchait surtout un moyen de l'éloigner de l'Angleterre pour toujours.

J'ai dit plus haut qu'on ne cite que trois procès d'adultère où Erskine ait plaidé pour la partie poursuivie. Mais c'est dans une de ces causes qu'il obtint le succès le plus rare et le plus singulier que jamais avocat ait obtenu. Je ne veux pas parler de l'affaire Baldwin contre Oliver, où il réussit pourtant à ne faire allouer au mari qu'un shelling de dommages-intérêts, mais de l'affaire Howard contre Bingham. Le court plaidoyer qu'il prononça pour la défense de Richard Bingham¹, et qui nous a été conservé en entier, est assurément une de ses œuvres les plus caractéristiques et mériterait d'être traduit en entier. — Mrs. Howard, dès avant son mariage, avait voué son affection au défendeur et n'avait renoncé à celui-ci qu'en cédant à la contrainte exercée sur elle par sa famille. Un enfant était issu d'une union qu'elle n'avait contractée qu'avec répugnance; la légitimité de cet enfant n'était pas contestée; ce n'était qu'après sa naissance que des relations s'étaient nouées entre Richard Bingham et elle. — Après quelques préliminaires, Erskine, abandonnant toute idée d'une défense fort difficile, puisque les faits étaient constants, attaque hardiment l'adversaire : « Messieurs, dit-il, comment le plaignant pourra-t-il prouver ce qu'il doit prouver pour réussir dans sa demande, à savoir qu'il a perdu, par le fait

1. Le 24 février 1794; c'est ce même R. Bingham qui devint plus tard comte de Lucan. Howard était héritier présomptif du duc de Norfolk. (*Speeches of Lord Erskine*, II, p. 25.)

du défendeur, la société de sa femme, le bonheur qu'il goûtait avec elle. C'est là la base de son action. La privation de l'affection de son épouse et de sa félicité domestique, tels sont les seuls fondements légaux de sa plainte. Eh bien ! pour qu'une chose puisse être perdue, il faut qu'elle ait existé ; avant qu'on puisse ravir un bien à un homme, il faut qu'il l'ait possédé ; avant qu'on puisse enlever à un mari l'affection de sa femme, il faut que sa femme l'ait affectionné. — Messieurs, mon confrère reconnaît que telle est la loi, et il arrange en conséquence les circonstances de la cause. Il représente son client, rejeton d'une famille des plus illustres, jetant les yeux sur une femme libre de tout engagement, d'un rang, sinon égal, au moins assorti au sien. Il nous dépeint une union contractée sous l'empire d'une affection réciproque ; il essaie de nous montrer ces jeunes époux se jetant dans les bras l'un de l'autre avec toute l'ardeur d'un amour partagé. Puis il montre un enfant fruit de cet amour, et il conclut en introduisant sur la scène le séducteur venu pour troubler tout ce bonheur et pour anéantir la félicité qu'il a décrite. Le défendeur vient, d'après lui, avec toute l'impétuosité et la témérité de la jeunesse, insoucieux des conséquences, ne pensant qu'à satisfaire sa sensualité aux dépens de l'honneur d'un autre, pendant que le mari veille avec anxiété sur sa femme bien-aimée, brûlant de s'assurer son affection, attentif à préserver sa vertu. Messieurs, si la réalité correspond de près ou de loin à ce récit, j'abandonne le défendeur à votre juste colère ; condamnez-le à tels dommages-intérêts qu'il vous plaira. Pour commencer l'examen de cette affaire, je tirerai les rideaux de ce lit nuptial dont, d'après mon adversaire, les joies ont

été flétries dans leur bouton (*nipped in the bud*) par la séduction du défendeur... » Ici se place un long développement, écrit d'un style coloré, avec une hardiesse de langage qui paraîtrait sans doute excessive à plus d'un Anglais de nos jours. Il montre la jeune femme « unie au demandeur par des parents insensés, étendue sur le lit nuptial comme sur un chevalet de torture, enlevée à l'amour d'un jeune homme d'une haute naissance, qu'elle aimait elle-même, simplement parce qu'on voulait lui assurer un titre plus élevé que le sien, victime légale sur l'autel du blason. » — « M. Howard a-t-il le droit, demande Erskine, d'accuser de séduction mon honorable client quand il est lui-même le séducteur? Mon savant confrère vous met en garde contre ce qu'il appelle ma pathétique éloquence. Hélas! Messieurs, si j'avais vraiment cette éloquence, je ne pourrais en user ici : M. Bingham ne fait que se défendre et ne peut demander des dommages-intérêts à M. Howard pour l'avoir privé de ce qui lui appartenait en vertu d'un titre supérieur à toutes les lois que l'homme a moralement le droit de faire. M. Howard, en réalité, n'a jamais été marié. Dieu, la nature, font opposition à un tel mariage. Si donc M. Bingham avait pu vous exposer ses griefs en qualité de demandeur, quels dommages-intérêts n'eussé-je pas pu réclamer pour lui? et, sans avoir besoin de cette éloquence qu'on m'attribue, quels dommages-intérêts n'eussé-je pas dû attendre de vous? — Je vous aurais dépeint un noble jeune homme ayant porté ses affections sur une jeune fille, ornement de son sexe et dont l'amour était payé de retour; je vous aurais retracé tous les avantages de l'union projetée; je vous aurais représenté leur espoir; et j'aurais fini en vous montrant la fian-

cée jetée dans les bras d'un autre, prostituée légalement par ses parents en dépit du choix fait par elle, mère de l'enfant d'un rival, n'appartenant complètement à celui qu'elle aime qu'après un divorce prononcé dans des circonstances si cruelles et si affligeantes, ayant perdu la fraîcheur de sa beauté, ayant compromis son honneur aux yeux du monde par le fait même d'avoir affirmé la pureté et la vertu de son premier et innocent amour. Juste ciel ! Imaginez que mon client soit demandeur ; quels dommages ne seriez-vous pas disposé à lui accorder ! Et cependant, c'est de lui qu'on réclame des dommages ; quelle monstrueuse conclusion !.. » M. Howard n'a jamais aimé sa femme ; il s'est séparé d'elle volontairement ; ce n'est qu'après cette séparation qu'elle a été chercher un asile chez M. Bingham. Erskine termine en suggérant cette idée que le présent procès n'a au fond, dans l'esprit même du plaignant, d'autre objet réel que d'obtenir une condamnation, fût-ce à des dommages-intérêts insignifiants, qui puisse servir de base à une action en divorce. — J'ai dit que ce plaidoyer eut un succès des plus singuliers ; on va en juger ; les jurés furent tellement touchés de la situation du défendeur qu'ils résolurent de condamner à de forts dommages-intérêts le mari offensé au profit de l'amant de sa femme, fait sans précédent, on le pense bien, dans les annales judiciaires : il fallut tous les efforts du juge pour les convaincre que tel n'était ni leur devoir ni leur droit ; ce magistrat dut leur représenter que, malgré des circonstances atténuantes, l'épouse infidèle et son complice étaient coupables, et que, si l'exactitude des faits allégués était reconnue, le mari avait légalement droit à un dédommagement ; ce dédommagement de-

vant consister en autre chose qu'en une somme illusoire. Les jurés se laissèrent à moitié persuader et prononcèrent avec répugnance contre M. Bingham une condamnation à 500 livres de dommages-intérêts, ce qui n'était pas le dixième de la somme allouée ordinairement en pareil cas à cette époque.

Remarquons encore, avant de passer outre, que dans le plaidoyer d'Erskine on trouve des exemples frappants de cette tendance à généraliser, à trouver dans les faits particuliers d'une cause quelque chose de plus qu'une occasion d'argumenter subtilement sur des difficultés techniques ou de discourir plus ou moins brillamment sur les faits de la cause, à en tirer des leçons de politique ou de morale, tendance qui distingue Erskine de la plupart des juristes anglais ses contemporains. « Que l'aristocratie d'Angleterre qui tremble tant pour elle-même, dit-il à propos du mariage de Howard, prenne garde à sa propre sécurité; que les nobles anglais, s'ils veulent conserver cette influence qui, sous une forme ou sous une autre, doit exister dans toute société, s'attachent à l'affermir par les moyens qui créent, et qui créent seuls, la véritable supériorité. Au lieu de chercher dans le mariage une occasion d'acquérir une fortune qu'ils dissipent ensuite dans l'oisiveté et la débauche, ou dont ils redoutent leurs blasons; au lieu de perpétuer leurs familles et leurs titres par des unions sans amour, au milieu de plaisirs énervants, qu'ils vivent comme ont vécu leurs ancêtres; qu'ils écoutent les suggestions de leur cœur comme celles de la prudence, et que, dans l'ardeur d'une affection payée de retour, au sein d'une vie simple, sans quitter leurs domaines ruraux, ils donnent le jour à une forte race, physiquement vigoureuse et

obéissant dès l'enfance à la loi morale. Au lieu de gaspiller leurs richesses et leur énergie dans d'insipides orgies, qu'ils ouvrent leurs demeures magnifiques et hospitalières à leurs voisins et à leurs paysans, consacrant au soulagement des pauvres leur influence et leurs richesses. Qu'ils adoptent cette conduite, et, au lieu de folles et périlleuses divisions entre les diverses classes de la société, au lieu de ces sentiments d'envie excités chez la multitude qu'on nous peint souvent comme gros de dangers, nous verrons la patrie présenter l'aspect d'une famille immense et unie ; miracle que ne pourront accomplir, au milieu du vice et de la corruption, ni les guerres, ni les traités, ni les poursuites pour délits de presse, ni la diplomatie et les finesses des hommes d'État. » C'est ainsi qu'en quelques phrases Erskine savait rattacher aux faits d'un procès des principes salutaires qu'il n'était pas sans doute le premier à exposer, mais qu'il savait exposer mieux que personne : nous voyons aussi qu'en même temps, dans un procès qui n'avait rien de politique, il décochait en passant quelques traits à l'adresse de ses adversaires tories, à ceux qui croyaient assurer le repos du pays par la poursuite des délits de presse et par toutes sortes de mesures oppressives.

A côté des procès pour adultère se rangent en Angleterre les actions que notre loi française ne reconnaît pas, au moins avec la même étendue, pour rupture de promesse de mariage. C'est une question très délicate que celle de savoir jusqu'à quel point, dans une législation bien faite, ces actions doivent être admises, et je ne serais pas éloigné de croire qu'il serait désirable de trouver un moyen terme entre les deux solutions extrêmes qui se présentent chez nos

voisins d'outre-Manche et chez nous. — On comprend facilement, quelque opinion qu'on professe d'ailleurs sur la question que j'indique sans la résoudre, que de pareils procès offrent un champ des plus étendus à la verve de l'avocat. — Le recueil des discours d'Erskine nous offre comme spécimen le plaidoyer qu'il prononça devant la Cour du Banc du Roi, peu de temps après son admission à la barre, dans l'affaire Morton contre Fenn¹.

Le défendeur, Fenn, vieillard infirme, avait eu des relations intimes avec sa femme de charge, Mrs. Morton, à laquelle il avait promis mariage; n'ayant pas tenu parole, il fut actionné par sa maîtresse, qui prit Erskine pour avocat. Le fait de la promesse fut prouvé; l'avocat du défendeur², sans essayer de contredire directement les allégations de la partie adverse, essaya d'un procédé familier aux avocats anglais en plaisantant sur l'âge et la laideur de la plaignante, et même sur les infirmités de son client, qui en tant que mari valait, dit-il, tout juste un liard³.

Ces plaisanteries ne furent pas goûtées du jury, qui prononça contre M. Fenn une condamnation à 2,000 livres de dommages-intérêts. Celui-ci demanda qu'on annulât le verdict, en se fondant sur la rigueur excessive de la condamnation. C'est le discours dans lequel Erskine soutint la validité de ce verdict qui nous a été conservé. Il avait une double thèse à défendre : 1° en

1. *Speeches of Lord Erskine*, I, p. 90 et suiv.

2. Cet avocat était Wallace, alors procureur général; les officiers de la Couronne continuent à être membres du barreau et peuvent plaider encore pour des particuliers.

3. On dit que les avocats qui usent d'un semblable moyen de défense essaient *to laugh the cause out of Court. Solvuntur risu tabulæ*.

droit, la Cour, lors même qu'elle n'aurait pas adopté l'évaluation faite par le jury, ne devait pas casser le verdict à raison de cette simple différence d'appréciation¹; 2° en fait, les dommages-intérêts alloués n'avaient rien d'exorbitant. C'est surtout sur la seconde de ces propositions qu'il insista : « Il est des droits, dit-il, que la société a pour but de protéger aussi bien que le droit de propriété, qui ont beaucoup plus de valeur que la propriété et dont la privation ne peut être parfaitement compensée que par un dédommagement pécuniaire. Quel tribunal, dans une action intentée au diffamateur d'une réputation sans tache, décidera que le jury a évalué trop haut les souffrances que fait endurer à un homme sensible et honorable l'ombre même d'un reproche? Si une femme est ravie à son mari, si une fille est enlevée à son père par un séducteur, la Cour peut-elle arbitrairement décider que telle ou telle somme est trop forte pour que le coupable la paie, pour que le malheureux offensé la reçoive? Dans aucun de ces cas, le jury ne peut évaluer exactement le dommage causé : l'honneur et le bonheur ne s'apprécient pas en argent, et la loi n'a recours à une compensation pécuniaire que parce qu'il lui est impossible d'en donner une autre à la personne lésée. — Ces principes sont en grande partie applicables à la cause qui est aujourd'hui pendante devant la Cour; c'est, à la vérité, une action pour inobservation d'un contrat, mais non d'un contrat pécuniaire; ici la

1. Ce point de droit est parfaitement certain depuis longtemps déjà; autrement le jury n'aurait plus guère de raison d'être. On admet pourtant la revision d'un verdict en cas d'*injustice manifeste*, ce qui paraît ouvrir la porte à l'arbitraire, et ce qui fait que dans le plaidoyer d'Erskine la question de fait et la question de droit se confondent un peu.

perte d'argent n'est qu'un des éléments et non le seul élément de l'action; celle-ci repose, en outre, sur un dommage causé à la personne, dommage d'une nature irréparable. Il y a eu, les témoins le prouveront, perte de la santé, du bonheur, de la protection des amis et des proches, de l'honneur qui jusque-là avait été conservé sauf; cette dernière perte seule est la ruine d'une femme; enfin, il y a une perte pécuniaire, puisqu'il y a perte du légitime espoir d'avantages déterminés pour la vie par le contrat de mariage; pour tout cela, le jury a accordé à la demanderesse deux mille livres, somme qui ne dépasse pas une année des revenus du défendeur. » Erskine passe ensuite à l'examen de la situation des personnes en cause, examen dont son confrère Wallace lui avait donné l'exemple. On pourra trouver qu'il manque de courtoisie pour la partie adverse; j'eusse souhaité qu'il l'eût moins maltraitée dans la forme, sinon dans le fond; mais rappelons-nous que, du moment que l'avocat respecte la vérité, il ne faut pas lui reprocher trop sévèrement ce qu'on pourrait justement critiquer ailleurs qu'au barreau; il faut qu'il gagne sa cause; tout ce qu'on peut exiger de lui, c'est qu'il ne blesse pas les règles de la véracité; quant au vêtement qu'il donne à ses idées, c'est surtout le caractère de son auditoire qui en décide, et si celui-ci ne s'en montre pas choqué, le lecteur ne doit pas être trop difficile. « La plaignante est la fille d'un membre du clergé; elle a reçu une bonne éducation; elle a autrefois contracté un mariage très convenable; tant pendant la durée de son mariage que pendant son veuvage, elle a conservé intacte sa réputation; elle a été estimée et protégée par ses parents et ses amis. Sans doute, sa situation était précaire, à en juger par les

fonctions qu'elle s'est présentée pour remplir chez le défendeur ; celui-ci, vieux, infirme, désirait une personne d'un certain âge pour être sa femme de charge. On ne peut incriminer la demanderesse pour avoir consenti à demander cet emploi. Grâce à M. Wallace, le jury a eu le portrait du défendeur sous les yeux, et sa vue seule devait écarter tout soupçon, quel que fût l'âge, le tempérament ou l'extérieur de la femme qui entraît chez lui. Tous ceux qui étaient présents à l'audience conviendront, j'en suis sûr, avec moi que toutes les maladies cataloguées dans le Codex semblaient se disputer sa vie ; l'asthme paraissait pourtant avoir triomphé de ses rivaux, car cet individu soufflait comme un soufflet de forge pendant tout le cours des débats. Il n'avait plus de dents, et je ne parlerai pas de ses gencives ; quant à l'ensemble de sa personne, à côté d'elle une contrebasse serait l'élégance même. J'ai donc été surpris que M. Wallace fût le premier à exhiber cette momie au jury et à faire le commentaire de ses imperfections ; elles prouvent, en effet, jusqu'à l'évidence que la plaignante ne pouvait avoir d'autre motif possible de nouer avec M. Fenn des relations intimes que cette promesse expresse et solennelle de mariage qui a été le fondement de l'action et l'aggravation du dommage causé ; il est du reste, en dehors de cette présomption, directement prouvé que leurs rapports n'ont commencé qu'au jour où fut faite cette promesse qui en était la condition ; l'argumentation de mon adversaire consiste donc en ceci, à savoir que les maladies, et les infirmités sont des excuses pour la déloyauté et la perte des forces physiques une justification pour la débauche. On s'est aussi prévalu de l'âge de la plaignante, femme de cinquante ans en-

viron ; d'où il résulterait qu'un crime commis est d'autant moins grave qu'on a moins de tentation à le commettre. » Jusqu'ici les plaisanteries d'Erskine sont d'un goût peut-être douteux, elles ne sortent pas pourtant des limites permises ; mais le paragraphe suivant, que je traduis aussi comme renfermant d'ailleurs des arguments de fait habilement présentés, finit par un trait qui dépasse décidément la mesure, et qu'Erskine n'eût pas, je l'espère, reproduit plus tard, quand il était l'avocat nécessaire de la partie poursuivante dans toutes les causes de *conversation criminelle*. « Le défendeur aurait pu alléguer quelque excuse en sa faveur si la promesse avait été imprudente et irréfléchie, soudainement donnée et tout de suite regrettée ; mais il est prouvé que c'est exactement le contraire qui a eu lieu ; Mrs. Morton vécut avec lui plusieurs mois, au bout desquels il répéta sa promesse et l'assura qu'il approuvait pleinement sa conduite. Il est démontré de plus qu'elle tomba malade en apprenant la supercherie dont elle avait été la victime et l'intention où il était de l'abandonner. Il reconnaît lui-même que le désappointement de ma cliente était la cause de sa maladie ; et ayant cette idée, il se conduisit de la manière la plus basse ; déterminé à se débarrasser d'elle, il la fit quitter sa maison et aller chez sa sœur, sous prétexte que le changement d'air la rétablirait, et il continua à amuser la pauvre femme avec de nouvelles protestations jusqu'au jour où, sans la prévenir, sans autre excuse, il épousa une autre personne, assez jeune pour être sa fille et qui, je l'espère, lui témoignera son affection en le gratifiant d'une paire de cornes suffisante pour le défendre contre le shériff quand il viendra réclamer le montant de la condamnation prononcée par ce verdict. » Ici, je le

répète, l'avocat dépassait toute mesure, bien que le trait pût faire sourire son auditoire; ce n'était pas assurément son droit de faire au sujet de l'honneur d'une femme, et surtout d'une femme qui n'était nullement partie dans l'affaire, des plaisanteries qui pouvaient lui nuire. — La fin du plaidoyer est meilleure : « La pauvre femme est en proie à la honte et à l'indigence; abandonnée de sa famille et de ses amis, privée de tout espoir d'obtenir désormais une situation en rapport avec sa naissance et son éducation; n'ayant plus ni la beauté ni la jeunesse, elle ne pouvait plus compter, en effet, que sur sa bonne conduite et sur sa bonne réputation que, par sa confiance en l'honneur du défendeur, elle a compromise et perdue. — Le jury a tenu compte de toutes ces circonstances dans son calcul des dommages; comment Votre Seigneurie pourrait-elle démêler les différents éléments de ce calcul et en contester la justice? Il ne s'agit pas ici des *items* des comptes d'un marchand, ni des articles du livre d'un banquier; il y a : — tant pour la perte de la réputation; tant pour celle de la santé; tant pour la perte de la protection des parents et des amis; tant pour celle d'un établissement. — Comment la Cour apurerait-elle ce compte de manière à pouvoir affirmer que le jury s'est trompé en quoi que ce soit? Comment peut-on répondre à mes observations, faiblement présentées, mais fortes de leur valeur intrinsèque? — On n'y répond que par des plaisanteries que ne comporte pas le sujet et qui ne doivent pas même faire sourire les hommes frivoles quand ils ont le sentiment de l'humanité et de la justice. Nous ne sommes pas d'ailleurs ici au théâtre, mais dans une Cour de justice, et quand les juges auront à tirer des conclusions sérieuses des

faits qui leur sont soumis, faits qui, dès maintenant constants, n'ont plus à être mis de nouveau en question et ne peuvent plus être présentés sous un nouveau jour, ce n'est pas un bon mot qui pourra les empêcher de prononcer un jugement équitable. » — Le verdict fut maintenu.

Dans toutes les affaires où il y avait une question de morale en jeu, Erskine se passionnait pour la cause qu'il plaidait et mettait dans son argumentation une chaleur qui l'a une fois exposé à un grave reproche. Le procédure criminelle anglaise était, au siècle dernier, fort en avance sur celle de la plupart des nations européennes et spécialement de la France ; il y restait pourtant encore plus d'une tache. On refusait notamment le droit de faire entendre un avocat aux personnes accusées de *félonie*, et par *félonies* on entend les infractions les plus graves, après celles qui sont qualifiées *trahisons*. Aussi devint-il de règle que le réquisitoire ne contînt qu'un simple exposé des faits, de manière à permettre au jury de comprendre les dépositions des témoins. Cette règle n'était pas encore universellement admise en 1786, ou bien Erskine ne s'y conforma pas lors d'une affaire qu'il plaida à cette époque aux assises du Sussex. Un nommé Motherill était accusé de viol ; Erskine, soutenant l'accusation, s'adressa aux jurés dans le langage le plus enflammé : « S'il y a quelque doute en faveur du prisonnier, au nom de Dieu, qu'il en ait le bénéfice ! Mais il n'en existe aucun, aucun du moins qui puisse arrêter un moment un être raisonnable ; permettez-moi de vous demander si vous pouvez supposer d'après tout ce que vous avez vu, ou lu, ou entendu dire, qu'une jeune personne d'une vie pure et vertueuse, simple, naïve, innocente,

ait quitté tout à coup par une nuit d'orage, la maison de son père, pour se jeter, non dans les bras d'un amant qui ait tenté de la séduire, mais dans ceux d'un étranger, qui n'a rien pour le recommander, rien pour captiver ou pour attirer l'imagination. La raison répugne à le croire ; la femme la plus vicieuse n'aurait pu se jeter dans les bras du misérable difforme qui comparait devant vous. Je ne veux pas l'insulter en me servant de ces expressions ; sa perversité même fait de lui un objet de compassion. Mais, si on ne doit pas l'insulter, l'outrage dont a été victime une femme vertueuse, innocente, malheureuse, ne doit pas rester sans vengeance ; la violation de la loi de Dieu, de la loi de notre pays appelle un châtiment. Si le coupable meurt, il souffre moins que celle qui survit. Le devoir que vous avez à remplir est à la fois solennel et cruel. Vous êtes humains, je n'en doute pas, et je me félicite que vous le soyez. Ceux qui ne sont pas humains ne sauraient être justes. Justice, voilà tout ce que je vous demande. Si, dans vos consciences, vous croyez que le prisonnier à la barre a commis ce crime ignoble, si contraire à tous les principes de la justice, vous devez à Dieu, vous devez à votre pays de le condamner. Si vous retournez chez vous ce soir convaincus que cette jeune dame n'a pas été victime d'un attentat, ou qu'elle a été consentante, si vous pouvez être persuadés de la vérité de cette proposition invraisemblable et absurde, après avoir entendu les dépositions des témoins, je ne contesterai pas cette preuve de votre indulgence, c'est une affaire que vous aurez à régler avec vos consciences. »

Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'aujourd'hui l'accusé peut faire répondre par un défenseur à l'accusation

dans un procès de félonie comme dans tout autre.

Les questions d'état sont parmi les plus intéressantes qui puissent se présenter dans les causes purement civiles. C'est dans un procès de cette nature resté célèbre qu'Erskine essuya un de ses échecs les plus signalés. Je veux parler de l'affaire *Day* contre *Day* (1797); Erskine était l'avocat du demandeur. Celui-ci prétendait que le défendeur, qui avait la *possession d'état* d'enfant légitime dans une famille riche et considérée, n'était qu'un enfant supposé, acheté à une pauvre femme dans un *workhouse*. Le jury reconnut néanmoins la légitimité de ce dernier; Erskine, convaincu de la bonté de sa cause et aussi de l'excellence de son plaidoyer, qu'il considérait comme une de ses meilleures œuvres, fut très irrité de son insuccès; il échoua également dans sa tentative pour obtenir un nouveau jugement, et, en 1823, peu de temps avant sa mort, il exhalait encore son désappointement en termes très vifs dans une lettre adressée au demandeur, son ancien client.

Quant aux procès concernant la propriété immobilière, procès qui occupent une grande place dans la pratique de nos tribunaux et qui n'offrent bien souvent à l'éloquence des avocats que des sujets stériles, il n'eut à s'en occuper que rarement, puisque ces causes ressortissaient principalement de la juridiction des Cours d'Equité.

Le droit criminel, en tant qu'il s'occupe de la répression des délits contre les particuliers, et le droit privé durent en somme beaucoup moins à Erskine que le droit public et le droit criminel en matière politique. Le droit civil d'ailleurs (et je prends ce mot dans le sens le plus large, non dans le sens étroit où le pren-

nent souvent les Anglais, qui appellent ainsi de préférence le droit romain) n'est pas, en général, la branche de la législation que les avocats peuvent contribuer le plus à faire progresser. Il ne peut avancer aujourd'hui que très lentement, et il est même des juristes disposés à soutenir que ce droit était plus près de la perfection chez les Romains aux premiers siècles de notre ère qu'il ne l'est de nos jours chez aucune nation européenne; il change peu suivant les circonstances. Le droit public, au contraire, est plus variable, plus contesté. De plus il passionne davantage la masse du public. Les intérêts qu'il met en jeu sont ou paraissent plus nombreux; enfin il fournit à l'avocat l'occasion de montrer une des qualités dont son ordre est justement le plus fier, l'indépendance à l'égard du pouvoir en quelques mains que celui-ci se trouve. Jen'ai donc pas voulu dire qu'Erskine se soit montré inférieur à lui-même dans les causes d'intérêt privé, mais, je le répète, ce n'est pas là qu'il pouvait acquérir autre chose qu'une notoriété purement professionnelle, ce n'est pas là non plus qu'il pouvait rendre à ses concitoyens les plus grands services. Démosthène et Cicéron ont composé plus d'un plaidoyer civil; lequel est aussi connu que le discours sur la Couronne ou les Verrines? Tandis que la défense de Stockdale et celle de Thomas Hardy ont acquis à leur auteur une gloire durable, ses plaidoyers en matière civile, s'ils avaient été ses seules œuvres, lui eussent valu beaucoup d'argent, l'estime de ses confrères du barreau et peut-être aussi une place élevée et lucrative dans la magistrature de son pays; mais, sans ses plaidoyers politiques, son nom serait maintenant aussi peu familier au public anglais et surtout aux étrangers que ceux du juge Buller ou de sir William Grant.

TROISIÈME PARTIE

Nous avons étudié les principaux discours d'Ers-
kine ; nous savons quels pas ils ont fait faire à la lé-
gislation et à la jurisprudence de son pays ; l'analyse
que nous en avons donnée a montré la méthode dont
il faisait usage ; nous l'avons vu groupant tous ses
développements autour de quelques idées principales
faciles à saisir et nettement exposées ; la simplicité du
plan constitue un élément sérieux de succès dans un
pays où est admis de la façon la plus large le juge-
ment par jury ; les jurés sont d'ordinaire peu habi-
tués aux longues déductions juridiques ; on ne sau-
rait impunément les engager dans le dédale d'une
cause sans leur donner un fil conducteur qui puisse à
tout instant les ramener au point de départ. Enfin ,
par de nombreux extraits de ses plaidoyers , nous
avons pu déjà nous faire une idée des qualités de forme
de l'auteur , autant toutefois que le discours écrit peut
donner l'idée du discours parlé , et que le style d'une
traduction dont je suis le premier à reconnaître l'in-
suffisance , peut suppléer à la lecture du texte original.

Ce sont ces qualités de forme que je voudrais maintenant étudier de plus près ; je voudrais aussi dire quelles étaient les idées d'Erskine en matière d'éloquence ; à qui il demandait des modèles ; je tenterai de le replacer ensuite dans le milieu où il a vécu ; je le suivrai dans ses relations avec les magistrats, le jury, ses confrères et le public. Je verrai enfin pourquoi il n'a jamais pu conquérir au sein du Parlement l'incontestable supériorité que tous lui reconnaissaient à la barre.

CHAPITRE PREMIER

DU STYLE D'ERSKINE. — CARACTÈRES DE SON ÉLOQUENCE

Une des premières questions que l'on se pose quand on étudie le style d'un auteur anglais est celle de savoir si ce style est emprunté surtout à la partie romane ou bien à la partie saxonne de la langue. Personne n'ignore que la langue anglaise , par une fortune presque unique dans l'histoire du langage , est pour ainsi dire double ; la même idée peut , dans la majorité des cas , être rendue de deux manières différentes , qui , traduites , paraîtront à peu près identiques , mais qui , à l'oreille d'un Anglais , rendent les nuances de sens les plus délicates. Le style qui approche le plus de la perfection est celui où l'on voit employer tour à tour , et suivant le sujet traité , les termes d'origine latine ou française et les mots de racine germanique , sans laisser de côté la moitié des ressources d'un idiome aussi riche. Mais la mode exerce son empire sur les vêtements de la pensée aussi bien que sur ceux du corps ; tantôt le normand a vaincu le saxon , tantôt celui-ci a repris le dessus et a fait considérer injustement son rival comme un étranger et un usurpateur. Aujourd'hui l'élément germanique domine , et on a vu dans les derniers temps des écrivains anglais pousser jus-

qu'à l'excès la recherche de l'expression saxonne, bannissant rigoureusement tous les mots d'origine méridionale, de même que quelque érudits de la Renaissance, raillés par Erasme, rejetaient de leurs écrits ceux qu'ils ne trouvaient pas dans Cicéron. Au milieu du dix-huitième siècle, la mode contraire prévalait, et nous trouvons dans Johnson un exemple célèbre du triomphe de l'élément latin. Erskine appartient à une période de transition. « Alors, dit un écrivain qui a publié sur la littérature anglaise plus d'une étude ingénieuse, l'école française a donné tous ses fruits, et l'éternelle mobilité de l'esprit humain ramène tout à coup le public anglais vers l'école ancienne de Shakespeare. Il étudie les vieux poètes, il écoute les vieilles ballades, il s'étonne d'avoir méprisé tant de beautés, négligé tant de mérite et délaissé une littérature toute nationale, aux racines profondément implantées dans le sol, au feuillage vaste et luxuriant, aux formes capricieusement pittoresques. De cette révolution, qui commença avec Burke et Godwin, qui se continua avec Walter Scott et Erskine, naquirent les œuvres de Southey, Jeffrey, Byron, Coleridge ¹... » Il était tout naturel, malgré l'influence que Johnson exerçait sur la littérature anglaise lors de ses débuts, qu'Erskine appartint plutôt à l'école qui commençait à réagir contre la domination absolue d'un style purement classique ; plusieurs motifs, en effet, le sollicitaient à entrer dans cette voie. D'abord, il était Écossais, et les Écossais parlent chez eux un dialecte bien plus exclusivement germanique que les Anglais.

1. Philarète Chasles, *l'Angleterre littéraire* (Paris, 1876), Avant-propos, pp. 5 et 6.

La lecture de Burns peut donner au lecteur français une idée de ce que serait probablement devenu l'anglo-saxon s'il avait pu se développer librement. à l'abri du contact du normand. D'autre part, l'éducation d'Erskine ne l'avait pas initié, nous le savons, à la connaissance des langues anciennes; on trouve bien de temps en temps, dans ses plaidoyers, quelques allusions à des auteurs grecs et latins; c'est ainsi qu'il parle du procès de Verrès à la fin de son plaidoyer pour Stockdale, mais il n'est pas prouvé qu'il ait lu les auteurs dont il parle; c'est dans une lettre de Junius qu'il avait trouvé les vers de Virgile sur Rhadamanthe, cités par lui dans l'affaire du doyen de Saint-Asaph.

Parmi les auteurs anglais même, s'il était familier avec Dryden et Pope, poètes classiques s'il en fût, il lisait et relisait Shakespeare et il savait Milton presque entièrement par cœur; il connaissait bien aussi cette traduction anglaise de la Bible, le livre le plus utile peut-être à qui veut étudier la langue anglaise dans toute sa pureté. M. Villemain, il est vrai, nous le représente comme ayant beaucoup profité de la lecture de Montesquieu. « Les doctrines, les idées, les expressions de l'*Esprit des lois*, dit-il, éclairent et animent son éloquence. Il doit à Montesquieu ce qu'il y a de plus élevé dans ses discours ¹. » Mais il n'en faut pas conclure qu'Erskine ait beaucoup mieux connu la littérature française que les littératures anciennes; il savait peu notre langue; quant aux doctrines de Montesquieu, elles s'étaient rapidement propagées en Angleterre; on les retrouvait chez beaucoup de pu-

1. *Littérat. franç. au XVIII^e siècle*, IV, p. 252.

blicistes contemporains, et le livre de de Lolme, publié à la fois en français et en anglais, n'est que le développement de quelques pages de l'*Esprit des lois*. Je n'ai pas retrouvé de traces de relations personnelles entre de Lolme et Erskine; mais le premier connut plus ou moins intimement Burke, Fox, Barré; Erskine dut le rencontrer plus d'une fois et ne resta certainement pas dans l'ignorance de ses travaux. Tout devait donc le disposer, probablement sans qu'il s'en rendît compte lui-même, à adopter un style purement anglais, ou plutôt purement saxon, car, en somme, les mots d'origine latine font aussi légitimement partie de l'anglais que ceux de racine germanique. Ne croyons pas pourtant qu'à cette époque personne professât pour le saxon l'espèce de culte que quelques-uns lui ont voué depuis ¹. Erskine n'eût pas songé, je pense, à dire : *The unthoroughness of stuff* pour *the impenetrability of matter*; même quand il traite de sujets familiers, son langage est loin de ressembler à la langue, d'ailleurs si pleine de sève, de Dickens. Je pourrais citer de longs paragraphes de ses plaidoyers, des pages entières d'*Armata*, où il est visible que tout esprit d'exclusion lui était étranger et qu'il puisait indifféremment dans les deux vocabulaires dont l'union ou la juxtaposition constitue la richesse de l'anglais moderne; il y puisait sans système préconçu, n'obéissant qu'aux exigences du sens et à son goût pour l'harmonie.

Celle-ci ne fut jamais négligée; j'avoue que c'est là la qualité qui nous échappe le plus, et c'est un peu sur

1. On peut pourtant excepter Fox, qui, au témoignage de lord Brougham, ne se servait à dessein que d'expressions saxonnes. *Sketches of Statesmen*, I, p. 405.

la parole des Anglais eux-mêmes que nous considérons tel ou tel passage, l'épisode du chef indien par exemple, comme un des morceaux d'éloquence les mieux cadencés qui existent dans la langue anglaise.

Nous pouvons mieux apprécier la netteté dont il ne se départ jamais. L'expression est chez lui toujours claire, et correspond toujours à la lucidité de la pensée, ce qui n'arrive pas à tous les auteurs, n'en déplaise à Boileau. — De même qu'il est essentiel de suivre une certaine méthode dans l'ensemble d'un discours, il y a dans chaque subdivision de ce discours, dans chaque phrase même, à suivre un certain ordre destiné à produire sur l'auditeur ou le lecteur l'impression désirée; il faut que ses regards ne se détournent pas de l'objet principal, que tout concoure à cet objet. Erskine attachait avec raison une grande importance à cette qualité. Nous savons qu'il professait pour Burke la plus grande admiration, qu'il ne perdait jamais l'occasion de le citer et le considérait comme son maître en fait de style; pourtant il lui adressait un reproche; il critiquait son amour des digressions, des développements brillants introduits dans le tissu du discours sans en faire partie intégrante, comme des broderies qui ornent une étoffe, mais en même temps en cachent à l'œil une partie. « Celui qui parle en public, disait-il un jour à propos de Burke au docteur Clarke, ne doit jamais être épisodique : le goût des digressions est un défaut capital. C'est à mon avis une règle pour l'orateur, règle qu'il ne doit jamais violer, de ne pas introduire dans ses discours des passages brillants et isolés qui tendent toujours à détourner l'esprit des auditeurs de ce qui doit être sa principale affaire. S'il veut introduire des morceaux

à effet, il faut qu'ils aient un lien avec le sujet, qu'ils ne s'en écartent jamais. Les épisodes de Burke étaient de toute beauté; je ne connais rien de plus beau en soi-même, mais dans ses discours ces mêmes épisodes constituaient des défauts. » Erskine poursuivit en citant par cœur, à titre d'exemple, une partie d'un discours de Burke sur la guerre d'Amérique, et il ajouta : « Tout ce développement est magnifique, mais il n'est pas à sa place. Maintenant je vais vous donner un autre extrait de ses discours sur la même guerre qui peut, au contraire, être appelé parfait. Les expressions techniques les plus communes, les plus familières, les plus basses même s'y mêlent sans effet choquant aux plus beaux passages; ayant pris pleinement possession de l'esprit de l'auditoire, l'orateur ne le laisse pas s'égarer un seul instant. Et Erskine récita encore au docteur un long passage de l'orateur irlandais¹. — J'ai reproduit en entier cette anecdote, parce qu'elle me paraît curieuse à plus d'un titre. Elle prouve avec quel soin Erskine avait étudié les discours de Burke; elle nous montre aussi quelle mémoire étonnante était la sienne, car ceci se passait en mai 1819, quatre ans avant sa mort; elle nous révèle enfin ce qu'il considérait comme la partie la plus importante de l'art oratoire; s'emparer dès l'abord des sympathies et de l'attention de ses auditeurs, en profiter pour conquérir leur assentiment sans trop se soucier d'exciter leur admiration, voilà ce à quoi il songeait, et l'admiration lui venait par surcroît. Dans la conversation, au milieu des discussions parlemen-

1. J. Prior, *op. cit.*, p. 507. Cf. Ch. de Rémusat, *l'Angleterre au XVIII^e siècle*, II, p. 441.

taires, on le blâmait de se mettre trop souvent en scène, d'abuser de ce *moi* qui est haïssable même dans la bouche des hommes les plus éminents; au barreau, il ne s'exposa jamais à un pareil reproche. Quand il se permet une digression apparente, ce n'est, en général, que pour s'insinuer dans la confiance des jurés ou des magistrats, pour les bien disposer en faveur de son client ou pour les amener insensiblement à adopter des maximes qui, posées d'abord nettement et sans préambule, leur eussent peut-être paru dangereuses ou tout au moins hasardées. Quand il plaide dans une cause de libelle, il commence volontiers par rappeler les souvenirs odieux des premiers Stuarts et de la Chambre étoilée; il vante la Révolution de 1688 et ses bienfaits; mais ce n'est pas pour avoir le plaisir d'étaler ses connaissances historiques ou de montrer comme il sait arrondir une période; sans qu'il ait encore dit un mot de la cause, il amène les jurés à faire un rapprochement entre les serviles courtisans des Jacques I^{er} et des Charles I^{er} et les accusateurs de son client; ceux-ci prétendent défendre la Constitution; ce sont eux qui la violent et qui veulent revenir aux principes subversifs du despotisme. — Il est peu d'usage en Angleterre de parler des antécédents des accusés; quand Erskine le fait, c'est toujours avec une discrétion extrême; non pas, en général, pour atténuer une faute commise, mais pour faire voir combien il est improbable qu'aucune faute ait été commise.

Nous avons pu constater qu'il introduisait fréquemment dans ses plaidoiries des développements religieux, et on pourrait penser qu'il s'agit là de pures amplifications; il n'en est rien; à cette époque une réaction religieuse s'était opérée en Angleterre. Il n'y

avait pas bien longtemps que Montesquieu avait écrit qu'il n'y avait pas de religion dans ce royaume¹. Cette observation était probablement superficielle et n'était vraie que pour une certaine classe de la société; mais elle eût été absolument inexacte à la fin du dix-huitième siècle². Erskine savait qu'il avait les plus grandes chances de gagner les sympathies de son auditoire en invoquant le témoignage de cette Bible qu'il connaissait si bien et qu'il citait si souvent³. Rien en lui ne sentait l'hypocrisie; s'il s'est quelquefois laissé aller dans la conversation ou dans son roman d'*Armata* à plaisanter le clergé anglican et à critiquer son intolérance, jamais il n'a parlé du christianisme qu'avec un respect sincère. Il y a beaucoup de vrai dans l'appréciation suivante de M. Villemain : « C'était dans l'alliance intime du sentiment religieux et de l'esprit de liberté que l'éloquent orateur trouvait à la fois la force et le pathétique de ses raisonnements. Sans cesse vous le verrez, dans ses discours, s'adresser non pas seulement à la justice, à la probité, mais à ce qu'il appelle le christianisme des jurés. Cette union des principes de perfectibilité sociale et des principes du christianisme caractérise le talent d'Erskine. Elle est pour lui la source d'un pathétique grave et doux.

1. « Point de religion en Angleterre... Si quelqu'un parle de religion, tout le monde se met à rire. Un homme ayant dit de mon temps : « Je crois cela comme article de foi », tout le monde se mit à rire. Il y a un comité pour considérer l'état de la religion; cela est regardé comme ridicule. » *Notes sur l'Angleterre*. Cf. *Esprit des lois*, liv. XIX, ch. 27, *in med.*

2. Voy. C. de Witt, *la Société française et la Société anglaise au XVIII^e siècle* (Paris, 1864), p. 231 et suiv.

3. C'est à la Bible d'abord et à Burke ensuite, dit Townsend (*op. cit.*, I, p. 450), qu'il empruntait le plus volontiers ses citations.

C'est le Fénelon des avocats. Au milieu de l'âpreté des discussions judiciaires, encore exaspérées par les animosités politiques, Erskine, philanthrope et chrétien, porte une sorte de sérénité persuasive. Il est au premier rang de ces vrais apôtres de l'humanité qui, en Angleterre, ont appuyé sur l'esprit de l'Évangile toutes les idées de réforme et de liberté politique¹. »

— Le plaidoyer pour John Stockdale, dans quelques-uns des passages plus haut cités, nous a déjà montré les idées religieuses qui inspiraient parfois l'orateur ; la péroraison est en parfaite harmonie avec le reste du discours. « Encore un mot, Messieurs, et j'ai fini. Tous les tribunaux humains devraient désirer rendre la justice comme nous souhaitons qu'elle nous soit rendue un jour. Si on admettait le principe d'après lequel le procureur général veut faire condamner mon client, Dieu ait pitié de nous — au lieu de nous présenter devant lui avec les espérances et les consolations propres aux chrétiens, nous devrions nous cacher derrière les montagnes : qui de nous, en effet, peut présenter à l'examen de celui qui sait tout une vie pure, sans faute et sans tache ? Mais j'espère humblement que le bienveillant auteur de notre être nous jugera suivant les maximes que je vous ai proposées. Tenant le grand livre de nos vies entre ses mains, il les considérera dans leur ensemble ; s'il voit que des sentiments de bienveillance, de charité, d'humanité ont fait battre ce cœur qu'il peut seul sonder ; que nous avons suivi le droit chemin dans sa direction générale, bien que nos infirmités nous aient fait sortir de la voie elle-même, son œil pénétrant dédaignera

1. *Litt. au XVIII^e siècle*, IV, p. 266, 267.

d'aller fouiller dans tous les petits recoins de notre existence; encore moins sa justice ira-t-elle choisir ces délits particuliers pour les punir sans tenir compte de notre conduite générale; il est parfois des fautes qui naissent des vertus, et beaucoup de nos plus graves erreurs ont été greffées par l'imperfection de notre nature sur nos sentiments les meilleurs et les plus humains. Non, Messieurs, croyez-moi; telle n'est pas la justice divine, ou bien les Evangiles nous trompent. Si un homme a tenu la conduite que je vous ai représentée, il peut, malgré toutes ses fautes, traverser les ombres de la mort avec autant d'assurance qu'il a parcouru le sentier de la vie; il sait qu'au lieu d'un accusateur rigide, prêt à dévoiler devant l'auteur de la nature ces taches légères qui obscurcissent la plus belle vie, comme quelques passages déparent le livre soumis à votre examen, il rencontrera un juge dont la miséricorde dérobera ses fautes aux regards de sa justice; le repentir les effacera à jamais¹. »

Chose remarquable d'ailleurs chez un Ecossais, c'est bien plus l'esprit de l'Evangile que nous retrouvons chez lui que celui de l'Ancien Testament. Il n'a rien de cette austérité puritaine, aussi soucieuse des formes que du fond, en grand honneur parmi ses compatriotes au dix-huitième siècle et dont l'exagération a été décrite d'une manière singulièrement frappante par Th.-H. Buckle dans le troisième volume de l'*Histoire de la civilisation en Angleterre*². Ajoutons que

1. Le réquisitoire contre l'*Age de raison* de Thomas Paine contient une véritable apologie de la religion chrétienne; l'évêque de Londres le cita en chaire. *Lectures, by Porteus, Bishop of London*, 10^e éd., II, p. 212.

2. On sait avec quel soin Ecossais et Anglais s'attachent à

sa famille comptait plusieurs théologiens illustrés dans les annales de l'Eglise d'Ecosse; un autre Thomas Erskine, son contemporain, a laissé de nombreux écrits religieux¹; on les confond parfois ensemble à l'étranger²; ce que je viens de dire montre que cette confusion entre le chancelier et son homonyme, qui, du reste, fut membre du barreau écossais, n'a rien qui doive nous étonner³.

l'observation du commandement : « Tu ne prendras pas le nom de Dieu en vain. » Le serment, je devrais même dire le juron, que prononça Erskine dans sa défense de lord G. Gordon, est encore considéré aujourd'hui comme une preuve de grande hardiesse. « Now was witnessed, dit lord Campbell, *the single instance in our judicial annals of an advocate in a Court of justice introducing an oath by the sacred name of the Divinity* — and it was introduced not only without any violation of taste or offence to pious ears, but with the thrilling sensations of religious rapture, caught from the lips of the man who, as if by inspiration, uttered the awful sound... The sensation produced by this daring appeal to the feeling of the jury, and by the magic of the voice, the eye, the action with which it was uttered, is related by those present on this memorable occasion to have been electrical. Some have supposed that the oath was premeditated; *but intuitive and momentary impulse could alone have prompted a flight which it alone could sustain; and as its failure would, indeed, have been fatal, so its eminent success must be allowed to rank it among the most famous feats of oratory* » (*Op. cit.*, VIII, pp. 259 et 260). Erskine n'usa plus jamais de ce moyen au barreau, et il a été blâmé de l'avoir employé une fois en Parlement, dans la discussion qui s'éleva à propos du *Seditious Meetings Bill* (1796).

1. Son ouvrage le plus connu est intitulé : *Remarks on the Internal Evidence for the Truth of Revealed Religion*. Édimbourg, 1821.

2. Cette confusion est faite par le *Répertoire de la littérature ancienne et moderne*, XII, p. 435.

3. MM. Clair et Clapier, en 1824, paraissent surpris qu'Erskine n'ait pas rencontré d'imitateurs en France. « Les idées religieuses sont éminemment éloquentes, disent-ils; elles agrandissent, elles élèvent la discussion; les orateurs anglais leur doivent souvent leurs plus belles inspirations; tel est

Je passe maintenant à l'emploi d'un autre moyen oratoire, bien différent, mais familier à Erskine comme il l'était à Cicéron, la plaisanterie. J'ai déjà parlé des bons mots qu'il prodiguait dans la conversation ; ai-je besoin de rappeler ici cette vérité banale qu'il est la plupart du temps impossible d'en donner une idée suffisante dans un autre idiome que celui de l'auteur ?

Je choisirai pourtant deux ou trois traits dans le nombre de ceux que l'on rencontre un peu dans tous les Mémoires contemporains et qui ont été recueillis par les biographes anglais d'Erskine et notamment par Townsend. Un des plus piquants est certainement le suivant. Un journal était poursuivi pour avoir publié un entrefflet ainsi conçu : « Les graveurs sont très embarrassés par la difficulté de trouver la ressemblance du diable. Pour les tirer de cet embarras, le spirituel Peter Pindar a recommandé à son ami Opil l'étude du visage de lord Lonsdale. » — Erskine prétendit que, loin d'être blessant pour le lord, ce paragraphe ne pouvait que le flatter, et il cita les vers du *Paradis perdu* :

« Satan, au-dessus des autres démons, les dominant
« fièrement par sa taille et sa contenance, s'élevait
« comme une tour ; sa forme n'avait pas encore perdu
« toute sa splendeur originelle ; il paraissait encore

encore l'état de nos mœurs publiques que ce sublime moyen nous semble presque interdit. On parle bien au jury comme hommes, comme citoyens, comme pères de famille ; qui jamais comme chrétiens ? » (Notice sur Erskine, dans le *Barreau anglais*, II, p. VII.) L'explication en est simple ; l'avocat est à peu près certain chez nous que les idées religieuses des jurés seront de la nature la plus diverse ; en plaisant aux uns, il risquerait de blesser les autres.

« un archange tombé, un excès de gloire obscurci... »

Le démon, disait l'avocat, était donc plus beau que lord Lonsdale, même déguisé. Quand il s'adressa à Eve, le poète nous dit : « Son aspect était empreint « d'une grâce aimable¹. »

Erskine ne reculait même pas devant le calembour, cette forme inférieure de la plaisanterie qui a été qualifiée « la bêtise des gens d'esprit et l'esprit des gens bêtes ». Il défendait un jour le propriétaire d'une diligence actionné par le directeur d'une ménagerie pour avoir perdu sa malle. Ce dernier avait pris place sur le devant de la voiture, tandis que sa malle était sur l'impériale. « Pourquoi, dit l'avocat, n'a-t-il pas suivi l'exemple que lui donne son éléphant? *Why did he not take a lesson from his own sagacious elephant and travel WITH HIS TRUNK BEFORE HIM?* » On sait que *trunk* veut dire à la fois malle et trompe d'éléphant.

Dans les causes les plus importantes, où la nature des intérêts en jeu eût rendu la plaisanterie déplacée, il était assez sage pour s'abstenir presque complètement de toute récréation de ce genre ; mais on sent parfois qu'il fait effort sur lui-même et que s'il n'était arrêté par le sentiment de ses devoirs envers ses clients et envers lui-même, son naturel reprendrait bien vite le dessus. Un rapprochement de mots sur lequel il n'insiste pas suffit à l'indiquer. Ainsi il dit, dans l'affaire de lord G. Gordon, qu'un individu qu'on avait

1. Il s'agissait de savoir si la Cour permettrait de poursuivre le journal devant le jury par voie *d'information*. Erskine soutint que l'affaire était indigne de l'attention des tribunaux. Lord Kenyon refusa de se rendre à ses raisons ; quant à la plaisanterie, il n'était pas homme à en tenir compte, ni même peut-être à la bien comprendre.

trouvé une torche à la main avait été pris *flagrante delicto*. Mais, de même que dans la vie privée, ses plaisanteries, produit spontané d'un esprit toujours prêt à associer les idées les plus disparates comme les plus intimement liées, ne dégénéraient jamais en sarcasmes et ne lui firent pas un ennemi; ainsi, au barreau, il ne chercha en aucune occasion à faire étalage de son esprit simplement pour éblouir son auditoire ou pour humilier son adversaire.

Il n'avait recours au pathétique que quand les circonstances le demandaient; j'ai cité dans le courant de cette étude bien des morceaux qui peuvent passer pour des modèles en fait d'éloquence émue; ici encore il savait se servir à propos de ses souvenirs littéraires; dans une affaire de *conversation criminelle* dont malheureusement il ne reste qu'un compte rendu des plus imparfaits¹, il arracha des larmes à tout l'auditoire en parsemant sa plaidoirie de vers d'Othello, habilement choisis d'avance, mais qui paraissaient tout naturellement amenés par le développement de son sujet. Peut-être le style de quelques-uns des passages pathétiques de ses discours semble-t-il aujourd'hui un peu enflé; tel est souvent l'effet produit à la lecture par des morceaux qui à l'audition paraissent presque irréprochables; rappelons-nous aussi qu'à cette époque on était moins difficile sur ce point qu'on ne l'est devenu depuis; le style d'Erskine est la sobriété même comparé à celui de Burke, qui ne recule devant aucune exagération, aucune image, fût-elle même dégoûtante ou horrible. Chose curieuse, Erskine est plus emphatique et plus solennel quand il écrit que lorsqu'il parle; c'est

1. *Dunning contre sir Thomas Turton.*

dans sa brochure sur la guerre avec la France que j'ai trouvé ce qu'il y a peut-être de plus déclamatoire dans ses compositions. On y sent l'influence des orateurs de nos Assemblées françaises de la Révolution, élevés à l'école de Jean-Jacques Rousseau, arrondissant des périodes d'autant plus sonores qu'elles étaient souvent plus creuses ; l'Assemblée législative et la Convention étaient pleines d'hommes, s'enivrant au bruit de leurs propres paroles et qui, semblables à un artiste de l'antiquité, ne pouvant faire leurs discours réellement beaux, les faisaient riches, mais d'une richesse plus éclatante que solide. Erskine ne fut jamais un Isnard ; mais, s'il sut éviter le danger qui le menaçait, il nous paraît parfois côtoyer de bien près les écueils contre lesquels son rival et son modèle, Burke, se heurta si souvent. Je me hâte, du reste, de reconnaître que les passages où l'on désirerait plus de simplicité sont relativement rares dans ses discours, et les Anglais, meilleurs juges que nous en ce qui concerne le style d'un de leurs auteurs les plus nationaux, si je puis m'exprimer ainsi, sont unanimes à louer chez lui la mesure et la propriété de l'expression ; telle alliance de mots qui, traduite, semble hasardée, telle image dont le goût paraît douteux au lecteur français, ne choquent pas le goût anglais.

Aux qualités que nous venons d'énumérer et qui sont aussi nécessaires à l'écrivain qu'à l'orateur, Erskine en joignait d'autres qui, inutiles au premier, ont une grande importance pour celui qui parle en public. Les contemporains sont d'accord pour louer sa diction ; et chez lui cette qualité n'était pas naturelle, mais acquise ; les Ecossais parlaient au dix-huitième siècle ce que lord Campbell, dans sa *Vie de lord Lough-*

borough, appelle « un pur patois, grossier et irrégulier¹. » Erskine, qui d'ailleurs quitta jeune son pays natal, parvint à triompher de ses premières habitudes ; mais soit qu'il eût dû faire un effort constant sur lui-même pendant la longue durée de ses succès au barreau et qu'il ait négligé ensuite de continuer cet effort, soit que l'homme en vieillissant revienne naturellement aux habitudes de l'enfance qui semblaient perdues, son accent écossais, au témoignage de lord Brougham, reparut vers la fin de sa vie. Le même phénomène s'était produit pour lord Loughborough².

Non seulement Erskine parlait bien, non seulement on écoutait avec plaisir le son de sa voix, mais encore, grâce à cette excellente santé qui lui permettait de travailler sans relâche, il était capable de parler très longtemps sans fatigue. Dans le procès de Hardy, il plaida pendant sept heures ; il était, il est vrai, complètement épuisé quand il arriva à la fin de son plaidoyer, mais, vu les circonstances, il est étonnant qu'il n'ait pas été forcé par la lassitude de s'arrêter au bout de deux ou trois heures. — On dit que, ne négligeant rien pour s'assurer le succès quand il avait à

1. VII, p. 363. « Arbuthnot, Mallet, Thomson and Armstrong had first shown that Scotchmen might be taught to write English ; and this accomplishment was very generally possessed by men of education of the existing generation. But still they conversed and they thought in the language they had learned from their nurse and which was spoken by peasantry. This varied a good deal in different counties, but in all was uncouth and irregular. In its roots it bore a considerable resemblance to the English of the eighteenth century, but was very different in its inflections and idioms ; and these resemblances and differences made the accomplishment of speaking English with purity and confidence more difficult to a Scotchman than to a Pole. »

2. *Sketches of Statesmen*, I, p. 80.

parler dans une cause de quelque importance aux assises d'une ville de province, il visitait la veille la salle de l'audience, voyait la position respective du juge, des jurés, du public, et mesurait la portée qu'il devait donner à sa voix pour arriver à se faire nettement entendre de tous. En même temps, jaloux de faire la meilleure impression possible sur son auditoire, il s'occupait même de détails qui peuvent paraître insignifiants; ainsi il était toujours attentif à ce que nul ne l'emportât sur lui pour l'élégance du costume professionnel, et aucun de ses confrères ne renouvelait aussi souvent sa perruque. Chose singulière! cet homme, absolument dénué de toute affectation dans la vie privée, qui, s'il fit parfois étalage d'une vanité naïve, ne prit jamais le ton de la supériorité avec qui que ce fût, lors même qu'il occupa la première dignité civile du royaume, et qui, bien que descendu d'une race illustre, pencha toujours vers la démocratie, était en théorie aussi partisan des distinctions extérieures que Mentor à Salente; dans *Armata*, il regrette que les juges ne portent de costume particulier que lorsqu'ils siègent, et on l'accusa de montrer avec trop de complaisance sa décoration de l'ordre du Chardon. Je m'explique cette légère contradiction par l'expérience qu'il avait puisée dans sa profession; il avait remarqué sans doute l'impression que faisaient sur le jury et sur le public les apparences extérieures; il avait entendu ses confrères plaisanter sur les vêtements usés de lord Kenyon, et lui-même s'en était plus d'une fois amusé avec eux¹. Tenant avant tout à gagner ses causes, ce qui est le devoir d'un avocat quand il n'a pas recours

1. Townsend, *Life of Lord Kenyon*, I, p. 125.

pour atteindre ce but à la déloyauté, il n'est pas surprenant qu'il ait usé de moyens qu'il savait avoir leur petite importance; on l'a accusé à ce sujet, comme lord Chatham, de charlatanisme; le mot est sévère; en tout cas la faute a dû paraître bien vénielle aux clients d'Erskine si, comme il en était persuadé, les effets de mise en scène dont il se préoccupait contribuaient à enlever les suffrages des jurés.

J'ai donné un court aperçu de ce qui chez Erskine constituait l'orateur; mais l'avocat n'est pas un orateur ordinaire; il ne s'agit pas seulement pour lui de débiter en le faisant valoir de son mieux un discours préparé d'avance; l'enceinte du tribunal est pour lui comme un champ de bataille; il a des coups imprévus à parer; il doit profiter à l'instant de toutes les fautes que peut commettre son adversaire. La promptitude et la présence d'esprit lui sont indispensables, et Erskine les possédait, dit-on, à un degré fort remarquable; on en cite des preuves nombreuses; peut-être même ne faut-il croire qu'à demi les historiettes que l'on conte encore aujourd'hui à ce sujet; il semble qu'on lui attribue maintenant toutes les anecdotes piquantes dont les tribunaux anglais ont été les témoins de son temps, toutes les reparties spirituelles qu'ils ont entendues, de même qu'on attribuait à M. de Talleyrand tous les bons mots qui se disaient en France sous la Restauration. En voici la preuve : il y a quelques années, je lus dans le *Magasin pittoresque*, qui malheureusement n'indiquait pas la source où il avait puisé, le trait suivant : « Il arriva à Erskine de commettre un jour une étrange bévue. Il oublia pour quelle partie il plaidait, et, au grand étonnement de l'avoué, à la consternation plus grande du client, il

prononça un chaleureux plaidoyer, en opposition directe avec les intérêts qu'il était chargé de défendre. Tout à la verve de son improvisation, rien ne put l'arrêter, ni les remontrances à demi-voix ni les coups de coude. Au moment où il allait se rasseoir, l'avoué tremblant lui mit dans la main ces mots tracés au crayon : « Vous avez plaidé pour la partie adverse. » Sur quoi, se levant avec le plus grand calme, il reprit le fil de son discours : « Tel est, Mylord juge, l'exposé « que mon collègue va probablement vous faire des « faits qui militent en faveur de notre adversaire. Je « demande à Votre Seigneurie la permission de prou- « ver en peu de mots combien sont contestables les « arguments sur lesquels repose ce spécieux exposé. » Il repassa sur le même terrain et ne se rassit qu'après s'être énergiquement réfuté lui-même et après avoir détruit de fond en comble l'effet de sa première plaidoirie¹. » — J'éprouvai quelque surprise en lisant cette anecdote qui s'accordait assez mal avec les éloges donnés au soin que mettait Erskine à l'étude de ses dossiers, si elle s'accordait bien avec ceux qu'on donnait à sa présence d'esprit. Quelque temps après, dans je ne sais quel journal, je trouvai la même anecdote rapportée de Berryer ; cela me mit décidément en défiance, et j'acquis depuis la certitude qu'elle n'était vraie ni d'Erskine, ni de Berryer ; voici le passage de l'*Anecdote Book* de lord Eldon qui le démontre : « Peu de temps après mon entrée au barreau, je fus retenu comme second conseil dans une cause où M. Dunning était premier avocat. Il commença son discours et me parut raisonner avec beaucoup de force contre notre

1. 1870, p. 33.

client. J'attendis jusqu'à ce que je me fusse pleinement convaincu qu'il s'était trompé de partie ; alors je lui touchai le bras ; il tourna la tête de mon côté, et je lui murmurai qu'il devait avoir oublié celui pour lequel il plaidait, puisqu'il argumentait contre lui. Il me reprit rudement de ne pas l'avoir averti plus tôt ; puis il continua son plaidoyer, disant qu'il avait exposé à la Cour toutes les raisons qui pouvaient être invoquées contre son client et qu'il n'en avait rien dissimulé, afin que la Cour pût voir avec quelle facilité on pouvait les réfuter ; en conséquence il démolit victorieusement tout ce qu'il venait d'avancer ¹. » Malgré l'autorité de lord Eldon, le trait n'est pas encore fort vraisemblable, même venant de Dunning ; celui-ci était un des meilleurs avocats de l'époque, et lord Eldon avait trop d'esprit pour n'être pas suspect parfois de conter des anecdotes plus amusantes que vraies ; la chose ne paraîtra pas pourtant complètement impossible à ceux qui savent le peu de soin avec lequel certains avocats, se fiant à leur facilité d'élocution et écrasés par l'affluence des affaires, préparent leurs causes ².

Erskine était d'une loyauté trop grande pour user de certains moyens mis en usage par les grands ora-

1. Twiss, *Life of Lord Eldon*, I, p. 75. Voy. aussi *Curiosities of Law and Lawyers* (London, 1882), p. 192.

2. Je ne sais s'il faut donner plus de créance à l'anecdote suivante : Un jour, dit-on, Erskine plaidait devant le juge Gould, fort âgé et dont le langage était devenu presque intelligible pour ceux qui n'étaient pas habitués à l'entendre ; le vieux magistrat fit un résumé de l'affaire contraire aux conclusions d'Erskine ; mais celui-ci, pendant que le juge parlait, donna de nombreuses marques d'approbation comme si le résumé lui donnait pleine satisfaction ; les jurés, qui entendaient mal, crurent que le juge approuvait les idées développées par l'avocat, et cela les décida à rendre un verdict favorable.

teurs de l'antiquité et qui, s'ils sont parfois employés de nos jours, ne seraient plus avoués par personne. Cicéron recommandait à l'avocat de saupoudrer ses plaidoyers de petits mensonges, *mendaciunculis aspergere*, et Quintilien a rédigé le code des narrations fausses. Quant aux orateurs grecs, et à Démosthène tout le premier, ils ne se faisaient pas faute d'inventer non pas de petits, mais d'énormes mensonges pour discréditer leurs adversaires¹. Je ne voudrais pas pourtant représenter Erskine comme plus près de la perfection qu'il ne l'était réellement, et il faut confesser que, si jamais on ne l'a accusé de dénaturer sciemment les faits de la cause, il ne dédaigna pas quelquefois d'user de moyens qui n'étaient pas irréprochables au point de vue de la sincérité; — dans un procès politique, il demanda à un témoin si ce n'était pas lui qui s'était plaint un jour avec la plus grande amertume et montré même consterné de ce que Pitt ne lui avait pas rendu son salut. C'était là une pure invention, destinée à ridiculiser le témoin par le prix qu'il attachait à l'attention des personnages en place. On cite un certain nombre de traits semblables, mais il n'est pas une de ces contre-vérités qui porte sur des faits plus importants; aussi les lui a-t-on pardonnées aisément et a-t-il conservé au barreau une réputation incontestée de franchise et de droiture.

1. L. Brédif, *op. cit.*, p. 37 et suiv.

CHAPITRE II

DES RAPPORTS D'ERSKINE AVEC LES JUGES, LES JURÉS, LES AUTRES MEMBRES DU BARREAU ET LE PUBLIC

Suivons maintenant Erskine au milieu de ses confrères, dans ses rapports avec ceux qui l'entouraient; la connaissance des hommes, celle des moyens de s'attirer leur bienveillance sont des qualités de premier ordre pour l'avocat, et ce n'est pas seulement par la force de l'argumentation, par l'élévation de la pensée, par le charme du style ou par la promptitude des réparties qu'il se conciliera son auditoire : mille choses encore peuvent lui servir à arriver à cette fin. Nous avons donc à voir comment Erskine sut conquérir à la fois l'estime des juges et la sympathie du jury, ce corps toujours changeant qui est en somme une des meilleures représentations de l'opinion publique; comment, malgré ses succès, il n'eut guère que des amis parmi ses confrères; nous jugerons aussi de son habileté dans l'interrogatoire des témoins, enfin nous dirons quelques mots de ses rapports avec les clients.

Commençons par les juges. Erskine eut la bonne fortune d'être dans l'intimité des deux magistrats émi-

nents qui présidèrent la Cour du Banc du roi, pendant presque toute sa carrière d'avocat, lord Mansfield et lord Kenyon. C'était lord Mansfield qui lui avait conseillé d'embrasser la profession d'avocat, et il ne cessa jamais d'avoir pour son jeune protégé une estime affectueuse. Lord Kenyon était un chaud partisan du grand orateur. Les deux présidents étaient d'opinions politiques tout à fait différentes de celles que professait Erskine; leur faveur avait le plus grand prix à ses yeux et était un des plus importants éléments de son succès professionnel; pourtant, à son grand honneur, en même temps qu'il témoignait pour eux toute la déférence qu'il devait à leur rang et à leur caractère public ou privé, il conservait à leur égard une indépendance pleine et entière; j'ai cité plus haut les passages où il discute avec tant de liberté la doctrine de lord Mansfield sur le rôle du jury dans les procès de presse. Dès sa première cause, il avait affirmé, vis-à-vis du noble lord, les droits de la défense. On se souvient que le capitaine Baillie avait été accusé de libelle pour s'être plaint de la conduite du comte de Sandwich, premier lord de l'amirauté, dans un mémoire adressé aux gouverneurs généraux de l'hospice de Greenwich. Lord Sandwich ne figurait pas en nom dans l'affaire, bien qu'il fût parfaitement connu qu'il était l'inspirateur des poursuites. Erskine prononça son nom : le président lui coupa la parole en lui faisant observer que le ministre n'était point en cause : « Je sais, s'écria l'avocat, qu'il n'est point formellement en cause, et c'est pour cela même que je veux l'y mettre. Il a placé d'autres hommes en première ligne, dans l'espoir qu'ils pareraient les coups qui lui sont destinés; mais je ne croiserai pas le fer avec de tels adversaires; leurs vi-

ces, quoique parvenus au comble de la dépravation humaine, sont trop vils pour mériter mes attaques ; je veux le traîner au grand jour, celui qui fait mouvoir dans l'ombre les fils de cette scène d'iniquité. Oui, le comte de Sandwich n'a qu'un moyen de sortir de cette affaire sans souillure et sans honte : qu'il désavoue publiquement les parties poursuivantes, qu'il rétablisse le capitaine Baillie dans son commandement... mais s'il continue à protéger les directeurs dont les crimes évidents ont soulevé l'indignation du nombreux auditoire qui m'environne, s'il laisse suspendre de ses fonctions cet homme persécuté si injustement, s'il ose changer cette suspension en une destitution définitive, alors je ne me ferai point scrupule de le déclarer le complice de ces crimes, de le désigner comme un infâme oppresseur qui déshonore son rang et trahit la confiance qu'on a mise en lui... » Et il continua sur ce ton sans que lord Mansfield interrompît de nouveau cette véhémence invective contre un des plus hauts personnages de l'Etat. Le Chief-Justice respecta toujours cette fermeté du défenseur jaloux de ses droits, et il rendit plus d'une fois hommage à ses talents. Un jour, un adversaire d'Erskine le plaisantait à propos d'un cahier où celui-ci avait coutume de noter la discussion des points de droit qui attiraient son attention ; lord Mansfield intervint. « Vous ne feriez peut-être pas mal, lui dit-il, d'emprunter son cahier à M. Erskine ; il semble que vous en ayez besoin. » Quand le lord quitta la Cour qu'il avait présidée pendant trente-deux ans, ce fut Erskine que ses confrères chargèrent, bien qu'il fût encore peu ancien au barreau, de lui adresser l'expression de leur respectueuse estime et de leurs regrets ; ils pensaient sans doute que nul interprète ne

saurait être plus agréable au vénérable président. Lord Kenyon, sauf en ce qui concernait l'esprit rétrograde en politique, n'avait rien de commun avec son prédécesseur : il était aussi insensible qu'on peut l'être aux attraits de l'éloquence ; ses connaissances classiques ou autres, en dehors de la sphère du droit, étaient nulles, et le seul ornement qu'il admit dans ses discours ou dans ses jugements était l'emploi de citations latines souvent singulièrement appliquées. Les mauvais plaisants lui attribuaient des phrases comme celle-ci : « C'est visible comme le nez au milieu du visage : *Latet anguis in herba.* » Néanmoins, ce rigide praticien professait pour Erskine une véritable admiration. C'était toujours avec indulgence qu'il reprenait l'avocat, quand celui-ci se laissait aller à son goût pour les saillies et les plaisanteries inattendues ; il n'eût certainement pas toléré qu'un autre citât devant lui, comme autorité, les voyages de Gulliver, ainsi que le fit une fois Erskine. Il avait été autrefois son confrère au barreau ; dans l'affaire de lord G. Gordon, où il était premier avocat, Erskine, plein de déférence comme toujours pour son collègue plus ancien, lui avait adressé dans le courant de son plaidoyer, des éloges qui contribuèrent sans doute à cimenter l'union qui exista toujours entre ces deux hommes si différents l'un de l'autre ; ils n'avaient guère de commun, en effet, que leur intégrité et la bienveillance naturelle de leurs caractères.

Avec les autres juges des Cours supérieures, Erskine entretenait généralement d'aussi bonnes relations qu'avec les présidents, mais il ne se montrait pas plus disposé à leur céder sur les points où il avait conscience que le droit était pour lui. Je ne fais que rappeler l'alter-

cation qu'il eut avec le juge Buller quand il défendit le doyen de Saint-Asaph. Ce ne fut pas la seule fois où il se trouva en lutte avec son ancien patron dans une affaire de libelle ; un jour il parlait pour une personne accusée du même délit ; il cita pour justifier son client quelques phrases qu'il lut dans un livre imprimé ; le juge l'interrompit , disant : « Ce n'est pas justifier un libelle que d'en citer un autre qui vaut encore moins. » Erskine se retourne immédiatement vers les jurés : « Vous entendez, Messieurs, l'observation de Sa Seigneurie ; à mon avis, cette observation doit suffire à obtenir l'acquittement de mon client ; ma citation est extraite de Locke ; condamnerez-vous un écrivain que le juge déclare ne pas être allé aussi loin que ce grand homme ? »

On ne mentionne guère qu'un seul magistrat, le juge Heath, qui ait passé pour hostile à Erskine ; celui-ci, d'ailleurs, s'exprima plusieurs fois assez librement sur son compte ; M. Heath était généralement peu favorable aux avocats qui allaient aux assises de province plaider des causes en dehors de leur circuit accoutumé. « Je me défie toujours, disait-il, de ces gentilshommes aux 300 guinées. » Ce ne fut là qu'une exception. La préférence des juges pour Erskine était un fait connu, auquel quelques-uns de ses confrères ne craignaient pas de faire des allusions directes devant eux. Une fois, M. Law, le futur lord Ellenborough, plaidait contre lui , et , dans la chaleur de l'argumentation , Erskine l'attaqua assez vivement ; Law l'interrompit par cette citation :

Non me tua fervida terrent

Dicta, ferox...

puis, se tournant vers lord Kenyon, qui présidait, il ajouta :

Di me terrent, et Juppiter hostis.

Ce n'est qu'à l'époque où il ne faisait pas partie du Parlement, quand il plaidait devant la Chambre des Communes, qu'Erskine eut le tort de se départir parfois de la forme modérée et respectueuse qui le caractérisait quand il s'adressait aux juges ordinaires; j'en ai déjà donné des exemples; en mars 1787, quand il soutint la pétition des directeurs de la Compagnie des Indes orientales contre le bill proposé par Pitt, voici l'impression que communiquait sur son discours à lord Buckingham le comte de Mornington, depuis lord Wellesley : « Erskine a parlé pendant près de deux heures pour donner le libelle le plus stupide, le plus grossier et le plus inconvenant qu'on pût imaginer contre Pitt; les injures étaient si odieuses, que la Chambre a fini par le siffler. » Et, plus loin, il dit qu'Erskine a prononcé « une harangue de Billingsgate¹ » Cette appréciation venant d'un personnage du parti tory, qui était, de plus, l'ami personnel de Pitt, est évidemment malveillante et fort exagérée; mais il n'en est pas moins certain que, sauf tout à fait dans les premiers temps de sa carrière, et avant qu'il fût connu comme homme politique, Erskine n'eut jamais, soit comme avocat, soit comme orateur parlementaire, la faveur de la Chambre des Communes; les annales du Parlement anglais, quelque imparfaits que soient

1. Marché au poisson de Londres. — Voy. lord Stanhope, *W. Pitt*, I, p. 368.

souvent les comptes rendus qui s'y trouvent, suffisent à nous montrer qu'il ne savait pas ménager les susceptibilités de cet auditoire mal disposé pour lui, comme il savait ménager celle des magistrats d'une Cour de justice ordinaire.

Auprès des jurés, il était très populaire; il avait un genre d'éloquence qui convenait tout particulièrement à cet auditoire, qui apprécie avant tout la netteté, qui saisit mal les arguties purement juridiques et ne déteste pas les raisons de sentiment. Ce n'est pas qu'il fût plus servile à son égard qu'à celui des juges; parfois, dans les fameux *State Trials*, par exemple, on le vit interpellé vivement un juré qui avait donné des marques de désapprobation; mais le jury resta toujours l'objet de sa prédilection; la restauration des droits du jury dans leur intégrité fut celle de ses œuvres dont il se montra le plus fier, et, quand il fut élevé à la pairie, il prit pour devise de ses armoiries ces mots : *Trial by Jury*. Il paraît que ce choix, qui sortait un peu des usages héraldiques, fit sourire bien des contemporains; j'avoue n'en pas voir la raison; les généraux qu'on anoblit mettent volontiers sur leurs écussons des épées et autres emblèmes militaires; les triomphes qu'Erskine rappelait dans le sien n'en valaient-ils pas bien d'autres¹? Le juge Pratt, le plus fervent ami de la liberté qu'ait compté dans son sein la magistrature anglaise, devenu lord Camden, avait pris pour devise, d'après la grande Charte, ces mots :

1. C'est très injustement que lord Campbell compare cette devise à celle qu'un autre avocat mit sur sa voiture : *Causes produce Effects*. Celle-ci n'est qu'un jeu de mots et ne rappelle aucun service rendu au public; elle n'attire l'attention que sur les gains de celui qui l'a adoptée.

Judicium parium, aut lex terræ, et je ne crois pas qu'on l'eût trouvé étrange. Il est probable qu'on n'eût pas raillé Erskine s'il n'avait été connu pour rappeler plus souvent qu'il n'eût dû le faire, à ceux qui s'entretenaient avec lui, les succès qu'il avait obtenus dans ses joutes oratoires.

Malgré sa supériorité sur tous ses confrères, qui devint vite incontestée, il resta avec eux dans les meilleurs termes. Il était bien rare qu'il ne montrât pas envers ses rivaux eux-mêmes la courtoisie la plus délicate, et quant aux jeunes débutants, par sa bienveillante obligeance à leur égard aussi bien que par le fonds inépuisable d'anecdotes professionnelles dont il égayait sa conversation avec eux, il était leur idole. Sans doute, il avait parfois des mouvements de vivacité, mais il ne connut jamais la jalousie et ne blessa personne de propos délibéré. Quand il était encore nouveau au barreau, il eut une fois une altercation assez vive avec un avocat médiocre connu au barreau sous le nom de Morgan-la-Grenouille (*Frog Morgan*); en sortant de l'audience, il eut conscience qu'il était allé trop loin, et qu'il avait oublié ce qu'il devait à un confrère plus âgé; le jour même il alla lui présenter ses excuses, et le lendemain, devant la Cour, il se leva et dit à haute voix : « Monsieur Morgan, je vous ai déjà privativement demandé pardon pour les paroles inconsidérées que j'ai laissé échapper hier; mais comme l'offense a été publique, la réparation doit l'être aussi. Je demande donc la permission de vous répéter ici mes excuses. » Plus tard, arrivé au point culminant de sa renommée, quand Mackintosh remporta par sa défense du Français Peltier, accusé d'avoir publié un libelle contre le Premier Consul, un

des plus beaux succès dont le barreau anglais ait gardé le souvenir, il fut des premiers à féliciter le rival qui venait de révéler de si heureuses et si brillantes qualités.

Avec la pétulance juvénile qui lui était naturelle, il franchit plus d'une fois les limites que les convenances auraient dû lui interdire de dépasser, mais il recevait, sans mot dire, les observations, même empreintes d'amertume, que lui attiraient ses équipées. Plaidant contre Lee, réputé un des meilleurs avocats de l'époque, mais bizarre dans ses gestes et son élocution, Erskine prit le ton et l'attitude de son confrère, mimant jusqu'à sa voix et à sa manière de terminer les phrases. La plaisanterie, fort goûtée de l'auditoire, ne le fut pas de la victime : Lee riposta rudement : « Ce monsieur, me dit-on, a été marin ; on dit aussi qu'il a été soldat ; il finira probablement sa carrière comme saltimbanque sur les tréteaux d'une baraque de foire. » Erskine ne répliqua pas.

C'est avec les officiers de la Couronne que les luttes d'Erskine furent les plus vives ; le procureur général et l'avocat général restent membres du barreau, et leur situation n'a qu'une analogie assez lointaine avec celle des magistrats de notre parquet. Erskine était avant tout jaloux de préserver de tout empiètement de leur part les privilèges de la défense ; interrompu, dans l'affaire de Hardy, par le procureur général, sir J. Scott, qui lui disait d'écouter le président, il répliqua vivement : « J'aurai toujours pour la Cour la déférence qui lui est due, mais ce n'est pas au procureur général qu'il appartient de me donner des leçons. — Je pensais, dit sir J. Scott, que vous n'aviez pas entendu Sa Seigneurie. — J'avais entendu Sa

Seigneurie, riposta Erskine, et je la remercie de l'avertissement qu'elle a bien voulu me donner ; mais je vous ai entendu aussi, vous que je n'aurais pas dû entendre. »

On rapporte cent exemples semblables ; jamais, du reste, il ne demeura de ces petites altercations une impression pénible. Quand Erskine quitta le barreau pour monter sur le siège du chancelier, ses confrères firent auprès de lui une démarche inusitée ; ils adoptèrent à l'unanimité, malgré la diversité des opinions qu'ils professaient, une adresse de félicitation, dans laquelle ils le remerciaient des preuves de bonne confraternité qu'il n'avait cessé de leur donner pendant toute la durée de sa carrière professionnelle. Il répondit par une lettre dans laquelle ils les remerciait à son tour des excellents procédés dont ils avaient toujours usé à son égard. Le témoignage d'affection et d'estime qu'il reçut ainsi de ses confrères, témoignage unique, dut être une de ses meilleures récompenses, et il l'apprécia sans doute plus qu'il n'appréciait la haute dignité dont il était revêtu.

Si nous passons maintenant aux rapports d'Erskine avec le public, nous le voyons tout d'abord en présence d'une classe d'hommes qui, en France, n'a que peu de points de contact avec les avocats ; je veux parler des témoins. Chez nous, c'est par l'intermédiaire des magistrats que se fait l'interrogatoire des témoins ; en Angleterre, ce sont les avocats des deux parties adverses, l'une d'elles fût-elle la Couronne, qui examinent contradictoirement les témoins et s'efforcent de leur arracher des réponses favorables à leurs thèses respectives, ou de jeter le discrédit sur les dépositions quand ils ne peuvent les interpréter à leur avantage ;

il y a là un champ ouvert à l'activité de l'avocat anglais où se développent surtout la subtilité, la présence d'esprit, l'art de tirer parti des plus faibles indices. Rien n'est plus délicat que la tâche qui incombe au défenseur, et, de l'aveu de tous les contemporains, Erskine était passé maître tant dans l'art d'interroger les témoins cités par sa partie (*examination-in-chief*) que dans celui d'interroger les témoins appelés par la partie adverse (*cross-examination*). Nul ne savait mieux que lui insister sur une déposition en apparence insignifiante, l'amplifier, en tirer des conséquences importantes pour son succès, ou, au contraire, diminuer la valeur des témoignages que pouvait invoquer l'adversaire. Il excellait surtout à faire perdre la tête à un témoin hostile de façon à ce qu'il balbutiât, se contredît et enfin perdît toute créance auprès des jurés. Il n'est pas sans intérêt de citer ici quelques exemples ; car cette mise en rapport direct des avocats et des témoins constitue une des différences caractéristiques qui existent entre le barreau français et le barreau anglais.

Un jour Erskine interrogeait un témoin qu'il savait être défavorable à son client : « Vous êtes, Monsieur, voyageur de commerce ? » — Sur la réponse affirmative du témoin : « Dites-moi, je vous prie, si vous êtes sujet au défaut qui est devenu proverbial parmi les voyageurs ? » Cette simple phrase suffit pour que les jurés fussent disposés à révoquer en doute toute la déposition. Une autre fois un témoin, appartenant à la même profession, comparut dans une toilette excessivement soignée, et qui devait évidemment, d'après lui, produire un excellent effet sur la Cour et sur le jury ; il commença à déposer avec beaucoup d'assurance. Après

quelques questions, Erskine lui demanda : « Ne seriez-vous pas, Monsieur, de Manchester ? » Le commis voyageur en convint : « Je l'avais deviné, dit négligemment Erskine, à la manière absurde dont vous avez fait votre nœud de cravate ! » Il avait trouvé le défaut de la cuirasse ; notre homme avait mis tous ses soins, à ce qu'il paraît, à la confection de son nœud ; en voir contester la correction fut pour lui un coup terrible ; il se troubla et s'embrouilla de plus en plus dans ses réponses. — Dans le procès de lord G. Gordon, un témoin à charge déposa que celui qui portait l'étendard des pétitionnaires réunis pour demander le retrait de la loi sur les catholiques avait l'air d'un garçon brasseur ; pressé par le premier avocat, Kenyon, de dire à quoi il reconnaissait un garçon brasseur, il n'avait pas pu faire de réponse nette ; Erskine se servit de cet incident pour discréditer le témoin. Voici l'exposé qu'il fait de l'interrogatoire dans son plaidoyer. « On demande à un témoin : « Connaissez-vous « cet homme ? — Non. — Eh bien, alors ? — Eh « bien ! il avait l'air d'un garçon brasseur ! — D'un « garçon brasseur ! N'avaient-ils donc pas tous leurs « habits des dimanches ? — Si fait. — L'homme au « drapeau était donc le seul qui eût conservé son « costume de travail ? — Non. — Alors, comment « savez-vous que c'était un garçon brasseur ? » Le pauvre témoin devint tout sueur et confusion. A la fin, après une longue hésitation qu'on pensait devoir se terminer par sa fuite, il dit qu'il avait reconnu que c'était un garçon brasseur, parce qu'il avait quelque chose de particulier dans la coupe de son habit, la coupe de sa culotte et la coupe de ses bas !! — Vous voyez, Messieurs, continua Erskine en s'adres-

sant aux jurés, par quels moyens extraordinaires on découvre parfois la perfidie... Vous n'oublierez pas, j'en suis sûr, toutes les fois que vous verrez un homme qui aura quelque chose de particulier dans la mise que ce doit être un garçon brasseur. » En somme, la déposition était beaucoup plus raisonnable qu'elle ne le paraît à première vue; beaucoup d'artisans contractent dans l'exercice de leur profession une certaine tournure, ils affectionnent pour leurs vêtements une certaine coupe qui les fait reconnaître dès l'abord par un œil un peu exercé. C'est ce qu'avait voulu dire, sans doute, le témoin, mais ce qu'il n'avait pas su exprimer, et Erskine profita de son embarras pour insinuer que tout ce qu'il avait dit n'était que fable et mensonge. Les mœurs du barreau anglais autorisent l'avocat à aller très loin avec les témoins; ainsi dans le procès de Hardy, Erskine interpella l'un d'eux de ce nom : « Mon bon Monsieur l'espion »; il s'attira une observation du président, mais le jury était ainsi disposé à n'ajouter qu'une foi médiocre à ce que dirait l'homme ainsi qualifié, et c'est ce que voulait l'avocat¹. — Pitt comparut comme témoin dans les fameux *State Trials* de 1794; bien des fois il avait affecté au Parlement une attitude dédaigneuse vis-à-vis de l'orateur whig et l'avait pris pour but de ses sarcasmes; cette fois celui-ci était sur son terrain, et quand il rappela au premier ministre qu'il avait été autrefois un des plus ardents promoteurs de la réforme parlementaire, il prit de son adversaire une éclatante revanche.

1. Le compte rendu du procès de lord Thanet et de M. Fergusson est tout particulièrement remarquable en ce qui concerne l'interrogatoire des témoins et la discussion de leurs dépositions.

En résumé, le témoin est pour l'avocat anglais une *anima vilis*, sur laquelle il exerce à plaisir son esprit ingénieux; persiflage, insinuations de toutes sortes, épithètes malsonnantes, on se croit tout permis à son égard. Erskine ne ménagea cette catégorie d'infortunés ni plus ni moins que ne le faisaient ses confrères; seulement il était plus savant qu'aucun d'eux dans l'art de faire paraître d'infâmes parjures ou tout au moins d'odieux délateurs des hommes qui étaient tout simplement coupables de ne pas savoir s'exprimer avec une entière clarté; au point de vue de la morale absolue, le procédé est peu justifiable, mais il est admis par les usages du barreau; les juges, le jury et l'opinion publique savent, en général, qu'il faut faire la part du trouble dans les réponses des témoins et celle de l'exagération dans les dires de l'avocat, et je ne sais pas si en somme le système anglais, qui permet à chacune des parties de contre-balancer par son propre interrogatoire l'effet produit par les questions de l'adversaire, n'offre pas autant d'avantages pour la recherche de la vérité que le système d'après lequel le président est seul chargé de provoquer les dépositions; celui-ci, il est vrai, sera la plupart du temps plus impartial que ne l'eût été chacun des avocats pris séparément; mais, pour peu qu'il soit partial, rien ne viendra détruire l'effet de cette partialité; elle pourra avoir sur l'esprit des jurés une influence d'autant plus grande qu'elle sera rarement soupçonnée, tandis que chacun se met en garde contre tous les petits stratagèmes qu'emploient d'ordinaire les orateurs et pour l'attaque et pour la défense.

Quant aux rapports d'Erskine avec les clients, je n'ai que peu de chose à en dire, d'autant mieux que

dans les affaires ordinaires l'avocat anglais ne communique pas directement avec eux, mais bien avec l'attorney, qui joue un rôle plus important que l'avoué français. On peut se faire une idée de l'estime qu'avaient les plaideurs pour ses talents oratoires par les gains énormes qu'il fit presque immédiatement après ses débuts au barreau. Quand, en 1783, il entra au Parlement, un de ses confrères estimait déjà ses profits annuels à 3,000 livres par an; il avait en quatre ans et demi payé toutes les dettes contractées par lui pendant la pénible période de ses études et économisé 8 à 9,000 livres. Quand il se décida à aller en province plaider des causes aux assises des comtés qui ne faisaient pas partie de son circuit, on sait que chacune de ces causes lui valait au moins 300 guinées; il en eut en moyenne 12 par an, qui venaient s'ajouter au total ordinaire de ses affaires. Une fois il montra à sir Vicary Gibbs le rôle des procès pendants devant la Cour du Banc du Roi et, lui en indiquant un, il dit : « Je donnerais 100 guinées pour plaider dans cette affaire; c'est la seule où je ne figure pas. » Le droit anglais, à l'exemple du droit romain, interdit bien aux avocats de rien recevoir de leurs clients, mais il n'est point de loi qui puisse prévaloir contre la nature des choses; l'avocat reçoit ses honoraires par l'intermédiaire de son *clerk*, au lieu de les toucher directement; voilà tout.

Les gains que nous venons de citer sont sans doute considérables; il est sans exemple qu'un débutant ait commencé d'aussi bonne heure à avoir une clientèle aussi nombreuse, et on a pu comparer avec justesse le commencement de la carrière d'Erskine à l'élévation rapide d'une fusée; mais il ne faudrait pas regarder

les chiffres que j'ai cités comme tout à fait inusités; ainsi, en 1798, sir J. Scott, étant attorney général, gagna 10,557 livres 17 shellings¹. — Il ne faut pas oublier d'ailleurs, à l'honneur d'Erskine et de tout le barreau anglais, qu'un certain nombre de ses plus beaux plaidoyers ont été prononcés sans qu'il attendît aucune rémunération pécuniaire; il en fut ainsi de la défense de Hardy, de celle de Horne Tooke, de celle de Thelwall, etc. Il n'est pas d'usage de réclamer des honoraires dans les procès de haute trahison, et Erskine se conforma scrupuleusement à cette coutume; nul plus que lui n'était attaché au devoir professionnel; il perdit, nous l'avons vu, la faveur du prince de Galles et la position qu'il occupait auprès de lui plutôt que de ne pas défendre Thomas Paine, pour lequel il n'éprouvait pourtant aucune sympathie; mais quand il ne se considérait pas comme forcé par les traditions du barreau d'accepter une cause, il ne la prenait que si elle lui paraissait au moins douteuse². Une fois, du

1. Lord Campbell, *Life of Lord Eldon*, IX, p. 188, note.

2. Il se vanta parfois auprès de ses amis de pouvoir soutenir avec un égal succès le pour et le contre (Townsend, *op. cit.*, II, p. 131), mais c'était uniquement pour faire parade de la souplesse de son talent. — Il fit, dans l'affaire du lieutenant Bourne, accusé d'avoir provoqué l'amiral Wallace, une apologie du duel; mais il était de bonne foi en la faisant, car il se battit lui-même avec M. Dennis O'Brian; plus tard, il en témoigna ses regrets : « La bravoure, dit-il, ne consiste pas à se battre, mais à refuser de se battre. » Il avait la plus haute idée de la mission du juriste. « More instructive lessons, dit-il dans l'affaire Howard contre Bingham, are taught in Courts of justice than the Church is able to inculcate. Morals come in the cold abstract from pulpits; but men smart under them practically when we lawyers are the preachers. » Ulpien avait écrit : « Jus est ars boni et aequi. Cujus merito quis nos sacerdotes appellet, justitiam namque colimus, et boni et aequi no-

reste, qu'il s'en était chargé, il s'identifiait avec l'homme qu'il défendait comme un acteur qui dépouille sa personnalité pour revêtir celle du personnage qu'il représente; il s'oubliait lui-même, et, quelque plaisir qu'il eût d'ordinaire à attirer sur lui l'attention, il savait renoncer complètement à cette satisfaction pour assurer le succès de son client : si celui-ci lui paraissait capable de contribuer lui-même à ce succès, il se reléguait volontairement au second plan pour lui laisser le premier rôle : c'est ce qu'il fit notamment dans le procès de Horne Tooke.

titiam profitemur... veram (nisi fallor) philosophiam, non simulatam affectantes. » L. 2, Dig., *de Justitia et jure*.

CHAPITRE III

ERSKINE ET L'ÉLOQUENCE PARLEMENTAIRE

Il est temps maintenant d'examiner pourquoi au Parlement son éloquence ne brilla pas du même éclat qu'au barreau, pourquoi, soit à la Chambre des Communes, soit dans celle des Lords, malgré d'incontestables qualités, il n'occupa jamais qu'un rang secondaire. Disons tout de suite qu'on a beaucoup exagéré ses échecs ; son premier discours, par exemple, a été signalé comme absolument manqué, et pourtant un de ses auditeurs, sir Nathaniel Wraxall, s'exprime ainsi à ce sujet : « Les ennemis de M. Erskine déclarèrent son discours insipide et dénué de cette chaleur qui caractérisait ses plaidoyers à Westminster Hall ; ils affirmaient que, quelques talents qu'il montrât quand il s'adressait à un jury, il redescendait au niveau d'un homme ordinaire, sinon plus bas, dans une enceinte où il fallait un autre genre d'éloquence pour convaincre un auditoire ou le contraindre à l'admiration. Pour moi qui, ne l'ayant jamais entendu devant un tribunal ne pouvais faire de comparaison semblable, je trouvai qu'il déploya dans cette occasion de brillantes qualités d'orateur¹. » — C'est souvent, en

1. *Memoirs*, II, p. 436. Jennings, *Anecd. Hist. of English Parliament*, p. 189.

effet, un système chez les détracteurs d'un homme d'exalter ce qu'il fait dans une occasion pour mieux déprécier ce qu'il fait dans une autre, et les adversaires d'Erskine ne s'en firent pas faute. Lord Stanhope, dans sa Vie de Pitt, parle toujours de lui comme s'il n'eût dit que des inepties toutes les fois qu'il n'était pas dans l'enceinte d'une Cour de justice. Voici l'appréciation la plus flatteuse que contienne sur les discours du grand avocat au Parlement son volumineux ouvrage : il s'agit des débats sur l'adresse en l'an 1800 : « Erskine continua la discussion en parlant infiniment mieux qu'il ne faisait d'ordinaire à la Chambre : *ce fut un pâle reflet de ses triomphes du barreau*¹. » — Il y a dans les jugements des écrivains tories une malveillance évidente ; Erskine n'était pas, il est vrai, un *debater* à la hauteur des grands orateurs du parti whig, mais il était supérieur à l'immense majorité des membres du parti tory qui, si on en excepte Pitt lui-même et Dundas, ne comptait guère que des hommes dont les talents oratoires étaient au-dessous de la médiocrité. D'autres juges plus compétents, et notamment lord Brougham², lui ont mieux rendu justice. Néanmoins, il ne se dissimulait pas lui-même que ce

1. T. III, p. 208.

2. *Sketches of Statesmen*, I, p. 117. Je citerai aussi l'appréciation suivante de M. T.-E. May : « Lord Erskine was not inferior, as an orator, to the greatest of his contemporaries, but the senate was not the scene of his most remarkable triumphs... Had his triumphs been as signal in the senate [as at the bar], he would have been the first orator of his age. In that arena there were men greater than himself; but he was admitted to an eminent place among them. He fought for many years, side by side, with Mr. Fox, and his rare gifts were exerted ever in the cause of freedom. » *Op. cit.*, II, pp. 117 et 118.

n'était pas au sein des Chambres que l'attendaient ses plus grands triomphes. Le 5 janvier 1787, il écrivait à un ami¹ : « Pour un juriste comme moi, Westminster Hall est la seule route de la grandeur », et, quelques années seulement avant sa mort, le 28 novembre 1817, s'adressant aux Lords, il disait : « Je désespère de produire aucune impression sur vous par tout ce que je puis dire — et ce sentiment me rend incapable de parler comme je le devrais. Pendant la plus grande partie de ma vie, j'ai été soutenu dans mes discours par l'espoir de ne pas parler en vain, espoir sans lequel la parole manque de chaleur. J'ai souvent entendu dire, et je crois, en effet, que l'homme le plus éloquent du monde (quelle ne doit pas être mon impuissance !), quelque pénétré qu'il soit de son sujet, pourrait à peine articuler quelques mots, s'il devait parler seul debout devant un mur. »

Ces paroles nous révèlent, je crois, la cause principale du phénomène que nous cherchons à nous expliquer. Pendant presque toute sa carrière, Erskine fit partie d'une minorité sans influence dont les membres les plus courageux et les plus persévérants abandonnèrent parfois complètement la partie, découragés par la stérilité de leurs efforts. Il fallait à l'avocat, pour qu'il pût faire librement emploi de toutes ses facultés, l'espoir du succès ; il n'aimait pas la lutte pour elle-même ; il fallait qu'il eût quelques chances d'en sortir victorieux ; si, par conscience, il prit part bien des fois à des débats où il était sûr d'avoir le dessous, ce ne fut pas avec cette confiance et cet entrain qui l'animaient quand il parlait devant les juges et les

1. *Academy*, 22 janvier 1876.

jurés. Les assemblées parlementaires, en outre, sont loin de voir régner dans leur sein le calme qui préside aux débats judiciaires ; les interruptions, le mouvement de va-et-vient qui s'y produisent déconcertaient Erskine ; il était sous ce rapport, au barreau même, d'une sensibilité presque morbide ; il suffisait parfois d'un éclat de rire ou d'un accès de toux pour lui faire perdre momentanément le fil de sa harangue. Un avoué, rapporte le docteur Croly, sut profiter de cette disposition de la manière suivante : il plaça directement sous les yeux d'Erskine un individu d'apparence stupide et fort enclin au sommeil. Celui-ci ne cessa de bâiller, de s'étirer, de donner toutes les marques de l'ennui le plus profond jusqu'au moment où il s'endormit et se mit à ronfler. C'en était trop. Erskine termina brusquement son plaidoyer et se rassit. Un autre jour, un de ses confrères, Garrow, le regardait fixement, tout en pensant, d'ailleurs, à tout autre chose qu'à ce qu'il entendait. Erskine se pencha vivement vers lui et lui dit à voix basse : « Pensez-vous que je puisse parler avec votre figure de couverture mouillée toujours tournée vers moi. » Au Parlement, il était un homme dont l'attitude uniformément dédaigneuse faisait souvent expirer la parole sur les lèvres de l'orateur whig : c'était Pitt¹. Pitt avait été le confrère d'Erskine dans ses débuts au barreau ; celui-ci l'avait peut-être involontairement blessé ; ce qui paraît certain, c'est que Pitt avait con-

1. L'auteur de l'article *Erskine*, dans la *Biographie universelle* de Michaud, dit : « Les airs hautains, les dédains aristocratiques, les sarcasmes de grand seigneur dont Pitt était prodigue atterraient son *éloquence procédurière*. » Ces derniers mots caractérisent bien mal les talents oratoires d'Erskine.

tre lui une antipathie personnelle bien prononcée ; j'ai rapporté plus haut la pantomime à laquelle il se livra lors du *maiden speech* du député de Portsmouth, pantomime qui déconcerta complètement ce dernier. Il continua d'user de la même tactique et souvent avec succès. Wilberforce nous dit qu'Erskine évitait en parlant de rencontrer le regard du premier ministre ¹. Le duc de Wellington raconta un jour (c'était le 25 octobre 1838) un dîner auquel il avait assisté, en 1806, chez lord Camden, et voici une partie de son récit : « Je me souviens d'un fait curieux à ce dîner. Erskine était là. Or, M. Pitt exerçait toujours sur Erskine un grand ascendant, l'ascendant de la terreur. Parfois, à la Chambre des Communes, il lui suffisait pour tenir Erskine en bride de lever la main et de prendre une note. A ce dîner on avait bu à la santé d'Erskine ; il se leva pour remercier, lorsque Pitt leva le doigt et lui dit à travers la table : « Erskine, rappelez-vous qu'on boit à « votre santé en qualité de brillant colonel des volontaires. » Erskine, qui avait, à ce qu'on nous dit, l'intention de parler sur les droits des jurés, les procès politiques et autres questions du même genre, perdit tout à fait contenance, fut troublé comme un écolier en classe, et, dans son discours, il resta strictement dans les limites qui lui avaient été prescrites ² » Dans ses discours, Pitt ne perdait aucune occasion d'affecter pour son adversaire le plus profond dédain. Une fois, Fox avait parlé contre le ministère, et Erskine après lui ; Pitt se leva pour répondre : « Je réfuterai dit-il, les arguments du premier des orateurs qui m'ont

1. Voy. lord Stanhope, *op. cit.*, IV, p. 282.

2. *Id.*, *ibid.*, IV, p. 347.

précédé ; quant au second , il n'a fait que répéter , et toujours en les affaiblissant , les arguments du premier. » Il faut avouer qu'Erskine ne connaissait aucun sentiment de rancune ; longtemps après , il parlait de l'éloquence de Pitt comme étant supérieure à tout ce qu'on avait vu jusqu'alors dans aucune assemblée d'une nation civilisée.

Mais d'autres circonstances encore contribuaient à affaiblir dans la Chambre l'autorité de la voix d'Erskine ; au barreau , il savait faire abstraction de sa personnalité pour s'incarner , si j'ose m'exprimer ainsi , dans celle de son client ; ailleurs , il ne pouvait plus faire de même , et il lui était difficile , semble-t-il , d'exprimer ses idées d'une façon abstraite ; il lui fallait présenter quelque chose de concret ; quand un acteur cesse d'être sur le théâtre , qu'il ne fait plus parler quelque héros de tragédie , il se met volontiers en scène lui-même. Quand Erskine n'avait pas de client à justifier et à louer , il se louait lui-même , et cet *égotisme* était pour ses détracteurs une source intarissable de plaisanteries. Canning , dans l'*Antijacobin* , parodiait de la manière suivante ses discours politiques : « M. Erskine n'avait pas l'avantage de connaître personnellement aucun des membres du Directoire ; il avait appris pourtant que l'un d'eux , M. Merlin , avant les derniers événements , avait été dans une situation analogue à la sienne. Il avait été , en effet , un avocat distingué au milieu d'un peuple libre , puissant et éclairé... Il conclut par un élan de l'éloquence la plus poignante et la plus pénétrante ; il avait été soldat et marin , et avait un fils à l'école de Winchester ; il avait été retenu pour plaider pendant l'été des causes dans plusieurs parties du royaume , quelques-unes fort

éloignées, voyageant surtout en chaise de poste. Il sentait qu'il était de son devoir de déclarer que ses faibles talents étaient au service de ses compatriotes, au moins de ceux qui étaient libres et éclairés; il était là, lui, un homme, sous l'œil, sous la main même de Dieu, auquel il faisait solennellement appel en présence de la Société et des garçons¹. Il était de noble naissance, peut-être de naissance royale; il avait une maison à Hampstead, et était convaincu de la nécessité d'une réforme entière et radicale; ses brochures avaient eu trente éditions, le nombre desdites éditions ayant été alternativement pair et impair; il aimait la Constitution, à laquelle il restait fermement attaché, et il était sujet aux infirmités de la nature humaine... » Je ne continue pas; j'en ai assez cité pour faire juger de cette caricature que lord Stanhope, avec sa partialité habituelle, prétend ne différer guère d'un portrait exact². Mais Canning ne fut pas le seul à exploiter cette veine. Cobbett, dans le compte rendu d'une séance de la Chambre des Communes, écrivait : « M. Erskine fait un discours très animé sur les causes et les conséquences de la dernière guerre, qui a duré treize heures dix-huit minutes et une seconde. Il a terminé par un mouvement très digne : « Je suis né libre, et je jure « que je mourrai libre ! » Sur ce, on entendit les cris de : « Écoutez ! écoutez ! » dans la galerie où étaient les citoyens Tallien et Barère. Dans trois semaines nous aurons l'extrême satisfaction de mettre sous les yeux du public une courte analyse du discours ci-dessus ; notre fondeur en caractères s'est engagé à nous

1. Ce discours est censé prononcé dans une taverne, devant les *Amis de la liberté*.

2. *Op. cit.*, III, pp. 82, 83.

fondre des I en quantité suffisante (on sait que l'I majuscule est, en anglais, le pronom personnel de la première personne). » Un jour, l'éditeur du *Morning Chronicle*, en analysant une de ses harangues, laissa un grand nombre de mots inachevés et s'en excusa dans une note en alléguant que les imprimeurs n'avaient plus de petits i; quant aux I majuscules, ils étaient depuis longtemps épuisés. Je pourrais rapporter vingt témoignages contemporains constatant qu'en effet Erskine, avec une bonhomie naïve d'ailleurs, soit à la Chambre, soit dans la conversation, se mettait perpétuellement en scène: c'est là un travers qui nuit peut-être plus que tout autre au succès.

Enfin, et ici l'observation ne s'applique plus à Erskine seul, il paraît certain que les Chambres anglaises ne goûtent pas le genre d'éloquence qui réussit le mieux au barreau, et le nombre des avocats distingués qui n'y ont joué qu'un rôle fort effacé, est incalculable. M. Villemain a fait remarquer avec raison qu'il ne faut pas juger des discussions du Parlement britannique d'après celles des Chambres françaises¹. Sir T. F. Buston, écrivant à un ami (M. Worth) qu'il engageait à entrer dans la Chambre des Communes, s'exprimait ainsi : « Je ne m'étonne pas que tant d'hommes distingués n'y aient pas réussi. Le genre de langage qu'on y apprécie est d'une nature toute particulière; on y aime le bon sens et les bons mots, et c'est tout; on déteste au suprême degré cette espèce d'éloquence qui est connue sous le nom de Philippique. Il n'y a pas trois hommes de la bouche desquels on souffrirait une belle comparaison ou l'expression recherchée d'un

1. *Littérature française au dix-huitième siècle*, IV, p. 56.

sentiment. Toute tentative semblable est punie par un rire général. Pouvoir exposer couramment des choses simples et sensées, voilà ce qui est indispensable¹. » — « L'éloquence de notre Chambre des Communes ne ressemble, dit un écrivain anonyme, ni aux harangues de l'antiquité, ni aux pompeuses remontrances des Parlements français, ni aux discussions des Diètes des Pologne, ni aux débats des congrès diplomatiques, c'est un genre d'éloquence à part; anomalie bizarre, née de nos étranges institutions, où se confondent les singularités et les contrastes de tous les gouvernements qui nous ont régis. On y découvre aisément les traces de la servitude antique, les vestiges de la démocratie religieuse, l'empreinte de la prépondérance de l'aristocratie; mais leur caractère dominant est cette habitude d'exactitude et d'analyse que nous devons à l'influence de nos mœurs commerciales. La Chambre des Communes s'attache surtout aux choses positives : *les vues générales, les idées philosophiques*, les spéculations vaines ou *les élans oratoires* exercent peu d'action sur elle. Elle procède par analyse, dédaigne l'enthousiasme poétique, rejette les vagues théories; en un mot, elle est toute pratique² ».

1. Jennings, *op. cit.*, p. 490.

2. *Revue britannique*, mai 1828, pp. 7, 8.

CONCLUSION

Encore quelques mots avant de terminer cette étude. Nous croyons avoir démontré ce que nous affirmions en débutant, à savoir qu'Erskine fut, avant tout, un avocat. Ce n'est pas par l'originalité ou la profondeur des idées qu'il a surtout brillé; les théories constitutionnelles et juridiques pour lesquelles il a combattu et auxquelles il a plus d'une fois assuré la victoire avaient eu d'autres champions avant lui; les idées philosophiques ou religieuses qu'il exprima avec une si entière conviction et dans un langage si noble, n'offraient rien de nouveau; quant à l'érudition, les circonstances, et peut-être aussi la nature de son esprit, l'avaient empêché d'acquérir cette qualité, tant prisée des juristes anglais. Comme orateur public, si, quoi qu'on en ait dit, il occupa dans les Chambres un rang honorable, il ne s'éleva pas au niveau des hommes d'Etat illustres qui donnèrent à cette époque tant d'éclat aux débats du Parlement anglais. Que lui reste-t-il

donc ? Il lui reste ce qui constitue justement l'avocat dans le meilleur sens du mot. Nul ne porta plus loin l'art de persuader : rejetant bien loin toute argumentation laborieuse et enchevêtrée, dédaignant d'étaler une science inutile, toujours clair et méthodique, rendant les idées les plus élevées et les raisonnements les plus serrés facilement accessibles à tous, il savait convaincre les intelligences : en même temps, grâce à sa parfaite connaissance du cœur humain, faisant appel suivant les circonstances aux sentiments les plus divers, il savait conquérir toutes les sympathies. Il eut le rare bonheur d'avoir un égal succès auprès des juges et auprès des jurés. Si, à ces qualités, nous ajoutons cette indépendance qui lui fit braver tour à tour la défaveur de la Cour et l'impopularité, cette fermeté pleine de courtoisie qu'il ne cessa de montrer devant ces juges même dont la bienveillance constituait un des éléments de ses succès, cette intégrité scrupuleuse qui ne lui permit de mettre son talent qu'au service de l'humanité, de la liberté et de la justice, nous aurons fait de lui le plus bel éloge que l'on puisse faire d'un membre du barreau.

N'oublions pas enfin que, s'il chérit sa patrie, il ne crut jamais que la grandeur de celle-ci dût résulter de l'abaissement des autres nations ; à une époque où notre pays était en lutte avec le reste du monde, où il était en proie à la guerre civile, où le fanatisme et la peur s'y partageaient les âmes, Erskine ne cessa d'aimer la France, de la plaindre, d'avoir foi en son avenir. Pourtant il est encore bien peu connu chez

nous : c'est ce qui m'a décidé à écrire ces pages. Heureux si j'ai réussi à faire partager à quelques-uns la sympathique admiration que j'éprouve pour son génie oratoire, la dignité de son caractère et la bonté de son cœur !

VU ET LU

en Sorbonne, le 28 décembre 1882,

*par le Doyen de la Faculté des Lettres
de Paris,*

A. HIMLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE.....	VII
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE.....	9
CHAP. I. — Biographie d'Erskine jusqu'à ses débuts au barreau.....	9
CHAP. II. — Débuts d'Erskine au barreau.....	25
CHAP. III. — Biographie d'Erskine depuis son entrée au Parlement jusqu'au règne de la Terreur en Angleterre.	36
CHAP. IV. — Vie d'Erskine depuis le commencement du règne de la Terreur en Angleterre jusqu'à la fin de sa carrière au barreau.....	66
CHAP. V. — Erskine chancelier.....	107
CHAP. VI. — Erskine depuis la chute du ministère Gren- ville jusqu'à sa mort.....	125
DEUXIÈME PARTIE.....	171
CHAP. I. — Erskine et les procès de presse.....	178
CHAP. II. — Erskine et les procès de sédition et de haute trahison.....	239
CHAP. III. — Le procès de Hadfield.....	280
CHAP. IV. — Des plaidoyers d'Erskine étrangers à la poli- tique.....	297
TROISIÈME PARTIE.....	323
CHAP. I. — Du style d'Erskine. — Caractères de son élo- quence.....	325
CHAP. II. — Rapports d'Erskine avec les juges, les jurés, les autres membres du barreau et le public.....	346
CHAP. III. — Erskine et l'éloquence parlementaire.....	363
CONCLUSION.....	373

TABLE OF CONTENTS

1	INTRODUCTION
2	THEORY OF THE MATTER
3	THEORY OF THE MATTER
4	THEORY OF THE MATTER
5	THEORY OF THE MATTER
6	THEORY OF THE MATTER
7	THEORY OF THE MATTER
8	THEORY OF THE MATTER
9	THEORY OF THE MATTER
10	THEORY OF THE MATTER
11	THEORY OF THE MATTER
12	THEORY OF THE MATTER
13	THEORY OF THE MATTER
14	THEORY OF THE MATTER
15	THEORY OF THE MATTER
16	THEORY OF THE MATTER
17	THEORY OF THE MATTER
18	THEORY OF THE MATTER
19	THEORY OF THE MATTER
20	THEORY OF THE MATTER
21	THEORY OF THE MATTER
22	THEORY OF THE MATTER
23	THEORY OF THE MATTER
24	THEORY OF THE MATTER
25	THEORY OF THE MATTER
26	THEORY OF THE MATTER
27	THEORY OF THE MATTER
28	THEORY OF THE MATTER
29	THEORY OF THE MATTER
30	THEORY OF THE MATTER
31	THEORY OF THE MATTER
32	THEORY OF THE MATTER
33	THEORY OF THE MATTER
34	THEORY OF THE MATTER
35	THEORY OF THE MATTER
36	THEORY OF THE MATTER
37	THEORY OF THE MATTER
38	THEORY OF THE MATTER
39	THEORY OF THE MATTER
40	THEORY OF THE MATTER
41	THEORY OF THE MATTER
42	THEORY OF THE MATTER
43	THEORY OF THE MATTER
44	THEORY OF THE MATTER
45	THEORY OF THE MATTER
46	THEORY OF THE MATTER
47	THEORY OF THE MATTER
48	THEORY OF THE MATTER
49	THEORY OF THE MATTER
50	THEORY OF THE MATTER
51	THEORY OF THE MATTER
52	THEORY OF THE MATTER
53	THEORY OF THE MATTER
54	THEORY OF THE MATTER
55	THEORY OF THE MATTER
56	THEORY OF THE MATTER
57	THEORY OF THE MATTER
58	THEORY OF THE MATTER
59	THEORY OF THE MATTER
60	THEORY OF THE MATTER
61	THEORY OF THE MATTER
62	THEORY OF THE MATTER
63	THEORY OF THE MATTER
64	THEORY OF THE MATTER
65	THEORY OF THE MATTER
66	THEORY OF THE MATTER
67	THEORY OF THE MATTER
68	THEORY OF THE MATTER
69	THEORY OF THE MATTER
70	THEORY OF THE MATTER
71	THEORY OF THE MATTER
72	THEORY OF THE MATTER
73	THEORY OF THE MATTER
74	THEORY OF THE MATTER
75	THEORY OF THE MATTER
76	THEORY OF THE MATTER
77	THEORY OF THE MATTER
78	THEORY OF THE MATTER
79	THEORY OF THE MATTER
80	THEORY OF THE MATTER
81	THEORY OF THE MATTER
82	THEORY OF THE MATTER
83	THEORY OF THE MATTER
84	THEORY OF THE MATTER
85	THEORY OF THE MATTER
86	THEORY OF THE MATTER
87	THEORY OF THE MATTER
88	THEORY OF THE MATTER
89	THEORY OF THE MATTER
90	THEORY OF THE MATTER
91	THEORY OF THE MATTER
92	THEORY OF THE MATTER
93	THEORY OF THE MATTER
94	THEORY OF THE MATTER
95	THEORY OF THE MATTER
96	THEORY OF THE MATTER
97	THEORY OF THE MATTER
98	THEORY OF THE MATTER
99	THEORY OF THE MATTER
100	THEORY OF THE MATTER

TOULOUSE, IMPRIMERIE DOULADOURE-PRIVAT, RUE SAINT-ROME, 39.
